

# MUTATIONS

MÉMOIRES ET PERSPECTIVES DU BASSIN MINIER

**Migrations – histoire, mémoire, patrimoine**

Les 20 ans du CDMH à Dudelange

**Migrationen – Geschichte, Erinnerung, Kulturerbe**

20 Jahre CDMH in Dudelange

# IMPRESSUM

## Editeur / Herausgeber

Fondation Bassin Minier  
c/o 7, rue des Trois Glands, L-1629 Luxembourg  
[www.fondationbassinminier.lu](http://www.fondationbassinminier.lu)  
[contact@fondationbassinminier.lu](mailto:contact@fondationbassinminier.lu)

## Conseil d'administration / Verwaltungsrat

Massimo Malvetti (Président / Präsident)  
Antoinette Lorang (Vice-Président / Vizepräsident)  
Raymond Weber (Secrétaire / Sekretär)  
Antoinette Reuter (Trésorière / Kassenwartin)  
Membres / Mitglieder : Dan Biancalana, François Biltgen, Alex Bodry, Marcel Glesener,  
Pierre Gramegna, Jean-Marie Halsdorf, Jean-Claude Juncker, Joseph Kinsch, Cornel Meder,  
Claude Meisch, Jean-Claude Reding, Vera Spautz, Roberto Traversini

## Comité de lecture / Redaktionskomitee

Antoinette Lorang, Massimo Malvetti, Antoinette Reuter, Jürgen Stoldt, Raymond Weber

## Impression / Druck

C.A.Press, L-4210 Esch/Alzette

## Couverture / Umschlag

Photo : CDMH, Archives photographiques, © Dario Cieol, 2011, 4 et 5 mai. Vue de la Gare-Usines

ISSN 2078-7634

Luxembourg, juin 2017 / Luxemburg, Juni 2017





# MUTATIONS

MÉMOIRES ET PERSPECTIVES DU BASSIN MINIER

9|2017

---

Fondation|Bassin|Minier

# Migrations – histoire, mémoire, patrimoine

## Les 20 ans du CDMH à Dudelange

sous la direction d'Antoinette Reuter

# Migrationen – Geschichte, Erinnerung, Kulturerbe

## 20 Jahre CDMH in Dudelange

unter der Leitung von Antoinette Reuter

**006** Antoinette Reuter  
En guise d'introduction... et de sortie

### **010** I : HISTOIRE / GESCHICHTE

**012** Zeina Habet  
« Italien », un quartier aux mémoires croisées

**015** Marcel Lorenzini  
Association culturelle « Les Amis du Quartier Italien », asbl

**017** CDMH  
Le projet « An Italien », une étape vers la mise en place du CDMH

**019** CDMH  
ARESSLI et le « Arbeitskreis Sozialgeschichte der Industrialisierung »

**022** Hélène Hatzfeld  
L'urbanité peut-elle être interculturelle ?

**027** Jos Thill  
Migrations locales (Luxembourg et Eifel) / Migrations lointaines (Pologne) relatives à l'agriculture luxembourgeoise au XX<sup>e</sup> siècle

**048** Adam Walaszek  
Salzburg – Saxony – East Prussia – Kingdom of Poland – America : one family migration networks

### **054** II : MÉMOIRE / ERINNERUNG

**056** CDMH  
Gare-Usines

**059** CDMH  
Das « Museum ohne Mauern »

**061** Piero Domenico Galloro  
Prolégomènes à l'étude des subalternes par une base de données prosopographique dynamique des migrants

**072** Jean-Claude Farcy  
Bases de données nominatives et problèmes d'analyse longitudinale

**082** CDMH  
Bami 1 et Bami 2 ou le défi du « big data »

**085** CDMH  
Archives

**087** CDMH  
Bibliothèque

**089** Thomas Geisen  
Migration in ländlichen Regionen: Empirische Befunde und konzeptionelle Überlegungen zur Situation in der Schweiz

### **101 III : PATRIMOINE / KULTURERBE**

**102** Laure Teulières et Fabienne Souchet  
Rendre visible la « mémoire » de l'immigration ? Lecture à partir d'actions culturelles en région

**112** Malika Ghemmaz  
« Ailleurs est meilleur » Itinéraires migratoires des Portugais en France, en Belgique et au Luxembourg

**122** Rainer Ohliger  
Migrationsgeschichte im Netz: Potenziale für Partizipation und Demokratisierung der Geschichtskultur

**130** Antoinette Reuter  
L'Association of European Migrations Institutions (AEMI) et les heurts et malheurs de l'« Itinéraire européen du patrimoine des migrations »

**133** CDMH  
Images, imaginaires

**135** CDMH  
CDMH – doch ein dauerhaftes Migrationsmuseum für Luxemburg?

### **139 IV : CONCLUSION / SCHLUSSFOLGERUNG**

**141** CDMH  
Public history ?

**143** Auteurs / Autoren

**145** Photographes / Fotografen



Collection du CDMH © Romain Girtgen, 2010. La représentation publique du quartier « Italien » a été largement construite par le travail des écrivains, des historiens, des peintres et des photographes. Ce cliché de Romain Girtgen a qualité d' « icône ». Le CDMH l'a diffusé comme carte de Nouvel An. Il fait partie de son exposition permanente.



## En guise d'introduction... et de sortie

*Antoinette Reuter*

« Quel est l'âge du capitaine ? ». Cette expression consacrée évoquant un problème sans solution mathématique vaudrait-elle également pour les origines du Centre de Documentation sur les Migrations Humaines (CDMH) ? En quelle année en effet situer celles-ci ?

Pour des motifs de commodité et de stratégie de communication<sup>1</sup>, c'est l'année 1996, celle de l'inauguration des locaux de la Gare-Usines, qui a emporté les suffrages. Toutefois, pour l'équipe fondatrice du projet<sup>2</sup>, il est entendu que les prémisses du CDMH se situent bien en amont de cette mise à disposition d'un siège social. Plusieurs dates-clés pourraient être évoquées... la fondation en 1987 de l'Association culturelle des amis du quartier Italie (ACAQI), la rencontre de la plupart des premiers acteurs du CDMH en 1989/1990 autour du projet scolaire « An Italien », la fondation de l'asbl Centre de Documentation sur les Migrations Humaines en 1993...

En 2001, le 5<sup>e</sup> anniversaire de l'entrée à la Gare-Usines a été dignement fêté à l'Hôtel de ville de Dudelange, en compagnie d'amis venus d'ici et d'ailleurs. La séance académique s'est ouverte sur un remarquable discours de Raymond Weber, Directeur de l'Enseignement, de la Culture et du Sport au Conseil de l'Europe. L'intervention portait sur la thématique des lieux de mémoire<sup>3</sup>. La soirée s'est clôturée sur un spectacle audio-visuel, à la fois émouvant et

endiablé, proposé par les « Brigades d'intervention musicale » de Luciano Pagliarini.

Depuis lors, prise dans les urgences du quotidien<sup>4</sup>, l'équipe du CDMH a mis en sourdine les velléités festives. Les 10<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> anniversaires se sont écoulés sans tambours, ni trompettes<sup>5</sup>. Il faut donc d'autant plus remercier la Fondation Bassin minier d'ouvrir les pages de la collection « Mutations » à un bilan du 20<sup>e</sup> anniversaire. Cette rétrospective s'impose, alors que l'association entame, avec l'arrivée de deux employés permanents<sup>6</sup> un nouveau cycle de vie, celui de la professionnalisation. « Professionnalisation, ne doit pas signifier institutionnalisation ! » La rédactrice du présent texte se souvient avec acuité de cette mise en garde de Driss El Yazami<sup>7</sup>, consultant pour la mise en place du projet du CDMH. En effet, la professionnalisation, si elle constitue une précieuse avancée, comporte également des risques non négligeables et notamment ceux de la démission morale du bénévolat ou de sa mise à l'écart. Or, le CDMH n'a dû sa survie, au fil des années, qu'à la participation désintéressée de dizaines de chercheurs et d'acteurs associatifs qui, sans souhaiter s'engager dans les rouages de l'association, lui ont offert généreusement, pour un temps, leur savoir ou savoir-faire. Il s'agit là d'une leçon à méditer. Il est en effet, au demeurant, peu probable qu'une association sans but lucratif soit en mesure de mobiliser,

<sup>1</sup> Un anniversaire représentant une occasion bienvenue de rappeler un projet aux médias et au public.

<sup>2</sup> Ady Christoffel, Nic Daubenfeld, Mars Di Bartolomeo, Serge Hoffmann, Jean-Paul Lehnars, Marcel Lorenzini, Romain Rech, Antoinette Reuter.

<sup>3</sup> Raymond Weber est actuellement secrétaire de la Fondation Bassin minier.

<sup>4</sup> Faut-il rappeler que jusqu'il y a peu, l'ensemble des activités du CDMH ont été menées exclusivement bénévolement, l'ouverture et la surveillance des lieux mises à part.

<sup>5</sup> Le 10<sup>e</sup> anniversaire et hélas, également la fin de la coopération autour du quartier « Italie » avec les architectes de la Miami University / Oxford / Ohio a cependant été fêté comme il se doit en 2008, année également du 15<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'asbl. Voir détails dans le présent volume, page 59.

<sup>6</sup> L'un pour la coordination générale, l'autre pour la gestion de la bibliothèque, chacun pour une tâche équivalant à 30 heures.

<sup>7</sup> Driss El Yazami a été pendant de longues années délégué général de l'association « Génériques » à Paris. Il est également en 2001 avec Rémy Schwartz, maître de requêtes au Conseil d'Etat, rédacteur d'un rapport qui va déboucher sur la mise en place de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration à Paris.

dans l'environnement socioculturel concurrentiel actuel, la contrepartie en subventions publiques de cet engagement altruiste. Il ne nous semble de ce fait pas inutile de revenir sur les limites, mais aussi sur les réussites de ce travail bénévole.

Celui-ci est documenté dans la présente édition de « Mutations » d'abord par des contributions offertes par différents chercheurs. Les lecteurs familiarisés avec la revue seront peut-être quelque peu désemparés par le contenu de ces articles. Très peu en effet évoquent directement le Bassin minier. Leur lien commun est cependant – outre que de toucher à un aspect migratoire – d'avoir été soit présentés à l'occasion d'une manifestation du CDMH à Dudelange, soit d'avoir été écrits à partir d'archives conservées à la Gare-Usines. Ils illustrent de ce fait un point de vue qui tout au long des années a importé à l'équipe fondatrice du CDMH, à savoir que l'on ne peut pas avancer en ne regardant que soi. L'association a toujours été ouverte sur l'apport externe local, régional, international. On trouvera donc en filigrane dans ses activités l'expérience de travaux menés ailleurs, l'exemple allemand, français, italien, polonais... venant nourrir les démarches des acteurs de la Gare-Usines.

Piero Domenico Galloro (Université de Lorraine), Rainer Ohliger (Netzwerk Migration, Berlin) et Adam Walaszek (Université Jagellonne, Cracovie) sont des membres de longue date du Conseil scientifique du CDMH et ont coopéré au fil des ans à de multiples activités de l'association. Dans ce volume, Piero Domenico Galloro et son invité Jean Claude Farcy (Université de Bourgogne) nous proposent des réflexions sur le « big data » issues de contributions au colloque « Hommes et Usines » de Talange (F), manifestation dont le CDMH a eu le privilège d'être partenaire en diverses occasions<sup>8</sup>. Ces textes font écho au

projet « Bami »<sup>9</sup>, un partenariat de longue date entre le CDMH et la Fondation Bassin minier autour de la valorisation de documents sériels concernant le Bassin minier. Rainer Ohliger évoque en complément la question très actuelle de la « public history » à travers des exemples de mise en ligne d'informations historiques à l'attention d'un large public. Ses recommandations ont trouvé très récemment une application au CDMH par la mise sur la toile de catalogues d'exposition numériques. Adam Walaszek, quant à lui, nous oriente vers une ressource de la recherche en migrations généralement négligée par les historiens, le travail des généalogistes. Le CDMH a intégré ce message en diligentant des travaux adoptant la focale biographique<sup>10</sup>. La contribution vient aussi rappeler opportunément que les schémas largement admis en histoire des migrations qui voudraient que les pays soient tour à tour pays d'émigration puis d'immigration sont à revoir, les différents territoires étant généralement les deux à la fois. Les paysans du Bon Pays ne sont-ils pas partis vers les Amériques alors que des ruraux de l'Eifel ou du Hunsrück sont venus prendre leur place dans l'industrie sidérurgique du Bassin minier émergent ?

La contribution d'Hélène Hatzfeld, politologue, s'interroge sur les liens intrinsèques entre migrations et urbanité. Elle avait, dans le cadre de sa mission de recherche au ministère de la Culture à Paris, accueilli divers représentants du CDMH au sein du Groupement d'intérêt scientifique « Institutions patrimoniales et pratiques interculturelles »<sup>11</sup>.

Malika Ghemmaz (consultante indépendante) est la première doctorante à avoir fait appel aux ressources du CDMH. Son travail sur l'immigration portugaise a inauguré une nouvelle génération d'études consacrées à la présence lusophone au Luxembourg, recherches qui depuis lors ont été présentées réguliè-

<sup>8</sup> Voir la fiche descriptive du festival dans la banque de données des partenaires du Musée national de l'histoire de l'immigration <http://www.histoire-immigration.fr/la-cite/repertoire-de-projets/festival-hommes-et-usines>

<sup>9</sup> Veuillez retrouver les détails dans le présent volume, page 82.

<sup>10</sup> A titre d'exemple, il convient d'évoquer le volume CALDOGNETTO, Maria Luisa, GERA, Bianca (a cura di), *Biografie, Itinerari, Migrazione / Biographies Itinéraires Migrations. Scambi industriali italo-lussemburghesi nelle attività minerarie e siderurgiche in Piemonte e Valle d'Aosta tra XIX° e XX° secolo / Echanges industriels italo-luxembourgeois dans les activités minières et sidérurgiques au Piémont et dans la vallée d'Aoste entre XIX° et XX° siècle*, Turin, 2013, issu d'un projet mené au CDMH.

<sup>11</sup> CIEOL, Dario et REUTER, Antoinette, « Le quartier Italie de Dudelange, un lieu de mémoires mêlées », Hatzfeld, Hélène, *Regards décalés sur des patrimoines silencieux*, Paris: Editions Henri Dougier, Paris, 2015, p. 147-153.

ment au CDMH. La contribution de Laure Teulière (Université de Toulouse Jean Jaurès / Le Mirail)<sup>12</sup> et Fabienne Souchet (Centre de Recherche Pédagogique Toulouse, Réseau Canopé) fait écho aux travaux menés à Dudelange autour des questions mémorielles liées au quartier « Italie ». Jos Thill, sympathisant de longue date de l'asbl avant de s'engager récemment au sein de son conseil d'administration, aborde la thématique originale des migrations vers le monde rural. Il nous fait comprendre à travers l'exemple concret de l'immigration polonaise pendant l'entre-deux-guerres comment les mobilités interne et transfrontalière peuvent être liées et comment les activités rurales chroniquement demandeuses de main-d'œuvre deviennent pour certains immigrés la porte d'entrée vers d'autres secteurs économiques.

Un partenariat suivi lie le CDMH et l'« Institut für Regional- und Migrationsgeschichte » ayant son siège à Trèves. Cette coopération se décline notamment à travers l'organisation alternée de colloques évoquant des thématiques migratoires. Thomas Geisen, qui représente l'IRM dans cette publication et enseigne désormais à Olten à la « Fachhochschule Nordwestschweiz », nous propose en écho à la contribution de Jos Thill un texte sur les migrations en milieu rural en Suisse.

Nous avons choisi d'illustrer les liens intimes entre ces écrits exemplaires et les développements au CDMH à travers de petits textes intercalés. La « substantifique moelle » est tirée des archives de l'association. Le travail mené au CDMH repose sur quelques idées force, qui ont imprimé une certaine unité à l'action de ses promoteurs<sup>13</sup>. Les projets particuliers à travers lesquels s'est traduite cette action se sont au contraire développés d'une manière plutôt primesautière, au hasard des échanges, des rencontres, des lectures... S'est mis de la sorte en place un tissu relationnel dense, riche et diversi-

fié aux interconnexions sans cesse renouvelées. Ce qu'il nous importe donc de communiquer est l'arborescence foisonnante des « an-archives » du CDMH, cette mémoire qui prend en compte sa part d'inattendu, d'imprévu, de spontané. C'est elle qui fait la force de l'association, lui permettant de rebondir vite – pour accueillir des fonds d'archives, par exemple – là où une institution est tenue à de lourdes et longues procédures. Toutefois, cette force incarne également les faiblesses d'un projet qui connaît des difficultés à promouvoir et faire fructifier ses acquis dans la durée.

Les « an-archives » ont été mises au net par la rédactrice de cette introduction. Ce travail repose cependant très largement sur des textes dus à Marcel Lorenzini et Mars Di Bartolomeo pour les origines et premiers développements du CDMH, à Dario Cieol, pour la photographie, l'itinéraire du quartier Italie et les activités récentes de l'asbl, à Christian Kandzia et John Reynolds pour les développements urbanistiques au quartier Italie et sur la friche industrielle de Dudelange, à Roxane Kostigoff pour les archives, la bibliothèque et la photographie.

Les auteurs ne nous ayant pas fourni d'illustrations, il nous a semblé utile de proposer au public des travaux de photographes qui ont accompagné le CDMH au long de sa route, Dario Cieol, Romain Girtgen, Christian Kandzia, Paulo Lobo, Philippe Matsas, Sabine Reiser, Mike Zenari, ou dont les œuvres se trouvent dans les archives du CDMH, Umberto Capellari, Philippe Matsas. A l'heure de l'« iconic turn », leurs clichés peuvent représenter une source précieuse pour les chercheurs.

<sup>12</sup> Spécialiste de l'immigration italienne en France.

<sup>13</sup> Ces prémisses sont d'admettre que les migrations sont de tous temps, qu'elles sont universelles, qu'elles font partie du développement ordinaire d'une population, qu'il convient de ce fait de les considérer avec ouverture d'esprit et sans préjugés.



# I

## Histoire / Geschichte



CDMH, Archives photographiques, Fonds quartier «Italien» 1979

© Marie-Paule Fixmer et Sites et Monuments.

L'inscription « Casa d'Italia » apposée sur l'une des maisons de la « rue Gare-Usines » a traditionnellement contribué à l'identification des lieux comme étant « italiens » par les visiteurs extérieurs. En fait elle fait allusion à une réalité douloureuse, le nom « Casa d'Italia » désignant les lieux de réunion imposés par le régime fasciste. Ce souvenir a disparu en 2003, à l'occasion d'une rénovation de façade.

## « Italien », un quartier aux mémoires croisées

*Zeina Habet*

Il faut imaginer le quartier « Italien » à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle : bâti dans les tribulations de la période industrielle au Luxembourg, à la sueur des mineurs et des ouvriers de l'aciérie de Dudelange. Aujourd'hui, on aperçoit encore certains vestiges du site sidérurgique... mais pour combien de temps ?

Pour répondre au défi industriel, la « Société Anonyme des Hauts Fourneaux et Forges de Dudelange » (1882)<sup>1</sup>, va faire appel à une main-d'œuvre d'origine étrangère. Le quartier où elle s'installe s'est développé à l'ombre de l'usine, à une époque où le travail, l'habitat et la vie sociale répondaient à une certaine unité de lieu. Les ouvriers et mineurs – dont comme élément le plus visible dans l'imaginaire des populations locales, les Italiens – vont marquer les lieux de leur empreinte. Dès 1883, on nommait d'ailleurs officiellement « Italien » l'endroit qui comprenait les actuelles rues Gare-Usines et Minières.<sup>2</sup>

Sans aucune planification urbaine, une enfilade de maisons, de jardins ouvriers (où l'on plante des pommes de terre, des légumes « exotiques » comme des tomates ou des courgettes, des arbres fruitiers et des vignes) vont surgir à flanc de colline et s'ordonner autour de deux ruelles : « l'Italie Haute » (l'actuelle rue des Minières) et « l'Italie Basse » (l'actuelle rue Gare-Usines). Des couloirs et des escaliers relient la partie basse et la partie haute du quartier. Des cours intérieures peuvent également surprendre le visiteur au détour de ruelles sombres. Une trentaine de cafés animeront la vie sociale, des pensions de famille et des commerces vont bientôt répondre aux besoins des habitants. Le quartier prendra l'aspect d'un véritable village où l'on parle italien.

Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, ce quartier va vivre au rythme de l'usine et des grands événements qui bouleverseront le siècle : la Grande

Guerre, la guerre d'Espagne, l'Italie mussolinienne puis la Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande d'« Italien ». Par la suite, une nouvelle arrivée de migrants italiens va côtoyer les « pionniers » et participer une nouvelle fois à l'essor économique du Grand Duché.

Mais la crise de la sidérurgie qui s'annonce aura bientôt des répercussions. Elle va provoquer le retour de certains en Italie. D'autres quitteront le quartier pour s'établir ailleurs. Ce changement de résidence répond en effet à une certaine intégration des Italiens qui vivent et travaillent au Luxembourg. Quitter le quartier, c'est se défaire d'une certaine stigmatisation sociale. Du fait de son abandon, le quartier va alors progressivement se détériorer...

Le Grand-Duché entre en restructuration économique. Une main-d'œuvre d'origine étrangère est à nouveau sollicitée, mais cette fois à destination des entreprises du bâtiment et du secteur tertiaire. Le pays va également accueillir des populations réfugiées. Une autre histoire du quartier va alors se dessiner, marquée par l'arrivée de nouveaux habitants : Espagnols, Cap-Verdiens, familles d'ex-Yougoslavie, mais surtout Portugais. Si l'aciérie a donné naissance, puis a contribué, à l'essor de ce quartier, plus tard, ce sont les loyers modérés qui expliquent son attractivité auprès des nouveaux immigrés, dont un grand nombre accèderont d'ailleurs à la propriété de leur logement.

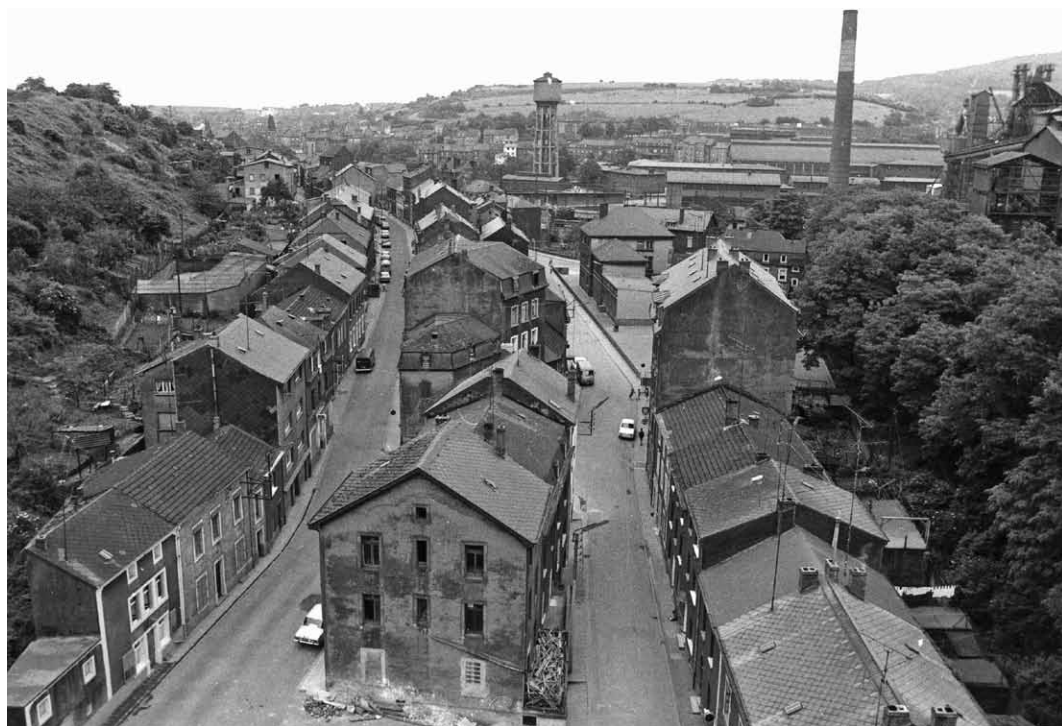
La fermeture et la destruction de l'usine les inciteront à redonner vie à ce quartier : les façades s'ornent de couleurs vives, les maisons adoptent un confort plus moderne... réhabilitation auparavant impossible à entreprendre du fait de la poussière et de la fumée des hauts-fourneaux qui noircissaient les maisons et au vu du nombre d'habitants résidant sur l'ensemble de ces deux ruelles<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Elle donnera naissance aux Aciéries Réunies de Burbach-Eich-Dudelange (ARBED, 1911).

<sup>2</sup> Il faudrait rappeler qu'à côté des Italiens résidaient des Luxembourgeois (issus d'une migration intérieure), des Allemands et des Polonais (entre autre).

<sup>3</sup> 1613 habitants en 1910 contre 800 aujourd'hui.





Ville de Dudelange, Archives photographiques. Vue plongeante sur le quartier « Italien », années 1960, photographie non identifiée. Le cliché permet de découvrir les deux artères formant le quartier, la « rue des Minières » à gauche, la « rue Gare-Usines » à droite.



## Association culturelle « Les Amis du Quartier Italien »

Marcel Lorenzini

Cette association, fondée en 1985 par d'anciens habitants du quartier « Italien » tels qu'Ilda Alberti, Jean Duchène, Marcel Lorenzini, Netta Nappi, Jos Rubbini, représente certainement l'étape initiale du parcours menant à la mise en place du CDMH. C'est à eux que revient le mérite d'avoir soulevé la question de la mémoire et de la survie du « Quartier ».

L'association s'est assigné plusieurs buts :

- resserrer les liens entre les anciens habitants et aller au devant des nouveaux occupants des lieux,
- préserver le « Quartier » comme objet-témoin d'une époque,
- étudier l'histoire spécifique de l'endroit.

Pour réaliser ces objectifs, l'asbl a développé diverses activités :

- Elle a rassemblé des témoignages, collecté des documents<sup>1</sup>. A partir de ces fonds a été montée une exposition itinérante montrée en divers lieux, tels que l'hôtel de ville de Dudelange ou le Lycée technique Nic Bieber<sup>2</sup>.
- Elle a initié des manifestations culturelles : la projection du film « L'anniversaire de Thomas » qui relate l'histoire de l'immigration italienne à Villerupt en reste un exemple marquant. Alors que le démantèlement de l'usine de Dudelange était programmé, l'évènement a attiré grand monde dont le

père scalabrinien Antonio Perotti, directeur du « Centre d'information et d'études sur les migrations internationales » de Paris, venu avec plusieurs de ses confrères. A la fin du film, à partir du moment où les installations de l'usine de Villerupt tombent, enveloppées dans des nuages de poussière rouge, un silence absolu envahit la salle et ce silence perdura un bon laps de temps, même après le retour de l'éclairage.

- Elle a cherché également des contacts avec d'autres initiatives poursuivant des buts de développement durable, comme le « Mouvement écologique ».
- Elle a organisé des réunions d'anciens qui ont même attiré les « Américaines » qui avaient épousé des « GI » à l'issue de la 2<sup>e</sup> Guerre mondiale.
- Enfin, elle a publié la série d'opuscules « Sans-Histoires » qui reprend des textes parus ailleurs. Il était estimé que ces écrits, dus notamment à Serge Bonnet ou Gérard Noirielle, pouvaient nourrir la réflexion également au Luxembourg.

L'esprit ACAQI est resté présent au CDMH à travers des projets d'exposition comme celui consacré à l'école maternelle du quartier « Italie » et à son emblématique institutrice, « d'Joffer Liliane ».

L'asbl a été dissoute en 2013, beaucoup d'anciens ayant disparu.

### Bibliographie :

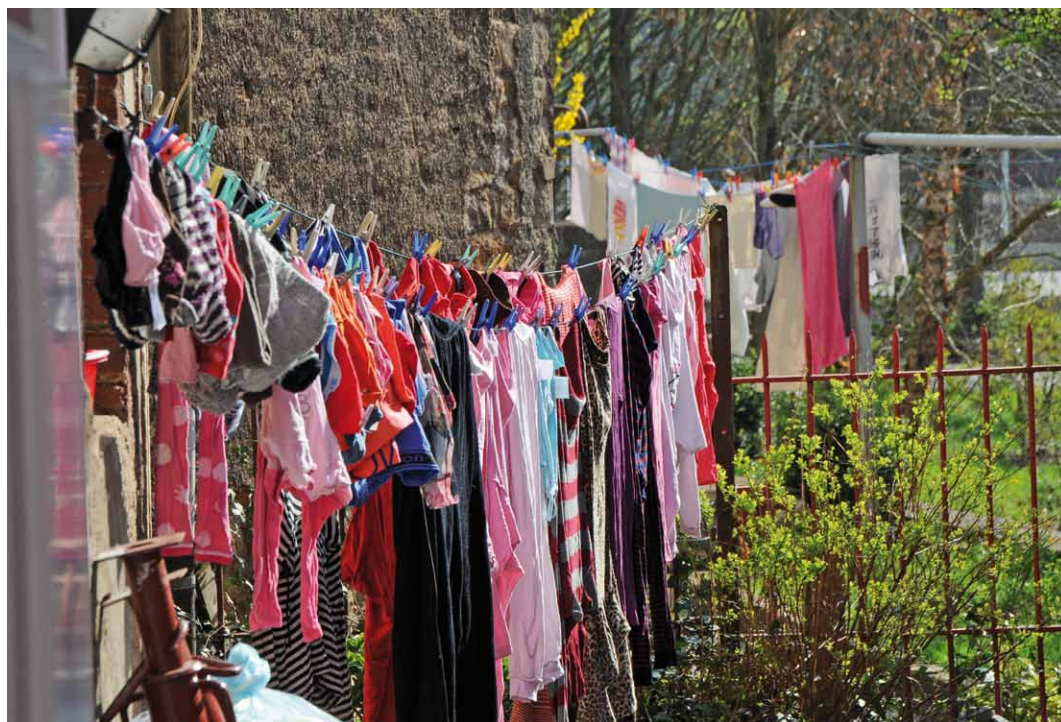
*An Italien*, projet scolaire LTNB et CNA, 1990 (voir particulièrement l'interview de Marcel Lorenzini)

FLEURY-VILLATTE, Béatrice et WALTER, Jacques, L'anniversaire de Thomas, in *Diasporas*, N° 6, 2005, p. 71-81

LORENZINI, Marcel, *50 Joer Schoul Italien*, Dudelange : CDMH, 1998

<sup>1</sup> Ces documents sont aujourd'hui entrés dans les archives du CDMH, Archives du CDMH, Fonds ACAQI.

<sup>2</sup> Depuis lors, la dénomination de l'établissement a évolué vers Lycée Nic Bieber.



CDMH, Photoarchiv, Wäscheleine in «Italien», 2013, 22 April, Düdelingen © Christian Kandzia

## Le projet « An Italien », une étape vers la mise en place du CDMH

CDMH

Au cours de l'année scolaire 1989/1990, un groupe d'enseignants du « Lycée technique Nic Biever »<sup>1</sup> s'est investi dans un projet de longue haleine autour du quartier « Italien ». Cette démarche leur a été inspirée par le fait que nombre de leurs élèves, généralement d'origine portugaise, habitaient ce quartier, mais souhaitaient obstinément s'en cacher. C'est que le « Quartier » avait à l'époque mauvaise réputation. Écoutons à ce sujet Mars Di Bartolomeo, futur bourgmestre de Dudelange.

*« Depuis mon enfance, je considérais la Petite Italie comme le quartier le plus excentrique (à tous les égards) de ma ville natale. C'était le quartier des Italiens, des étrangers, des bistrotts et bars, des rixes, c'était aussi le quartier dominé par l'usine, les mines et c'était le quartier du club de foot 'l'Alliance'. Je savais que ma famille avait des racines dans ce quartier, qui n'avait rien de beau, et qu'un oncle continuait à y habiter obstinément. Plus tard, je réalisais que les infrastructures de ce quartier n'étaient pas parmi les plus modernes de la ville<sup>2</sup>. »*

Comme il semblait à l'équipe du LTNBD qu'avoir honte de l'endroit où l'on vivait ne constituait pas un bon départ vers un avenir qui pour la plupart de ces jeunes allait être luxembourgeois, un projet pédagogique fut mis sur pied. Il s'agissait de faire découvrir à travers l'histoire du « Quartier » des sujets prévus d'office par les programmes d'histoire et de géographie – à savoir l'industrialisation et la démographie – de manière active, donc autrement que par les manuels scolaires. Cette démarche était facilitée par l'engagement du lycée dans

le projet pédagogique pionnier « Diddelenger Modell » qui favorisait la démarche du travail interdisciplinaire par projets<sup>3</sup>.

Comment étudier l'histoire d'« Italien » sans rencontrer les « anciens » d'ACAQI ? Les élèves ont ainsi appris que d'autres les avaient précédés sur les lieux dans l'expérience migratoire et avaient réussi leur chemin dans la société luxembourgeoise.

Les résultats de l'atelier ont pu être pérennisés grâce à un partenariat avec le « Centre national de l'audiovisuel ». L'institution, alors encore toute jeune, mit à disposition Romain Girtgen et Misch Bervard pour des ateliers photo et vidéo. La valorisation du travail se fit dans les locaux du lycée à travers l'exposition « An Italien » qui comportait, élément très novateur à l'époque, une dimension audiovisuelle. Le projet, soutenu financièrement par la ville de Dudelange, connut un succès remarquable, en réunissant notamment autour d'une même manifestations les habitants « anciens » et « modernes » du « Quartier ».

ACAQI, démarches pédagogiques, valorisation municipale, voilà une première fois réunis les trois éléments fondateurs du futur Centre de Documentation sur les Migrations humaines. La consolidation se fit finalement à l'initiative de la Ville de Dudelange qui mit sur pied un groupe de travail en vue de la mise en place d'un projet permanent consacré aux migrations. La Fondation Bassin minier avait par ailleurs suggéré à la municipalité de Dudelange de prendre en charge cette thématique dans le cadre des circuits interdisciplinaires du Bassin minier. Il en résulta la constitution de l'asbl CDMH en 1993.

Dans l'attente de disposer du point de chute de la Gare-Usines, celle-ci mit en œuvre

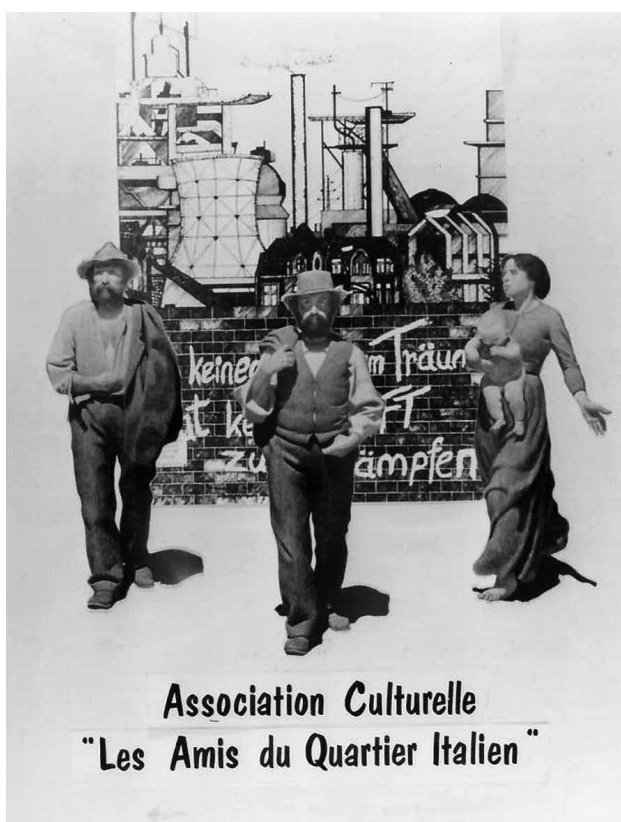
<sup>1</sup> Le « Lycée technique Nic Biever de Dudelange (LTNBD) » est aujourd'hui devenu le « Lycée Nic Biever de Dudelange (LNBD) ». En faisaient partie notamment Lucien Blau, Mathias Flammang, Maryse Krier, Ally Leytem, Antoinette Reuter.

<sup>2</sup> Archives du CDMH, Discours à l'occasion du 10e anniversaire de la coopération avec la Miami University.

<sup>3</sup> REUTER, Antoinette, Le « Diddelenger Modell », in : IGNITI, Danielle (coord.), Centenaire Diddeleng (1907-2007), Dudelange : Ville de Dudelange, 2007, p. 209-213.

diverses manifestations, dont notamment l'exposition « Mémoires croisées » dans le cadre de « Luxembourg 1995, capitale européenne de la culture »<sup>4</sup>. Ce projet, qui montrait la contribution des migrations à l'espace qui allait devenir en 1907 la ville de Dudelange, annonçait en quelque sorte le programme de travail du CDMH : les migrations sont de toujours, elles

sont immigration autant qu'émigration, elles traversent tous les aspects de la vie économique, sociale, politique et culturelle. Elles constituent, qu'on le veuille ou non, dans les faits une histoire croisée de celles et de ceux qui sont installés sur place et de celles et de ceux qui arrivent. Mieux la connaître ne peut pas desservir la société dans laquelle nous évoluons.



Le logo d'ACAQI reprend des éléments du tableau « Il Quarto Stato » (1901) du peintre italien Giuseppe Pellizza da Volpedo. L'utilisation de cette œuvre qui a également inspiré l'affiche du film « 1900 » de Bernardo Bertolucci (1975) témoigne de l'esprit militant de l'époque.

<sup>4</sup> Il nous importe de rappeler ici l'engagement bénévole pour cette exposition des chercheurs Antje Stannek et François Hendrickx, engagés à l'époque dans le projet BAMI, voir page 82.

## ARESLI et le « Arbeitskreis Sozialgeschichte der Industrialisierung »

CDMH

Les origines du CDMH ne doivent rien au hasard. Elles s'inscrivent dans un environnement économique, social et culturel bien précis, celui du deuil de la sidérurgie. Cette industrie a imprimé ses marques non seulement au Bassin minier luxembourgeois, mais également à la Lorraine, la Sarre, la Gaume voisines. Le démantèlement des usines y a été plus précoce et parfois plus brutal qu'au Luxembourg. Il a été accompagné par l'émergence de mouvements revendicatifs<sup>1</sup> qui sont devenus au Luxembourg des sources d'inspiration pour diverses activités militantes mues par la « gauche de la gauche ». Ils ont cependant également inspiré à travers leur volet mémoriel des travaux de recherche se situant hors de ce qu'étaient alors les sentiers battus académiques au Grand-Duché<sup>2</sup>. En offrant l'hospitalité aux chercheurs luxembourgeois en histoire industrielle ou sociale – encore bien isolés dans leur propre pays – certains de ces groupes de réflexion ont favorisé l'éclosion de nouvelles approches et activités au Luxembourg. Le CDMH en fait indéniablement partie. Comme ces ramifications transfrontalières ont marqué le devenir de l'association au fil des ans et continuent à rester très présentes dans son carnet d'adresses, il nous semble utile de rappeler deux d'entre elles, l'une lorraine, l'Association de recherches et d'études en Sciences sociales sur la Lorraine industrielle

(ARESLI), l'autre sarroise, le « Arbeitskreis Sozialgeschichte der Industrialisierung ».

Le cas de l'ARESLI est aujourd'hui bien connu, grâce notamment aux travaux de Jean-Marc Leveratto et de Fabrice Montebello. Ces chercheurs déconstruisent avec un regard ethnologique acéré les tenants et aboutissants de l'histoire de cette association dont ils ont été par ailleurs eux-mêmes acteurs<sup>2</sup>. L'émergence de l'ARESLI, officiellement fondée le 6 février 1986, ne s'entend pas sans les vives manifestations autour de la fermeture du site sidérurgique de Longwy<sup>4</sup> et sans les travaux fondateurs du Père Serge Bonnet sur l'histoire industrielle et ouvrière de la Lorraine<sup>5</sup>. Une des caractéristiques de l'association était d'être ouverte à toutes les bonnes volontés susceptibles d'apporter une pierre au travail de recherche envisagé. Dans un cadre qui rompt délibérément avec les modes de fonctionnement académiques traditionnels tout en prônant la rigueur scientifique pour ses travaux, chercheurs, syndicalistes, travailleurs en préretraite, artistes, archivistes et militants associatifs se retrouvent sur un pied d'égalité. Le travail se décline à travers des séminaires bien fréquentés, donnant lieux à des discussions dont certaines peuvent nous paraître – détachées de leur contexte militant – aujourd'hui bien étranges<sup>6</sup>. Parmi les présences luxembourgeoises de la

<sup>1</sup> Il convient notamment d'évoquer les événements de Longwy en 1978-1979 qui ont abouti à une marche sur Paris.

<sup>2</sup> En l'absence d'une vraie université, ceux-ci étaient à l'époque bien étroits et surtout ne correspondaient plus au vécu de la première génération d'universitaires ayant accompli la totalité de leurs études à l'étranger, examens compris.

<sup>3</sup> LEVERATTO, Jean-Marc et MONTEBELLO, Fabrice, Faire l'histoire des hommes du fer, in BENSA, Alain et FABRE, Daniel, Une histoire à soi. Figurations du passé et localités. Paris Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2001.

<sup>4</sup> Des réunions informelles en 1979 et 1982 avaient précédé au plus fort des revendications longoviciennes la fondation d'ARESLI. 1979 est l'année de la mise en place de la radio pirate « Lorraine, cœur d'acier » qui émettait illégalement à partir de la mairie de Longwy. C'est là que débute aussi l'aventure intellectuelle de Gérard Noiriël, qui allait devenir un des chercheurs les plus innovants en matière d'histoire des migrations.

<sup>5</sup> Ce prêtre dominicain et sociologue au CNRS (1924-2015) est l'auteur de la série de publications-culte relatant l'histoire de « L'homme du fer » en Lorraine depuis 1889 jusqu'aux années de crise.

<sup>6</sup> Un des thèmes récurrents est rapporté par les auteurs avec un détachement académique qui frise l'humour britannique. Il s'agit de celui des limites de l'amour que le chercheur peut porter à la classe ouvrière sans se départir de la mise à distance académique de son objet d'étude.



première heure, on note la participation active de Monique Kieffer, aujourd'hui directrice de la Bibliothèque nationale<sup>7</sup>, mais également de deux des futurs fondateurs du CDMH, l'historien Jean-Paul Lehnert<sup>8</sup> et l'ingénieur et militant d'extrême-gauche Marcel Lorenzini. La participation des chercheurs luxembourgeois et belges<sup>9</sup> avait, selon les souvenirs de ce dernier, la vertu de tirer certains organisateurs locaux de visions étroitement franco-françaises, de rappeler l'histoire industrielle singulière d'une partie de la Lorraine, allemande entre 1870 et 1918.

Le souvenir de la région en tant qu'espace économique transfrontalier commun allait être ravivé par l'émergence à la fin des années 1980 d'une deuxième initiative dans la mouvance de l'Université de Sarrebruck, le « Arbeitskreis für Sozialgeschichte der Industrialisierung ». Moins éclectique que l'ARESLI, ce groupe de réflexion réunissait essentiellement de jeunes professeurs et chercheurs intéressés par l'histoire industrielle et sociale de la sidérurgie. Grâce notamment à l'entremise de Jean-Paul Lehnert, les activités des deux groupes se sont épisodiquement croisées et des réunions ont été organisées au Luxembourg. Un séminaire à Esch/Alzette s'est intéressé aux cités ouvrières avec notamment les contributions d'Antoinette Lorang et de Laurent Commaillé. Une autre rencontre à Dudelange avait déjà pour thème les migrations. Elle a mis en avant les travaux en cours de Stefan Leiner consacrés aux liens

migratoires entre Malstatt-Burbach, Thionville et Esch/Alzette<sup>10</sup> et discuté la représentation des migrations italiennes sur base de l'exposition « Bloodlines » proposée par l'innovante galerie d'art photographique municipale « Nei Liicht ». La réunion qui avait comme cadre la salle des professeurs du Collège Nic Biever était une des premières actions réunissant les futurs animateurs de la Gare-Usines. C'est dans ce bouillon de culture que s'est affirmé le projet du CDMH et que s'est nouée sa mise en réseau régionale précoce. En témoignent notamment les relations suivies avec des chercheurs de l'Université de Metz, souvent coordonnées par le socio-historien Piero Domenico Galloro<sup>11</sup>. Evoquons à ce sujet l'activité Interreg-RIDI, le projet de banque de données BAM, les colloques organisés en commun à l'occasion du festival « Hommes et usines » de Talange.

Un quart de siècle plus tard, trois acteurs issus de cette mouvance allaient se retrouver autour du projet « Migratour » lancé par la « Quattropole », Rolf Wittenbrock pour la ville de Sarrebruck, Piero Domenico Galloro pour celle de Metz, la rédactrice de cette notice pour celle de Luxembourg. Comme l'analysent finement Jean Marc Leveratto et Fabrice Montebello, ce déplacement de la focale du « prolétaire » vers le « migrant » a impliqué un changement de paradigme dans la recherche historique. D'économique et sociale, la priorité de celle-ci est devenue culturelle.

## Bibliographie :

TORNATORE, Jean-Louis (dir.), *L'invention de la Lorraine industrielle. Quêtes de reconnaissance, politiques de la mémoire*, Paris, Riveneuve, 2010.

<sup>7</sup> L'historienne qui, avant d'exercer sa charge présente, a coordonné des travaux sur la sidérurgie luxembourgeoise figurait d'ailleurs au premier bureau de l'ARESLI.

<sup>8</sup> Certains de ses pairs ont consacré une publication hommage à cet historien remueur d'idées à l'occasion de son départ à la retraite de l'Université du Luxembourg FRANZ, Norbert, KOLNBERGER, Thomas, PEPORTE, Pit (Hg.), *Bevölkerungen, Verbindungen, Grundrechte – Festschrift für Jean-Paul Lehnert*, Wien, Mandelbaum, 2015. Les activités du lauréat ont été tellement nombreuses que sa participation à la fondation du CDMH en a été oubliée. Voilà un impair réparé. L'équipe fondatrice du CDMH sait en tout cas ce que la mise en route du projet doit à Jean-Paul (Jim) Lehnert.

<sup>9</sup> Provenant notamment du projet « Histoire collective » de Rossignol.

<sup>10</sup> Stefan Leiner a été sans nul doute la cheville ouvrière et le ciment de l'« Arbeitskreis ». Sa maladie inattendue, puis son décès précoce ont signé la fin du projet.

<sup>11</sup> Voir sa contribution au présent ouvrage, page 61.



Archives du CDMH, Fonds ACAQI, Carte postale « Emigranti » par Giovanni Crotta.  
Les œuvres à thématiques politiques (1<sup>er</sup> mai) et sociales (grèves) de l'illustrateur Giovanni Crotta ont connu une importante diffusion parmi les immigrants italiens avant la Première Guerre mondiale.



CDMH, Archives photographiques, Fonds Dario Cieol, Fêtes des voisins au quartier «Italien», juin 2009



## L'urbanité peut-elle être interculturelle ?

Hélène Hatzfeld

Cette conférence invite à penser ensemble migration et urbanité. Elle part de l'idée que l'urbanité fait problème aujourd'hui, qu'il existe un déficit ou une perte de sens de l'urbanité, un manque de moyens pour répondre à cet idéal, donc qu'il y a un besoin d'urbanité. La question que je poserai ne s'inscrit pas exactement dans la même logique. Elle ne présuppose pas qu'il y a un besoin d'urbanité mais elle vise à déplacer le point de vue en demandant : comment les migrations du monde contemporain modifient-elles les conceptions et les pratiques de l'urbanité ? Autrement dit, je ne demande pas : quelles mesures d'intégration, d'éducation, de soins... peuvent permettre aux migrants de mieux participer à la vie urbaine ? mais : **comment** fait-on urbanité ? qu'est-ce que les migrants révèlent de la façon de fabriquer du bien commun, de vivre ensemble dans les villes ? Ma communication s'appuie sur des recherches que j'ai menées en tant que chercheur en science politique, sur les programmes de recherche dont j'ai la responsabilité au ministère de la Culture et de la Communication (France) et sur l'expérience du réseau de recherche sur le patrimoine que j'ai créé et que je dirige « Groupement d'intérêt scientifique « Pratiques interculturelles dans les institutions patrimoniales ». Je vais articuler mon propos autour de trois points de tension entre urbanité et migration.

### 1. Urbanité et migration : deux notions antinomiques

La première tension tient à la rencontre entre les deux notions de migration et d'urbanité.

En effet, l'urbanité renvoie, par son étymologie, à la ville, lieu de sédentarisation par excellence, alors que la migration est définie par le déplacement.

Mais l'antinomie est encore plus profonde. L'urbanité est une qualité de la grande ville, par opposition au village. En effet, l'urbanité, selon les sociologues qui l'ont étudiée, est l'une des formes prises par les relations entre les hommes dans une situation urbaine caractérisée par le nombre et la diversité. L'urbanité est une codification des relations rendant possible le maximum d'échanges : échanges de biens, de services, de connaissances<sup>1</sup>... La deuxième caractéristique est celle de la distinction sociale et culturelle : l'urbanité définit un certain usage social de la ville, lié à ce nombre et à la civilisation commerciale<sup>2</sup> qui s'est développée grâce aux villes. Cette distinction est celle affirmée par la bourgeoisie européenne marchande et intellectuelle. L'architecte et urbaniste allemand Thomas Sieverts considère ainsi que la notion d'urbanité exprime « une image idéalisée de la ville bourgeoise européenne, à l'articulation des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles ». Il ajoute : « Invariablement opposée à la provincialité, l'urbanité évoque la connaissance du monde, l'ouverture d'esprit et la tolérance, l'acuité intellectuelle et la curiosité. »<sup>3</sup> L'urbanité est donc une distinction collective, celle du bourgeois, qui est concrétisée par un ensemble de conceptions et de pratiques qui déploient et imposent leurs codes au-delà de situations particulières. Par conséquent, elle exclut ou stigmatise, par exemple en s'en moquant, tous ceux qui ne connaissent pas ces codes de bonne conduite urbaine ou ne s'y soumettent pas : paysans, villageois, marginaux... Enfin, l'urbanité se présente comme permanente. Elle exprime la permanence d'une identité sociale et culturelle dans un territoire, acquise et transmise, fondée sur la sédentarisation comme norme.

Inversement, la migration et ses corollaires du monde contemporain (immigration/émigration) sont définis par le déplacement, la

<sup>1</sup> WEBER Max, *La ville* (extrait du tome 2 d'*Économie et société*), traduction par Ph. Fritsch, Paris : Aubier Montaigne, 1982.

<sup>2</sup> MUMFORD Lewis, *La cité à travers l'histoire*, Paris : Editions du Seuil, 1964.

<sup>3</sup> SIEVERTS Thomas, *Entre-ville : une lecture de la Zwischenstadt*, Marseille : Edition Parenthèses, 2004.

multiplicité, le renouvellement. La migration s'inscrit dans des temps de nature variable (départs, arrivées, transits, retours...). D'un point de vue collectif, la migration se traduit par des « vagues » (« vagues d'immigration ») qui se succèdent ou se mêlent. Depuis le début des années 2000, aux émigrants du travail, recrutés pour être employés dans les industries des pays coloniaux, aux émigrants de la survie, chassés de leur pays par la pauvreté, les conflits et les exactions politiques, se sont ajoutés de nouveaux types de migrants internationaux, post-coloniaux quand ils viennent du sud, postsocialistes quand ils viennent de l'est, postfordistes : des migrants qui sont mobilisés non pas pour se sédentariser, mais pour bouger, pour passer les frontières en transportant des produits, mais aussi des travailleuses du sexe.

Donc comment ces déplacements peuvent-ils répondre à ces codes sociaux et à ces normes qui caractérisent l'urbanité ? Les deux logiques sont contradictoires.

## 2. Faire urbanité. Mais de quel point de vue ?

Deuxième tension : Faire urbanité, mais de quel point de vue ? Qu'il s'agisse du point de vue de l'État, des migrants ou des pays d'origine, la migration est un révélateur des limites de la reconnaissance de la diversité et de la conception de l'urbanité.

Du point de vue de l'État, la reconnaissance de la place des migrants dans la ville s'inscrit dans une logique à la fois historique et politique. Je vais prendre l'exemple de la France. La France se définit dans sa constitution comme une République une et indivisible, fondée sur l'existence supposée d'une nation unique et unie. La reconnaissance de la diversité culturelle en France est récente et limitée. Si la France a signé la Convention de l'Unesco sur la diversité culturelle (2005), son application se traduit davantage par la défense de l'exception culturelle française sur le plan mondial que par des mesures favorisant une véritable reconnaissance interne de cette diversité. Ainsi, elle

n'a pas ratifié la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Pourquoi ces limites ? On peut avancer brièvement trois raisons que j'ai analysées à propos de la notion de patrimoine. La première est historique et idéologique : l'unité nationale est fortement appuyée sur l'idée d'« universalisme républicain », de valeurs universelles issues de la philosophie des Lumières et des droits de l'Homme. La deuxième raison qui peut expliquer ces limites est liée à la première : c'est l'exigence d'intégration. Les individus ne sont pas reconnus avec leurs particularités (d'âge, de genre, d'orientation sexuelle, de classe sociale...) mais comme des êtres humains abstraits, relevant des mêmes droits. Depuis la Révolution française, l'État a mené une politique visant à effacer les particularités de coutumes, de langues tant des régions que des individus entre eux. Donc un migrant est soumis à cette même exigence : ne pas manifester sa différence, être semblable aux membres de la nation française, « s'intégrer » (au temps de l'empire colonial, il s'agissait plus clairement encore, non d'« intégration », mais d'« assimilation »). La troisième raison consiste dans la position de surplomb de l'État : non seulement l'État définit, identifie, légitime, mais il classe, il assigne l'objet immigration à une place.

Donc quelle place du migrant dans la ville ? Cette place est définie par ces limites. L'urbanité, du point de vue de l'État, exige que les caractéristiques propres des migrants n'apparaissent pas : ils doivent être invisibles, transparents, sans parole. Concrètement, il sera exigé des jeunes qui habitent dans les logements sociaux des périphéries urbaines, lorsqu'ils viennent dans les centres villes, d'abandonner les comportements qui les caractérisent dans ces périphéries, pour se conformer aux usages des centres villes, à leur urbanité<sup>4</sup>. La contradiction entre urbanité et migration est claire de ce point de vue.

Considérons maintenant le point de vue des migrants. Tout en étant le contraire du précédent, il est lui aussi en tension avec l'urbanité. Tout d'abord, l'urbanité consiste à avoir des droits de circulation, d'expression, de travail, de présence dans l'espace public alors que la plu-

<sup>4</sup> BAVOUX Pascal, FORET Catherine, *En passant par le centre ... La Rue de la République à Lyon, anthropologie d'un espace public*, Marseille : Cerfise, 1990.

part des dispositifs publics conduit à l'exclusion et à la stigmatisation. L'urbanité conduit aussi à se rendre visible en tant que communauté. Dans la ville, c'est par exemple par la formation d'un quartier aux caractéristiques propres par ses commerces, ses langues, les façons particulières qu'ont les gens d'occuper l'espace : le quartier chinois, la petite Italie, la petite Espagne etc. Dans ces noms, on voit que ce n'est pas seulement la communauté ethnique qui est rendue visible mais la relation entre la communauté et un groupe plus grand, une nation, qui donne sens et légitimité à l'identité et à l'urbanité particulières de ce quartier.

Se demander comment s'articulent urbanité et migration du point de vue des migrants, c'est aussi poser la question : quelle place est faite à la migration comme voyage, déplacement d'un lieu à un autre, donc dans sa réalité la plus profonde ? Les sociologues de l'École de Chicago dans la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle ont érigé « l'étranger » (l'immigrant, le juif, le commerçant nomade, ou encore le hobo, « l'homme marginal »), comme figure centrale et analyseur du milieu urbain : celui qui incarne cette « mentalité particulière » en quoi consiste selon eux l'urbanité<sup>5</sup>. En effet, ce qui est le propre de l'immigration, c'est d'être « entre les mondes ». L'urbanité consiste donc, de ce point de vue, à « être entre », entre des pays, des cultures, des langues, à savoir circuler entre des normes<sup>6</sup>, à être interculturel. L'interculturalité ne consiste pas à reconnaître que l'on appartient à plusieurs mondes, mais à établir des relations entre eux, à traduire les pratiques de l'un dans celles de l'autre, comme l'explique le philosophe indien Amartya Sen<sup>7</sup>. Or là aussi, les réalités sont bien différentes de cet idéal. Il suffit d'évoquer le sort fait en Europe aux « Gens du voyage », Roms, Gitans... selon les noms qui leur sont donnés : parqués dans des aires de stationnements avec des caravanes, renvoyés de pays en pays, stigmatisés.

Enfin, du point de vue du pays d'origine, là où la migration est vécue comme émigration,

il est utile de réfléchir aussi comment cette émigration, ou plus exactement les allers et retours économiques et culturels qui existent entre pays d'émigration et pays d'immigration, modifient l'urbanité. Françoise Navez-Bouchanine<sup>8</sup> a ainsi montré comment les modes de vie urbains, les espaces publics, les commerces sont affectés par ces migrations. En particulier, les modèles urbains européens transforment les relations entre genres, entre générations, entre classes sociales, entre activités dans les villes. Là aussi, la tension est réelle entre urbanité et migration, comme le montrent les récits de ces jeunes ou moins jeunes émigrés qui retournent dans leur pays pour des vacances et n'y trouvent pas leur place, ne se sentent alors ni d'ici ni de là-bas, mais entre deux cultures, entre deux modes de vie urbains.

### 3. Migration, urbanité et démocratie

Troisième tension : entre démocratie et urbanité. La migration révèle les limites de la pratique de la démocratie.

En effet, la ville comme phénomène politique, c'est-à-dire comme cité, polis en grec, capable d'organiser le vivre ensemble, ne va pas de soi. Jean Métral, anthropologue français, spécialiste du Proche Orient, le rappelait en 2000 : la manière dont une société « résout les rapports d'altérité (...), pas seulement les rapports entre personnes d'origine géographique différente ou les minorités ethniques, mais tous les rapports d'altérité, ceux entre générations, entre hommes et femmes, entre paysans et citadins, entre riches et pauvres, entre régions d'un même territoire... » dépend d'un certain nombre de « procédés et procédures qui constituent la cité ».

Quels sont ces procédés et procédures ? D'abord, tout ce qui fait qu'une ville est considérée comme « hospitalière ». La migration pose la question de l'hospitalité urbaine : le

<sup>5</sup> GRAFMEYER Yves, JOSEPH Isaac, *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris : Aubier Montaigne, 1984.

<sup>6</sup> TARRIUS Alain, *La Mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris : Balland, 2002.

<sup>7</sup> SEN Amartya, *Identité et violence*, Paris : Odile Jacob, 2006.

<sup>8</sup> NAVEZ-BOUCHANINE Françoise, « Urbanité, urbanités. Convergences et divergences dans l'habiter et les styles de vie des citadins marocains », *Espaces et Sociétés*, n° 73, 1994.

migrant, c'est « l'homme en trop », celui qui n'a pas sa place, ne compte pas, sauf s'il est une force de travail. La ville hospitalière, c'est celle qui accueille l'homme en trop, qui est habitable par lui. Le fait d'être « habitable » ne renvoie pas seulement au logement ou au cadre de vie, mais plus largement à « l'acceptation des plus pauvres et/ou de l'étranger dans l'espace public, tout autant qu'à l'accessibilité de tous aux ressources et aux services de la ville ». L'hospitalité urbaine dépend aussi d'une politique de l'offre (offre de ressources, de services, d'espaces...) qui « invite l'étranger à prendre place » dans la ville, « Il s'agit [d'abord] de permettre à ceux qui arrivent en terrain étranger d'être autonomes, donc de leur donner toutes les ressources d'informations, de donner la clé de l'endroit pour pouvoir le comprendre. (...) Il faut expliciter les règles de la communauté, en donner l'ambition, engager à y participer. »<sup>9</sup> Enfin, l'urbanité questionne la séparation qui existe entre le fait de vivre en ville (en français : être citoyen) et la citoyenneté, c'est-à-dire le fait d'être membre de la cité comme acteur du collectif politique, d'être citoyen. Or le droit

d'être citoyen, quel que soit le pays, est soumis à des conditions strictes qui excluent souvent les migrants : conditions de résidence, de connaissance de la langue, dans certains cas de nationalité...

Retisser le lien entre l'urbanité et la citoyenneté est un enjeu majeur des villes d'aujourd'hui dont les migrations révèlent l'urgence. Cela suppose que la capacité de circuler entre une pluralité de mondes, d'être capable de dialoguer et d'échanger avec ceux-ci, de traduire une culture dans une autre soit considérée comme une condition de la production partagée d'un bien commun, de la possibilité de vivre ensemble dans un territoire, donc de la construction d'une urbanité interculturelle.

Les migrations appellent ainsi à penser l'urbanité non comme un modèle excluant, de domination et de distinction des individus ou des États, mais comme la création d'un espace tiers, celui de l'entre, de la traduction, de la transformation, d'un questionnement et d'une curiosité interculturels. Penser ensemble la migration et l'urbanité, c'est donc un défi social, culturel et politique.

---

<sup>9</sup> METRAL Jean (coord), *Cultures en ville ou de l'art et du citoyen*, Paris : Editions de l'aube, 2000.

## Migrations locales (Luxembourg et Eifel) / Migrations lointaines (Pologne) relatives à l'agriculture luxembourgeoise au XX<sup>e</sup> siècle

*Jos Thill*

Le présent article entend montrer comment, dans un milieu socio-économique donné, le milieu agricole et rural du Grand-Duché de Luxembourg, sont nées les conditions pour une migration d'abord locale (Oesling/Eifel), à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale, puis lointaine (en provenance de Pologne), principalement de 1937 à 1940, de main-d'œuvre agricole, hommes et femmes.

Accessoirement, l'histoire du recrutement de main-d'œuvre étrangère pour les besoins de l'agriculture luxembourgeoise permet d'illustrer le changement de discours idéologique (tolérant d'abord, puis xénophobe et raciste) en fonction des intérêts économiques en jeu.

Enfin, des causes analogues produisant des résultats semblables, l'article finit sur quelques brèves indications concernant l'arrivée au Grand-Duché de main-d'œuvre agricole (saisonnière), une nouvelle fois en provenance de Pologne, à partir des années 1980.

### Les facteurs créant un appel de main-d'oeuvre agricole vers le Grand-Duché

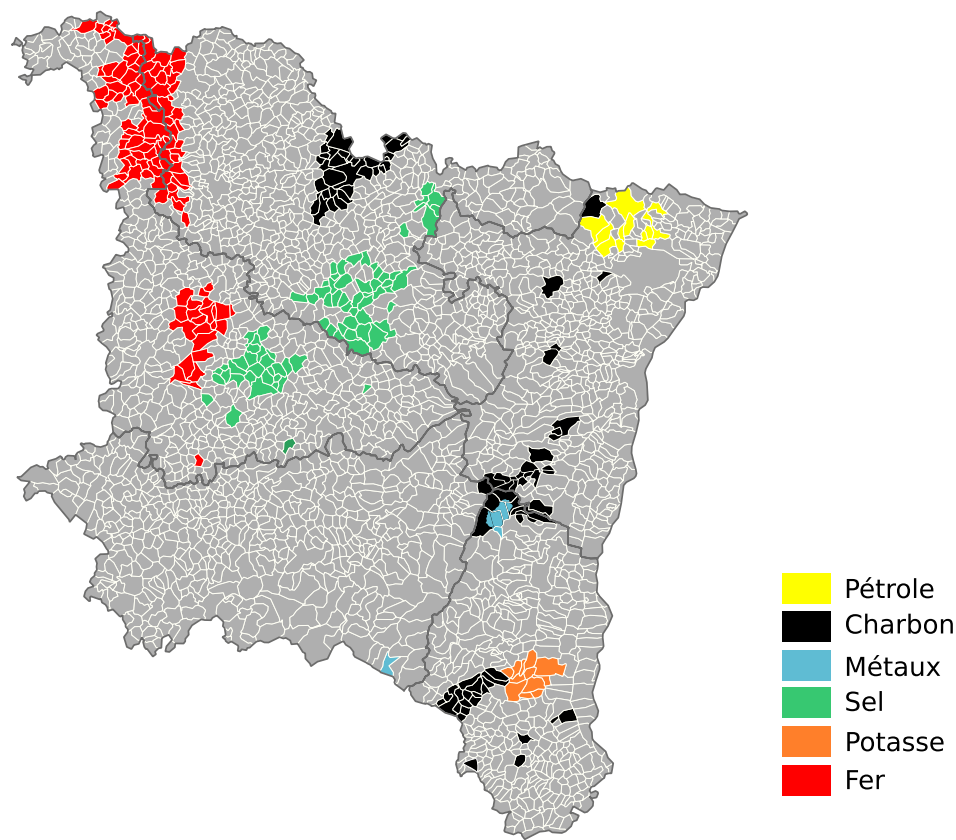
A sa naissance (1839), le Luxembourg est un pays agricole pauvre, incapable de nourrir correctement l'ensemble de sa population : tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, près d'un quart des habitants du pays cherchent des conditions de vie meilleures dans l'émigration, vers les pays voisins (France, Belgique...) ou même lointains (essentiellement les Etats-Unis, quelques-uns au Brésil, en Argentine...)<sup>1</sup>.

La situation change progressivement, mais radicalement, avec le développement industriel, basé sur la sidérurgie : vers 1840 sont découverts au Luxembourg des gisements de « minette », minerai à teneur de 30 à 35 % de fer. Ces gisements s'étendent du Sud du Grand-Duché jusque vers Nancy en France (voir carte ci-dessous « La trilogie des matières premières lorraines »). Au Grand-Duché, les gisements de minerai ne couvrent que 3.600 hectares, mais ils ont l'avantage d'être situés en bordure du bassin ferrifère, en affleurements respectivement à une faible profondeur. La construction du chemin de fer (à partir de 1859) va de pair avec une augmentation fulgurante de l'extraction de la minette, dont une partie sert au développement de la sidérurgie du pays, le reste étant exporté. En 1879, l'Anglais Sidney Gilchrist Thomas met au point un procédé permettant de transformer une fonte contenant encore du phosphore, issue d'un minerai de fer phosphoreux comme l'est la « minette », en acier ; il s'ensuit l'essor rapide de la production d'acier dans le Sud du Grand-Duché, appelé depuis aussi « Bassin Minier », ou simplement « Minett » en luxembourgeois, avec des aciéries qui se construisent à proximité des gisements ferrifères, d'abord à Dudelange (1886), puis à Differdange (1900), Rodange (1905), Esch/Belval (1912) et enfin à Schifflange (1913). De plus, ce procédé « Thomas » permet d'obtenir les « scories Thomas », amendement à base de calcaire et de phosphore, qui permet d'accroître les rendements obtenus par l'agriculture luxembourgeoise.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le Grand-Duché de Luxembourg se classe parmi les six premiers producteurs d'acier au monde !<sup>2</sup>

<sup>1</sup> « L'émigration luxembourgeoise aux Etats-Unis » de Jean Ensch et Jean-Claude Muller, p. 145-147, in : « De l'Etat à la Nation 1839-1989 », Grand-Duché de Luxembourg, Ministère d'Etat, 1989, p. 145.

<sup>2</sup> « L'essor économique » de Monique Kieffer, Jacques Maas et Raymond Steil, p. 113-120, in : « De l'Etat à la Nation 1839-1989 », op. cit., p. 113-114 et 120.



[https://fr.wikipedia.org/wiki/Grand\\_Est#/media/File:Ressources\\_Alsace-Lorraine.svg](https://fr.wikipedia.org/wiki/Grand_Est#/media/File:Ressources_Alsace-Lorraine.svg)  
Ressources minières d'Alsace et de Lorraine. En Lorraine (côté gauche de la carte) est présente la trilogie du charbon, du fer et du sel.

« Au début [de ce développement industriel], les usines embauchent surtout de la main-d'œuvre qualifiée allemande, belge ou française, pour aider à la construction et à la mise en marche des hauts-fourneaux. Les Luxembourgeois, dont la plupart sont d'origine paysanne, semblent, du moins dans les premiers temps, assez réticents au travail à l'usine et ne possèdent souvent pas la qualification requise ».<sup>3</sup> (Ndlr : Au sujet de ces réticences, voir aussi plus loin) « Ce n'est qu'à partir de 1892 que les ouvriers italiens arrivent en masse au Grand-Duché [...] »<sup>4</sup> « [...] Dès le début des hostilités (de la Première Guerre mondiale), les ouvriers allemands et italiens quittent précipitamment le Luxembourg

[...] L'ensemble de ces départs massifs aura de profondes répercussions sur la structure du monde ouvrier au Luxembourg. Peu à peu, les Luxembourgeois remplaceront dans l'industrie la main-d'œuvre étrangère. Alors qu'en 1913 la main-d'œuvre luxembourgeoise est encore minoritaire dans l'industrie sidérurgique et minière (39,5 %), elle sera largement majoritaire en 1918 (70 %) et le restera désormais ».<sup>5</sup>

L'essor de l'industrie lourde au Luxembourg génère un appel de main-d'œuvre en provenance des pays limitrophes (Allemagne, Belgique, France), en provenance de pays plus lointains (essentiellement Italie et, après la Pre-

<sup>3</sup> Serge Hoffmann : « L'immigration au Grand-Duché de Luxembourg, de l'époque industrielle à aujourd'hui », in : « Migrance », N° 20, chapitre « Luxembourg : Histoires croisées des migrations », p. 60 et 62-63. (« Migrance » est une publication de l'association « Génériques »).

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> Ibid.



mière Guerre mondiale, aussi – mais dans une moindre mesure – Pologne, Ukraine et Russie) et finalement aussi en provenance des régions rurales pauvres luxembourgeoises.

La concurrence pour la main-d'oeuvre qui naît ainsi au Grand-Duché entre l'industrie et l'agriculture est fort bien illustrée par le commentaire suivant figurant dans un rapport exhaustif, publié en 1895, par Eugène Fischer et Jean-Pierre-Joseph Koltz sur l'évolution de l'agriculture luxembourgeoise entre 1839 et 1889 (Statistique historique du Grand-Duché de Luxembourg, Agriculture) : « L'agriculture se plaint depuis 1870 de la pénurie des bras se livrant à la culture de la terre. La main-d'oeuvre est non seulement rare et par suite dispendieuse ; elle est encore difficile à trouver et surtout à conserver [...] Les exigences d'une main-d'oeuvre ignorante de ses intérêts véritables augmentent tous les jours. L'exploitant paye des salaires de plus en plus élevés, et l'ouvrier devient de plus en plus exigeant. Autrefois, avec une faible rétribution, le manouvrier remplissait ses devoirs ; avec l'augmentation des salaires est venue une plus grande nonchalance ; il se sent indispensable. Au temps de jadis l'ouvrier travaillait tous les jours de la semaine ; depuis qu'il est mieux payé, il lui faut, outre le dimanche, au moins le lundi franc. L'exemple de l'ouvrier de l'industrie l'a séduit. Le mirage d'un gain plus élevé lui fait prendre en maigre estime le travail des champs ».

Quelques chiffres relatifs à l'évolution démographique et socio-économique du Grand-Duché<sup>6</sup> :

Année	Population totale du Luxembourg
1841	175.000
1891	212.000
1901	235.500
1936	298.100
1940	301.000

Année 2	Population active agricole en % de la population active totale
1870	+/- 60,0 %
1907	43,2 %
1935	30,5 %

Pénurie de main-d'œuvre agricole au Luxembourg au début du XX<sup>e</sup> siècle

Un premier rapport de la Commission spéciale du « Landwùol »<sup>7</sup> cite les bas salaires payés dans l'agriculture ainsi que la diminution de la natalité de moitié (de 31,6 % en 1901 à 15,1 % en 1936) comme étant deux causes de la pénurie de bras que connaît l'agriculture luxembourgeoise. En 1936 au Grand-Duché, la natalité est plus basse dans les cantons ruraux que dans les régions urbaines, phénomène que ledit rapport attribue à l'exode rural vers les villes des couches jeunes de la population. En tout cas, les débuts timides de la mécanisation en agriculture au début du XX<sup>e</sup> siècle au Luxembourg comme dans le reste de l'Europe de l'Ouest, la disparition d'un certain nombre de très petites exploitations et le remplacement de certaines cultures intensives par le pâturage n'ont pas été des éléments suffisants pour combler la pénurie de main-d'oeuvre dans le secteur agricole au Luxembourg, pénurie en fait chronique de 1870 à nos jours !

Dans les années 1930, la Division des Statistiques du Département du Ministère de l'Agriculture, au moyen d'une enquête auprès de 300 exploitations représentatives, évalue les besoins de l'agriculture luxembourgeoise à 6.500 salariés permanents<sup>8</sup> (et cela malgré les progrès techniques cités plus haut).

En 1940, 22 % de toutes les exploitations agricoles luxembourgeoises emploient des salariés, quelquefois en grand nombre. Le nombre des aidants familiaux non-salariés du secteur agricole a sans doute chuté également au profit de l'industrie (voir tableau ci-après)<sup>9</sup>.

6 « De l'Etat à la Nation 1839-1989 », op. cit., p. 161. et « Landwùol », « Das Problem der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte » (Bericht der Spezialkommission des « Landwùol » für das Studium der Landarbeiterfrage), « Landwùol », Luxembourg, le 12 mars 1938, p. 4-5 et 9-10.

7 « Landwùol », « Das Problem der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte » (Bericht der Spezialkommission des « Landwùol » für das Studium der Landarbeiterfrage), « Landwùol », Luxembourg, le 12 mars 1938, p. 4-5 et 9-10.

8 Ibid.

9 Klees, Henri : « Beim Bauer am Dénsgsch », in : « Johrhonnert Almanach », Éditions Guy Binsfeld, Luxembourg, 1999. et « Landwùol », « Das Problem der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte », op. cit., p. 8.

Les enquêtes de 1907 et de 1940 fournissent les données suivantes sur l’emploi salarié agricole au Grand-Duché :

Enquêtes	Main-d’œuvre permanente	Main-d’œuvre occasionnelle
1907	Domestiques et servantes	4.979
	Journaliers	1.508
1940	Domestiques et servantes	3.583
	Journaliers	239

Il faut bien se rendre compte que jusque vers les années 1950, le niveau de mécanisation de l’agriculture en Europe de l’Ouest reste très faible et que le volume de la production agricole dépend beaucoup de la force de travail disponible : des exploitations agricoles qui fonctionneraient aujourd’hui avec un ou deux salariés en employaient quelquefois plus de vingt autrefois.

Exemples :

- la ferme du Baron de Schorlemer, au Grondhaff, employait en 1939 : 32 salariés luxembourgeois et sept domestiques étrangers (tous masculins, six Allemands et un Italien)
- la ferme du château de Beaufort employait en 1939 : onze salariés luxembourgeois en été, en hiver 23 et quatre salariés étrangers permanents (deux Polonais, un homme apatride et une servante allemande)<sup>10</sup>.

La mécanisation de l’agriculture en Europe de l’Ouest telle que nous la connaissons aujourd’hui n’a véritablement pris son essor qu’après la Deuxième Guerre mondiale.

La Commission déjà citée du « Landwûol » signale fort précisément les différences de salaires contribuant à la pénurie de main-d’oeuvre dans le secteur agricole.

La rentabilité faible de l’agriculture induit des salaires faibles dans le secteur agricole : en 1935, le salaire (argent plus prestations en nature) est de 22,40 francs (fr.)/jour dans l’agriculture, mais de 44,20 fr./jour dans la sidérurgie et de 47,91 fr./jour dans les mines et les carrières.<sup>11</sup>

De plus, les conditions de logement et la nourriture fournie aux salariés agricoles laissent quelquefois à désirer ; ces derniers n’ont pas de

possibilité de promotion et ne bénéficient ni de congés payés, ni d’une limitation du temps de travail à huit heures par jour. En matière d’assurances sociales, seule l’assurance-accident est obligatoire, l’assurance-maladie est facultative, les assurances-vieillesse et -invalidité ont même été supprimées dans le secteur agricole luxembourgeois avant la Deuxième Guerre mondiale.<sup>12</sup>

Nous avons vu que peu à peu, et significativement à partir de la Première Guerre mondiale, les candidats luxembourgeois à l’exode agricole et rural passent plus fréquemment à l’acte : les

<sup>10</sup> Archives Nationales Luxembourg, dossier Agriculture, A-309.  
<sup>11</sup> « Landwûol », « Das Problem der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte », op. cit., p. 13-14.  
<sup>12</sup> « Landwûol », « Das Problem der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte », op. cit., p. 15.



L'enquête citée réalisée auprès de 300 exploitations agricoles aboutit aux salaires mensuels représentatifs suivants :

- grand domestique 350 francs (fr.) payés en argent liquide
- petit domestique 240 fr.
- servante 275 fr.

Soit en y ajoutant la valeur des prestations en nature (nourriture et logement) à raison de 12 fr./jour :

- grand domestique 710 fr./mois
- petit domestique 600 fr./mois
- servante 635 fr./mois

Or, à la même époque, les salaires mensuels moyens des ouvriers salariés de l'industrie sidérurgique étaient de 1.134 fr./mois en 1936 et de 1.332 fr./mois en 1937.

facteurs, exposés ci-dessus, qui les poussent à quitter leur milieu d'origine sont devenus plus forts que les facteurs freins, individuels (peur de l'inconnu) ou collectifs (pressions exercées par leur milieu). Evidemment, les réticences et pressions du milieu d'origine n'ont pas disparu.

À ce sujet, citons par exemple l'existence même de l'association « Landwûol, Luxemburger Verein für ländliche Wohlfahrts- und Heimatpflege »; (sous-titre: « Retour à la Terre ») (Ndlr: en français dans le texte !), qui publie (irrégulièrement) un périodique du même nom « Landwûol ». Le numéro 10 de ce périodique, édité en juillet 1926, est doté d'un nouveau frontis-



Page de couverture du « Landwûol » numéro 10, édité en juillet 1926.

pice, portant la devise « Bleif dohém » (« Reste chez toi »), illustré par un dessin symboliste de même signification. L'éditorial « Glückauf zu weiterem Beginnen » de ce même numéro du « Landwûol » rappelle qu'un des objectifs majeurs de l'association est la lutte contre l'exode agricole et rural.

Autre exemple des réticences, sinon de l'hostilité, du milieu d'origine à l'encontre des départs : l'auteur du présent article peut se référer à une histoire de sa tradition familiale personnelle. En effet, en 1934, mon grand-père maternel, Jean-Baptiste (« Batti » en luxembourgeois), agriculteur-journalier pauvre (on dit : « Kräizerbauer »<sup>13</sup> en luxembourgeois), décide de quitter ses quelques lopins de terre à Asselborn (au Nord du Luxembourg), pour dorénavant gagner mieux sa vie et celle de sa famille (son épouse, plus six filles et deux garçons) en tant que mineur à Differdange (dans la région minière du Sud du Luxembourg). Ma mère raconte qu'encore la veille de son départ, mon grand-père reçut la visite d'abord de l'instituteur, ensuite du curé du village, qui lui dirent : « Batti, du wäers dach net an dee Minett<sup>14</sup> goen, bei di Messerpickerten<sup>15</sup> an di Kommunisten ! » (« Jean-Baptiste, tu ne vas quand-même pas te

<sup>13</sup> Les dénominations de l'état social des agriculteurs utilisées dans l'Oesling (= Ardennes luxembourgeoises, région Nord du Grand-Duché) sont fort expressives : « Kräizerbauer » = luxembourgeois signifiant littéralement : « agriculteur portant la croix », pour les agriculteurs-journaliers pauvres ; « Härebauer » = « agriculteur (Mon)seigneur », pour les agriculteurs riches !

<sup>14</sup> « Minett » = région Sud du Grand-Duché, ainsi appelée à cause des gisements de minerai de fer (« minette ») qu'elle présente.

<sup>15</sup> Allusion aux rixes, soi-disant nombreuses, entre ouvriers dans le Sud du Grand-Duché dans les 50 premières années du développement de la sidérurgie. Personnellement je doute que – relativement au nombre des populations concernées – il y ait eu plus de rixes entre ouvriers mineurs ou métallurgistes de la « Minett » que de bagarres dans les régions rurales du Luxembourg entre villageois pendant les kermesses et bals paysans.

rendre dans ce(tte région du) Minett, chez ces canailles rapides du couteau et ces communistes ! »).

Je me suis toujours demandé lequel des deux dangers évoqués était considéré être le pire par les deux démarcheurs : celui de perdre sa vie ici-bas ou celui de perdre le salut éternel.

**Conclusion :** malgré les oppositions du milieu, peu à peu l'exode agricole et rural augmente au Grand-Duché et, à partir de 1918, les exploitants agricoles luxembourgeois se plaignent régulièrement de manquer de main-d'œuvre.

### Fin du XIX<sup>e</sup> – début du XX<sup>e</sup> siècle : recrutement pour l'agriculture luxembourgeoise de domestiques et de servantes originaires de l'Eifel

La demande croissante de main-d'œuvre dans les mines et la sidérurgie du Sud du Grand-Duché crée un appel de travailleurs et travailleuses, appel qui s'étale de proche en proche dans la Grande Région. À partir du moment où journaliers et paysans pauvres luxembourgeois quittent l'agriculture pour rechercher des conditions de vie moins difficiles dans l'industrie lourde, leur place est prise – dans la mesure où les progrès de la technologie agricole fin XIX<sup>e</sup>-début XX<sup>e</sup> siècle restent insuffisants pour compenser le départ de main-d'œuvre – par des valets de ferme et des servantes en provenance de régions limitrophes encore plus déshéritées, parce que situées encore plus loin des centres de développement économique, principalement l'Eifel (Ardennes allemandes). La présence massive de salarié(e)s agricoles allemand(e)s dans les fermes luxembourgeoises au début du XX<sup>e</sup> siècle est documentée dans les écrits du

« Landwûol », par exemple à la page 11 du « Bericht der Spezialkommission des « Landwûol » für das Studium der Landarbeiterfrage ».<sup>16</sup> Ce rapport indique aussi quelles sont les raisons du recrutement de salarié(e)s agricoles dans l'Eifel plutôt qu'ailleurs : « (...) langue proche du luxembourgeois (« sprachverwandt »), région avoisinante, les salarié(e)s agricoles en provenance de l'Eifel connaissent les méthodes culturales et le mode de vie des paysans luxembourgeois [...] ».<sup>17</sup>

Le recrutement de valets de ferme ne s'est sans doute pas fait en Lorraine et en Wallonie, parce que ces régions, en plus d'une langue différente, possèdent leurs propres pôles de développement industriel, donc leurs propres bassins d'emploi : mines de fer et sidérurgie lorraines, charbonnages et sidérurgie de Charleroi, respectivement de la région Liège-Verviers.

Une institution qui a participé à fournir l'agriculture luxembourgeoise en salarié(e)s eifeliens(nes) est celle des « foires aux domestiques », « foires aux valets » (en allemand : « Gesindemärkte », en luxembourgeois : « Kënnerchesmäert ») ou « louées » (en allemand : « Dingmärkte », « Verdingung »). Ces foires aux valets permettent aux patrons-agriculteurs et aux domestiques des deux sexes de se rencontrer, d'échanger sur les conditions de travail et de vie et de s'engager chaque fois pour une année, les « contrats de travail » étant souvent scellés oralement par simple poignée de main et versement par le futur patron d'arrhes d'embauche (« Handgeld »).

Or, les louées qui se sont maintenues le plus longtemps au Grand-Duché et dans les régions voisines, sont justement celles de l'Oesling et de l'Eifel, ce qui indique qu'elles apportaient une réponse à un besoin : à Diekirch, pour le Grand-Duché, jusqu'en 1940 ; à Neuerburg (Kreis Bitburg) pour l'Eifel, jusqu'en 1960.

<sup>16</sup> « Landwûol », « Das Problem der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte », op. cit., p. 11.

<sup>17</sup> « Landwûol », « Das Problem der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte », Luxembourg, le 12 mars 1938, op. cit., p. 11 : « Wie schon im einleitenden Teile dieses Berichtes hervorgehoben wurde, hat das Problem durch den plötzlichen Ausfall des deutschen Personals viel an Schärfe gewonnen. Die Knechte und Mägde aus den sprachverwandten, angrenzenden Eifelgegenden kannten die Kulturmethoden der luxemburgischen Landwirtschaft und die Lebensweise der Luxemburger Bauern. Sie waren daher eine wertvolle Hilfskraft für unsere Landwirtschaft. Doch die Einführung des obligatorischen Arbeits- und Militärdienstes in Deutschland sowie der wachsende Arbeitsbedarf der deutschen Industrie haben den regelmäßigen Zuzug deutschen Personals fast vollständig unterbunden. Die dadurch entstandene Lücke konnte z. T. durch die Anwerbung polnischer Arbeitskräfte ausgefüllt werden. ».

« Hierzulande galt der Gesindemarkt der Stadt Luxemburg ein volles Jahrhundert hindurch als Hauptdingmarkt des Landes. Er wickelte sich alljährlich auf dem « Knu-edler » ab, und das am 28ten Dezember, dem Tag der Unschuldigen Kinder. Aus diesem Umstand heraus erklärt sich denn auch die dem Markt zugelegte Bezeichnung « Kënnerchersmaart » (Ndlr: (Klein) Kindermarkt), ein Name, der sich in der Folge vielfach auch auf die andernorts stattfindenden Gesindemärkte übertrug, ohne dass diese deswegen an den für die Stadt Luxemburg geltenden Termin gebunden waren ... »

« [Die Gesindemärkte] waren Kinder ihrer Zeit. Einer Zeit, in der die Auffassungen, Ansichten und Gefühle noch weit grobdrähtiger lagen als sie es heutzutage sind. Einer Zeit auch, in der in den bäuerlichen Betrieben noch nicht alles so maschinell und vollautomatisch lief, wie das

augenblicklich der Fall ist, und der Bauer unumgänglich auf die Hilfe und Anwerbung fremder Arbeitskräfte angewiesen war.

Und wiederum: die gedrückten Verhältnisse der unteren Volksschicht nötigten die « kleinen Leute » dazu, ihre heranwachsenden Jugendlichen – meist schon gleich nach der Schulentlassung – in ein Arbeitsverhältnis einzuschalten, um Geld und Brot zu verdienen, beim Bauer und in der Landwirtschaft winkten ihnen zusagende Möglichkeiten. Gemeinsame, gleichgelagerte Interessen hatten zueinander gefunden. Bauern und Knechte, Dingherren und Knechte trafen sich – und wie hätte es auch anders sein können? – auf den Märkten. Sie waren in der Tat, beim damaligen Mangel an Möglichkeiten einer Arbeitsvermittlung, die einzigen und bequemsten « Vermittlungsbüros » für gerade diese Art von Berufsgruppen. »<sup>18</sup>

Ces foires étaient des centres d'embauche vraiment importante : Peter Neu<sup>19</sup> cite un témoin d'époque, qui estime à 3.000 (!) personnes des deux sexes les domestiques agricoles, candidats à l'embauche à Bitburg (Allemagne) en 1876, alors qu'à l'époque la ville en question comptait seulement 2.360 habitants ! Jean Haan relate qu'encore environ 100 candidats salariés s'étaient présentés à la louée de Neuerburg (Allemagne), proche du Grand-Duché, en 1952.

Il ressort de différentes indications dans les deux ouvrages cités de Peter Neu et Jean Haan que ces foires à domestiques étaient connues, et visitées, au-delà des frontières : les habitants de St. Vith (Belgique) connaissaient les us et coutumes de la foire de Prüm (Allemagne); les paysans luxembourgeois allaient recruter des valets de ferme à Bitburg<sup>20</sup>, Peter Neu traite les louées du Grand-Duché comme faisant partie intégrante du contexte de l'Eifel méridionale.

<sup>18</sup> « Kënnerchersmaart » : d'après Haan, Jean : « Die Gesindemärkte früherer Zeiten », paru in : « Die Warte », Luxembourg, Année 37 (1984), N° 33, p. 4 et N° 34, p. 4.

<sup>19</sup> Neu, Peter : « Die Gesindemärkte der Südeifel », Sonderdruck der Rheinischen Vierteljahresblätter, Bonn, Jahrgang 32 (Heft 114), 1968, Seiten 498-522.

<sup>20</sup> Indication orale fournie par Mathias Berns, Secrétaire Général de la Centrale Paysanne luxembourgeoise, faisant fonction de Chambre d'Agriculture luxembourgeoise de 1945 à 1988.

« [Johann Peter Limbourg, Bitburger Grossgrundbesitzer und langjähriger Direktor der Bitburger Lokalabteilung des Landwirtschaftlichen Vereins für Rheinpreussen] berichtete zum Bitburger Niklausmarkt des Jahres 1876, dass sich etwa 3.000 Dienstsuchende beiderlei Geschlechts in den Strassen der Kreisstadt eingefunden hatten. Die Kreisstadt zählte übrigens 1871 insgesamt 2.360 Einwohner, man kann sich also vorstellen, welchen Auflauf es in den Strassen gab. »

Limbourg berichtet : « Mit mustergültiger Ruhe und Sittsamkeit bewegen sich die Tausenden in den Strassen, wirklich erhebend ist das gemüthliche Benehmen. Viele, namentlich verblendete Arbeitgeber, sind gegen diese Einrichtung [die Gesindemärkte], sie trägt aber wesentlich dazu bei, dass der Gesindelohn nicht gedrückt, dass der Diensthote einen freien, vergnügten Tag hat und seine Familie wieder sieht, auch gibt sie Gelegenheit, sich gute Diensthoten zu verschaffen. »<sup>21</sup>



Carte des foires à valets de l'Eifel méridionale et du Luxembourg (« Die Gesindemärkte der Südeifel im 19. und 20. Jahrhundert »).

<sup>21</sup> « Kännerchersmaart » : d'après Haan, Jean : « Die Gesindemärkte früherer Zeiten », op. cit.

## Quelques repères historiques

**1929-1936 :** La grande dépression économique mondiale

« La crise économique mondiale qui éclate en 1929 se répercute sur l'économie luxembourgeoise : elle frappe d'abord à la porte de la sidérurgie : les petites et moyennes entreprises traditionnelles sont gravement atteintes : certaines périssent [...] »

Par rapport à 1929, le Luxembourg a en 1933 le niveau d'emploi le plus bas de tous les pays industrialisés ! Pourtant le nombre des chômeurs reste relativement faible. Cette contradiction apparente s'explique par la politique de licenciement du patronat, politique soutenue par le gouvernement et l'opinion publique : les ouvriers étrangers, qui constituent plus de 30 % de la main-d'oeuvre de la sidérurgie, sont massivement congédiés et renvoyés dans leurs pays d'origine.<sup>22</sup>

Cependant les salariés luxembourgeois ne sont pas épargnés. Le spectre du chômage hante la psychologie collective [...] »<sup>23</sup>

**13.03.1938 :** Rattachement (« Anschluss ») de l'Autriche à l'Allemagne.

**30.09.1938 :** Traité de Munich : annexion par l'Allemagne des « territoires Sudètes » de la Tchécoslovaquie, qui est complètement démembrée à l'initiative de l'Allemagne hitlérienne, le 15 mars 1939.

**23.08.1939 :** Pacte Hitler-Staline (pacte germano-soviétique de non-agression) qui scelle le partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'URSS.

**01.09.1939 :** La « Wehrmacht » envahit la Pologne.

**10.05.1940 :** L'armée allemande envahit les Pays-Bas, le Luxembourg, la Belgique et la France.

## Recrutement de valets et de servantes polonais entre 1927 et 1930

Pour faire face à la demande de bras, plus précisément de bras bon marché de l'agriculture luxembourgeoise, demande qui ne peut plus

être satisfaite entièrement au niveau local, la Fédération luxembourgeoise des Comices Agricoles (Président : Monsieur Mertz) recrute pour la première fois en 1927<sup>24</sup>, puis encore en 1928 des domestiques polonais, hommes et femmes.

<sup>22</sup> La politique du Gouvernement à cet égard n'était pas tendre, comme il résulte de l'avis officiel suivant, publié dans le « Luxemburger Volksblatt » en date du 9 février 1938 (Archives Nationales, Luxembourg, dossier Police des Etrangers-Justice J 73/46, pièce 0123) : « Die Arbeitgeber werden hiermit darauf aufmerksam gemacht, daß Entlassungen von Arbeitnehmern Luxemburger Nationalität nicht vorgenommen werden können, solange Ausländer im Betrieb beschäftigt sind.

Bei Vornahme von Entlassungen ist nachfolgende Allgemeinregel zu befolgen :

- die ausländischen Junggesellen ;
- die verheirateten Ausländer ;
- die verheirateten Ausländer mit Luxemburgerinnen ;
- die Luxemburger Junggesellen ;
- die verheirateten Luxemburger

Mitgeteilt von der Regierung, Abteilung Arbeit und Soziale Fürsorge »

<sup>23</sup> « Le Luxembourg contemporain » de Monique Kieffer, p. 154-159, in : « De l'Etat à la Nation 1839-1989 », op. cit., p. 155.

<sup>24</sup> Le fait qu'il s'agit bien du premier recrutement collectif en Pologne est documenté notamment dans : « Landwüöl », « Das Problem der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte », op. cit., p. 3 : « 1927 und 1928 warb der Allgemeine Verband erstmalig polnische Arbeitskräfte für die luxemburgische Landwirtschaft an ». Les pièces citées du dossier ANLU, AE 3439, relatent que « lors de l'arrivée du premier convoi à la frontière du Luxembourg s'est produit un incident : les agents du poste-frontière de Wasserbillig se sont en effet opposés à l'entrée des ouvriers sur le Grand-Duché » (Ndlr : sans doute parce que ceux-ci n'étaient pas munis des papiers individuels usuels. Cet incident montre aussi que le convoi de mai 1927 était bien le tout premier de ce type.).

D'après les documents disponibles aux Archives Nationales Luxembourg (ANLU), dossier Affaires Etrangères AE 3608, pièces 0001 à 0010, les démarches à cette fin avaient déjà commencé en 1926 : en date du 22.10.1926, le Ministre d'Etat luxembourgeois Joseph Bech transmet au délégué du Gouvernement polonais au CA du BIT à Genève une demande de la Fédération des Sociétés Agricoles luxembourgeoises (NDLR : en allemand : « der Allgemeine Verband ») portant sur 500 (!) personnes pour une entrée en service au Luxembourg au 25 décembre 1926. D'après les documents disponibles, les arrivées au Luxembourg de domestiques polonais(es) se sont réalisées seulement au cours de 1927, et ce en nombre nettement inférieur (+/-70 personnes en tout). En effet, encore en date du 05.02.1927, le Directeur général de l'Office Central de la Main-d'œuvre Agricole à Paris signale à M. Mertz, Président de la Fédération des Sociétés Agricoles luxembourgeoises, qu'il lui fera parvenir incessamment le prix de revient du recrutement et du transport à travers la Pologne et l'Allemagne, (et éventuellement du visa) des ouvriers polonais à destination du Luxembourg, en certifiant que l'Office « sera en mesure de vous procurer, dans un délai très rapide, les 400 à 500 ouvriers (polonais) dont les agriculteurs du Luxembourg sont susceptibles d'avoir besoin » (pièce 0001). Le nombre d'arrivées en 1927 montre que le coût du recrutement a sans doute refroidi nombre de demandeurs luxembourgeois, à moins que le recrutement en Pologne ne se soit avéré plus difficile à réaliser que prévu.

Ce recrutement se fait avec le soutien du Gouvernement luxembourgeois (en particulier de la Division (Ministère) des Affaires Etrangères, et de la Bourse du Travail (qui est un service étatique)) et par l'entremise de l'Office Central de la Main-d'œuvre Agricole à Paris (France) et de la Société Générale (française) d'Immigration en Pologne.

Ces ouvriers agricoles arrivent en convois, avec un visa collectif de transit par l'Allemagne, accompagnés par un convoyeur-employé de l'office d'immigration français.

Les pièces conservées aux Archives nationales de Luxembourg (ANLU) (dossier AE 3439, pièces 0015 à 0035) permettent de conclure qu'en 1927 deux transports sont arrivés au Grand-Duché, le premier en mai (8 femmes et 17 hommes), le second en juin (15 femmes et 29 hommes) (cf. pièces 0022 et 0023 : listes nominatives avec lieux et dates de naissance des domestiques polonais)<sup>25</sup>.

Pour 1928, ce même dossier AE 3439 (pièces 0015 à 0017) renseigne que le Département (Ministère) des Affaires Etrangères « accorde pour l'entrée dans le Grand-Duché un visa collectif à un groupe de 80 ouvriers et ouvrières agricoles de nationalité polonaise, embauchés pour l'agriculture luxembourgeoise par la Société de colonisation à Varsovie. Le convoi arrivera à Luxembourg dans la quinzaine du 1<sup>er</sup> au 15 avril 1928 ». Les listes nominatives jointes aux pièces mentionnées portent seulement sur 6 femmes et 24 hommes ; les lieux de naissance des domestiques ne sont pas toujours indiqués.

Notons qu'en 1927 et 1928, les domestiques polonais arrivent en avril-juin, tout comme pour les recrutements ultérieurs de Polonais pour l'agriculture luxembourgeoise (de 1937 à 1939) ; les contrats de travail sont en général valables jusqu'à la fin de l'année civile.

En date du 14.03.1929, le Gouvernement de la République de Pologne adresse, via son Consulat Général à Anvers, au Président du Gouvernement luxembourgeois, Joseph Bech, une demande<sup>26</sup> visant l'abrogation en faveur des ouvriers polonais de certaines restrictions du code luxembourgeois des Assurances Sociales. La réponse du gouvernement luxembourgeois à cette requête ne se trouve malheureusement pas dans le dossier. Est-ce que la demande visait les Polonais travaillant au Grand-Duché dans l'industrie minière et sidérurgique, plutôt que dans l'agriculture ? En tout cas, le nombre de personnes concernées était suffisant pour inciter les autorités polonaises à entreprendre une démarche !

La grande dépression ravageant l'économie mondiale à partir de 1929 provoque un durcissement de l'attitude des autorités luxembourgeoises vis-à-vis des salariés étrangers, à

<sup>25</sup> Ibid.

<sup>26</sup> Archives Nationales Luxembourg, dossier Affaires étrangères AE 2893, pièce 0007.



l'exception notable des ouvriers agricoles. Ce durcissement trouve sa concrétisation notamment dans l'arrêté grand-ducal du 30.11.1929<sup>27</sup> « fixant les conditions à remplir par les salariés de nationalité étrangère pour l'admission et l'embauchage dans le Grand-Duché ».

Le travail agricole bénéficie donc d'un traitement nettement plus favorable, faveur qui est immédiatement concrétisée par les arrêtés ministériels du 20.12.1929<sup>28</sup> (dispense de l'autorisation d'embauchage gouvernementale accordée aux ouvriers et domestiques agricoles étrangers jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1930 ...), puis du 21.02.1930<sup>29</sup> (dispense prolongée « jusqu'à disposition ultérieure »).

Les effets conjugués de la politique restrictive du gouvernement en matière d'immigration et de la grande dépression économique provoquent une diminution substantielle de la population étrangère, qui passe au Grand-Duché de 55.832 personnes en 1930 à 38.371 en 1935, soit une réduction de plus de 30 % !<sup>30</sup>

Le 3 décembre 1930, le consulat de Pologne à Luxembourg s'adresse au Ministère luxembourgeois des Affaires Etrangères pour demander une attitude plus humaine dans les cas d'expulsion de citoyens polonais non en règle administrativement : « Le consulat de Pologne à Luxembourg a l'honneur de porter à Votre connaissance qu'à plusieurs reprises déjà la Gendarmerie luxembourgeoise a conduit hors de la frontière du Luxembourg des citoyens polonais, qui ne paraissaient pas entièrement en accord avec les règlements luxembourgeois. Ces Polonais ne savaient généralement pas fournir les explications nécessaires, parce qu'ils ne connaissaient pas suffisamment les langues française ou allemande. Le consulat de Pologne à Luxembourg demande que, dans des cas de ce genre, la Gendarmerie luxembourgeoise ait recours à ses offices aussi bien dans l'intérêt de la Gendarmerie que dans celui des nationaux polonais. Par

### Extraits dudit arrêté :

« Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, [...]

[...] Vu la loi du 28 octobre 1920, destinée à endiguer l'affluence exagérée d'étrangers sur le territoire du Grand-Duché [...]

[...] Considérant que le renforcement et la codification des dispositions régissant l'embauchage et l'entrée dans le Grand-Duché des salariés de nationalité étrangère s'imposent non seulement par la situation du marché de travail national, mais aussi pour des raisons économiques, d'hygiène sociale et d'ordre public [...]

[...] Avons arrêté et arrêtons : [...]

**Art. 1<sup>er</sup>.** Aucun salarié de nationalité étrangère, homme ou femme, ne pourra être embauché dans le Grand-Duché sans l'autorisation préalable de Notre Directeur général (Ndlr: Ministre) du travail et de la prévoyance sociale.

**Art. 2.** L'autorisation d'embauchage est obligatoire :

- 1<sup>o</sup> Pour tous les ouvriers généralement quelconques [...]
- 2<sup>o</sup> Pour tous les employés privés, à l'exception de ceux qui occupent un poste de directeur et dont la rémunération dépasse 6.000 fr. (francs) par mois [...]
- 4<sup>o</sup> Pour les gens de maison [...]

Notre Directeur général du travail et de la prévoyance sociale pourra, pour des périodes et des travaux déterminés, dispenser les ouvriers agricoles de l'obligation de l'autorisation d'embauchage [...] »

<sup>27</sup> Ces arrêtés ont été publiés dans le Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, série A, respectivement N° 61 du samedi 7 décembre 1929, N° 65 du samedi 21 décembre 1929, N° 8 du samedi 21 février 1930. Ces textes peuvent être consultés sur le site internet : [www.legilux.lu/leg/a/archives/index.html](http://www.legilux.lu/leg/a/archives/index.html)

<sup>28</sup> Ibid.

<sup>29</sup> Ibid.

<sup>30</sup> STATEC (Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg).

cette entremise du consulat beaucoup de malentendus et de difficultés pourraient être évités ».<sup>31</sup>

La grande crise économique des années 1930 conduit un certain nombre d'ouvriers sidérurgistes immigrés ayant sans doute des racines agricoles à se trouver un travail dans l'agriculture luxembourgeoise. Citons deux exemples pour étayer cette affirmation :

- M. Franz Von Roesgen relate que son père, gérant du Krakelshaff de 1932 à 1938, ferme située dans la commune de Bettembourg et appartenant à l'époque à l'ARBED (Acieries Réunies de Burbach Eich Dudelange, S.A.), a embauché comme domestiques trois ouvriers sidérurgistes étrangers, à savoir deux Polonais et un Autrichien, qui tous les trois avaient été licenciés par l'ARBED ; les trois sont restés salariés agricoles chez la famille Von Roesgen jusqu'en 1943 et 1945 respectivement.<sup>32</sup>
- L'autorisation accordée par le Ministre luxembourgeois de l'Agriculture à l'agriculteur Schmit René, fermier à Olingen, le 5 janvier 1940, à embaucher comme domestique Albert Dlubisz, polonais, catholique, célibataire, né le 15.04.1887 à Gorzow (Pologne) porte à la rubrique : « A quelle date respectivement avec quel convoi le demandeur d'emploi est-il entré au Grand-Duché ? » La réponse : « 31 mai 1926 par ses propres moyens (« mit keinem Transport etwas zu thun »), au Luxembourg depuis 13 ans, dont 7 dans l'agriculture ».<sup>33</sup>

Plus tard, en date du 31 décembre 1937, le Ministre luxembourgeois du Travail et de la Prévoyance sociale, Monsieur Krier, s'adresse d'ailleurs à son collègue le Ministre de la Justice, pour préconiser ce type de reconversion dans l'agriculture : « Monsieur le Ministre, Un grand nombre d'autorisations d'embauchage délivrées en faveur d'ouvriers étrangers, notamment en faveur d'ouvriers mineurs ou rouleurs, seront refusées respectivement ne seront plus renouvelées dans les premières semaines. Presque tous ces étrangers ont travaillé, avant leur réadmission dans les mines, dans l'agriculture du pays. Comme il y a grand manque de main-d'œuvre dans cette branche d'économie, il serait indiqué de ne pas refouler ces ouvriers mais de les autoriser à rester dans le pays et à se caser dans l'agriculture ».<sup>34</sup> Une annotation manuscrite en bas de ladite lettre semble indiquer l'accord du Ministre de la Justice avec cette proposition.

### Recrutement de valets et de servantes polonais entre 1937 et 1940

Vers 1937, la pénurie de main-d'œuvre agricole au Luxembourg semble être encore plus grave que les années précédentes. Pour preuve, une Commission Spéciale du « Landwùol », association agricole déjà citée oeuvrant pour le bien-être rural et le retour à la terre, publie coup sur coup deux rapports, le premier en date du 12

<sup>31</sup> ANLU, dossier AE 3440, pièce 0050.

<sup>32</sup> En 1938, lorsque Charles Von Roesgen, père de l'intervinté, quitte le Krakelshaff pour reprendre la ferme paternelle, le Karelshaff (commune de Colmar-Berg), les trois domestiques l'y accompagnent. Il s'agit de Primo Brufatto, né le 29.07.1897, Autrichien, marié, vivant avec sa femme et sa fille sur la ferme jusqu'en 1943, où il est arrêté par les Allemands ; il meurt au camp de concentration de Hinzert ; d'Anton Kempa, né le 28.05.1907, Polonais, célibataire, dont le frère travaille chez un entrepreneur à Ettelbrück. A la fin de la guerre, Anton Kempa retourne en Pologne pour élever les trois enfants d'un autre frère, décédé et d'Andrea Lubawy, né le 24.11.1906, Polonais, marié, trois enfants restés en Pologne avec leur mère. Aux dires de Franz Von Roesgen, les deux ouvriers polonais renvoyaient régulièrement jusqu'à 80 % de leurs salaires à leurs familles restées en Pologne (Interview de M. Franz Von Roesgen, réalisée le 20.10.2009).

<sup>33</sup> ANLU, dossier Agriculture, A-309, chemise (commune de) Biwer, demande de Schmit René, agriculteur à Olingen/Banzelt. En vertu de l'arrêté grand-ducal du 06.11.1939, le Ministre luxembourgeois de l'Agriculture pouvait autoriser l'embauche de domestiques étrangers, suite à une demande à remplir par l'agriculteur-patron moyennant un questionnaire relatif au demandeur d'emploi étranger. Le dit questionnaire comportait une rubrique de questions spécifiques réservées exclusivement aux domestiques polonais(es). Une fois rempli, le questionnaire (valant demande d'autorisation d'embauche) devait être adressé à la Chambre d'Agriculture luxembourgeoise pour avis. Le dossier Agriculture A-309 contient un échantillon de telles autorisations et questionnaires, classés par communes, qui fournissent des informations intéressantes, p. ex. le nombre par exploitation de salariés luxembourgeois et étrangers (nationalités de ces étrangers), ce qui permet par exemple de se faire une idée de la répartition géographique en 1939 des domestiques étrangers par nationalité. Exemples : dans la commune de Bascharage (Sud du Grand-Duché), 14 exploitations agricoles requièrent au total 16 domestiques : 7 Italiens, 3 Français, 2 Allemands, 2 Polonais et 2 Apatrides (tous masculins) ; dans la commune de Bastendorf (Oesling), 10 exploitations requièrent au total 13 domestiques : 8 Allemand(e)s, (dont 3 femmes), 4 Polonais(es) (dont 1 femme), 1 Yougoslave, 1 Russe. La proximité des frontières allemande resp. française, la présence de compatriotes (Italiens) dans le « Minett » semble bien jouer un rôle dans la distribution géographique des domestiques étrangers au Luxembourg. L'analyse systématique des fiches de ce dossier A-309 (et éventuellement d'autres dossiers analogues des Archives Nationales) reste cependant à faire.

<sup>34</sup> ANLU, dossier Police des Etrangers-Justice, J 73/46, pièce 0169.



mars 1938 (40 pages din A5), le second en 1939 (20 pages din A5), analysant la problématique du manque de main-d'œuvre agricole et proposant des solutions.

A défaut de solutions nationales, le gouvernement luxembourgeois se tourne en janvier-février 1937 vers Bruxelles (Ministère belge de l'Agriculture) et Eupen (Service des agronomes de l'Etat belge) en vue du recrutement éventuel de main-d'œuvre agricole belge.<sup>35</sup> Ces démarches semblent ne pas avoir été couronnées de succès. D'où le recours – comme déjà 10 ans plus tôt – à partir de 1937 au recrutement de domestiques en Pologne, cette fois-ci avec plus de réussite : Henri Klees parle de l'engagement de 700 domestiques et 150 servantes originaires de Pologne dans les fermes luxembourgeoises.<sup>36</sup>

Ces chiffres sont corroborés par les statistiques établies par le Service de la Carte d'identité du Ministère luxembourgeois de la Justice.<sup>37</sup> Alors que pour l'année 1936 sont recensés 1.585 Allemands, 307 Belges, 272 Français, 87 Italiens et 147 personnes d'autres nationalités, soit 2.398 étrangers au total, ayant fait une déclaration d'arrivée primaire au Grand-Duché, pour l'année 1937 le même tableau comporte une nouvelle colonne « Polonais » avec 928 personnes (soit en ce qui concerne les Polonais primo-arrivants, mois par mois, à partir du mois d'avril 1937 : 157, 179, 374, 138, 33, 13, 12, 12 et 10) ; or, pour l'année 1937, à l'exception notable des Polonais et des Italiens, les autres nationalités sont en recul par rapport à l'année précédente : en 1937, les déclarants d'arrivée primaire sont au nombre de 1.013 Allemands (moins 50% !), 303 Belges, 199 Français, 352 Italiens, 928 Polonais et 275 personnes d'autres nationalités, soit 3.070 étrangers au total.

Au mois de décembre 1937, 315 étrangers dont 173 Polonais quittent à nouveau le Luxembourg.

Une partie des domestiques polonais retourne en Pologne en décembre pour revenir travailler au Luxembourg en janvier de l'année suivante.

Les premiers mois de 1938 voient arriver 214 Allemands et 179 Polonais, sur 597 étran-

### Dans une lettre datée du 4 décembre 1937, le Ministère des Affaires Etrangères écrit au Ministre de la Justice :

« [...] Par suite de la reprise dans l'Industrie et des besoins de l'Agriculture le chiffre des entrées avait fortement augmenté les derniers mois. Cependant au mois de décembre prochain 300 à 400 domestiques polonais retourneront chez eux .... » (ANLU, dossier J 73/46, pièces 0188 à 0191)

Dans une lettre datée du 8 novembre 1938, le Ministre de la Justice écrit au Consul de la République de Pologne : « [...] au sujet des ouvriers agricoles polonais qui habitent le Grand-Duché, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'il sera procédé à l'égard d'eux comme l'année passée. Lorsqu'ils se rendent au commencement du mois de décembre dans leur foyer pour rentrer vers la mi-janvier à leur occupation dans le Grand-Duché, leur passeport sera visé au départ par le Ministère des Affaires Etrangères. Ce visa sera valable pour le retour dans le pays dans le délai de deux mois au maximum et remplacera le visa consulaire luxembourgeois. Au préalable le Ministère de la Justice vérifiera si la conduite des intéressés a été sans reproche durant leur séjour dans le Grand-Duché [...] »

Est jointe une liste de 50 personnes, 26 femmes et 24 hommes, avec leurs âges respectifs, compris entre 19 et 33 ans, et leurs domiciles (villes) en Pologne. (ANLU, dossier AE 3439, pièces 0013 et 0014)

<sup>35</sup> ANLU, dossier Agriculture, A-309.

<sup>36</sup> Klees, Henri : « Beim Bauer am Dëngscht », in : « Johrhonnert Almanach », Éditions Guy Binsfeld, Luxembourg, 1999, p. 607.

<sup>37</sup> ANLU, dossier Police des Etrangers-Justice, J 73/46, différentes pièces comprises entre les numéros 0072 à 0213.

gers au total ; sur ces 597 étrangers, 239 sont des ouvriers agricoles.<sup>38</sup>

### Quelle est l'origine de ce nouveau recrutement de domestiques en Pologne à partir de 1937 ?

- D'une part, au Grand-Duché, la reprise économique industrielle demande plus de bras. Le « Landwûol » note qu'en 1937, la production d'acier atteint au Luxembourg un niveau record, à tel point que le nombre des ouvriers travaillant dans l'ensemble de l'industrie atteignait 34.566 en décembre 1937, contre seulement 30.521 une année plus tôt.<sup>39</sup>
- D'autre part, l'introduction du service forcé (« Arbeitsdienst ») et militaire obligatoire dans l'Allemagne nazie, ainsi que les besoins croissants en main-d'oeuvre de l'industrie allemande ont – d'après le « Landwûol » – presque fait tarir entièrement l'arrivée régulière de personnel allemand. Un tableau statistique présenté par Serge Hoffmann montre effectivement qu'entre 1935 et 1939, le nombre d'Allemands faisant une déclaration d'arrivée primaire au Grand-Duché chute de +/- 2.500 à +/- 900, dont +/- 600 sujets juifs.<sup>40</sup> L'affirmation du « Landwûol » relative au tarissement de l'arrivée de personnel allemand comporte un élément d'exagération emphatique : les statistiques montrent qu'il serait plus judicieux de parler de recul. Le recul est prononcé en ce qui concerne les domestiques allemands masculins, mais les servantes allemandes sont toujours nombreuses, même

trop nombreuses de l'avis de certains. Ceci explique le recrutement de Polonais dans une proportion inverse : 700 hommes pour 150 femmes, comme indiqué plus haut.

Le contrat de travail des domestiques recrutés en Pologne, bilingue polonais-allemand, était établi en Pologne même, en quatre exemplaires (un pour l'employeur, un pour le salarié agricole, un pour la Chambre d'Agriculture à Luxembourg et un pour les actes du « Starost o Powiatowe » (Ndlr : Maire du District en Pologne).

Un tel contrat<sup>41</sup>, établi en date du 03.02.1939 en faveur de Marianna Pikinska jusqu'au 20 décembre 1939, embauchée par Nic. Greiveldinger de Bech-Kleinmacher, prévoit ainsi un salaire mensuel de 250 fr., net de toutes charges, la servante étant nourrie, logée et blanchie.

Ces contrats standards stipulaient que le salarié polonais devait avoir les mêmes droits qu'un domestique agricole luxembourgeois, que sa méconnaissance de l'allemand et du français ne pouvait en aucun cas fournir un prétexte pour une réduction de son salaire et que, les dimanches et les jours fériés, le travail devait se limiter à la traite et l'affouragement du bétail, ainsi qu'en cas d'urgence, aux travaux de moisson. Aux jours fériés luxembourgeois était ajouté comme jour férié supplémentaire le 3 mai, jour de la Fête Nationale polonaise. Les frais du voyage aller Pologne-Luxembourg, y compris les frais de la nourriture pendant le déplacement, étaient entièrement à charge de l'employeur luxembourgeois ; les frais du voyage retour incombait pour moitié à chacune des parties, employeur respectivement salarié.<sup>42</sup>

<sup>38</sup> Il est intéressant de comparer ces données avec celles des étrangers présents au Grand-Duché selon les recensements de population de 1935 et 1930 respectivement. Selon le document 0085 du dossier J 73/46 : « [...] Nach der Volkszählung von 1935 gab es im Lande, für das im Ganzen 297.328 Einwohner gezählt wurden, 38.369 Ausländer, gegen 55.831 im Jahre 1930. Davon waren Deutsche 16.815 (gegen 22.948 im Jahre 1930), Italiener 9.268 (14.050), Franzosen 3.478 (4.669), Belgier 3.272 (4.080), Polen 1.555 (2.607), Österreicher 441 (778), Zugehörige anderer Nationen 1.539 (4.157) und ohne Nationalität 2.000 (2.542) [...] ». Il est fort probable que les Polonais recensés en 1930 et en 1935 sont majoritairement des mineurs et ouvriers sidérurgistes, alors que les Polonais primo-arrivants sont presque exclusivement des ouvriers agricoles.

<sup>39</sup> « Landwûol », « Das Problem der landwirtschaftlichen Arbeitskräfte », op. cit., p. 12.

<sup>40</sup> « Die Gefahr der Überfremdung » dans « Der Landwirt » du 20 mars 1937, cité dans un article de Serge Hoffmann : « Les problèmes de l'immigration et la montée de la xénophobie et du racisme au Grand-Duché à la veille de la Deuxième Guerre mondiale », in : « Galerie » N° 4/1986, p. 530 et tableau p. 535.

<sup>41</sup> Archives de la Centrale Paysanne luxembourgeoise.

<sup>42</sup> Ibid.

<sup>43</sup> ANLU, Police des Etrangers Justice, J 73/46, pièces 0103, 0056 et 0035.

<sup>44</sup> ANLU, dossier Police des Etrangers-Justice, J 73/46, pièces 92 et 94.

### Dans une lettre à son collègue Ministre du Travail en date du 19 mars 1938, le Ministre de la Justice se plaint du

« [...] nombre excessif de personnel domestique féminin allemand qui vient prendre du travail dans le Grand-Duché. La plupart de ces personnes sont affiliées à la « Deutsche Arbeitsfront » et aux organisations de propagande allemandes ; devant obéir aux ordres de ces organisations, elles forment un corps étranger dans notre Etat [...] »

### Dans une autre lettre au même collègue Ministre du Travail en date du 4 avril 1938, le Ministre de la Justice

« donne à considérer s'il n'y a pas lieu d'essayer à faire comprendre par la voie de la presse à la main-d'œuvre domestique et au patronat indigènes qu'il est dans son propre intérêt et dans celui du Grand-Duché que les Luxembourgeoises prennent du service dans leur pays natal pour le rendre indépendant de la main-d'œuvre étrangère ».

### Réponse du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale :

« d) En ce qui concerne la question soulevée dans vos dépêches des 19 mars dr. et 4 ct. et concernant spécialement le nombre excessif de personnel féminin domestique prenant du travail dans le Grand-Duché, je dois faire remarquer qu'en vertu des dispositions de l'arrêté du 21 février 1930 les ouvriers et ouvrières de nationalité étrangère, travaillant dans l'agriculture ou la viticulture sont dispensés de l'autorisation d'embauchage. Cet arrêté a été pris, en son temps, au vœu exprès de l'Agriculture qui malgré cette liberté d'embauchage déclare être toujours dans l'impossibilité absolue de trouver de la main-d'œuvre. Toutefois les bourses du travail (Ndlr : agences de placement pour chômeurs) ont itérativement reçu des instructions formelles de s'occuper toujours activement du placement de Luxembourgeois dans l'agriculture. »

Cette réponse du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale confirme que le personnel féminin allemand en question travaillait bien majoritairement dans l'agriculture et la viticulture luxembourgeoises (et non pas par exemple comme femmes de ménage en milieu urbain).<sup>43</sup>

### Lettre du Ministre de la Justice au Ministre de l'Agriculture :

« Luxembourg, le 22 mars 1938  
Monsieur le Ministre (de l'Agriculture),

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la situation des ouvriers autrichiens qui quitteront leur pays d'origine à la suite de l'introduction du nouveau régime, en vous donnant à considérer s'il n'échet pas de leur accorder la préférence aux ouvriers agricoles polonais non assimilables et moins sympathiques à notre population agricole que les autrichiens parlant la langue allemande.

Le Ministre de la Justice »

### Obermosel-Zeitung, Samstag, 19. März 1938

« Bisher keine österreichischen Flüchtlinge. Luxemburg scheint von der Welle österreichischer Flüchtlinge einstweilen verschont zu bleiben. Einmal ist Luxemburg weit entfernt, und dann dürfte es auch außerordentlich schwierig sein, Österreich zu verlassen. »<sup>44</sup>

Suite à l'« Anschluss » de l'Autriche à l'Allemagne (le 13 mars 1938), il n'y eut pas – contrairement à certaines présuppositions – d'augmentation du nombre d'Autrichiens venant s'établir au Grand-Duché. Le recrutement de personnel agricole polonais pour les besoins de l'agriculture luxembourgeoise continue.

Un compte-rendu très intéressant du commissaire de gendarmerie Schiltz relate de manière assez détaillée le travail de la gendarmerie à l'occasion de l'arrivée à Luxembourg-Gare de 299 ouvriers agricoles polonais, en date du 25 février 1938, et la scène chaotique occasionnée par la répartition des 299 ouvriers entre autant de patrons-agriculteurs :

« [...] Nachdem die zu Luxemburg-Bahnhof angekommenen polnischen Landarbeiter per Autocar nach dem Volkshaus gebracht worden waren, sollte um 5 Uhr die Zuteilung an die ebenfalls dort eingetroffenen landwirtschaftlichen Arbeitgeber erfolgen. Die Organisation war aber derart mangelhaft, sodass man schließlich von einer regelrechten Zuweisung absehen musste. Die Arbeitgeber, welche anfänglich auf dem Balkon Platz genommen, mischten sich unter die im Saale versammelten polnischen Landarbeiter und jeder suchte sich an Hand der ihm von der Organisationsleitung zugewiesenen Nummer den für ihn bestimmten Arbeiter aus. Ein unbeschreibliches Durcheinander und Lärmen herrschte während 2 Stunden im Saale bis schließlich, um 7 Uhr nachmittags, ein jeder zufrieden gestellt war [...] ».<sup>45</sup>

En cause, Jean Kremer, Président de la Chambre d'Agriculture du Grand-Duché, qui aurait dû convoquer le groupe et faire établir une liste des arrivants, mais n'avait pas satisfait à cette dernière obligation.<sup>46</sup>

Le 12 juillet 1939, les autorités allemandes autorisent une nouvelle fois le transit par l'Allemagne d'ouvriers agricoles polonais pour les besoins de la moisson au Luxembourg. Le 1er septembre 1939, l'armée allemande envahit la Pologne, d'où un appel du consulat de Pologne

à ses concitoyens de rejoindre l'armée, évènement que la « Luxemburger Zeitung » relate comme suit en date du 24.10.1939 : « Abreise der Polen. Gestern früh sammelten sich ab 6 Uhr im Hotel Select in der Straßburgerstraße die polnischen Staatsangehörigen aus Luxemburg, die einberufen wurden, um in der der französischen Armee angegliederten polnischen Legion zu kämpfen. Gegen 180 Polen, in der Hauptsache Landarbeiter, waren der Aufforderung gefolgt. Ein Beauftragter des polnischen Generalkonsuls in Brüssel war eigens nach Luxemburg gekommen, um die Landsleute nach Brüssel zu bringen, wo die Ausmusterung erfolgt. Mit dem Gesang polnischer Lieder zogen sie zum Bahnhof, den sie gegen 9 Uhr verließen. Gegen Monatsende soll ein zweiter Transport nach Brüssel abgehen ».<sup>47</sup>

Cette affaire valut d'ailleurs au Gouvernement luxembourgeois, soi-disant coupable de recrutement de soldats pour une armée étrangère sur son territoire, une protestation de la Légation d'Allemagne, au motif que le Grand-Duché aurait enfreint ses obligations de pays neutre.<sup>48</sup>

Ainsi, le recrutement systématique avant-guerre de main-d'œuvre polonaise pour les besoins de l'agriculture luxembourgeoise s'étale des années 1937 à début 1940, pour finir seulement avec l'invasion, en mai 1940, du Grand-Duché par les troupes allemandes.

## Guerre et période d'après-guerre

De 1940 à 1944, l'occupant nazi essaie aussi de faire venir au Luxembourg occupé des ouvriers agricoles en provenance des pays de l'Est, notamment de Pologne ; les efforts des Allemands pour recruter également des Belges et des Néerlandais ont peu de succès, notamment pour ce qui est des Néerlandais.<sup>49</sup>

Le 27 août 1947, le consulat de la République de Pologne adresse une lettre, réf. N° 864/97, à la Centrale Paysanne luxembour-

<sup>45</sup> ANLU, dossier AE 3439, pièce 0008.

<sup>46</sup> ANLU, dossier Police des Etrangers-Justice, J 73/46, pièce 0007.

<sup>47</sup> ANLU, dossier Affaires Etrangères, AE 3807, pièces 0001 à 0005.

<sup>48</sup> Ibid.

<sup>49</sup> Krier, Emile, « Arbeitseinsatz : Landwirtschaft », article non encore publié, partie d'un travail sur l'économie du Luxembourg pendant la Seconde Guerre mondiale.

geoise (Ndrlr : faisant à l'époque fonction de Chambre d'Agriculture au Luxembourg), avec une liste de 34 citoyens polonais (19 hommes et 15 femmes) et de leurs anciens employeurs-agriculteurs respectifs, en réclamant à la Centrale Paysanne le remboursement de 300 fr. par personne qui avaient été retenus sur leurs salaires aux domestiques polonais pour couvrir leurs frais de rapatriement au début de la guerre, et ce contrairement aux stipulations figurant dans les contrats de travail respectifs. La Centrale Paysanne refuse de s'exécuter, arguant qu'« elle n'est pas identique avec la Chambre d'Agriculture d'avant-guerre » et qu'elle ignore où sont passés d'éventuels fonds de la dite Chambre pendant l'occupation du Grand-Duché.<sup>50</sup>

A la fin de la guerre, la situation géopolitique en Europe avait radicalement changé et l'épisode des domestiques polonais dans l'agriculture luxembourgeoise se trouva (provisoirement) clos.

Par contre, en 1945, le problème de la pénurie de personnel dans l'agriculture luxembourgeoise non seulement reste entier, mais est devenu une question de première importance : par arrêté grand-ducal en date du 21 février 1945<sup>51</sup>, le Gouvernement, pour assurer à l'agriculture des bras suffisants pour permettre le ravitaillement du pays, astreint les jeunes, tant les garçons que les filles, tant les Luxembourgeois que les étrangers résidant dans le pays, à trois mois (en ce qui concerne les jeunes étudiants, par exemple de l'Ecole Normale pour instituteurs) respectivement à deux ans de travail agricole (pour tous les jeunes qui veulent entrer comme ouvriers au service de l'Etat) ; de plus, l'affiliation de l'ouvrier agricole aux assurances-maladie, -invalidité et -vieillesse devient obligatoire (Ndrlr: la conséquence de cette mesure est que l'ouvrier agricole est mieux assuré que ne l'est son patron !) ; par ailleurs, les ouvriers agricoles de nationalité luxembourgeoise touchent une subvention annuelle payée par l'Etat luxembourgeois ; cette subvention croît

en fonction du nombre d'années de travail effectuées dans l'agriculture luxembourgeoise.<sup>52</sup>

En dehors de cette situation de crise de l'immédiat après-guerre, le Gouvernement luxembourgeois, en concertation étroite avec la profession agricole, tâche de remédier au problème posé par la pénurie chronique de main-d'œuvre agricole en signant des accords internationaux devant faciliter l'arrivée et l'embauche au Luxembourg de salariés agricoles :

- entre 1945 et 1949, différents accords avec le Gouvernement Militaire Américain de la Zone d'Occupation US en Allemagne (notamment du Commandement à Bitburg) en vue de l'engagement de prisonniers de guerre allemands (volontaires et rémunérés) ; en tout, dans les années après-guerre, 5.800 Allemands prisonniers de guerre travaillent ainsi à un moment ou un autre dans des fermes du Grand-Duché
- à la même époque (1948 et 1951), un accord avec le Gouvernement italien
- en août 1950, un accord avec le Gouvernement des Pays-Bas
- et plus tard (en 1962 ?) avec le Gouvernement portugais

### Main-d'oeuvre agricole étrangère et réactions xénophobes

L'histoire du recrutement de main-d'oeuvre étrangère pour les besoins de l'agriculture luxembourgeoise fournit un bel exemple de la manière dont le discours d'un même milieu social peut changer du tout au tout : de la défense de la présence des étrangers d'abord, à des réactions de xénophobie et même de haine des étrangers ensuite, et cela en fonction des intérêts économiques en jeu. Ce qui suit, à savoir les réactions divergentes de journaux agricoles luxembourgeois face aux étrangers, à seulement vingt ans d'intervalle, montre que les idées propagées étaient motivées par une bonne dose de calcul économique.

<sup>50</sup> Archives de la Centrale Paysanne luxembourgeoise.

<sup>51</sup> Arrêté grand-ducal du 21 février 1945 portant réglementation de la main-d'œuvre agricole, publié dans le Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, série A, N° 9 du 7 mars 1945, voir site internet : [www.legilux.lu/leg/a/archives/index.html](http://www.legilux.lu/leg/a/archives/index.html)

<sup>52</sup> Ibid.



La période précédant la Deuxième Guerre mondiale est marquée au Luxembourg également par la montée de la xénophobie ; entre autres les domestiques polonais ne sont pas bien vus par tous les Luxembourgeois<sup>53</sup>. Dans ce contexte, le journal « Der Landwirt » (Ndlr : L'Agriculteur) du 20 mars 1937 se fait le défenseur des ouvriers agricoles étrangers, lorsqu'il écrit :

« [...] Maintenant ces mêmes personnes s'émeuvent, parce que nous sommes contraints [...] d'amener chez nous des salariés agricoles étrangers (Ndlr : polonais) [...] De manière étrange, ces drôles de patriotes poussent de grands cris, prétendant de peur que ces quelques centaines de domestiques et servantes (polonais) ne mettent en danger notre identité nationale [...] Depuis des années, notre agriculture a besoin de main-d'oeuvre étrangère. Avant, nous disposions de salariés (agricoles) allemands, que nous ne pouvons plus avoir maintenant. En quoi le danger d'une perte de notre identité nationale deviendrait plus aigu, parce qu'aujourd'hui les ouvriers sont polonais alors qu'avant ils étaient allemands, nous est incompréhensible ».<sup>54</sup>

Vingt ans plus tard, entre 1951 et 1960, ce n'est plus (seulement) en tant que domestiques que quelques 120 à 150 familles néerlandaises immigrèrent au Luxembourg, mais comme fermiers décidés à fonder une existence en tant que chefs d'exploitation. Ils sont dès lors perçus comme concurrents, ce qui provoque à plusieurs reprises, entre 1952 et 1956, des commentaires hostiles dans l'organe officiel du seul syndicat agricole luxembourgeois de l'époque. Citons par exemple un article paru dans « De Letzeburger Bauer » (Ndlr : L'Agriculteur luxembourgeois) du 3 octobre 1953 : « Un problème urgent ! Il n'y a pas encore de cela si longtemps, nos sols étaient cultivés et mis en valeur par des gens de notre patrie exclusivement. L'industrialisation de l'économie progressant inexorablement, une part respectable

de notre peuple national s'est aliéné de la terre héréditaire [...] Bien des fermes sont occupées à ce jour par des étrangers, surtout des familles hollandaises, déjà au nombre préoccupant de quarante (Ndlr : par rapport à quelque 12.500 exploitations agricoles recensées au Luxembourg au milieu des années 1950 !). Est-ce que ce n'est pas regrettable qu'il y ait aujourd'hui des propriétaires de domaines agricoles qui accordent une nette préférence à un fermier néerlandais, et cela au dépens de chaque candidat luxembourgeois quel qu'il soit? [...] Le fait que les Pays-Bas surpeuplés peuvent refouler leurs surplus humains vers nos régions génère un danger grave et fondamental pour l'indépendance et l'autonomie de notre agriculture autochtone. Le soutien financier conséquent que l'État hollandais accorde à ses citoyens émigrants pousse maint propriétaire foncier à exiger des loyers élevés, sinon maximaux [...] » (Ndlr : Cette dernière assertion est d'ailleurs fautive : l'État néerlandais n'accordait de subsides directs qu'aux personnes émigrant outre Atlantique, mais jamais à ceux émigrant vers la France et le Luxembourg, qui, au contraire, devaient avant leur départ encore s'acquitter des impôts dus au cas où ils avaient vendu leur exploitation – biens fonciers et inventaire – aux Pays-Bas).<sup>55</sup>

C'est là que l'on peut voir que les intérêts économiques constituent au moins une partie du terreau sur lequel se développent les discours idéologiques !

### Et les salariés agricoles polonais aujourd'hui ?

Fin du XX<sup>e</sup> – début du XXI<sup>e</sup> siècle, la mécanisation du secteur agricole a fait des progrès fantastiques<sup>56</sup>, mais au Grand-Duché l'agriculture reste à la recherche de main-d'oeuvre, du moins de main-d'oeuvre bon marché.

A partir du début des années 1980, revoici des Polonais au Luxembourg ... à faire

<sup>53</sup> ANLU, dossier Police des Etrangers-Justice, J 73/46, pièces 92 et 94, op. cit.

<sup>54</sup> « Die Gefahr der Überfremdung » dans « Der Landwirt », op. cit.

<sup>55</sup> Article « Um ein dringliches Problem! », signé rw., in « De Letzeburger Bauer » (L'Agriculteur luxembourgeois), hebdomadaire du syndicat agricole Centrale Paysanne (Ndlr : seul syndicat agricole au Grand-Duché de 1944 à 1980), N° 40, du 3 octobre 1953, p. 4.

<sup>56</sup> Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la productivité de la force de travail dans le secteur agricole s'accroît en moyenne de plus de 2 % par an, faisant de l'agriculture en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis l'un des secteurs de l'économie à la pointe en ce qui concerne l'accroissement de la productivité de la main-d'oeuvre.



les vendanges sur les rives de la Moselle cette fois-ci !<sup>57</sup>

Et ce plutôt par hasard : de retour des vendanges dans le Midi de la France, des saisonniers polonais passant par-là sont restés pour récolter le raisin dans le vignoble luxembourgeois en septembre-octobre, se souvient l'œnologue Marc Kuhn de l'Institut Viti-Vinicole grand-ducal. Le bouche-à-oreille en Pologne, la chute du rideau de fer en 1989, la prédominance très marquée des vendanges manuelles sur les récoltes mécaniques dans le vignoble luxembourgeois, très pentu, ont fait que, depuis les années 1990, chaque année 500 à 750 Polonais, hommes et femmes, participent aux 4 à 6 semaines de vendanges au Luxembourg (en fonction de l'importance de la récolte). Ce sont souvent des gens qui ont un travail en Pologne, mais qui veulent passer leurs « vacances » à vendanger pour gagner un supplément de revenu : en 2003, le salaire légal payé au Luxembourg aux vendangeurs est de 9,73 € / heure, dont peuvent être déduits jusqu'à 4,90 € / heure pour le logement et la nourriture ; malgré ces déductions, le salaire net restant peut représenter jusqu'au quintuple du salaire horaire gagné en Pologne.

Pour encadrer cet afflux de salariés polonais et leur assurer un minimum de protection sociale (assurance accidents), le Ministre du Travail (à l'époque Jean-Claude Juncker) institue une procédure simplifiée d'embauche de travailleurs saisonniers : au lieu d'une autorisation de travail à demander au Ministère du Travail, une simple « déclaration d'engagement temporaire d'un(e) aide viti-vinicole », délivrée par l'Institut Viti-Vinicole luxembourgeois est suffisante pour participer aux vendanges.

Ainsi, en 1998, en vertu de cette déclaration d'engagement temporaire simplifiée, 461 Polonais(es) sont engagé(e)s pour les travaux

### Quelques données récentes concernant la viticulture luxembourgeoise :

- En 2009, le Grand-Duché compte 408 exploitations viticoles, totalisant 1.302 hectares de vignoble, divisé en 5.253 parcelles.
- En 1997, pour la première fois une machine à vendanger (en location) est utilisée pour récolter le raisin dans un vignoble luxembourgeois.
- En 2009, seules deux exploitations luxembourgeoises possèdent une respectivement trois machines à vendanger ; de plus, deux entreprises allemandes réalisent avec une machine des vendanges pour des viticulteurs luxembourgeois sur le territoire du Grand-Duché.

Vu les pentes en général fortes du vignoble luxembourgeois et le souci des vignerons nationaux de produire un vin de qualité, les vendanges au Grand-Duché restent à ce jour une opération largement manuelle.

de taille des vignes et les vendanges par des vignerons luxembourgeois. A ceux-ci s'ajoutent 63 « stagiaires » (en 1999 : 54 « stagiaires ») en provenance des pays de l'Est, principalement de la Pologne, faisant cinq mois de stage dans l'agriculture (au sens strict) luxembourgeoise.<sup>58</sup>

<sup>57</sup> Moes, Annick : « Zur Weinlese in den Westen », in « Télécran » (2003 ?), Seiten 20-24, Feist, Peter : « Ost-Knecht auf Abruf », in « d'Lëtzeburger Land » vom 26.09.2003 et « Die Beschäftigung polnischer Arbeitskräfte in der Landwirtschaft », in « De Letzeburger Bauer » N° 45, vom 07.11.2003, Seite 3.

De même que dans le vignoble du Grand-Duché de 1990 à aujourd'hui, on trouve des saisonniers polonais en nombres importants dans d'autres régions agricoles d'Europe de l'Ouest : en Alsace pour les vendanges, aux Pays-Bas dans le secteur horticole, dans la vallée de la Meuse au Sud de Namur pour la cueillette des fraises, e. a.

<sup>58</sup> Réponse en date du 27.10.1999 de François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, à Robert Mehlen, député et agriculteur, in « Extrait du Compte rendu N° 2 / 1999-2000 de la Chambre des Députés », rubrique « Questions au Gouvernement », question N° 33, p. 51-52. Dans sa réponse, M. Biltgen estime qu'il n'est pas opportun d'étendre la déclaration d'engagement temporaire simplifiée à l'agriculture luxembourgeoise, à l'ensemble des travailleurs des pays de l'Est de l'Europe, ainsi qu'à des durées d'engagement dépassant six semaines par an, à cause des problèmes que cela risquerait de créer pour le logement des ouvriers et pour l'intégration de leurs enfants dans le système scolaire luxembourgeois ; à cette époque, le Ministre du Travail et de l'Emploi estime qu'il est préférable d'en rester au système du travail agricole temporaire saisonnier et déclare qu'il prendra contact avec le secteur agricole pour trouver une solution satisfaisante.

En 1999, la Chambre d'Agriculture s'adresse au Ministre du Travail et de l'Emploi, François Biltgen, alors fraîchement nommé, pour réclamer l'extension des facilités accordés aux viticulteurs

- à l'ensemble de l'agriculture luxembourgeoise,
- à l'ensemble des travailleurs des pays du Centre et de l'Est de l'Europe,
- et, pour le tout, l'extension des déclarations d'engagement à des durées de travail dépassant 6 semaines par an.

Dès 1999, suite à la participation du Grand-Duché au sein de l'OTAN à la guerre en Yougoslavie, Monsieur Biltgen accorde une autorisation de travail limitée au secteur de l'agriculture à 700 réfugiés kosovars. Néanmoins, cette autorisation prend fin vers la fin de l'année 2000 et les Kosovars en majorité ne restent pas dans

les fermes luxembourgeoises : en octobre 1999, seulement 11 réfugiés de la guerre dans les Balkans sont enregistrés comme travaillant dans des fermes du Grand-Duché.<sup>59</sup>

Le 30 juillet 2003, le Ministre du Travail et la Chambre d'Agriculture luxembourgeoise conviennent de nouvelles dispositions, limitées aux seuls domestiques de nationalité polonaise, auxquels est accordé le droit de prendre un emploi dans une ferme luxembourgeoise pour une durée de six mois moins un jour. D'après Roby Ley, Secrétaire de la Chambre d'Agriculture, les Polonais qui cherchent alors à être embauchés dans le secteur agricole luxembourgeois sont souvent des salariés compétents, soit ouvriers agricoles formés, soit même exploitant eux-mêmes en Pologne de petites fermes de moins de 8 hectares, fermes qui constituent alors 90% de l'ensemble des exploitations agricoles polonaises.

Le mercredi 5 novembre 2003, une réunion d'information sur ces nouvelles dispositions, en présence du Ministre du Travail, réunit une centaine d'agriculteurs intéressés.

Rappelons qu'en 2004 la Pologne, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Chypre, Malte, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie rejoignent l'Union européenne, suivies en 2007 par la Bulgarie et la Roumanie.

Le 9 août 2011, la Chambre d'Agriculture publie le communiqué suivant qui définit quelles sont à ce moment-là les conditions d'embauche et de travail des salariés saisonniers, en majorité polonais, mais aussi originaires d'autres pays du Centre et de l'Est de l'Europe, travaillant dans l'agriculture ou la viticulture au Luxembourg :

« Nicht ständig beschäftigte Fremdarbeitskräfte oder Gelegenheitsarbeitskräfte, auch als « salariés occasionnels » bezeichnet, werden in der Landwirtschaft und insbesondere im Weinbau (« Herschtleit », (Ndlr : terme luxembourgeois signifiant littéralement : « gens d'automne », donc vendangeurs et vendangeuses) eingesetzt und kommen zum größten Teil aus Polen. Da die Regierung beschlossen hat, dass ab dem 1. November 2007 keine spezifischen Regeln für Arbeitskräfte aus den Mitgliedsstaaten Polen, Lettland, Litauen, Rumänien, Slowakei,

Slowenien, Tschechische Republik und Ungarn mehr getroffen werden, gelten für Arbeitnehmer aus den erwähnten Staaten hierzulande die gleichen Regeln wie für in Luxemburg ansässige Arbeitnehmer. Demzufolge brauchen Gelegenheitsarbeiter, vorausgesetzt sie arbeiten in Luxemburg weniger als drei Monate pro Kalenderjahr, nicht beim « Centre Commun de la Sécurité Sociale » angemeldet werden, weder bei der Kranken- und Pensionskasse, noch bei der Unfallversicherung. Nicht angemeldete Gelegenheitsarbeiter sind trotzdem über die Unfallversicherung abgedeckt. Es wird jedoch zwecks Absicherung angeraten ein Arbeitsvertrag mit den Gelegenheitsarbeitern abzuschließen, da bei fehlendem Arbeitsvertrag davon ausgegangen werden kann, dass es sich um eine Arbeitsstelle auf unbefristete Zeit handelt. Einen hierfür spezifischen Arbeitsvertrag können Sie bei der Landwirtschaftskammer anfragen (31 38 76-1) respektiv abrufen ([www.lwk.lu](http://www.lwk.lu)). Für weitere Fragen steht die Landwirtschaftskammer Ihnen gerne zur Verfügung.

Die Mindestlohnbestimmungen finden Sie unter: [www.itm.lu/droit-du-travail/salaire-social-minimum/](http://www.itm.lu/droit-du-travail/salaire-social-minimum/)

Für weitere Fragen steht die Landwirtschaftskammer (31 38 76-1) zur Verfügung. Mitgeteilt durch die Landwirtschaftskammer »

## Conclusion concernant la période récente

Aujourd'hui, la présence de travailleurs saisonniers polonais pour les vendanges au Grand-Duché est solidement établie.

En ce qui concerne l'agriculture luxembourgeoise au sens strict (et en partie la viticulture pour les travaux au cours de l'année hors vendanges) il y a lieu de signaler la présence de salarié(e)s agricoles aussi bien en provenance de Roumanie que de Pologne, en proportion inverse des possibilités de gagner sa vie dans les régions d'origine de ces travailleurs.

Qui sait si la récession économique grave et les taux de chômage exorbitants, surtout au niveau des jeunes, en Italie, Espagne et Portugal ne vont pas un jour conduire à une recrudescence de travailleurs originaires de ces pays ?

En ce qui concerne la population résidente actuelle du Grand-Duché, l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne en 2004 a conduit à une augmentation substantielle du nombre de Polonais vivant aujourd'hui au Luxembourg. En effet, quelque 4.300 Polonais résident entre-temps au Luxembourg ; les Polonais ont avancé au 10<sup>e</sup> rang des nationalités étrangères les plus présentes au Grand-Duché.

---

<sup>59</sup> Ibid.

<sup>60</sup> STATEC (Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques, Luxembourg), Recensement de la population 2011, Premiers résultats N° 12, Luxembourg, avril 2013, p. 1.



Archives du CDMH, Fonds Luksempolacy, 2010.

Carton de l'invitation au vernissage de l'exposition de Steven James Scott évoquant à travers une trentaine de portraits la diversité de la présence polonaise au Luxembourg. Le projet, mis en œuvre avec les services diplomatiques luxembourgeois a circulé au Luxembourg et en Pologne.

## Salzburg – Saxony – East Prussia – Kingdom of Poland – America : one family migration networks

*Adam Walaszek*

This brief paper summarizes a fascinating research project, based on materials rarely used in migration studies. It is the story of the Dressel<sup>1</sup> family – craftsmen and weavers, or more precisely one branch of the family with medieval roots in Silesia but which in the early 18<sup>th</sup> Century lived in Saxony (Colochau and Neuendorf, near Saalfeldt). The migration of these people in the 18<sup>th</sup> Century to East Prussia relates to the movements of many other Protestant families from the Duchy of Salzburg and the Kingdom of Saxony and movements at the age of protoindustry in 18<sup>th</sup> Century Central Europe.<sup>2</sup> Very detailed and – basically unknown to the broader audience – research on this subject was conducted in various archives by Dr. Tadeusz Grygier, who had been commissioned to do the job by a Chicago genealogist Mr. Joseph Dressel. Grygier based his research on traditional genealogical materials and data concerning life cycles, professional and economic activity of family members (mostly of parish provenience) and from sources about local economy, governmental tax data etc.<sup>3</sup> Due to the Grygier's Benedictine work (on which my all information

is based) the social history of the Dressel family, as their relatives and kinsmen became known, providing a rare opportunity for a study of migration processes in Eastern Europe in a very early stage (18<sup>th</sup> Century) on the micro level.

Migrations during that period have not been often discussed in depth by historical literature so certainly introducing them is the first merit of Grygier's work. The second one is equally important: traditionally Poland or Polish lands have been perceived as the ones of emigration. The Dressel case shows, that already in early modern times Poland was an immigration destination as well. The study depicts movements of population in Central Europe, presenting them as economically rational decisions. This family history provides an example of how the migration networks functioned, proving also that for generations migration decisions were made by members of extended families. Grygier confirms that in many ways, 18<sup>th</sup> and 19<sup>th</sup> Century migrations were entangled in and related to economics, politics and ideological disputes in the region. He also shows that, once begun, migration processes lasted very long and continued in

<sup>1</sup> I use the "Dressel" version of the name, although in documents appear some spellings, eg. in 17th Century it was spelled Drössel.

<sup>2</sup> Moch Leslie Page (2003): *Moving Europeans, Migration in Western Europe since 1650*. Bloomington: Indiana University Press. 62, 70-76.; Bade Klaus J., Oltmer Jochen (2007): *Mitteleuropa. Deutschland In: Bade Klaus J./ Emmer Pieter C./ Lucassen Leo/ Oltmer Jochen (Hg.). Enzyklopädie Migration in Europa. Vom 17. Jahrhundert bis zur Gegenwart*. Paderborn-München: Ferdinand Schöningh, Wilhelm Fink.

<sup>3</sup> Tadeusz Grygier conducted research in state and church archives in Olsztyn (Allenstein), Nidzica, Mława, Toruń, Poznań, Katowice, Opole, Płock, Wrocław, Białystok, Łomża, Elk, Berlin-Dahlem, Wrocław. He used archival material in Staats Ministerium d. Herzogtum Preussen (partly in Olsztyn [Allenstein] Voivodship Archive), Kriegs- und Domänen Kammer in Königsberg – former State Archives in Königsberg, now deposited in Olsztyn and Berlin. Most important materials are: Etat-Ministerium d. Herzogtum Preußen, Kriegs – und Domänen Kammer in Königsberg, Historisches Archiv der Provinzial Verwaltung in Königsberg, Comité der Stände des Ostpreußen und Litauen, Regierung Allenstein, Landratsämter, Domänen rent Ämter, Eisenhüttenwerk in Wondollek, finally municipal, court, catastral, private administration papers etc.

Grygier's main task was reconstruction of Dressels' European genealogical tree. But in practice he presented family history in the very broad socio-economic and political context, showing history of some families as exemplary for broader historical processes. At the latest stage of that research I was editing Grygier's manuscript. Joseph Dressel also permitted me to use it for research purposes. Nonetheless, it should be strongly stressed that the whole archival work and the preliminary commentaries are merits of Tadeusz Grygier. The original manuscripts entitled "Rodzina Dresselów w Prusach Wschodnich" and "The Dressels of East Prussia" are in my possession, so are copies of correspondence between J. Dressel and T. Grygier (1986 and 1987); the material and some other documentation are available in the internet – [www.dressel1genealogy.us/Grygierslastreport.htm](http://www.dressel1genealogy.us/Grygierslastreport.htm).



subsequent generations, exceeding conventionally accepted periodization of internal European migrations.

The Dressels were pushed to migrate – at least partly – by political and religious discriminations. In the Kingdom of Saxony and earlier in the Salzburg bishopric, members of Protestant congregations were persecuted. In Salzburg, a ruthless policy was inaugurated in 1729 when the Elector Archbishop Leopold Anton Eleutherius ordered the imprisonment of Protestants. Since October 1731, all those unwilling to convert to Catholicism were forced to leave the country. At the same time Saxony and Salzburg were gripped by economic crises, which devastated agriculture, mining, and metal protoindustry – the activities these families were associated with.<sup>4</sup>

On the other hand, depopulated by early 18<sup>th</sup> Century epidemics, the Kingdom of Prussia took advantage of the situation. Frederick William I planned new settlements in order to increase the population and hence, he hoped, the nation's wealth.<sup>5</sup> The king tried to attract settlers from the German states – Saxony, Wittenberg, Salzburg, Switzerland, Bavaria (Pfalz) – and France. Between the years 1680 and 1740 7,000 Swiss, 7,000 Northern Bavarians, 30,000 inhabitants of Salzburg, 20,000 Huguenots and 3,000 Saxons settled in the Kingdom of Prussia. Among the male immigrants were peasants, burgers, traders, craftsmen, miners, ironmasters, and textile workers who arrived with their families. In East Prussia recently arrived groups of settlers were usually temporarily lodged in a camp near Königsberg, where they were registered and offered some financial help to settle in places newly designed for them, places. At the beginning of the 18<sup>th</sup> Century settlement areas were located near Königsberg – in Tilsen, Ragnit, Insterburg, Rastenburg. Often settlers' predilections professional experiences and family links were taken into account. Some immigrants from Salzburg and Saxony were directed to agriculture, e.g. near Rastenburg, or Krausendorf. Some of them, however, faced severe difficulties in a new and

harsh surrounding. In 1734, cases of extreme poverty were reported among immigrants from these two destinations. In this case, immigrants moved further, changing places of settlement (some went east to Polish-Lithuanian lands).

Prussian authorities after 1730 tried to intensify agriculture in East Prussia and village protoindustry in particular in Ortelsburg region conveniently located in the proximity of Polish markets across the border. The production of linen, sail canvas, and woolen cloth started there. Herds of sheep raised in the region, provided necessary row material.

The Dressel extended family history exemplifies all migratory trends in the region. “A representative of the clan [of Dressel family] came to East Prussia after 1720 and under the [im]migration policy of the Prussian authorities assumed possession of the Jaugehnen estate in the former district of Rybaki (Fischhausen) [...]. The purpose of the settlement policy was to restore the ruined Sambia (Sambien),” wrote Grygier in his manuscript.<sup>6</sup>

Between the years 1715 and 1732 Prussian emissary Ostrowski, a Polish nobleman and Protestant as well, who served in Königsberg visited Saxony, Meissen and the Salzburg region to encourage hundreds of people to settle in Ducal Prussia as the region was called those days. Ostrowski and the other agents approached families with the textile industry skills.<sup>7</sup> In Saxony between the years 1716-1722 Prussian emissaries contacted Protestant emigrants from Salzburg, who had fled from the Duchy to avoid religious persecutions and took refuge in Dressel estates in Saxony (Colochau, Schweinitz, Gross- und Klein Rössen), but also in Nieder Lausitz and Silesia. “The emissaries succeeded in persuading Dressel, the owner of Colochau, to purchase Klein and Gross Döbnicken, an estate and village in Ducal Prussia,” Grygier informs us. Until 1730<sup>8</sup> Dressel's administrator supervised the estate. In 1719 Ostrowski visited also Naundorf in Dresden district, another known textile and flax industry

<sup>4</sup> See Walker Mark (1992): *The Salzburg Transaction: Expulsions and Redemption in Eighteenth Century Germany*. Ithaca: Cornell University Press.

<sup>5</sup> Cf. Fenske Hans: *International Migration: Germany in the Eighteenth Century*. In: *Central European History*. 13(1980).

<sup>6</sup> Grygier, *The Dressels in East Prussia*, edited mss., p. 15.

<sup>7</sup> Later one his grand daughter married Martin Dressel.



center. Rupert Stranger (who after the upheavals in Salzburg in 1710 had left for Saxony and settled in Gross Rössen) was among persons interested in the emigration prospects. The personal connections between Ostrowski, Stranger and Dressel resulted also in Peter Dressel's marriage with Stranger's sister Madeleine in 1721 and later in other inter-families marriages.

The weaver Frederic Dressel (born in 1692 in Colochau in Saxony) arrived from Neuendorf to Rastenburg in East Prussia in the year 1717, accompanied by his wife Rosina (née Graffenberg), kinswoman of Rupert Stranger mentioned above. Relatives and kinsmen of this couple followed their steps in following years. Frederick's brother Peter Dressel (born in 1695 in Gross Rössen) was an iron-master, capable of working in brass work and iron founding (*Eisengiesserei*). In the year 1722 he settled near Rastenburg. His wife's (Stranger) family arrived to Prussia in 1732 from Salzburg. The third of Dressel brothers Johann (born 1718 in Neuendorf, Saxony) arrived to Königsberg in 1735. As a dyer (*Färber*) he planned to build a dye works in East Prussia. Following Johann Dressel, members of the family of Graffenberg – textile workers, clothiers, linen drapers settled in Tilsen, Ragenta, Schippenbeil, Passenheim, Ortelsburg.

Strangers family arrived in 1732 and settled in Insterburg district as peasants. Finally, the extended family of Rupert Stranger's wife also originating from Salzburg via Stettin arrived the very same year (1732) to Königsberg. A year later they settled near Rastenburg. Königsberg and its vicinity seemed an appropriate place for dyers to settle down because of the substantial trade and export of linen cloth (dyed cloth in particular) to almost all European harbors and overseas lands ongoing in this place. However, similarly to the other *Salzbürger* in the new surrounding in Königsberg or Rastenburg they faced adjustment problems. Consequently, immigrants with the permission of the authorities moved to other areas.

Progenitors of Dressel family in East Prussia – brothers Frederic, Peter, Johann and their descendents – frequently changed places of residence and migrated within East Prussia. As early as 1732 Peter moved to Ortelsburg, on the Prussian-Polish border, where he worked as ironmaster and run an iron foundry. He was soon followed by Frederick and Johann who settled in the town in the year 1737 and became involved in cloth manufacturing and trade.

A number of factors contributed to their success. The region was favorable to the cultivation of flax and had plenty of water resources. Secondly, it was situated on the important road connecting town with Polish capital Warsaw on one-hand, and Baltic harbors (Königsberg, Braunsberg, Elbing, Danzig) on the other. The perspectives for sales of linen in the Kingdom of Poland, as well as within the Baltic region were appealing. Political borders were not sealed and traffic of goods and people relatively relaxed. At the same time for political reasons exchange and cooperation between textile protoindustries (sail-cloth in particular) in southern Ermland (still part of the Kingdom of Poland) was limited and difficult. Ermland was mostly a Catholic province and its local ruler (bishop of Ermland) tried to prohibit local goods to be sold outside of the area. In order to overcome commerce difficulties, East Prussian Dressels cooperated with other manufacturers from East Prussia and eventually from Ermland, to form bigger and more competitive enterprises. Jewish merchant Elias Abrahamowicz from Chorzele, a town in Poland, offered them a financial credit. Moses Hirschkowitz, a Jewish merchant from Polish Mława also supplied credit for new bigger enterprise. Transnational, trans-border business links developed.

The first partition of Poland (in the year 1772) significantly changed the situation. Former Polish territories of Royal Prussia and Ermland were now annexed by the Kingdom of Prussia. The Dukedom of Ermland was liquidated and attempts to convert population to Protestantism started. Dressel's position improved, despite the fact, that now within Prussia competitive former Polish protoindustrial regions (such as Chojnice, Czluchów, Złotów, Miastko) were located. But demand for the production had not diminished. On the contrary, the importance of Ortelsburg grew. Family contacts with Hirschkowitz and the other merchants reinforced and – in the new political reality – became even easier.<sup>8</sup> In the year 1787 in the economically flourishing Ortelsburg, 15 textile manufactures (10 clothing ones, 5 tanneries) operated – not to mention other craft and trade enterprises. Moreover, Ortelsburg cloth production was modernized.

Members of Frederick Dressel's family line and his kinsmen born either in Saxony or in Prussia settled in Ortelsburg, Rastenburg, Stallupöhnen or Tilsen. Johann Dressel in 1742

married Anne Steiner (from Strolehen in the Duchy of Salzburg). In the year 1732 Abraham Steiner arrived to Königsberg and settled later in Schippenbeil; their children lived in Insterburg, Johannsburg, Ortelsburg, Tilsen, Chorzele; Johann's relatives in Stallupöhnen, Dembowitz, Insterburg, Malgaofen.

Michel Dressel, the second son of Frederick (born 1722 in Rastenburg) in 1739 lived also in Ortelsburg. He married Barbara Schwärzenberger in Tilsen. Johann, one of Barbara's brothers lived in Tilsen, another one (Veit) in Kutzburg Mühle. Anne Dressel, first daughter of Frederick Dressel (born in 1728 in Rastenburg), married also a Salzburg immigrant and lived in Ortelsburg. In the vicinity of that city relatives of this couple settled. Margaret Dressel, Frederick's second daughter (born 1732 in Rastenburg), married Salzburg's immigrant Ruppert Graffenberger and moved to Stallupöhnen. Ruppert's siblings lived in the proximity as well. Karl Dressel, the third son of Frederick (born 1740 in Ortelsburg), in 1765 married Katarzyna Makówka from Ortelsburg – the only case of non-Saxonian connections in the family. His son Karl (born 1748) in the year 1774 married Anne Dorothy née Leng also near Ortelsburg.

This short and hardly complete enumeration shows unquestionably, that after first initial difficulties Dressels in particular and Saxon and Salzburg immigrants in East Prussia and their descendents adapted to the new land. Family links tied them to the other immigrants, originating from the same region. The first generation settled in the vicinity of Rastenburg. Next generations of Frederick's descendents continued that trend. Religious denomination and emotional links with the private Homeland remained very important for social, family and business contacts. The extended family of Frederick Dressel associated with 28 local families (mostly from the area of their origin).

In their lives and careers they used professional knowledge brought to or acquired in East Prussia. Members of this migrant family situated mostly in one or two occupational niches. Between the years 1716-1761 textile and linen

production involved 14 persons, dyeing 5, textile trade 1, agriculture 18 (mostly cultivating flax and raised sheep, providing materials to their relatives protoindustry).

Peter Dressel associated with metallurgy and foundry. His descendents continued that occupation. Metallurgy was of particular importance for the Kingdom of Prussia and essential to fulfill the state's geo-political ambitions. Deposits of meadow ore helped to accelerate the creation of ironworks. Pig-iron foundries, iron manufactures required skill. Prussian agents brought skilled workers, even from distant regions (Frankfurt am Oder, Opelln Silesia). But so did some Polish entrepreneurs. Peter Dressel's brother in law Ruppert Stranger moved in the 1760s to Krasław in Polish Coureland. Another iron center established by Konstanty Ludwik Plater.<sup>9</sup>

Further migrations of family members followed market requirements. Descendents of Johann Dressel reoriented professionally – from textile towards metallurgy, when the textile production of the region again faced difficulties. Johann's children when settling in new places, changed professions and associated with the iron-works in Wondolleck. In the 1790s in response to the needs of the Prussian army, authorities tried to create in Wondolleck a metallurgical center, which would coordinate various works in the region.

Family ties had a deep impact on members of Dressel family migration during the decades 1760-1790. The third generation of Fryderyk Dressel's descendents (Anna and Margaret) married families of Vierhoster and Greienberger, textile producing families in eastern part of East Prussia. Here too detailed genealogical charts leave no doubts – marriages were arranged within the same professional groups, and were attempts to expand production. Expansion of family businesses influenced the directions of settlement whether in villages or small towns.<sup>10</sup>

International politics and especially Prussian fiscal policy strongly influenced the next migration wave of the family. New settlers in East Prussia criticized tough fiscal policy and

<sup>8</sup> Grygier, *Rodzina Dresselów w Prusach Wschodnich*, edited mss., p. 102-116.

<sup>9</sup> Grygier, *op. cit.*, p. 64.

<sup>10</sup> Grygier, *op. cit.*, p. 80-81.

centralization, imposed by the state (1740-1750). They protested against establishment of local commissaries (*commisarii loci*), who in villages and towns acted to limit existing autonomy. Grygier<sup>11</sup> maintains, that these developments and changes in the property inheritance law were the causes of further migrations of grandsons of Frederic and Johann Dressel. In such circumstances part of the family (craftsmen and people working mostly in the textile and linen production) in the year 1778 emigrated to North America. Rev. Bräuer from Stallupöhnen (himself an immigrant from Salzburg) organized the journey. By 1788, 109 members of the extended Dressels family and their kinsmen left for America.<sup>12</sup> Poland became the second destination of Dressels migrants. I have already mentioned, that in Poland the possibility of obtaining credit was more favourable.

The second partition of Poland (1793) and subsequent military actions during the Tadeusz Kościuszko Uprising activated industry in Ortelsburg region. Textile and iron production once again were easily marketed. Ortelsburg supplied the Prussian army. After the third partition of Poland (1795) migrations entered a new phase. Podlasie and Mazovia became parts of the Kingdom of Prussia. During the years 1799-1805 families of Dressels, and e.g. Wilds, Drewentz and Krotz – Prussian army's suppliers of cloth – tried to fulfill their old plans, namely to create textile centers in Chorzele, Maków, Pułtusk, Przasnysz. Once again political border disappeared and thus contacts with East Prussia met no obstacles. Construction of workshops in the region seemed logical. Indeed in the year 1801 Johann Dressel formed a branch of his textile workshop in Chorzele, a place located 17 km. from Ortelsburg. Merchants and Jewish outlay supported his action. Textile production also developed in northern Mazovia (Janów, Chorzele, Przasnysz, Ostrołęka, Mińsk Mazowiecki).

However, the decisions of the Congress of Vienna (1815) restored the former border (now being Prussian-Russian). Once again Ortelsburg and Chorzele were separated by national boundaries. Afterwards the Dressel family history de-

veloped in two different paths. Both branches of the family tried to keep their professional positions as long as it was possible but they were slowly integrating with their economic and political surrounding. Before this occurred, after 1815, clearly for economic reasons, textiles from southern East Prussia moved to Russian Poland (called the Kingdom of Poland).<sup>13</sup> Competition and technological changes pushed pauperized textiles workers to work in the Kingdom of Poland where there was demand for their skill. The policy of some ministers of the Kingdom of Poland (Duke Ksawery Drucki Lubecki) made it possible. The movement accelerated particularly in the years 1826-1835, when the towns of Russian Poland experienced considerable activity and development. In the farms of the gentry textile, glass works, iron works, paper-mills, wood-distilleries works, were created.<sup>14</sup> Similarly to the beginnings of 19<sup>th</sup> Century England, the textile industry attracted outside textile workers from Prussia, again cut off from the material resources located in Russian Poland by borders and tariffs imposed.

Dressels traditionally associated with textile protoindustrial production moved across the border (to northern Mazovia and Kurpie), following employment possibilities. For economic reasons and profit logic they moved to the Kingdom of Poland. In the first half of 19<sup>th</sup> Century Karol Fryderyk Dressel lived in Northern Kurpie. His children were born in Płonawa (Maków county), Szczuka, near Ciechanów, Chorzele, Płomiany, Przasnysz, and Maków Mazowiecki. Other branches of the family dispersed into the territory of East Prussia, in Königsberg, Ragnit, Stallupöhnen, Tilsen, Gumbinnen, Pillkallen, Goldap. The last chapter of this family migration history, which one can trace through genealogical data, was written in the second part of 19<sup>th</sup> Century with the definite decline of rural industry and the formation of urban industrialization. Once more the Dressel family readjusted and emigrated across the Ocean, becoming part of mass migration from Central Europe to America.

<sup>11</sup> Grygier, op. cit., p. 86-94.

<sup>12</sup> Grygier, op. cit., p. 95-97.

<sup>13</sup> Grygier, op. cit., p. 116-136.

<sup>14</sup> Grygier, op. cit., p. 144.



## II

# Mémoire / Erinnerung



CDMH, Archives photographiques, © Dario Cieol. Vue de la friche sidérurgique de Dudelange à partir d'une fenêtre de la Gare-Usines, 23 octobre 2011



## Gare-Usines

CDMH

Le siège social de l'ASBL Centre de Documentation sur les Migrations humaines est fixé à la Gare-Usines de Dudelange.

La Gare-Usines<sup>1</sup> a été mise en service en 1897 pour desservir les sites sidérurgiques de Dudelange, l'usine mère d'abord, l'annexe du Greisendall ultérieurement. Les chemins de fer luxembourgeois étant à l'époque de l'inauguration sous la gestion de la « Reichsbahn » allemande, la dénomination initiale portée sur le bâtiment et que l'on peut encore découvrir sur d'anciens clichés était « Düdelingen-Werk ». La Gare-Usines tournant au rythme d'ARBED-Dudelange avait, au temps de la splendeur sidérurgique, le rare privilège d'être occupée 24 heures sur 24. Depuis l'arrachage en 2006-2007 des anciens rails sur la friche industrielle, les traces de l'ancienne synergie de la gare avec son usine tutélaire se sont estompées.

Au début des années 1990, la fin du site sidérurgique a failli entraîner la destruction de la Gare-Usines. Elle a été sauvée par l'interaction concertée de quelques fonctionnaires des CFL choqués par la destruction programmée de ce patrimoine industriel, du ministère de la Culture et de la municipalité<sup>2</sup>. Financée mi-partie par l'Etat et la commune de Dudelange, la restauration a été confiée au bureau d'architectes Marc

Gubbini et Thierry Linster. Difficile d'imaginer présentement le quartier « Italien » sans ce bijou de l'architecture industrielle. Par ailleurs, la décision de maintenir la Gare s'est avérée sage sur le long terme, car elle a trouvé aujourd'hui une nouvelle vie grâce à la circulation des élèves qui se rendent à l'annexe « Alliance » du Lycée Nic Biever. D'autre part, elle ne représente plus le terminus de la ligne Luxembourg-Bettembourg-Dudelange, mais est devenue frontalière du fait de l'extension des voies en direction de Volmerange-les-Mines (F).

La décision de confier la Gare-Usines à l'ASBL CDMH pour ses activités est tombée en 1995. L'inauguration par S.A.R. la Grande-Duchesse héritière, s'est faite en 1996 autour de l'exposition « ça ressemble à l'Italie », conçue par l'historienne italo-belge Anne Morelli (ULB). Son enquête sur les apports architecturaux des immigrés italiens en Belgique s'apparente en effet aux enquêtes menées par l'équipe du CDMH au quartier « Italien ».

Avant que l'équipe du CDMH n'entre dans les lieux, une exposition des œuvres de l'artiste Men Adam, auteur de la sculpture « Les ombres du passé » inaugurée le même jour que les locaux du CDMH a ouvert la ronde des manifestations.

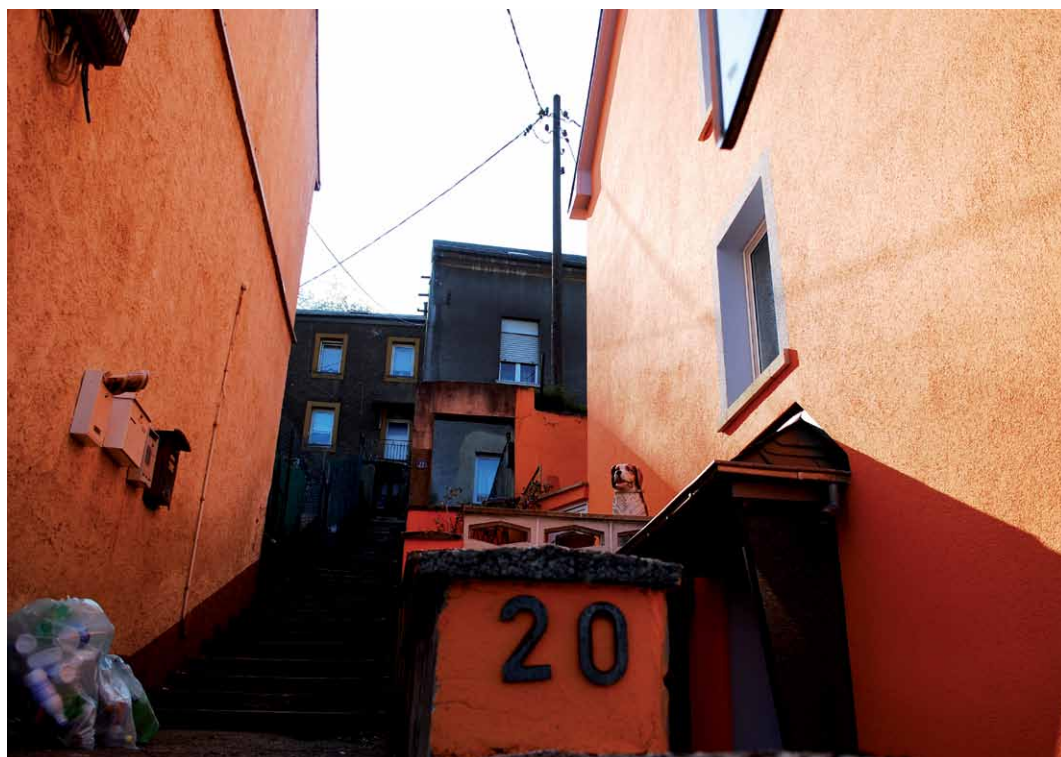
### Bibliographie :

RAUS, Jean-Paul *et alii*, *Dudelange, l'usine centenaire (1882-1982)*, Luxembourg : Arbed, 1982

MORELLI, Anne, *Ça ressemble à l'Italie : Spécificités de l'habitat italien en Wallonie et à Bruxelles*, Bruxelles : L'Incontro, 1991

<sup>1</sup> Déclinée avec cet „s“ final qui déconcerte tous les publicitaires travaillant pour le CDMH.

<sup>2</sup> Échange (2013) d'Antoinette Reuter avec Guy Linster, Secrétaire de la Fondation Bassin minier.



CDMH, Archives photographiques, © Dario Cieol, 2011, 4 et 5 mai. Vues du quartier «Italien»

## Das « Museum ohne Mauern »

CDMH

Als der Verein CDMH 1996 in den Bahnhof Dülelingen-Werk einzog, war das damit verbundene Ziel, ein Migrationsmuseum<sup>1</sup> einzurichten. Es musste also ein museographisches Konzept her. Der für dieses Vorhaben wichtig erachtete Blick von aussen wurde bei einer international zusammengesetzten Gruppe von Studierenden in Architektur und Urban Design der amerikanischen Miami University, Oxford (Ohio), eingeholt. Fachliche Expertise brachten nicht nur der vielfach ausgezeichnete Teamleiter Professor John Reynolds ein, sondern auch der Esslinger Prof. Ing. Architekt Christian Kandzia. Als ehemaliger Mitarbeiter des reputierten Architekturbüros Behnisch und Partner verfügte er über bei Museumsbauten gewonnene praktische Erfahrung<sup>2</sup>.

Schnell wurde erkannt, dass es unmöglich wäre, in den doch begrenzten Räumlichkeiten des Bahnhofs und mit den mehr als bescheidenen finanziellen Mitteln des Vereins eine Dauerstausstellung aufzubauen, die dem Migrationsgeschehen in Luxemburg in seiner historischen Tiefe und seiner geographischen Breite gerecht werden könnte. Zurückbehalten wurde das Konzept des „Museums without walls“. Das Museum sollte das wechselnde Migrationsgeschehen vor seinen Toren mitbeachten und demnach das Viertel «Italien» mit in seine Ausstellungsfläche einbeziehen. Das Konzept wurde in den Jahren 2006-2007 von der Historikerin Zeina Habet im Rahmen eines europäischen Volontariats ausgearbeitet. Sie konnte auf die von Marcel Lorenzini im Rahmen des Vereins ACAQI geleistete Vorarbeit zurückgreifen, hat aber über Interviews mit portugiesischen Zeitzeugen neue Erinnerungssegmente erschlossen.

Angedacht wurde weiter ein Programm von wechselnden Ausstellungen. Diese aus der

Not geborene Ausrichtung hat sich im Nachhinein als nützlich erwiesen, denn Zusammensetzung und Erscheinungsformen von Migration sind in Luxemburg derart reich und volatil, dass ihnen mit einer festen Dauerausstellung wahrscheinlich nicht beizukommen wäre. Die Ausstellungen auf Zeit entstehen jeweils in enger Zusammenarbeit mit betroffenen Gruppen oder Vereinen. Sie werden üblicherweise von einem Rahmenprogramm begleitet, das auch ermöglichen soll, Dinge kontrovers zu diskutieren, die in den Ausstellungen ob der Zwänge des Mediums wenig differenziert dargestellt werden können.

Die Praxis zeigt, dass wechselnde Themen auch wechselnde Publikumssegmente ansprechen. Es besteht eine sehr starke Besucherbindung an die jeweils vorgestellten Communities. Man stattet bevorzugt „seiner“ Gruppe einen Besuch ab. Ein nicht unerheblicher Publikumsanteil nimmt jedoch übergreifend an vielen Veranstaltungen teil und zeigt demnach ein generelles Interesse an dem Thema Migration. Er setzt sich hauptsächlich aus Luxemburgern zusammen, die gerne auf den Migrationshintergrund ihrer Familie, der oft schon zwei oder drei Generationen zurückliegt, hinweisen. Es scheint also, dass anerkannt wird, dass im CDMH eine Geschichte von Menschen erzählt wird, die so nicht in anderen Museen vorkommen.

Um der Community-Bindung entgegenzuwirken und unterschiedliche Gruppen wenigstens momentan zusammenzubringen, versucht das Dokumentationszentrum regelmässig übergreifende Themen anzubieten. Hier macht manchmal die Tatsache, dass es sich bei dem CDMH, wenn auch um eine öffentlich gestützte, so doch private Einrichtung handelt, uner-

<sup>1</sup> Voir REUTER, Antoinette, Pour un Musée des Migrations. Quelques réflexions autour de la création d'un musée, in Forum für Politik, Gesellschaft und Kultur, 165 (1996), p. 24-26.

<sup>2</sup> Dieses Unterfangen wäre ohne die materielle Unterstützung der Fondation Bassin Minier, sowie vieler Familien aus Dülelingen, die die Studierenden als «host parents» betreuten, nicht möglich gewesen.

wartete Entwicklungen möglich. So haben z. B. Vertreter des Beirats der Muslime das jüdische Konsistorium zum Besuch einer Islamausstellung eingeladen und die Gäste selbst geführt. Muslime haben mit ihren Nachbarn das Museum besucht und über Glauben und Nicht-Glauben diskutiert. All dies wäre in einer großen,

nationalen Institution, die im breiten Fokus der Öffentlichkeit steht, so wohl nicht möglich gewesen.

Das Dokumentationszentrum ist also durchaus ein Ort, an dem Annäherung und gesellschaftlicher Ausgleich – im kleinen, alltäglichen – ausgehandelt werden können.



CDMH, Archives photographiques, © Dario Cieol, 2011, 4 et 5 mai. Vues du quartier «Italien»



## Prolégomènes à l'étude des subalternes par une base de données prosopographique dynamique des migrants

Piero Domenico Galloro

Au cours des trente dernières années, la recherche sur les migrations en France est passée d'une approche privilégiant plutôt l'aspect spatial des flux, à des considérations incluant toujours plus de dimensions sociale, politique et urbaine. Ce mouvement s'est amplifié à mesure que les connaissances en histoire se sont enrichies sur la base des acquis tant des autres disciplines des sciences humaines que des observations comparatistes entre pays d'accueil et de départ<sup>1</sup>. Les travaux sur le phénomène peuvent se distinguer en plusieurs tendances, les unes cherchant à appréhender les courants migratoires d'un point de vue macroscopique (Institutions et politiques migratoires, relations internationales, caractéristiques des flux, rapports coloniaux, place des immigrés dans la société...) tandis que se multiplient des études au niveau *meso*<sup>2</sup> voire microscopique avec l'intérêt porté aux régions, villages, quartiers de la migration et de plus en plus aux individus eux-mêmes avec les perspectives apportées par la micro-histoire<sup>3</sup>, les transformations de la démographie historique adaptées aux nouvelles unités d'observation<sup>4</sup> et les techniques de l'ana-

lyse des biographies tirées de l'*Event History*. Cette évolution correspond au balancement continu des interrogations méthodologiques qui en sciences humaines cherchent à appréhender les questions sociales entre holisme et individualisme méthodologique<sup>5</sup>.

Ainsi, les travaux de Louis Henry sur la reconstitution des ménages réalisés jusque dans les années 1980 ont été prolongés par l'anthropologie et l'histoire sociale dans une perspective longitudinale des dynamiques individuelles et familiales<sup>6</sup>. Enfin les outils développés pour l'analyse sérielle des populations n'ont cessé d'évoluer également tant du point de vue des approches quantitatives<sup>7</sup> que qualitatives<sup>8</sup> semblant concrétiser en quelque sorte l'idée du médiéviste Emmanuel Le Roy Ladurie qui prévoyait que « *l'historien de demain sera programmeur ou ne sera plus*<sup>9</sup> ». Les années 1970 et 1980 ont vu avec enthousiasme l'introduction des premières machines à traiter les données accompagnées par des travaux s'efforçant d'en montrer les perspectives de travail offertes. L'existence d'ateliers méthodologiques d'analyse de données relationnelles dans les

<sup>1</sup> GREEN (Nancy), « L'histoire comparative et le champ des études migratoires », *Annales*, 1990, vol. 45, n° 6, pp. 1335-1350 ; Rainhorn (Judith), *Paris-New York : des migrants italiens des années 1880-1930*, Paris, Editions du CNRS, 2005.

<sup>2</sup> ROSENTAL (Paul-André), « Pour une analyse *mesoscopique* des migrations – Les migrations au scalpel », *Annales de Démographie Historique*, n° 2, 2002, pp. 145-160.

<sup>3</sup> GRIBAUDI (Maurizio) dir., *Espaces, temporalités, stratifications. Exercices sur les réseaux sociaux*, EHESS, Paris, 1998 ; ROSENTAL (Paul-André), *Les sentiers invisibles – Espaces, famille et migrations dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, EHESS, 1999 ; LEMERCIER (Claire), « Analyse de réseau et histoire », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, n° 52-2, avril juin 2005.

<sup>4</sup> REVEL (Jacques), *Jeux d'échelles, la micro-analyse à l'expérience*, Paris, EHESS, 1996 ; LEMERCIER (Claire), « Renouveler l'histoire de la famille », *Informations Sociales*, n° 147-3, 2008, pp. 94-103.

<sup>5</sup> URFALINO (Philippe), « Holisme et individualisme : la clarification d'une querelle », *Esprit*, Juillet 2005, p. 210-220.

<sup>6</sup> BRUNET (Guy) – BIDEAU (Alain), « Démographie historique et généalogie », *Famille et parenté : le renouvellement des approches*, *Annales de Démographie Historique*, n° 2, 2000.

<sup>7</sup> ALLISON (D.-Paul), « Event History Analysis. Regression for Longitudinal Data series – Quantitative applications in the Social Sciences », *Newbury Park Sage publications*, vol. 46, 1984 ; Courgeau (Daniel), Lelièvre (Eva), *Analyse démographique des biographies*, Ined, 1989 ; Lelièvre (Eva) – Bringé (Arnaud), « Manuel pratique pour l'analyse statistique des biographies », *Méthodes et savoirs*, n° 2, INED, 1998.

<sup>8</sup> TAPINOS (Georges), *Éléments de démographie – Analyse, déterminants socio-économiques et histoire des populations*, Paris, Armand Colin, 1991.

<sup>9</sup> LE ROY LADURIE (Emmanuel), *Le territoire de l'historien*, Paris, Gallimard, 1978, p. 14.

structures universitaires<sup>10</sup> et les institutions de recherche démographiques a permis de proposer toute une série de mesures pour permettre aux chercheurs des sciences humaines d'établir un accès dynamique à l'étude des populations.

Néanmoins, malgré les évolutions thématiques, épistémologiques et méthodologiques remarquables, force est de constater qu'en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle l'utilisation de l'outil informatique ne s'est pas généralisée dans la conception et la mise en œuvre de bases de données démographiques suffisamment interactives et conviviales pour devenir des plates-formes de recherche communes à des chercheurs (historiens ou d'autres disciplines) situés dans des espaces éloignés.

## 1. Approches nominatives et problématiques sociales

L'étude des populations à partir du suivi des individus grâce au traitement informatique des données contenues sur des fiches nominatives a le mérite d'apporter des éclairages importants sur des problématiques essentielles des sciences humaines, en particulier en histoire sociale et en sociologie. A travers l'étude des parcours de vie des personnes il est possible de relier les comportements individuels à leur environnement, qu'il soit familial ou socio-économique<sup>11</sup>. Les analyses peuvent être réalisées à une échelle très fine qui permet de comprendre les caractères spécifiques des trajectoires et les éléments contextuels et familiaux qui les modulent par l'analyse des éléments biographiques contenus dans les registres. Par le regard porté sur les événements qui jalonnent les vies étudiées comme la conjugalité, la natalité, la fécondité et les déplacements dans l'espace, le chercheur peut choisir de mesurer les populations retenues par une analyse transversale ou longitudinale. De véritables reconstitutions de famille, de carrière, de trajectoires deviennent possibles simplement par la question des mobilités tant spatiale que sociale. Les informations conte-

nues sur les fiches individuelles donnent des indications non seulement sur le lieu de naissance des personnes mais également sur leurs déplacements géographiques à travers les résidences successives tout au long de leur existence. Par l'étude des adresses il est d'abord possible de comprendre la répartition urbaine des populations à un instant précis en fonction des activités ou des statuts (propriétaire ou non). La géographie des résidences devient alors un marqueur qui permet à la fois un repérage des groupes sociaux mais également l'étude des rapports qu'ils entretiennent entre eux. Au-delà d'une approche descriptive des configurations urbaines rencontrées et d'une lisibilité de l'espace résidentiel, la connaissance des lieux de résidence des individus permet également d'interpréter les logiques sociales de relégation ou d'appropriation de l'espace.

Grâce à ces données dispersées, il s'agit, dans l'optique des travaux d'Alain Tarrius, de réinvestir les espaces-temps de la mobilité avec les interactions sociales originales qui les caractérisent, qui font continuité et donnent pouvoir au migrant sur l'immobilité historique et constitutive des dispositifs sédentaires des États nations<sup>12</sup>. Par les données nominatives il sera possible d'identifier des « territoires circulatoires » transnationaux et d'en apprécier la cohérence sociale. De plus, le suivi des migrants à travers les fiches permet d'établir des filiations familiales et générationnelles par lesquelles se construisent des tableaux de mobilité sociale à double entrée. Ces derniers autorisent la comparaison de la situation professionnelle des enfants avec celle de leur père et donc de déterminer l'existence ou non de la mobilité sociale.

## 2. L'identification, entre sources et catégorisation

Pour effectuer un suivi optimal des migrants il convient, au préalable, d'interroger l'articulation entre trois éléments qui constituent le *process* du

<sup>10</sup> Des séminaires en histoire quantitative existent à l'ENS avec des sites dédiés (<http://www.quantihmc.ens.fr/>) en appui d'ouvrages spécialisés (LEMERCIER (Claire) – ZALC (Claire), *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Repères, n° 507, 2008).

<sup>11</sup> NEVEN (Muriel), *Individus et familles : les dynamiques d'une société rurale. Le pays de Herve dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, Université de Liège, 2003.

<sup>12</sup> TARRIUS (Alain), « Territoires circulatoires et étapes urbaines des transmigrant(e)s », *Regards croisés sur l'économie*, 2-2010, n° 8, p. 63-70.



travail sur les données historiques à savoir le document, le chercheur et les outils que ce dernier met en œuvre pour leur traitement.

Idéalement, pour effectuer le suivi des migrants entre leur naissance et tout au long de leurs pérégrinations de par le monde, il s'agirait de disposer de l'ensemble des sources susceptibles de contenir des données sur chacun des événements qui affectent ces individus tout au long de leur vie. A supposer que les lieux fréquentés disposent de la même manière de traiter les informations et de les consigner sous la même forme, cela représenterait une masse considérable d'éléments par personne qu'il faudrait ensuite multiplier par autant de gens qu'il y a d'entrées dans les corpus établis. Ces derniers seraient de taille titanesque. La réalité est à la fois plus simple et plus complexe. Plus simple parce que nous ne disposons, dans la majorité des cas, que des traces ponctuelles de ces parcours et, ce qui en complexifie le traitement, il n'y a pas de standard dans la manière de relater les événements propres aux individus.

Les vies observées peuvent avoir laissé des traces dans les documents classiques de la démographie comme les registres paroissiaux ou d'état-civil, les fiches de recensement et les enquêtes sociales, avoir été consignées dans les Rôles d'entreprise, les annales militaires, les institutions publiques ou privées en charge de l'instruction, les administrations délivrant les papiers d'identité (passeports, visas...), les manifestes des compagnies maritimes, les associations, les syndicats, les groupes politiques, les listes de contribuables, d'électeurs etc... Comme le signalait déjà en 1963 Jean-Noël Biraben à propos des listes nominatives de recensement en France<sup>13</sup>, le projet de reconstitution de l'évolution de la population française à partir de document d'archives se heurte, la plupart du temps, à la non-complétude des sources. Jusqu'à présent, les bases de données renfermant des fiches nominatives à usage scientifique dédiées aux sciences humaines ont

une entrée catégorielle<sup>14</sup> (les ouvrier-e-s, les migrants, les industriels etc...) ou restent élaborées en fonction d'un critère géographique (les habitants d'un espace déterminé comme la région ou la commune<sup>15</sup>), avec des panachages et des variantes temporelles plus ou moins importantes en fonction des sources (le personnel d'une usine...). Mais il devient très difficile de connecter les deux approches et de réaliser une étude en croisant, sur le long terme, des sources différentes (par exemple les entrées au jour le jour d'ouvriers dans une forge – de sa construction à sa fermeture – reliées aux données démographiques tirées de loin en loin des recensements et en même temps intégrer des données tirées de l'Etat-civil, des inscriptions associatives, syndicales ou des registres militaires).

Dans le cas français, la conservation des listes nominatives de recensement n'a pas bénéficié de la même protection réglementaire que d'autres documents tels que les registres d'état-civil. De plus, un certain nombre de sources nominatives appartiennent au domaine privé (registres d'embauches des entreprises, manifestes d'embarquement et listes de passagers transitant par les ports) et à moins d'avoir été conservés par les entreprises ou sauvegardés par les institutions publiques d'archivage il est difficile d'y accéder. Enfin, le décret de 1888 obligeait, théoriquement, tout étranger résidant quinze jours ou plus en France à se déclarer à la mairie en y déposant ses pièces d'identité et celles de sa famille et s'inscrivait dans un registre d'étrangers. Ces dispositions furent renforcées par un texte de 1893 qui établissait le lien entre séjour et travail. Mais contrairement à d'autres pays comme la Belgique, le Luxembourg ou la Suisse qui disposent jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle de registres de police des étrangers, les registres d'immatriculation des étrangers seront remplacés en France au moment de la Première Guerre mondiale, par d'autres documents. Seules les régions concordataires comme l'Alsace-Moselle ont conservé la réglementation propre

<sup>13</sup> BIRABEN (Jean-Noël), « Inventaire des listes nominatives de recensement en France », *Population*, n° 2, 1963, pp. 305-328.

<sup>14</sup> GRIGNON (Michel), « Reconstitution de carrières démographiques et professionnelles sur une population d'ouvriers migrants du XIX<sup>e</sup> siècle », *Histoire et Mesure*, n° 1-2, Vol. 8, 1993, pp. 145-162.

<sup>15</sup> BOËTSCH (Gilles) – PROST (Michel), « Le registre de population informatisé, un outil au service de la transdisciplinarité pour les sciences de l'homme – L'exemple de Vallouise-en-Briançonnais (XIV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle », *Histoire et Mesure*, n° 1-2, Vol. 26, 2001, pp. 93-111.

au fichier domiciliaire qui conserve les données comparables à celles des pays voisins<sup>16</sup>.

Cette dissémination des sources en fonction des espaces et des périodes explique que l'entrée, dans des corpus, des individus en fonction de la focale étroite d'une monographie est créatrice de biais inhérents à la catégorisation et à la classification des populations.

Ces dernières opérations, en fournissant les cadres de représentation et d'action sur le monde social, deviennent à terme des outils et des enjeux de pouvoir non négligeable aux mains des chercheurs mais également de ceux qui font usages de leurs travaux. De ce point de vue, les scientifiques, en définissant un objet et en tentant d'appréhender sa réalité sociale, participent à l'élaboration des catégories qu'ils étudient. Les documents produits autant par les institutions pour effectuer leur action administrative que par les opérations statistiques et par les sciences sociales qui observent et tentent d'interpréter la société participent tous à un étiquetage social des populations par un effet d'encodage<sup>17</sup>. Ce processus de labellisation et dénomination effectué par des opérateurs divers mais parfois reliés, énonce des « identités » de référence qui peuvent ensuite, en étant intériorisés par les sujets, influencer à leur tour les identifications des acteurs sociaux.

Tout travail d'identification partiel est à l'origine du tronçonnage des existences vécues par les individus en autant de champs qu'il existe d'études menées. La même personne sera perçue en catégories qui dispersent – mais aussi limitent – sa réalité vécue en différents aspects liés à la territorialisation, au métier, à la famille

etc... Les problématisations autour des questions de migration s'insèrent dans un ensemble plus vaste qui représente l'héritage théorique et empirique alimentant la base des connaissances fondamentales dont se nourrissent les travaux actuels en sciences humaines. Dès lors, nous pouvons supposer que les chercheurs de l'immigration partagent un ensemble de catégories et de concepts qui contribuent à définir les paradigmes prédominants de leur champ d'étude. Du seul fait de leur constitution en domaine particulier de la discipline, l'histoire et la sociologie de l'immigration méritent d'être appréhendées en tant qu'univers scientifique générateur de présupposés théoriques et de modes d'engagements méthodologiques susceptibles d'influencer, dans le cadre d'une recherche précise, le rapport des chercheurs à leurs objets<sup>18</sup>.

Porteur de représentations qui, même lorsqu'elles sont scientifiquement définies, agissent sur la réalité qu'il observe, le chercheur n'est jamais neutre. L'enquête est objet de subjectivations diverses, inhérentes au premier travail de construction de l'objet d'étude : ce n'est pas un individu dans la totalité de ce qui le définit qui intéresse le chercheur, c'est déjà un être subjectivé, un migrant, un immigré, un travailleur, etc. Ces subjectivations s'expriment – entre autres – par l'intermédiaire des outils de recueil de données élaborés dans le but de stabiliser un dispositif d'enquête et la constitution des corpus pour alimenter les bases de données n'y échappent pas.

Or, il convient de séparer l'identité de l'individu, du rôle que l'observateur lui fait endosser. Si nous voyons comme ouvrier, père de fa-

<sup>16</sup> En droit général, l'article 104 du Code civil fait référence aux déclarations de domicile à la municipalité en cas de transfert de domicile, mais uniquement dans un but de preuve. La déclaration de changement de domicile, notamment sur la carte nationale d'identité, n'est qu'une simple faculté. Dans les départements d'Alsace et de Moselle, cette déclaration est soumise aux règles du droit local, dont le but était à la fois d'assurer un contrôle policier de la population et de retrouver les débiteurs du Trésor. Ainsi, c'est en vertu d'un décret du 22 décembre 1789 datant de l'époque révolutionnaire française que les autorités allemandes ont publié trois ordonnances, prises par les présidents des trois districts alsaciens lorrains (ordonnance du 16 juin 1883 concernant le Bas-Rhin, ordonnance du 18 juin 1883 pour le Haut-Rhin et ordonnance du 15 juin 1883 pour la Moselle).

Elles obligent toute personne qui change de domicile à faire une déclaration de départ à la police (ou à la mairie, s'il n'existe pas de commissariat de police) du lieu qu'elle quitte et une déclaration d'arrivée à la police de la localité de son nouvel établissement. Ces déclarations sont ensuite consignées dans un registre spécial. Pourtant, le non-respect de l'obligation de déclarer son changement de domicile dans ces trois départements n'est plus sanctionné depuis plusieurs décennies. Dans la pratique, cette réglementation est de moins en moins appliquée et de grandes villes telles que Strasbourg, Mulhouse et Metz ont supprimé ce type de fichier.

<sup>17</sup> DESROSÈRES (Alain), *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993.

<sup>18</sup> Analysant le développement de la sociologie de l'immigration en France depuis les années 1970, Maryse Tripiet rappelle que « le milieu des chercheurs relativement soudé autour de la reconnaissance de son domaine est néanmoins divisé quant aux approches du phénomène. Ces divisions renvoient à des clivages anciens : sociologie critique, attachée à dévoiler les mécanismes de domination versus expertise et conseil au Prince, souvent dicté par des impératifs gestionnaires. » (Tripiet, 2004, p. 183).

mille ou syndicaliste le migrant, celui-ci quant à lui, assume simultanément tous les autres positionnements possibles, ce qui revient à nous contraindre de rassembler des données sur chacune de ses actions dans le moindre des domaines investi par lui. Mais cette opération ne serait pas suffisante puisque l'action même du sujet observé ne devient intelligible que si elle est mise en résonance avec celle des autres individus. Ce sont justement ces interactions qui sont au cœur des enjeux de connaissance sur les migrants et la plus grande des difficultés reste de réussir à les appréhender.

Or, aujourd'hui, l'étude et la compréhension du phénomène migratoire reste au centre des préoccupations non seulement des chercheurs en sciences sociales mais également de ce qu'il est convenu d'appeler la société civile : responsables d'associations, d'institutions ou des autorités publiques et politiques ainsi que les individus eux-mêmes. A l'heure où toute société produit et cherche à utiliser des masses considérables de données sur chaque personne<sup>19</sup>, des conflits autour de la question de la préservation des informations privées rendent le travail sur les fiches nominatives sensible. Les grandes controverses sociétales récentes autour d'Edvige et de la mise en fiches policières des données personnelles montrent que la question des bases de données nominatives n'est pas neutre dans les sociétés contemporaines. De plus, lorsqu'il s'agit des questions scientifiques de saisie et de traitement des données individuelles et biographiques certaines périodes historiques apparaissent comme délicates et leur usage menace l'utilisateur de flirter avec les questions politiques (listes noires, Guerre d'Algérie, épuration...) et obtenir l'aval des instances juridiques (CNIL, Commission d'Accès aux Documents Administratifs – CADA).

Mais au-delà de ces aspects particuliers, les chercheurs en sociologie ou en histoire des migrations sont contraints, s'ils veulent effectuer un travail de mise à distance de leur objet, de garder une position réflexive sur leur

travail. Il leur faut admettre que la mise en récit du parcours biographique des migrants résulte d'une co-production enquêteur-enquêté<sup>20</sup> marquée par les représentations de chacun (que le témoignage résulte d'un entretien ou d'un dépouillement d'archive qui résulte la plupart du temps d'un point de vue unilatéral institutionnel) et qu'il s'agit toujours d'une responsabilité partagée.

Pour cela il leur reste à identifier où et comment cela se joue. Partant de l'idée que les contextualisations des parcours individuels auxquelles procède le chercheur, lorsqu'il présente les résultats de sa recherche, ne résultent pas uniquement d'un travail de construction théorique de l'objet, mais qu'elles émergent également au contact du terrain, lors du recueil de données lui-même, il convient peut-être d'aborder ce processus en portant une attention particulière aux subjectivations produites au sein du dispositif (Agamben, 2007, p. 31) qui encadrent son énonciation.

L'entrée méthodologique « par le dispositif d'enquête » – en tant que dispositif de subjectivation – peut être considérée comme une alternative permettant de dépasser la question de la difficile attribution de la responsabilité des orientations prises dans le récit de vie (et en partie, de la définition des contextualisations qui mériteront d'être considérées au moment de l'analyse) au chercheur (par les questions qu'il se pose ou pose aux documents) et/ou aux documents interrogés. En observant les dispositifs – et plus précisément ici le dispositif de dépouillement de fiches nominatives – comme des espaces, des objets dans lesquels s'incarnent et sont produites des subjectivations, nous nous inscrivons dans une perspective relativement proche de celle développée par Giorgio Agamben à partir de Foucault. Agamben nomme dispositif « tout ce qui a, d'une manière ou d'une autre la capacité de capturer, d'orienter, de déterminer, d'intercepter, de modeler, de contrôler et d'assurer les gestes, les conduites, les opinions et les discours des êtres

<sup>19</sup> A ce propos il est intéressant de noter que des sociétés commerciales effectuent des opérations pour obtenir la mainmise sur les données généalogiques. Voir à ce propos la controverse du rachat d'Archimaine par NotreFamille.com sur <http://geneinfos.typepad.fr/geneinfos/2010/07/notrefamille-rach%C3%A8te-archimaine.html>

<sup>20</sup> S'il s'agit d'entretiens, les interactions entre le chercheur et le témoin influent sur l'enquête et dans le cas d'archives, celui qui crée le document consulté par le chercheur tient également une place légitimée par sa fonction particulière qui occulte la voix des subalternes.

vivants » (Agamben, 2007, p. 31). Si nous suivons l'optique du philosophe, l'analyse de toute pratique sociale – et plus spécifiquement ici, la (re)construction d'un parcours de vie – est indissociable de l'analyse des dispositifs qui les circonstancient, puisqu'il n'est de sujets (voire d'identités) qu'au travers des dispositifs qui les définissent comme tels, les assignent, les supportent ou permettent leurs revendications.

La notion de subjectivation désigne ce processus qui amène l'acteur, lorsqu'il est en contact avec un dispositif, à se constituer sujet. Une des hypothèses de cet article repose sur l'idée que le dispositif « approche biographique du migrant », selon l'espace sociétal dans lequel il se déroule (entre autres), produit et/ou autorise l'expression de subjectivations différentes : consulté dans les sources du pays d'accueil, l'individu est avant tout subjectivé comme « immigré », « Algérien, Marocain, Italien », « travailleur-célibataire », « présent provisoirement »... ; dans le pays d'origine, les subjectivations qui émergent des mises en récit peuvent être autres : l'immigré est avant tout un émigré, un « Calabrais-qui-se-distingue- du-Piémontais » par exemple, un « fils », un « frère », un « époux », un « père-de-famille », un « voisin », un « propriétaire », etc. D'une manière générale, l'approche en termes de processus de subjectivation permet de montrer que le dispositif produit des sujets qui n'existent pas en tant que tels en dehors d'une configuration précise dudit dispositif (les dotant par là même des identités ad hoc : enquêtés, immigrés, travailleur, voire immigrés-intégrés, etc...) <sup>21</sup>.

Pour aborder cette question, les chercheurs en sciences humaines, en particulier les spécialistes des migrations ont, ces dernières années, privilégié les approches centrées sur l'individu en tenant compte de l'expérience des autres disciplines. Les leçons tirées des limites inhérentes aux recherches globalisantes et de celles trop réductrices de la simple biographie ont contraint <sup>22</sup> les chercheurs à s'orienter vers l'étude du groupe familial comme dans le cas de la sociobiographie <sup>23</sup> et surtout vers la captation des caractéristiques sociales d'un groupe d'individus par le biais d'une comparaison de leurs itinéraires avec la prosopographie. Les définitions de la *prosopographie* font ressortir deux principales idées. La première affirme qu'il s'agit d'une description extérieure des éléments qui caractérisent les personnages à étudier <sup>24</sup> tandis que la seconde s'emploie lorsqu'il s'agit d'établir puis d'expliciter les filiations et les carrières de grandes figures historiques <sup>25</sup> d'une période déterminée. Du point de vue méthodologique pour les sciences humaines, au début des années 1970, André Chastagnol précisait que cette formule visait à constituer des notices individuelles à partir de toutes les sources disponibles regroupant des renseignements biographiques les plus divers sur des individus ayant entre eux un lien commun (Chastagnol, 1970) <sup>26</sup>. Si, au départ il s'agissait de s'intéresser aux membres des catégories sociales dominantes, à l'initiative d'abord de l'histoire ancienne et des médiévistes <sup>27</sup> (Nicolet, 1970 ; Millet, 1996), les études se sont rapidement étendues à la période contemporaine toujours en privilégiant les élites

<sup>21</sup> Il faut cependant préciser que, contrairement à Giorgio Agamben, on ne reconnaît pas au dispositif la capacité de gouverner à lui seul tout le processus de subjectivation/désobjectivation. On considère ici que la désobjectivation est toujours une transition vers une subjectivation alternative, un passage d'un état à un autre. Elle peut être le fait des acteurs eux-mêmes, notamment lorsqu'ils remettent en cause les subjectivations antérieurement associées au dispositif.

<sup>22</sup> BOURDIEU (Pierre), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62/63, juin 1986, p. 69-72 ; Becker (Howard S.), « Biographie et mosaïque scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62/63, juin 1986, p. 105-110 ; Levi (Giovanni), « Les usages de la biographie », *Annales ESC*, 1989, n° 6, p. 1325-1336.

<sup>23</sup> Le genre littéraire mis en avant par Jean Delay consiste à décrire la société à travers l'histoire d'une famille particulière ; Jacob (André), « Le récit sociobiographique dans l'intervention sociale avec les réfugiés », *Comprendre la famille* (1995) : *Actes du 3<sup>e</sup> symposium québécois de recherche sur la famille*.

Alary (Jacques) - Éthier (Louise) dir., Les Presses de l'Université du Québec, 1996.

<sup>24</sup> Larousse, Edition 2010.

<sup>25</sup> Le Littré, 2009.

<sup>26</sup> Chastagnol (André), « La prosopographie, méthode de recherche sur l'histoire du bas Empire », *Annales-Économies, Sociétés, Civilisations*, Année 1970, Volume 25, Numéro 5, pp. 1229-1235.

<sup>27</sup> HAYEZ (Jérôme), « En quête de l'identité de migrants toscans d'Avignon des XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 13-1994.

(Charle, Telkes, 1988 ; Barrière, 1993 ; Barbier, 2002).

Désormais, grâce aux moyens techniques dont nous disposons, rien n'interdit de considérer que tout individu peut faire l'objet d'une collecte de données afin de déterminer les itinéraires et les interactions des migrants dans leur contexte d'évolution en partant du principe que ces derniers en génèrent une partie<sup>28</sup>. Il ne s'agit plus de reconstituer les parcours des élites ou des catégories sociales dirigeantes mais d'appliquer les études à ceux, bien plus nombreux, qui étaient jusque là considérés comme des sans-voix. C'est au défi d'une véritable prosopographie des subalternes<sup>29</sup>, de ceux que Gramsci désignait comme exclus de tout rôle dans la gestion du pouvoir<sup>30</sup>, que la recherche sur les migrations doit s'atteler. S'ils n'ont pas produit les mêmes traces que les élites, les migrants invisibilisés<sup>31</sup> par leur manque de production écrite n'en ont pas moins laissé des indices qu'il faut pouvoir recueillir et collationner pour donner une possibilité à l'interprétation de leur rôle dans les sociétés qu'ils ont traversées<sup>32</sup>.

Si – du point de vue théorique et conceptuel – l'arsenal dont disposent les professionnels pour appréhender le phénomène migratoire est relativement bien pourvu après plusieurs décennies de réflexions pluridisciplinaires vulgarisées et régulièrement mises à jour<sup>33</sup>, il n'existe pas de dénominateur commun dans l'outillage méthodologique en fonction du lieu et des temporalités d'étude.

Chaque chercheur spécialisé dans un champ disciplinaire produit de la connaissance sur un objet et un thème qui lui est propre. Ensuite partant de là, la mise en commun avec d'autres potentiels reste ardue et ne repose pas assez sur un protocole de partage de données

collectives élaborées ensemble. Tout expert élabore son corpus en fonction de documents qu'il tire de différentes sources avec des techniques disparates allant de l'interprétation de sources de seconde main produites par des administrations jusqu'aux entretiens avec des individus eux-mêmes en passant par la valorisation de données statistiques agrégées. Le complément d'informations sur les individus glané dans des dossiers épars, tronqués et de formats différents ne peut s'effectuer qu'après des manipulations minutieuses gourmandes en temps et en énergie avec des résultats parfois décevants. La plupart des analyses ne dressent que des tableaux généralistes sur une période, un thème, un espace. Comme les données de base ne sont pas les mêmes, toute comparabilité entre études se teinte de nuances, ce qui a posé question à certains chercheurs qui dès les années 1990 se demandaient si les fichiers réalisés pour certaines études historiques étaient réutilisables<sup>34</sup>.

La formation même des chercheurs en sciences humaines n'autorise ni la technicité nécessaire pour traiter des registres renfermant des éléments afférents aux migrants que ce soient les fiches individuelles de recensement, l'état-civil, les rôles du personnel des usines et minières etc... ni l'élaboration de bases de données ni l'accès aux bases de données souvent peu ergonomiques d'accès. D'une part, l'utilisation de cette matière de base nécessite un matériel et une technicité capable de convertir les éléments figurant pour chaque individu sur format papier vers un support informatique avec une procédure logicielle qui autorise ensuite un traitement. D'autre part tenter une telle expérience suppose une réflexion en amont de la saisie même. Retranscrire le contenu d'un recensement nominatif d'une commune sur un

<sup>28</sup> MILZA (Pierre), « "Emigrés politiques" et "émigrés du "travail : Italiens en France d'après le fonds du Casellario politico centrale », *Mélanges de l'Ecole française de Rome*, 1988, vol. 100, n° 100-1, pp. 181-186.

<sup>29</sup> Chakravorty Spivak Gayatri, *Les subalternes peuvent-elles parler ?*, Editions Amsterdam, 2006.

<sup>30</sup> GRAMSCI (Antonio), *Lettres de prison*, Paris, Gallimard, 1971.

<sup>31</sup> LE BLANC (Guillaume), *L'invisibilité sociale*, PUF, 2009.

<sup>32</sup> GINZBURG (Carlo), « Traces – Racines d'un paradigme indiciaire », *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Flammarion, 1989, pp. 139-180.

<sup>33</sup> La liste exhaustive des travaux scientifiques et vulgarisés est impossible à établir ici. Nous renvoyons de manière indicative à deux ouvrages parmi d'autres qui se chargent de dresser un tableau de l'état des connaissances dans deux secteurs principaux des Sciences Humaines paru dans une collection accessible et peu onéreuse. CHALÉARD (Marie-Claude), *Histoire de l'immigration*, La découverte, 2001. REA (Andrea) – TRIPIER (Maryse), *Sociologie de l'immigration*, La découverte, 2003.

<sup>34</sup> <http://www.cg06.fr/cms/cg06/upload/decouvrir-les-am/fr/files/tr132-1995-18.pdf>

tableur suppose d'avoir d'une part porté une réflexion sur son utilisation et d'autre part anticipé sa transformation en base de données capable de répondre à des requêtes simples puis croisées. Ensuite, à partir du moment où des informations sont stockées il faut être capable d'établir des liens avec d'autres fichiers tirés de sources différentes mais contenant des éléments qui se recoupent et d'autres qui n'étaient pas présents et apportent des informations complémentaires permettant de travailler sur des variables plus riches. Enfin établir les relations entre fichiers et être capable d'élaborer un processus de requêtes ne s'improvise pas.

Par défaut, les chercheurs se rabattent, en quelque sorte, sur des documents agrégés tirés des registres nominatifs (comme les synthèses éditées par les organismes spécialisés et les administrations) en évitant un traitement systématique des sources nominatives initiales. Chacun restant conscient que ces dernières restent à la base des connaissances que nous pourrions être en mesure d'attendre sur les migrants eux-mêmes. Dans le domaine des migrations, les anciens centres de passage des migrants comme Ellis Island mettent à disposition des documents tirés du fond de son musée de l'immigration tandis que des sites spécialisés comme Italian Ancestry permettent des recherches sur des bases généalogiques et dans divers pays des consultations de bases de données en ligne sont possibles que ce soit aux Pays-Bas<sup>35</sup>, en Autriche<sup>36</sup> ou en Belgique<sup>37</sup>. Néanmoins ces bases de données restent encore des systèmes fermés qui autorisent peu de possibilités d'extensions.

C'est pourquoi au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, des projets ont vu le jour un peu partout dans le monde afin de rendre ces fonds informatisés plus dynamiques. Dans les années 1980, au Canada, un programme de recherche en démographie historique subventionné par le conseil de recherches en sciences humaines, le fonds FCAC et l'université de Montréal a informatisé le registre de population de la Nouvelle-France en 1984 alors que la reconstitution automatique des familles a été rendue possible par le système Sorep<sup>38</sup>. Le fichier-réseau Balsac a permis la construction automatique des histoires familiales et des généalogies<sup>39</sup> tandis qu'une base de données sur les émigrants français et étrangers établis au Québec des origines à 1865 a été diffusée par les Archives nationales du Québec. En Allemagne, des tentatives ont eu lieu autour du projet Kleio du *Max-Planck Institut für Geschichte* de Göttingen qui cherchait le moyen d'administrer et de développer le traitement des bases de données nominatives à grande échelle même si la complexité des langages informatiques et la lourdeur du codage ont eu raison de ce projet pourtant novateur<sup>40</sup>. En France, l'Association française pour l'Histoire de l'Informatique créée en 1988 à partir de l'*Association for History and Computing* née à Londres en 1987 n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir et développer l'usage des bases de données historiques. Différentes tentatives de mise en place de programmes informatiques dédiés au traitement des données historiques ont vu le jour dès les années 1980/1990 avec en particulier le logiciel Chronos<sup>41</sup> et le travail d'Alain Faure et Jean-Claude Farcy sur la mobilité d'une génération de Français<sup>42</sup> en partie basé sur le trai-

<sup>35</sup> Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (Amsterdam) : [www.iisg.nl](http://www.iisg.nl)

<sup>36</sup> Österreichische Nationalbibliothek (Vienne) : [www.onb.ac.at](http://www.onb.ac.at)

<sup>37</sup> Archives générales du Royaume de Belgique (Bruxelles) : <http://arch.arch.be>

<sup>38</sup> BOUCHARD (Gérard), ROY (Raymond), CASGRAIN (Bernard), *Reconstitution automatique des familles : le système SOREP*, Dossier n°2, 2 volumes, Chicoutimi, Université de Québec à Chicoutimi, septembre 1985 ; BOUCHARD (Gérard), ROY (Raymond), CASGRAIN (Bernard), « De la micro à la macro-reconstitution des familles. Le système SOREP », *Genus*, Vol. XLII, n° 3-4, décembre 1986, pp. 33-54 ; BOUCHARD (Gérard), ROY (Raymond), CASGRAIN (Bernard), « Fichier de population et structures de gestion de base de données : Le fichier-réseau BALSAC et le système INGRES/INGRID », *Histoire & mesure*, IV-1/2, 1989, p. 39-57 ; Légaré (Jacques) – LaRose (André) – Roy (Raymond), « Reconstitution de la population canadienne au XVII<sup>e</sup> siècle méthodes et bilan d'une recherche », *Erudit*, Vol. 14, numéro 3, 1973, p. 383-400.

<sup>39</sup> Les données sont tirées des actes d'état-civil du Québec avec au départ le souci de recouvrir l'ensemble de la population du Québec du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours dans le champ de la génétique humaine mais s'est étendu ensuite aux projets reliés aux Sciences Humaines et historiques en particulier.

<sup>40</sup> Voir à ce propos la synthèse proposée par Jean-Philippe Genet, « Autour de Kleio », *Histoire et Mesure*, 1990, n° 3/4, Vol. 5, pp. 381-390.

<sup>41</sup> BOURGEOIS (Guillaume) « Chronos, un logiciel pour l'histoire », *Histoire & Mesure*, numéro 3, juin 1990, pp. 38-39.



tement informatique de fiches nominatives est une référence en la matière. Aujourd'hui, le projet le plus abouti reste sans doute celui du laboratoire de recherche historique du Larhra qui a mis au point un procédé de recueil de données qui facilite le dépouillement et la mise en forme informatique des données concernant les acteurs grâce au système Fichoz. Ce dernier met au cœur du traitement, les relations entre individus à partir de données biographiques et d'événements comme dans la recherche sur les personnels administratifs et politiques de l'Espagne au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>42</sup>. Il intègre des données tirées des recensements de population, des actes d'état civil comme les baptêmes, les mariages ou les décès et même des actes notariés et des données généalogiques. Dans ce sens, la méthode a été appliquée avec succès dans différentes recherches notamment dans les Ardennes françaises sur la population de Charleville-Mézières<sup>44</sup>. D'autres initiatives peuvent être signalées comme celle réalisée à partir des registres de population de Vallouise-en-Briançonnais par Gilles Boëtsch et Michel Prost qui se sont efforcés de réunir, au moyen d'un outil unique, différents praticiens de champs disciplinaires aussi variés que la démographie historique, l'anthropologie biologique et sociale, la génétique et l'anthropologie historique<sup>45</sup>.

Dans cette optique, au milieu des années 1990, l'idée d'un instrument centralisateur a germé au contact des travaux menés dans l'espace transfrontalier post-industriel du bassin de Briey (qui couvre la Lorraine et une partie des territoires luxembourgeois et belge) à l'initiative de la Fondation Bassin Minier luxembourgeois en partenariat avec le Centre de Documentation des Migrations Humaines de Dudelange et l'université de Metz. L'immigration massive au Luxembourg, en Lorraine, en Belgique et en Allemagne est directement liée à l'industrialisation de l'espace de la Grande Région depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La découverte des différents bassins miniers lorrains et allemands, de Wallonie et du sud du Luxembourg combinée avec,

d'une part, la transformation des systèmes techniques d'élaboration de l'acier et, d'autre part, la reprise économique de la Belle-Epoque y explique le basculement dans l'univers industriel. A partir des années 1870, autour des usines, les viviers de recrutement traditionnels, qui jusque là subvenaient en grande partie aux besoins des maîtres de forges, ne peuvent plus assouvir les nouveaux besoins en bras. Face aux demandes des entreprises qui surgissent de toutes parts, la main-d'œuvre locale ne suffit plus et de nouveaux flux de travailleurs apparaissent, venant des régions transfrontalières – en particulier d'Allemagne – puis d'espaces de plus en plus éloignés comme l'Europe du sud dans un premier temps, puis l'Europe Centrale et de l'Est et enfin l'Afrique du Nord. Ces apports extérieurs se sont poursuivis en continu entre les années 1870 et la fin du XX<sup>e</sup> siècle et ont eu un impact sur le peuplement des localités des espaces concernés tant du point de vue quantitatif que dans leur composition.

Une première série de travaux a été menée de manière indépendante en Lorraine et au Luxembourg avant qu'une collaboration ne soit mise en place. De 1993 à 2000 des recherches sur l'immigration effectuée à l'université de Metz ont pris comme base de travail des registres d'embauche d'usines et des recensements de cités de Lorraine entre 1880 et 1975. Parallèlement, et de manière autonome, le Centre de Documentation des Migrations Humaines a entrepris lui aussi au cours de la même période de retranscrire des données individuelles figurant, quant à elles dans des Registres de Police, des Recensements, des registres d'usines sur un support informatique après plusieurs mois de saisie. Très vite l'accumulation de fiches stockées dans des lieux différents, à partir de sources hétérogènes avec des modes de saisie variables des champs apparemment communs a montré les limites de l'approche informatique autiste. Différents séminaires de travail et un colloque en 2007 ont convaincu l'ensemble des

<sup>42</sup> Farcy (Jean-Claude) – Faure (Alain), *La mobilité d'une génération de Français – Recherche sur les migrations et les déménagements vers et dans Paris à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Cahiers de l'Ined, n° 51, 2003.

<sup>43</sup> [http://larhra.ish-lyon.cnrs.fr/Equipes/Societes\\_entreprises\\_et\\_territoires\\_fr.php](http://larhra.ish-lyon.cnrs.fr/Equipes/Societes_entreprises_et_territoires_fr.php)

<sup>44</sup> Colloque « Charleville : une ville neuve et sa population, ANR « Mobilités, populations, familles dans la France du Nord (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle) », 10-11 décembre 2010.

<sup>45</sup> Boëtsch (Gilles) – Prost (Michel), « Le registre de population informatisé, un outil au service de la transdisciplinarité pour les sciences de l'homme – L'exemple de Vallouise-en-Briançonnais (XIV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles) », *Histoire & Mesure*, XVI, 1-2, 2001, pp. 93-111.

partenaires qu'il était nécessaire de réfléchir sur l'opportunité de réaliser un dispositif commun qui transcende l'implantation spatiale des partenaires et qui rende accessible les informations quel que soit l'espace de travail des chercheurs.

La mise en commun des différents travaux de Lorraine et du Luxembourg sur la base des données acquises à Dudelange s'est effectuée au tournant des années 2000 mais là où un enrichissement était attendu, nous avons rencontré des difficultés liées à plusieurs facteurs. D'abord la gestion de la masse d'information dépassait les capacités des chercheurs disponibles et intéressés avec un risque de découragement et de désengagement. Ensuite, quand bien même les informations concernant les individus présents dans un type de source pouvaient compléter celles tirées d'autres documents, les chercheurs manquaient de technicité pour effectuer les mises à jour des variables sinon au prix de saisies complémentaires harassantes, interminables voire hasardeuses. Enfin le transfert de ces données d'un site à l'autre se heurtait aux disponibilités des uns et des autres, aux formats originaux adoptés par chaque partenaire, à l'absence de protocole commun de saisie des données et de traitement des variables d'une manière générale. Ces complications ont alors été résolues en partie avec, dans un premier temps, la mise en place d'une interface informatique qui permettait une plate-forme de saisie identique quels que soient les opérateurs et leur lieu d'implantation.<sup>46</sup>

L'ambition des collaborateurs transfrontaliers est d'aller plus loin que le simple portail de saisie et d'élaborer un véritable outil à destination à la fois des chercheurs et des professionnels travaillant sur la question des populations en général et des migrants en particulier. L'élaboration de ce dispositif doit permettre la mise en commun de ressources tirées de sources individuelles nominatives quelles qu'elles soient, afin de se compléter et de s'enrichir. À partir de cette plate-forme la saisie de donnée peut être effectuée de manière souple mais normalisée et ensuite l'accumulation progressive d'éléments doit autoriser une consultation en fonction des critères d'exigences de l'utilisateur, peu im-

porte la discipline ou le statut des partenaires/utilisateurs de la base de données.

Le caractère novateur du projet réside dans l'instauration d'un instrument qui autorise, à distance, la saisie, la mise à jour, le traitement et la restitution de résultats. Ce système qui existait auparavant de manière tronquée, géographiquement localisée et thématiquement limitée pourra remplir une fonction généraliste de soutien et de valorisation à la recherche accessible (sous certaines conditions sécurisées) sur Internet à l'instar des initiatives du Lamop<sup>4</sup>. Le projet souhaité par les différents partenaires de la Grande Région est de permettre l'exploitation et la navigation entre l'ensemble des sources nominatives de nature et de fonction différentes en transcendant les frontières des états-nations qui ont drainé ou vu partir les migrants et tenter d'établir les liens trans-générationnels à partir des données contenues dans des fiches variables et dispersées dans l'espace. En d'autres termes, il s'agit de réussir à mettre en relation les travaux des acteurs actuels (généalogistes, chercheurs en sciences sociales, spécialistes des ouvriers ou des flux migratoires etc...) qui souffrent en quelque sorte de solipsisme afin de les convier à alimenter une base de données centralisée et unifiée pour partager leurs acquis et utiliser, chacun à sa manière, les éléments et les résultats dans l'optique de leurs propres travaux.

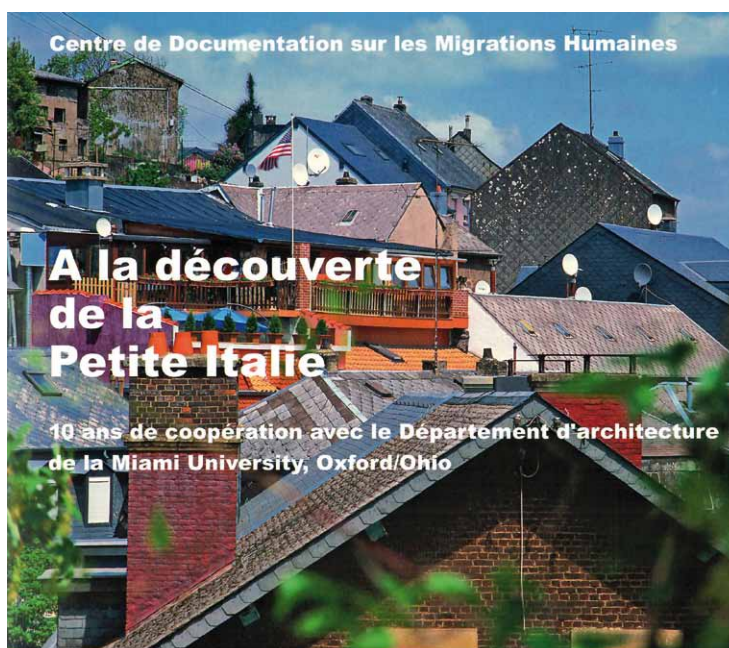
Cette idée est née à la suite d'une confrontation des travaux réalisés sur des individus par différents acteurs situés dans des champs différents mais complémentaires dans la mesure où chacun d'entre eux détenaient des éléments qui manquaient aux autres. Jusque dans les années 1960, les sources généalogiques n'indiquent pas grand chose sur le monde du travail tandis que ce dernier évacuait la question familiale et les données généalogiques. L'individu qui se déplace laisse des traces administratives à des endroits précis (préfecture qui délivre les documents de voyage ou qui les vise, entreprise qui embauche, compagnie de voyage qui délivre des billets, mairie qui acte les événements démographiques, logeur qui perçoit des baux, école, centre d'apprentissage, main courante de po-

<sup>46</sup> Sur le plan technique, une base de données a été conçue par le département d'informatique de l'université de Metz grâce à l'outil MySQL avec serveur Apache qui permet une saisie commune entre les membres partenaires à travers une interface ergonomique après identification sécurisée.

<sup>47</sup> GENET (Jean-Philippe), « Les bases de données historiques à distance : une expérience », *Le Médiéviste et l'ordinateur*, n° 41, 2002.

lice, régiment, association, syndicat etc...) dont il faudrait (dans l'idéal) pouvoir disposer pour remplir les trous dans la biographie de chaque migrant, ce qui reste illusoire à l'échelle de plusieurs pays voire entre continents lorsqu'un seul chercheur s'attelle à la tâche.

Toutefois, la mise en commun des éléments dont chacun dispose en pointillé doit aboutir à la complétude des informations à partir d'un modèle conceptuel de données qui prend comme élément de base l'individu dont l'identification reste au cœur du dispositif.



Die Entwicklung des „Museum ohne Mauern“-Konzeptes wurde in verschiedenen von John Reynolds und Christian Kandzia betreuten Publikationen dokumentiert.





CDMH, Archives photographiques, Série archives et bibliothèque, 2016, 23 octobre © Mike Zenari

## Bases de données nominatives et problèmes d'analyse longitudinale

*Jean-Claude Farcy*

La prise en compte de la mobilité par l'historien est capitale, notamment pour comprendre les évolutions et les blocages d'une société. Nous inscrivant dans la tradition de l'histoire sociale, cette question nous a paru essentielle dès nos premières recherches en histoire rurale. En préparant une thèse sur la Beauce au XIX<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>, région d'agriculture capitaliste avec un important prolétariat rural, nous avons rapidement constaté l'absence des manifestations classiques de luttes de classes comme les grèves dans le monde ouvrier industriel. L'analyse de la mobilité professionnelle et sociale, en mettant en évidence le parcours de vie des salariés agricoles, a apporté une explication à ce constat : fils de petits exploitants parcellaires, placés très jeunes comme domestiques, devenant après mariage des journaliers-propriétaires en héritant du lopin de leurs parents, puis arrivant à leur tour, grâce au travail de leurs enfants, à devenir de petits exploitants parcellaires – parfois cultivateurs – ces salariés avaient la perspective d'échapper à leur condition de prolétaire. Cette mobilité intra-générationnelle ne débouchait pas toutefois sur une mobilité inter-générationnelle, la division du patrimoine en fin de vie entre enfants et le maintien de la concentration agraire ne permettant pas une ascension sociale de génération en génération. Ce cycle de vie s'accompagnait d'une mobilité géographique, les jeunes étant placés comme domestiques agricoles hors du domicile familial, dans les fermes du voisinage.

Cette mobilité locale a attiré récemment l'attention des historiens ruralistes, alors qu'on

avait jusqu'à maintenant mis l'accent sur la mobilité à longue distance qui a fortement angoissé les élites contemporaines, au point de légitimer, y compris dans la recherche historique et géographique, la notion d'exode rural, employée pour la première fois en Angleterre au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Nous avons repris cette question, avec Alain Faure, dans une vaste enquête sur la mobilité d'une génération de Français dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, enquête dont l'originalité est de suivre les migrations vers Paris et la mobilité résidentielle dans la capitale pour les mêmes individus, alors qu'on sépare très souvent les deux cadres géographiques<sup>3</sup>.

Le retour sur cette enquête, en rappelant les techniques d'analyse et quelques résultats, va nous permettre de souligner l'intérêt des bases de données nominatives construites pour suivre, sur une plus ou moins longue période – en l'espèce ici une génération –, une population donnée pour observer et mesurer les différentes modalités des migrations. Nous évoquerons ensuite des recherches ultérieures, dans des domaines tout à fait différents – publication d'une édition historique du Code civil, étude des carrières des magistrats – qui montrent également tout l'intérêt des techniques d'analyse longitudinale, autorisant le suivi dans le temps d'individus ou d'éléments d'un corpus. Au terme de l'évocation de recherches très différentes dans leur objet, nous ferons part de quelques interrogations sur la pertinence et les problèmes posés par une telle approche.

<sup>1</sup> Farcy (Jean-Claude). Les Paysans beaucerons au XIX<sup>e</sup> siècle, Chartres, Société archéologique d'Eure-et-Loir, 2 vol., 1989, 1230.

<sup>2</sup> Pour une rapide synthèse sur l'étude des mobilités des populations rurales nous nous permettons de renvoyer à notre contribution : « Mobilités et migrations rurales en France de 1830 à 1930 », in Démier (F.), Farcy (J.-C.), Sanz Lafuente (S.), Vivier (N.), Zimmermann (C.). Les sociétés rurales (1830-1930). Historiographie, bibliographie, enjeux, Paris, Belin, 2005, p. 124-145.

<sup>3</sup> Farcy (Jean-Claude), Faure (Alain). La mobilité d'une génération de Français. Recherche sur les migrations et les déménagements vers et dans Paris à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Paris, INED, 2003, p. XV-591.

L'enquête sur les migrations :  
la mobilité d'une génération  
de Français

Au départ de l'enquête sur la mobilité à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle figure la recherche d'une source adéquate à l'analyse des migrations. Les analyses traditionnelles, réalisées à partir des données fournies par les recensements publiés et leurs listes nominatives ou l'état civil, nous paraissaient insuffisantes car ne pouvant appréhender complètement les mouvements migratoires. Ces études, en effet, reposent sur des coupes effectuées à des dates différentes, souvent espacées dans le temps, en comparant, par exemple, à la date d'un recensement les positions aux dates figurant dans l'état civil des individus observés dans une source donnée (naissance, mariage ou décès), ce qui donne une chronologie grossière, avec souvent une période d'observation variable selon les individus de l'échantillon retenu, ce qui est gênant. Par ailleurs, le cadre géographique, imposé par les sources publiées, est souvent trop vaste, le département restant le cadre imposé pour les recensements. Surtout, ces approches ne donnent qu'un bilan de la mobilité à un moment donné sans permettre d'appréhender dans sa réalité et sa complexité la mobilité : on ne prend pas en compte tous les déplacements. Enfin, cette approche mesure toujours les migrations à partir d'un lieu unique, soit celui du départ – on étudie l'émigration pour tel département ou telle région – soit celui de l'arrivée : c'est alors l'immigration dans telle zone (urbaine le plus souvent) qui est observée.

Afin de suivre au plus près les déplacements, il faut changer de focale et partir des hommes et non des lieux en utilisant une source qui relève tous les déplacements des individus au cours de leur vie. Les registres matricules de recrutement répondent à cette préoccupation. Confectionnés dans le cadre cantonal du domicile des parents (ce qui autorise la mise en valeur de nuances régionales fines), ils donnent des informations sur l'état physique (taille, maladies, infirmités), le niveau d'instruction, et la profession exercée lors de la conscription (à 20 ans) des futures recrues de l'armée. Pour nous, leur intérêt principal réside dans le relevé de tous les changements d'adresse après le service jusqu'à la fin de l'âge possible de mobilisation, soit 45 ans, information évidemment nécessaire à l'armée pour les raisons que l'on comprend. Comme on a également le lieu de naissance,

	Ensemble de la classe Nb.	Suivis un an au moins Nb.	Suivis jusqu'en 1906 Nb.
<b>Arrondissements de Paris</b>			
3 <sup>e</sup>	596	463	268
4 <sup>e</sup>	713	518	251
8 <sup>e</sup>	432	319	162
9 <sup>e</sup>	604	456	223
10 <sup>e</sup>	961	789	423
11 <sup>e</sup>	1.439	1.079	622
13 <sup>e</sup>	651	524	301
18 <sup>e</sup>	1.205	904	521
19 <sup>e</sup>	803	609	377
20 <sup>e</sup>	907	679	401
<b>Total</b>	<b>8.311</b>	<b>6.340</b>	<b>3.549</b>
<b>Banlieue</b>			
<b>Total</b>	<b>3.396</b>	<b>2.686</b>	<b>1.660</b>
<b>Province</b>			
Cantal	2.039	1.584	1.229
Creuse	2.433	1.971	1.599
Côtes-du-Nord	6.006	4.231	3.074
Orne	3.061	2.389	1.731
Eure-et-Loir	2.318	1.917	1.504
Nièvre	3.506	2.888	2.318
Pas-de-Calais	6.578	5.660	4.275
Oise	3.215	2.326	1.694
Seine-et-Marne	2.997	2.475	1.880
Seine-et-Oise	4.276	3.438	2.414
<b>Total</b>	<b>36.429</b>	<b>28.879</b>	<b>21.718</b>
<b>Total général</b>	<b>48.136</b>	<b>37.905</b>	<b>26.927</b>

Les dimensions de l'échantillon

on peut presque considérer que ces registres permettent de suivre la mobilité d'une génération entière, la mobilité étant faible après 45 ans. En outre, les registres matricules relèvent également le casier judiciaire, ce qui permettait d'aborder, à travers l'indice de la criminalité, la question de l'insertion des migrants dans leur nouveau cadre de vie.

Compte tenu de la disponibilité de la source et de la qualité des informations contenues, de



l'histoire connue des mouvements migratoires (immigration parisienne et « exode rural ») nous avons retenu pour échantillon les recrues de la classe 1880 – soit tous les hommes âgés de 20 ans à cette date – dont on a donc pu suivre les déplacements jusqu'en 1906. Le choix des bureaux de recrutement a pris en compte un arrondissement parisien sur deux (reflétant la diversité sociale de la capitale : centre/périphérie, ouest/est), toute la banlieue (le département de la Seine moins la ville de Paris), et dix départements sélectionnés parmi ceux qui participent le plus à l'émigration provinciale vers la capitale au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Soit, au total 48.136 conscrits, 223.590 adresses (en incluant celle du lieu de naissance et l'adresse des parents), et un peu plus de 8.000 condamnations pour lesquelles les informations ont été saisies dans une base de données relationnelle<sup>4</sup>.

Mais ces 48.136 conscrits ne sont pas tous suivis jusqu'en 1906. Dès la conscription, certains sont exemptés, ou d'autres effectuent des types de service qui les éliminent de notre champ d'observation (engagés volontaires, engagés conditionnels comme les instituteurs et élèves ecclésiastiques). Puis, au fil du temps, réformes et décès en éliminent d'autres. Si bien que l'effectif réel des hommes suivis jusqu'à 45 ans ne représente plus qu'un peu plus de la moitié de l'effectif de départ (55 %).

La maîtrise d'une telle masse d'informations a posé plusieurs problèmes que rencontre toute étude de mobilité dès lors que cette étude part des hommes, des biographies, et qu'elle appréhende la totalité des déplacements au cours d'une vie ou d'une longue période.

Il y a d'abord une question de découpage de l'espace parcouru, si l'on veut prendre la mesure de la mobilité. Pour les migrations provinciales (seules prises en compte ici), il importait de séparer mobilité locale et migrations à longue distance (émigration), les stables (restant dans la même commune que celle de la conscription, voire celle de leur naissance) ne posant pas de problèmes. Comme on a un échantillon de départements dispersés géographiquement, le seul

critère permettant une mesure globale est celui de la distance parcourue. Il faut fixer un seuil plus ou moins arbitraire. Plutôt que de prendre 10, 15, 20 kms parcourus, on a défini une zone de mobilité locale assimilée à celle du canton de recrutement et des cantons limitrophes. Est considéré comme mobile local celui qui se déplace seulement dans cette zone, l'émigré allant au-delà de cette zone.

Ensuite, se posait le problème de synthétiser, du point de vue de la mobilité, le temps d'observation de chacun. Au cours de la période suivie dans nos biographies élémentaires des recrues, nombre de nos individus sont à un moment donné stable, puis à un autre mobile local, ou émigré... Comment décider qu'un tel, au cours de l'ensemble de sa vie, est un mobile local ou un émigré ? On a construit deux indices pour répondre à cette question. L'indice global de mobilité prend en compte l'ensemble de la période et considère comme émigré tout individu qui, au moins une fois dans sa vie, s'est déplacé hors de la zone locale et on considère comme mobile local celui qui s'est déplacé seulement dans la zone locale. Un second indice, l'état annuel de mobilité, permet de suivre, année par année, la position de chacun à un instant donné : son adresse, comparée à celle de ses parents en 1880, permet de dire s'il est alors stable, mobile local ou émigré. En somme, l'indice global appréhende, pour une mesure quantitative, l'ensemble du comportement résidentiel (mesure globale de la mobilité) et l'état annuel renoue avec l'observation à date fixe, à l'égal de la photo donnée par un recensement par exemple.

Une troisième mesure pouvait être celle des itinéraires parcourus. Ce type d'analyse a été retenu pour la mobilité résidentielle dans la Seine, Alain Faure ayant dans ce dessein construit une typologie fine des parcours résidentiels possibles et fréquemment empruntés. Il était difficile de faire cet exercice pour les dix départements de la province, car le seul critère homogène possible et valable pour chacun était celui de l'habitat et de l'importance de la population des communes très diverses parcourues.

<sup>4</sup> Une table principale relève les informations uniques pour la population considérée. Deux autres tables relèvent les adresses successives et les condamnations. Plusieurs autres tables recensent des informations complémentaires permettant de préciser les données des tables précédentes : catégorie socio-professionnelle pour la profession déclarée à 20 ans, motifs médicaux de placement en services auxiliaires ou d'exemption, localisation et population des communes citées dans la table des adresses. On a utilisé un logiciel commercial : 4<sup>e</sup> Dimension.

	Observés pendant un an au moins			Observés de 1880 à 1906		
	Stables	Mobiles locaux	Emigrés	Stables	Mobiles locaux	Emigrés
	%	%	%	%	%	%
Cantal	31,00	9,53	59,47	30,43	10,98	58,58
Creuse	24,45	7,97	67,58	23,14	8,82	68,04
Côtes-du-Nord	40,72	17,99	41,29	38,91	21,15	39,95
Orne	32,06	25,78	42,15	29,52	28,71	41,77
Eure-et-Loir	31,40	28,53	40,06	31,12	31,18	37,70
Nièvre	37,95	17,04	45,01	37,10	17,82	45,08
Pas-de-Calais	47,07	22,39	30,55	45,15	24,35	30,50
Oise	38,18	20,98	40,84	35,83	23,26	40,91
Seine-et-Marne	34,59	19,88	45,54	33,72	21,60	44,68
Seine-et-Oise	41,86	16,38	41,77	40,80	18,39	40,80
Ensemble	38,11	19,16	42,72	36,54	21,13	42,33

Indices globaux de mobilité (pour les provinciaux)

L’exploitation de la base de données a mis en valeur l’importance de la mobilité locale. En indice global, on a, pour un bon tiers de sédentaires (restant dans la commune de résidence de leurs parents), un mobile local sur cinq (21 %), soit deux fois moins que de migrants à longue distance (42 %). Mais les chiffres s’inversent à considérer l’état annuel, année par année, de la mobilité, puisqu’en fin de parcours, en 1906, on a 40 % des hommes qui résident dans la zone locale après s’être déplacés et seulement 23 % d’émigrés, partis loin de leur région d’origine, sans doute définitivement. Autrement dit, une partie de l’émigration est temporaire, et la figure majoritaire de la mobilité en province, en termes de bilan pour un parcours de vie, est la mobilité locale.

Cette mobilité locale a été étudiée dans le détail, par exemple dans sa signification sociale : très élevée parmi les salariés agricoles, elle conforte l’hypothèse avancée en introduction, à savoir le placement des domestiques de ferme. C’est une mobilité d’apprentissage à la fois des normes sociales et du métier et qui est bien intégrée dans le cycle de vie de la famille. En ce sens, pour une part, cette mobilité rurale vise le maintien dans la région d’origine et n’est pas le prélude à une émigration véritable.

L’émigration réelle ou définitive (23 %) est donc pratiquement inférieure de moitié à l’ensemble des départs (42 %) hors de la zone locale. Au sein des flux migratoires, l’émigration temporaire est élevée, particulièrement dans les

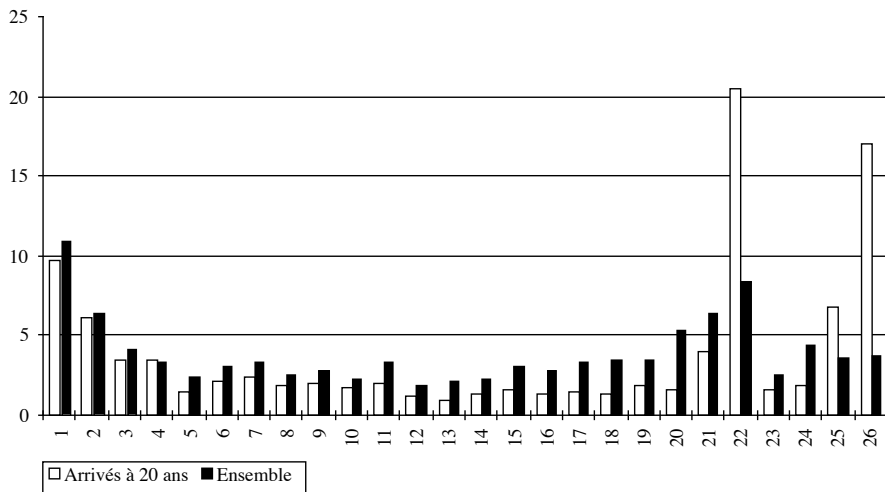
Années	Stables	Mobiles locaux	Emigrés
	%	%	%
1880	36,48	54,78	8,74
1881	37,78	53,45	8,77
1882	37,55	52,13	10,32
1883	37,50	49,82	12,67
1884	37,53	48,74	13,73
1885	36,77	50,73	12,49
1886	36,69	48,83	14,48
1887	36,65	47,50	15,85
1888	36,62	46,86	16,52
1889	36,58	46,02	17,40
1890	36,54	45,66	17,80
1891	36,53	44,76	18,71
1892	36,52	44,27	19,20
1893	36,54	44,06	19,41
1894	36,49	43,39	20,12
1895	36,56	42,18	21,25
1896	36,51	41,67	21,82
1897	36,50	41,58	21,91
1898	36,48	41,20	22,32
1899	36,49	41,16	22,35
1900	36,49	40,84	22,67
1901	36,47	40,87	22,66
1902	36,47	40,44	23,09
1903	36,48	40,56	22,96
1904	36,47	40,31	23,21
1905	36,47	40,59	22,94
1906	36,47	40,47	23,06

État annuel de la mobilité (en %)

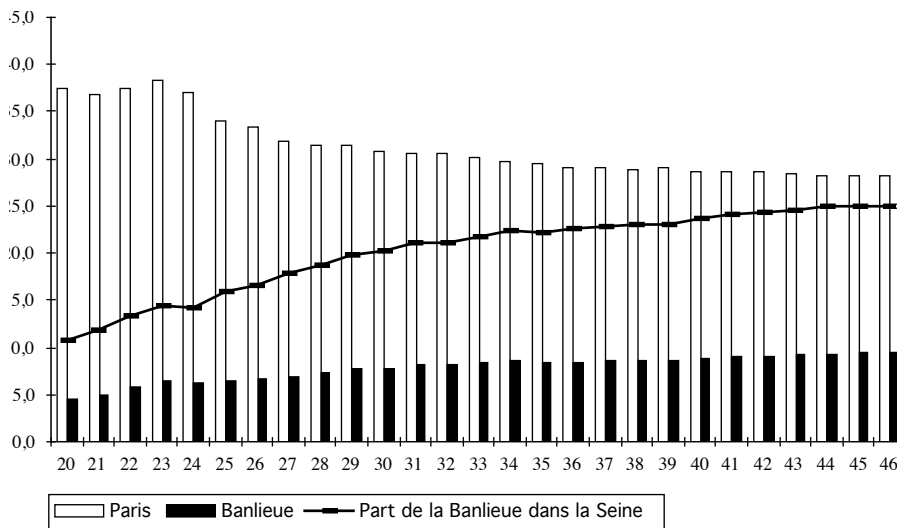
départements du Massif central, mais elle est également très présente ailleurs. Elle s'inscrit alors dans la tradition d'aller en ville, particulièrement dans la capitale, dans un but d'apprentissage ou pour amasser un capital pour revenir ensuite s'installer au pays. La preuve en est que si la majorité de ceux qui vont dans l'agglomération parisienne y restent, une part notable de séjours sont relativement courts, de quelques années seulement.

Autre constat, en dépit de la constitution de l'échantillon (départements participant le

plus à l'immigration parisienne), les départs vers la capitale sont minoritaires, et il existe une émigration importante vers des régions rurales ou des petites villes. Les départs vers la Seine sont surtout le fait des plus jeunes, et ils s'amenuisent avec l'âge, avec une nette tendance au renforcement de l'attrait de la banlieue au détriment de la ville centre, résultat à la fois de la poussée démographique et industrielle de la banlieue à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et de déménagements de Paris vers la banlieue.



Répartition des séjours parisiens selon leur durée (en %)



Émigration vers la capitale et sa banlieue avec l'âge (% des émigrés)

Ces quelques résultats suffisent à montrer l'intérêt de la source utilisée comme celui des approches longitudinales<sup>5</sup>. C'est pourquoi nous avons adopté la même démarche pour des objets de recherche très différents de celui des migrations.

## D'autres approches de type longitudinal

### L'édition historique de corpus « stables » : le Code civil (1804-2004)

À l'occasion du Bicentenaire du Code civil en 2004, le Centre Georges Chevrier (Université de Bourgogne) a été sollicité pour préparer une édition historique de ce Code avec pour objectif d'en donner à lire toutes les versions, puisqu'il a été modifié périodiquement dans un ou plusieurs de ses articles ou dans le détail de son plan depuis sa première publication il y a deux siècles. Parfois certains articles avaient été modifiés plusieurs fois une même année, sans compter la création de nouveaux articles et l'abrogation d'autres. Au départ, nous pensions publier sur un CD-Rom toutes les versions successives de l'ensemble du Code, celui-ci étant réécrit dans sa totalité à la suite de chaque modification de l'un ou de plusieurs de ses articles. Mais c'était compter avec près de 400 modifications, ce qui aurait nécessité donc autant de versions du Code. Techniquement possible, cette solution aurait rendu très difficile le suivi de l'évolution d'un article dans le temps, même si on pouvait avoir la version du Code en vigueur à telle date.

La solution adoptée, en s'inspirant des techniques d'analyse longitudinale, a consisté à décomposer le Code en base de données par articles et à réécrire uniquement les nouvelles versions de chaque article modifié. Pour comprendre, on peut reprendre un exemple au hasard, celui de l'article 1384 sur la responsabilité des dommages causés « par le fait de personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous garde ». Cet article

a été modifié à cinq reprises dans son contenu juridique : en 1899, 1922, 1937, 1970 et 2002. Par ailleurs une édition doit tenir compte des modifications formelles affectant l'orthographe : deux autres modifications, dont la date a été assimilée aux versions successives du Dictionnaire de l'Académie française, ont été prises en compte, en 1835 (6<sup>e</sup> édition du Dictionnaire de l'Académie, commettans devient commettants) et en 1878 (7<sup>e</sup> édition, l'expression non-seulement voit disparaître le tiret). On ne réécrit donc cet article qu'à chacune des sept modifications, sans refaire tout le Code et ses 2203 articles. Suivre l'évolution de cet article (comme des autres) ne pose alors plus de problèmes, puisque chaque version est datée du texte de loi entraînant chaque modification. Il restait à mettre au point la méthode de recherche permettant de trouver toutes les versions d'articles valides à une date voulue. Par exemple, pour avoir la version valide de l'article 1384 au 1<sup>er</sup> janvier 1930 il faut dans premier temps éliminer les versions postérieures à cette date, puis, dans la sélection obtenue (versions antérieures à 1930) éliminer celles qui ne sont plus valables à cette date. En donnant à chacune des versions une date d'entrée (publication de la modification de l'article au Journal Officiel) et une date de sortie (celle de la modification ultérieure) il suffit alors de faire l'opération suivante sur les deux champs correspondants de la base de données : Rechercher Date d'entrée <= 1/1/1930 ET Date de sortie > 1/1/1930.

Cette technique permet donc à la fois d'obtenir à telle date le Code valide en son entier et de suivre dans le temps l'évolution de tout article<sup>6</sup>. Elle peut être appliquée à toute édition d'un corpus d'informations relativement stable dans sa structure mais qui évolue dans son détail. La même méthode a été utilisée pour une recherche en cours sur les carrières des magistrats.

### Les carrières des magistrats

La Mission Recherche Droit et Justice nous a confié la réalisation d'une base de données sur les carrières des magistrats pour les deux

<sup>5</sup> On trouvera dans la publication des résultats complets de la recherche dans l'ouvrage signalé précédemment les analyses détaillées résultant du croisement des informations disponibles dans la source utilisée.

<sup>6</sup> Farcy (Jean-Claude), Wyffels (Alain). Code civil 1804-2004. Toutes les versions du Code civil depuis deux siècles, Paris, Litec, CD-Rom, 2004.

derniers siècles. Il s'agit, en quelque sorte, de constituer un Annuaire de la magistrature à caractère rétrospectif, recensant de la façon la plus complète possible les carrières des magistrats des différentes cours, des tribunaux de première (puis grande) instance, des justices de paix sans oublier les magistrats ayant exercé en Afrique du nord et dans les autres colonies. L'idée d'une telle recherche est née de la découverte d'un ensemble de fiches de carrières – plusieurs dizaines de milliers – regroupées en plusieurs séries chronologiques allant du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à 1987. D'autres sources, notamment les registres matricules de la magistrature confectionnés à partir de 1827 ont permis d'étendre vers l'amont la période qui va donc de 1827 à 1987. Au total, après compléments et vérifications opérées dans des sources diverses (registres de nominations et collection des décrets de nomination) nous disposons d'une base d'un peu plus de 60.000 personnes.

Pour chacune d'elles les informations disponibles (elles peuvent être lacunaires selon l'état des sources) reprennent celles qui sont disponibles sur une fiche de carrière type : identité (nom, prénoms), date et lieu de naissance, diplômes, date de fin d'activité (départ à la retraite, révocation ou décès), distinctions honorifiques (principalement grades de la Légion d'honneur). Ces informations, uniques pour chaque magistrat, sont reprises dans une table « Personnes » de la base de données. La table « Carrières » reprend un par un les différents postes occupés par chaque magistrat en relevant les informations suivantes : fonction, tribunal (type de juridiction et lieu), date de nomination. On a donc une base dont la structure est similaire à celle construite pour l'exploitation des matricules (une table « Adresses » liée à la table des « Recrues »).

On peut ainsi aisément répondre au premier objectif de ce travail, la constitution d'un Annuaire donnant pour chaque magistrat le déroulement de sa carrière : ce faisant on ne fait que mettre à la disposition du lecteur une information peu accessible et dispersée dans

des sources difficiles d'accès. C'est déjà beaucoup, car la confection d'un tel instrument de recherche rendra sans nul doute un service utile aux futurs chercheurs sur le personnel de la magistrature. Mais la base de données permet d'aller plus loin, au niveau de la présentation d'abord, puis à celui de l'exploitation scientifique des données ainsi structurées. Au premier chef, au-delà même des possibilités d'interrogation par fonction ou tribunal, il suffit d'ajouter un champ « Date de sortie » à chaque poste (égal à la date de nomination dans le poste suivant ou à la date de cessation d'activité) pour donner la possibilité de consulter cet Annuaire rétrospectif à la date souhaitée. On pourra ainsi avoir pour n'importe quelle date l'état de la magistrature – dans ses composantes professionnelles et géographiques, ce qu'on ne connaît pas pour le XIX<sup>e</sup> siècle –, et analyser les carrières tout en offrant le point de départ d'une base prosopographique pour ce milieu professionnel.

La technique est donc bien au point, mais pour quels objectifs ? Comment mettre de l'ordre dans la diversité des carrières professionnelles et de la mobilité géographique des générations de magistrats suivis pendant un siècle ? On peut imaginer toute une série d'indices comme ceux de l'âge d'entrée en fonction (selon la nature de celle-ci et la juridiction d'exercice), de la durée d'exercice dans chaque poste, du nombre de postes parcourus en rapport avec l'avancement hiérarchique et la mobilité géographique, de l'âge moyen et de la pyramide des âges significatifs des mouvements de vieillissement ou de rajeunissement du corps<sup>7</sup>, etc.

En fait la base de données nominatives va servir essentiellement à répondre à des questions que les historiens de la justice se posent sur l'histoire des magistrats et de la justice.

On oppose ainsi le juge notable<sup>8</sup>, enraciné dans son terroir et sa région d'origine au juge fonctionnaire, mobile, animé par le souci de faire carrière, la rupture se faisant aux débuts de la troisième République lors des épurations de la magistrature. L'exploitation du corpus permettra de préciser selon les fonctions exercées

<sup>7</sup> Les thèses récentes sur le personnel judiciaire, magistrats comme avocats, ont développé et perfectionné ces indicateurs : Veillon (Didier). *Magistrats au XIX<sup>e</sup> siècle en Charente-Maritime, Vienne, Deux-Sèvres et Vendée*, La Crèche, Geste Ed., 2001, p. 316 ; Bernaudeau (Vincent). *La justice en question. Histoire de la magistrature angevine au XIX<sup>e</sup> siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 349 ; Defois (Serge). *Les Avocats nantais au XX<sup>e</sup> siècle. Socio-histoire d'une profession*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, p. 397.

<sup>8</sup> Royer (Jean-Pierre), Martinage (Renée), Lecocq (Pierre). *Juges et notables au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, P. U. F., 1983, p. 400.

et selon les ressorts cette opposition et de suivre son évolution dans le temps. Pour ce qui est de la mobilité professionnelle, on souligne toujours que la fonction du parquet, très dépendante du pouvoir politique (ces magistrats n’ont pas la garantie de l’inamovibilité), permet d’obtenir un avancement plus rapide. Il suffira de comparer les carrières commençant par des postes dans le ministère public aux autres pour vérifier ou nuancer cette hypothèse. Quant à la mobilité géographique, on avance souvent l’idée que le passage par la capitale (près des bureaux de la Chancellerie) permet également un avancement plus rapide et l’accession aux postes les plus élevés. Là encore le corpus donnera les moyens de vérifier cette hypothèse.

Autrement dit, le corpus des fiches de carrières, au-delà de l’instrument de recherche, va servir à répondre à des questions que le chercheur se pose. Il en était de même pour la base de données constituée à partir des matricules militaires, et l’on peut maintenant, en fonction de ces objectifs recherchés, s’interroger sur les apports et limites des bases de données nominatives et des analyses de type longitudinal qu’elles autorisent, en revenant à notre première étude sur la mobilité.

Limites, problèmes et interrogations

D’abord, ce qui est déterminant, lors même de la décision de constituer de telles bases, c’est l’analyse de l’information contenue dans la source afin de savoir si elle est apte à répondre aux hypothèses de recherche. Celles-ci ont le rôle premier. Par exemple, le relevé du casier judiciaire (une table a été constituée pour relever les condamnations), dans notre base, avait pour objectif de tester l’hypothèse, et même le lieu commun des contemporains (du XIX<sup>e</sup> siècle et de nos jours) selon lequel les migrations étaient source de délinquance. On est persuadé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle – tous les criminologues l’affirment – que la migration pousse au crime, le déracinement avec la perte des valeurs morales du milieu rural de départ qui en résulte étant facteur de délinquance dans un milieu mal connu, celui de la ville estimée corruptrice et criminogène. On remarquait ainsi que les deux tiers des arrestations à Paris – et à peu près la même proportion des prévenus jugés en correctionnelle – étaient nés en province... Même

les historiens qui ont tenu compte de la part des natifs de province parmi les habitants de la capitale et ont donc calculé des taux de délinquance en fonction de ce critère, constatent que les natifs de province fréquentent davantage la correctionnelle, à proportion, que les natifs de la Seine. Notre analyse, qui est la plus rigoureuse possible (car tenant compte des effets d’âge), permet d’infirmar cette conclusion : certes ceux qui migrent vont davantage fréquenter les tribunaux que ceux qui vont rester stables dans le monde rural, mais, au point d’arrivée, les Parisiens de naissance ont un taux de délinquance supérieur (10,8 %) à celui des émigrés de province venus dans la capitale (9 %). On peut penser que, à travers ce critère de la délinquance, l’insertion des migrants dans la société parisienne se fait relativement bien.

	Infractions	Déviant
Province		
Ensemble	14,6	6,8
Stables et mobiles locaux	11,5	5,3
Emigrés	18,7	8,8
Emigrés vers la Seine	17,9	9,2
Emigrés vers Paris seul	18,3	9,1
Emigrés vers la banlieue	16,0	9,9
Seine		
Ensemble	26,2	9,9
Parisiens	25,9	9,5
Banlieusards	27,0	10,8
Parisiens de naissance (nés dans la Seine)	28,8	10,8
Parisiens nés ailleurs que dans la Seine	20,3	6,9
Parisiens émigrant (hors de la Seine)	24,2	8,4

Taux de « déviance » et mobilité (en %)

Cela dit, il faut tenir compte des limites de tout corpus. La plus belle source du monde ne peut donner que ce qu’elle a. La nôtre permet de mesurer sous toutes ses facettes la mobilité, mais elle est déficiente sur les motivations des



déplacements constatés. Il nous manque la profession exercée à chaque nouvelle adresse, de même que fait défaut le suivi familial, deux éléments essentiels pour comprendre les stratégies de mobilité sociale et géographique. Il faudrait pouvoir compléter par les listes nominatives de recensement les registres variés de l'Enregistrement comme ceux de l'état civil pour dépasser la seule description et mesure de la mobilité.

Même si cela avait été fait, se poserait la question de la pertinence de la période de vie observée, de la naissance à un âge adulte confirmé (45 ans), soit à peine une génération. Or le renouvellement des études sur la mobilité est essentiellement lié à l'utilisation de la source de l'état civil permettant le suivi de plusieurs générations.

Ce changement d'échelle chronologique est important car il influe sur les résultats. Par exemple, P.-A. Rosental<sup>9</sup> valorise la mobilité locale comme prélude et étape décisive vers l'émigration à longue distance, qu'il constate sur plusieurs générations. C'est reprendre, en partie, la thèse de Philippe Ariès qui évoquait l'exemple d'une famille de Touraine dont les différentes générations passaient de la campagne à Paris, en s'élevant socialement, du bourg à la petite puis à la moyenne ville<sup>10</sup>. Or la recherche des étapes vers la capitale pour la génération que nous avons suivie est vaine : 80 % des migrants y allant y vont directement...

L'échelle chronologique adoptée – une ou plusieurs générations – pose aussi, de manière plus ou moins explicite, le problème des causalités et du rôle des acteurs dans l'histoire. Pour certains historiens, seul le temps « court » (une génération au maximum) compte à l'échelle des individus quant à leur prise de décision. Suivre la mobilité au long d'une génération est dès lors cohérent avec la possibilité de trouver des éléments d'explication dans le contexte économique et social fait de contraintes et de ressources diverses. Comme nous l'avons fait, on peut alors examiner le rôle des facteurs incitant au départ ou à l'arrivée dans tel lieu (le push and pull), comme le font d'ailleurs les contemporains qui expliquent l'exode rural par

l'influence pernicieuse de l'école, du service militaire, de la désagrégation de la famille ou du Code civil avec son partage égalitaire des successions, tous facteurs que nous avons testés en répondant par la négative. On peut aussi mettre en rapport mobilité et conjoncture économique. Mais les tenants des analyses considérant un corpus étalé sur plusieurs générations ou sur des lignées familiales délaissent le contexte économique, social et culturel et mettent davantage l'accent sur les stratégies individuelles. C'est un peu paradoxal dans la mesure où le suivi sur plusieurs générations conduit forcément à se placer dans le long terme, donc celui des mutations structurelles de la société qui impliquent forcément la mobilité : il suffit de songer, pour la France des deux derniers siècles, à l'urbanisation et à l'industrialisation qui bouleversent l'emploi et les lieux de résidence.

Au final, les bases de données nominatives sont un outil de recherche formidable, mais seulement un outil de recherche qui doit être mis au service d'hypothèses à résoudre et qui ne peut guère déboucher, en lui-même, sur un modèle explicatif des sociétés. Ou alors en exagérant, à notre sens, l'importance des stratégies individuelles, on s'éloigne d'une histoire sociale, d'une histoire des hommes en société dont l'évolution ne se comprend que dans l'ensemble de ses déterminants économiques, sociaux, politiques et culturels. L'outil de recherche comme la prise en compte des « parcours de vie » (l'analyse longitudinale) permettent d'approfondir les connaissances, d'assurer aux conclusions une meilleure garantie scientifique, mais ils ne peuvent dispenser d'une réflexion sur les conceptions de l'histoire qui sont à l'œuvre dans notre métier d'historien.

<sup>9</sup> Rosental (Paul-André). *Les sentiers invisibles : espace, familles et migrations dans la France du 19<sup>e</sup> siècle*, Paris, EHESS, 1999, p. 255.

<sup>10</sup> Ariès (Philippe). *Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Le Seuil, 1971, p. 60-66.



CDMH, Archives photographiques, Série archives et bibliothèque, 2016, 23 octobre © Mike Zenari

## Bami 1 et Bami 2 ou le défi du « big data »

CDMH

En 1994-1995, l'asbl CDMH à peine constituée s'est vu impliquée dans le projet BAMI. La paternité de ce projet revient sans conteste à Jean-Paul Lehnern, membre fondateur du CDMH. L'objectif en était la saisie numérique de données sérielles extraites de divers fonds documentaires comme les recensements ou les fiches d'arrivées d'étrangers. Le but de l'opération était d'arriver à une meilleure compréhension des phénomènes démographiques et migratoires à l'échelle du Bassin minier et par là des mutations sociales induites par l'industrialisation. Le projet BAMI était d'une profonde originalité. Il n'est peut-être pas inutile – au vu du chemin parcouru depuis lors – de rappeler qu'à l'époque l'utilisation de l'informatique par les historiens n'en était qu'à ses premiers balbutiements. La compétence précoce de Jean-Paul Lehnern en la matière s'explique par son parcours de formation et ses premiers engagements professionnels dans la mouvance de ce que l'on peut appeler l'école de démographie historique de l'Université de Vienne. Ce sont en effet les historiens démographes qui, dans le champ disciplinaire de l'histoire, ont été parmi les premiers à recourir à l'instrument informatique à grande échelle<sup>1</sup>.

Jean Paul Lehnern réussit à convaincre la jeune Fondation Bassin minier du caractère innovant de l'approche numérique et un montage impliquant celle-ci comme instance de financement et feu le Centre de recherche public Gabriel Lippmann comme répondant scientifique fut mis en place<sup>2</sup>. Le CDMH devint le point de chute administratif du programme et la ville de Dudelange la première commune cible

du projet, l'administration locale s'étant engagée à faciliter l'accès à ses données afin qu'un protocole modèle de collecte puisse être établi.

L'exécution concrète de la mission et notamment l'élaboration d'une grille de saisie des données fut confiée à François Hendrickx, doctorant à l'Université de Nimègue. Antje Stannek, doctorante à l'Institut universitaire européen de Florence<sup>3</sup> s'est quant à elle impliquée dans la transcription des données. De la sorte, l'ensemble des informations des fiches d'arrivée des étrangers de Dudelange ont été numérisées dans une banque de données interactive. Ayant parcouru cette première étape, le projet BAMI n'a pas été renouvelé au niveau académique, en dépit d'appréciations internationales encourageantes<sup>4</sup>. En effet, l'intérêt de la mise en œuvre des technologies de l'information en relation avec les sciences sociales et humaines n'a pas été relevé par les pouvoirs publics.

La Fondation Bassin minier et le CDMH restant confiants dans le bien fondé du projet ont décidé de continuer la saisie des données tout en cherchant un nouvel environnement académique pour le projet. Ont ainsi été enregistrés par les soins de Claude Vanolst, collaborateur administratif du CDMH, des données concernant les villes d'Esch-sur-Alzette et Rumelange. La ville de Differdange a quant à elle fait enregistrer les données concernant les fiches d'arrivée conservées par ses services par des étudiants sur la base de la grille élaborée par François Hendrickx, le contrôle qualité subséquent étant effectué par Claude Vanolst. Le matériel ainsi réuni a suscité l'intérêt de

<sup>1</sup> A titre d'exemple, voir la contribution de LEHNERN, Jean-Paul, « History and Computing: The example of Luxembourg », in MARTIN, Allan / SMART, Lez / YEOMANS, David, *Information technologies and the teaching of History. International perspectives*, Amsterdam: Harwood Academic publishers, 1997, p. 37-44.

<sup>2</sup> Le CRP Gabriel Lippmann a été absorbé par le nouvel organisme de recherche Luxembourg Institute of Science and Technology (List) en 2015. Le référent auprès du CRP Lippmann pour le projet BAMI a été le sociologue Fernand Fehlen (1994-1996)

<sup>3</sup> [http://www.prowitec.rwth-aachen.de/p-publikationen/band-pdf/band0/band0\\_hendrickx.pdf](http://www.prowitec.rwth-aachen.de/p-publikationen/band-pdf/band0/band0_hendrickx.pdf)

<sup>4</sup> (2002), disponible sur [http://www.revues-plurielles.org/\\_uploads/pdf/20\\_20\\_02.pdf](http://www.revues-plurielles.org/_uploads/pdf/20_20_02.pdf)

Piero Domenico Galloro, chercheur, puis maître de conférences à l'Université de Metz. Travaillant sur l'immigration italienne en Lorraine, il se trouvait confronté en Moselle, région sous gestion administrative allemande depuis 1870, au même type de fiches d'arrivée d'étrangers qu'au Luxembourg. D'où son idée d'imaginer, avec l'aide de ses collègues du département des nouvelles technologies, un masque de saisie et de consultation commun pour divers types de données. Celles-ci tourneraient en amont dans un très grand fichier regroupant les différentes bases préexistantes. Ce masque prévoyait également des modules de correction et de vérification qui devaient permettre de « chasser » les inscriptions multiples d'une personne identique. En effet, selon les époques et les régimes politiques ayant cours, un seul et même individu pouvait, à titre d'exemple, s'appeler Giovanni, Jean ou Hans. Par ailleurs, l'interconnexion des données devrait générer des connaissances que les méthodes traditionnelles ne permettent pas d'acquérir. La richesse de cette démarche a été relevée par de nombreux forums, néanmoins, il apparut rapide-

ment que sans le concours non pas occasionnel et bénévole, mais très conséquent de chercheurs en nouvelles technologies le projet ne pourrait pas livrer tout son bénéfice.

Débute alors en 2011 une troisième phase de coopération entre chercheurs de l'Université du Luxembourg, notamment Denis Scuto, de l'Université de Lorraine (qui a absorbé l'Université de Metz), toujours Piero Domenico Galloro, ainsi que du CRP Henri Tudor (désormais partie intégrante du Luxembourg Institute of Science and Technology) à travers la contribution de Muriel Foulonneau. L'objectif visé était un financement à travers les projets gérés par le Fonds national de la recherche. Le Luxembourg n'étant à l'époque pas encore entré dans l'ère des « digital humanities », le projet n'a pas répondu aux priorités de recherche nationales.

Il revient au public le soin de tirer les conclusions quant aux déboires répétés d'un projet qui suscite l'enthousiasme des spécialistes, mais n'a pas l'heur de trouver grâce auprès des instances de financement<sup>5</sup>.



CDMH, Archives photographiques, Série archives et bibliothèque, 2016, 23 octobre © Mike Zenari  
Parmi sa collection d'œuvres d'art, le CDMH détient un buste d'Emile Mayrisch du à l'artiste peintre belge Théo Van Rysselberghe (1862-1926), qui a également réalisé des portraits de Monsieur et Madame Mayrisch, ainsi que de leur fille Andrée. Il s'agit d'un objet rare, comme seulement trois exemplaires en sont connu. Le buste a été réalisé à Paris dans la prestigieuse fonderie d'Alexandre Rudier, qui travaille également pour Maillol et Rodin. L'objet d'art est entré dans les fonds du CDMH comme dépouille de l'ancien département sidérurgique du Musée local.

<sup>5</sup> Toujours est-il que l'association Luxracines travaille actuellement sur les données collectées à Dudelange en vue d'une application généalogique. Ce qui montre, si besoin en était, que des travaux tout à fait académiques peuvent avec quelques adaptations trouver une valorisation de type grand public (public history).



## Archives

### CDMH

L'émergence du CDMH est étroitement liée à la question des archives des migrations. En effet, le maintien dans la durée de la mémoire des diverses migrations est tributaire dans une large mesure de l'identification, de la collecte, de la conservation et de la mise à disposition des archives liées à ces mouvements. En la matière, le CDMH est intellectuellement tributaire des démarches pionnières développées par l'association « Génériques » en France<sup>1</sup> consistant à recueillir auprès d'acteurs privés (particuliers associations, entreprises etc.) des archives qui seraient détruites par ailleurs, de les inventorier, de les conserver. Comme « Génériques », le CDMH n'a jamais envisagé de devenir la destination finale de ces documents. La reconnaissance des migrations comme élément constitutif de l'histoire nationale passe également par l'accueil des archives liées à ces phénomènes par des institutions patrimoniales publiques. En cette matière encore, « Génériques » a montré la voie à travers une coopération exemplaire avec les Archives de France<sup>2</sup>. Suivre la même voie a été plus laborieux au Luxembourg et le retard pris a été au fil des années source de doute, voire de désespoir pour les personnes engagées dans ce dossier. Aujourd'hui cependant, la persévérance commence à porter ses fruits et le dialogue avec les Archives nationales est amorcé. Le transfert des dossiers pourra sans doute commencer encore en cette année anniversaire. Il convient donc de ne pas interpréter le retard pris en la matière comme l'expression d'une moindre bonne volonté des institutions concernées ou d'une moindre compétence de l'acteur CDMH. Il faut bien au contraire y voir l'une des manifestations du déficit réglementaire dans lequel se meut le monde des archives au Luxembourg, un état de fait activement mis en relief depuis peu par ses acteurs<sup>3</sup> et qui semble en voie d'être résorbé.

L'archivage, s'il constitue un moyen, n'est pas une fin en soi. Se pose également la question de la mise à disposition et de la valorisation des documents collectés. Pour répondre à la première exigence, l'équipe du CDMH s'est engagée à fournir aux Archives nationales des dossiers au moins sommairement classés. Ceux-ci pourront donc sans délai supplémentaire être insérés dans une banque de données publique. Pour ce qui est de la valorisation des archives, le rêve serait-il permis au Luxembourg ? « Génériques » a mis en place avec les Archives de France et de multiples autres partenaires la plateforme numérique « Odysee ». Ce site interactif offre des inventaires de fonds d'archives, des reproductions de documents, mais s'enrichit par ailleurs régulièrement de portraits de migrants ou de brèves descriptions de lieux de mémoire liés aux migrations. Il constitue de ce fait un outil vivant permettant de suivre l'histoire et l'actualité de phénomènes qui ont marqué le devenir de la France.

La question des archives risque cependant également de mettre l'équipe bénévole du CDMH devant des défis, voire des arbitrages cruels. Son engagement est aujourd'hui partagé entre l'événementiel (programmation diverse) et le patrimonial (bibliothèque, archives). Le patrimonial, qui est au Luxembourg en voie de spécialisation accrue, demande des compétences de plus en plus pointues. Il évolue par ailleurs à des rythmes qui diffèrent du tout au tout de ceux de l'événementiel. Enfin, il représente un volume de travail considérable qui ne se traduit cependant pas – en l'absence d'une plateforme comme « Odysee » – par une visibilité immédiate. Gérer ses contradictions au sein d'une asbl ne sera éventuellement pas chose facile.

<sup>1</sup> [www.generiques.org](http://www.generiques.org)

<sup>2</sup> À travers la réalisation de guides des sources de l'histoire de l'immigration, voir bibliographie.

<sup>3</sup> Les acteurs du monde des archives se sont récemment constitués en organisation professionnelle et suivent avec attention la mise en place de la nouvelle loi devant réorganiser le monde des archives.

## Bibliographie :

Archives et enjeux de société, *Culture et recherche*, N° 129, hiver 2013-2014.

FARGE, Arlette, *Le goût des archives*, Paris : Le Seuil, 1989.

HENDRICKX, François, Guide des archives de l'immigration et des migrations internes au Luxembourg aux débuts de l'ère industrielle, *Migrance* N° 10, 2002, p. 10-20.

*Les étrangers en France : Guide des sources d'archives publiques et privées XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, T.1-4, Génériques, Paris. 1999-2005.

REUTER, Antoinette, Les sources de l'histoire des migrations au Grand-Duché, un patrimoine en danger, *Migrance – histoire et archives des migrations en France et en Europe*, 1999, p. 51-54.

REUTER, Antoinette, Modestes documents, grandes ressources – sauvons les archives privées et associatives des migrations ! in *Migrance*, N° 10, 2002, p. 22-27.

REUTER, Antoinette, Trésors de papiers: Les archives des migrations au CDMH, in *Forum für Gesellschaft, Politik und Kultur*, Nr. 337, 2014, p. 33-35



CDMH, Archives photographiques, Série archives et bibliothèque, 2016, 23 octobre © Mike Zenari  
Les archives du CDMH sous les toits de la Gare-Usines



## Bibliothèque

### CDMH

L'équipe fondatrice du CDMH appartient à une génération gardant confiance en l'idéal émancipateur de la lecture. Dès lors, la Gare-Usines a été dotée d'une bibliothèque alimentée dans un premier temps par les dons des membres fondateurs. Cette bibliothèque, qui compte désormais près de 13.000 volumes et un nombre important de périodiques ouverts et fermés, présente un double visage. D'un côté, elle a un aspect très actuel à travers les nouvelles acquisitions consacrées principalement aux groupes de migrants présents au Grand-Duché. Par ailleurs, elle présente une forte caractéristique patrimoniale de par l'accueil de bibliothèques spécialisées menacées de dissolution. Le fonds provenant de l'Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI) et qui occupe au sein de la bibliothèque du CDMH une place à part témoigne de cette démarche. A travers cette documentation historique, le public intéressé est en mesure de suivre l'évolution du regard porté sur les immigrés. Les migrations faisant évoluer de nombreux domaines, on n'y trouvera pas que des statistiques, mais des publications touchant à des domaines aussi variés que migrations et alimentation, migrations et mouvement ouvrier, migrations et confessions, migrations et habitat, etc. Pour le choix de ses thématiques et mots-clés, la bibliothèque du CDMH s'est inspirée de celle du « Centre d'information et d'études sur les migrations internationales » de Paris, une institution reconnue sur le plan international.

La bibliothèque du CDMH participe aux manifestations nationales, comme la « Journée internationale du livre et du droit d'auteur », mais organise également ses propres animations autour du livre.

Depuis 2016, la CDMH participe à travers l'embauche d'un bibliothécaire salarié aux réseaux ALEPH et bibnet de la bibliothèque nationale. Cette avancée a été rendue possible grâce à une dotation temporaire de l'Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte. Elle touche pour l'heure essentiellement les nouvelles acquisitions, les fonds anciens ne pouvant être qu'intégrés très progressivement.

La bibliothèque du CDMH, qui accueille actuellement essentiellement des chercheurs, cherchera à s'ouvrir à l'avenir à de nouveaux publics. A travers un fonds bien fourni consacré à la pédagogie des migrations, les enseignants pourraient constituer ainsi un public cible intéressant.

Le vécu quotidien de la bibliothèque, concurrente dans l'espace confiné de la Gare-Usines d'autres activités, illustre cependant également les difficultés à gérer un tel service dans un environnement associatif où tout le monde a accès à tout. Les membres ont en effet beaucoup de difficultés à comprendre qu'une bibliothèque digne de ce nom et en voie de professionnalisation doive fonctionner selon des règles qui s'imposent à tous et à chacun.

### Bibliographie :

Voir CDMH catalog.bibnet.lu

Voir rubrique bibliothèque sur [www.cdmh.lu](http://www.cdmh.lu)

REUTER, Antoinette, Trésors de papiers : Les archives des migrations au CDMH, in Forum für Gesellschaft, Politik und Kultur, Nr. 337, 2014, p. 33-35.

<sup>1</sup> [www.generiques.org](http://www.generiques.org)

<sup>2</sup> À travers la réalisation de guides des sources de l'histoire de l'immigration, voir bibliographie.

<sup>3</sup> Les acteurs du monde des archives se sont récemment constitués en organisation professionnelle et suivent avec attention la mise en place de la nouvelle loi devant réorganiser le monde des archives.



CDMH, Archives photographiques, Vue du quartier « Italien » à partir du Rodenberg, 2010, juillet © Serge Cieol

# Migration in ländlichen Regionen: Empirische Befunde und konzeptionelle Überlegungen zur Situation in der Schweiz

Thomas Geisen

Internationale Migration wird vor allem als städtisches Phänomen wahrgenommen. Dabei zeigt sich sowohl in historischer Perspektive als auch im Blick auf das aktuelle Migrationsgeschehen, dass Migration in ländlichen Regionen ein bedeutsames Phänomen darstellt. Erwerbstätigkeit und Wohnmöglichkeiten sind vielfach Gründe für eine dauerhafte Niederlassung von Migrantinnen und Migranten in ländlichen Regionen, insbesondere auch von Migrationsfamilien. Allerdings liegen zu den Gründen und Motiven der dauerhaften Niederlassung und zum Alltagsleben von Migrationsfamilien in ländlichen Regionen sowohl für die Schweiz als auch international kaum Studien vor.

In der Migrationsforschung wurde bislang dort, wo die Bedeutung des Ortes im Kontext von Einwanderungsprozessen in den Blick genommen wurde, in der Regel auf städtische Gebiete fokussiert. Auch die Regional- und Gemeindeforschung hat sich bislang kaum mit der Niederlassung von Migrantinnen und Migranten in ländlichen Regionen befasst. Ländliche Regionen werden bisher vor allem im Kontext von spezifischen Migrationsformen thematisiert, etwa im Zusammenhang mit saisonaler Wanderarbeit oder *retirement migration*, d.h. von Migration nach der Pensionierung.

Vor diesem Hintergrund stellt der vorliegende Beitrag die Forschungslage zu Migration und Migrationsfamilien in ländlichen Regionen vor und diskutiert theoretische Bezugspunkte einer alltagsbezogenen Migrationsforschung in ländlichen Regionen. Hierbei wird auf die Konzepte *Alltagsleben*, *Lebensstrategien* und *community attachment* Bezug genommen, die Schlüsselkonzepte für eine auf Migration und Migrationsfamilien fokussierende Migrationsforschung in ländlichen Regionen darstellen. Denn durch die Verschränkung der Analyse von *Alltagsleben*, *Lebensstrategien* und *community attachment* sollen soziale Praxen, Handlungen und Orientierungen von Migrationsfamilien mit den auf lokaler Ebene vorhandenen sozialen

Verflechtungszusammenhängen in Verbindung gebracht und aufeinander bezogen werden.

## Migration in ländlichen Regionen

Internationale Migration ist auch in ländlichen Regionen gesellschaftlich prägend (Jentsch & Simard, 2009b; Tibe Bonifacio, 2014; Kempf, 2013; Wagner, Fialkowska, Piechowska, & Lukowski, 2013; Zinn-Thomas, 2010). Sie hat bislang jedoch weder in der Migrationsforschung noch in der Regionalforschung hinreichend Beachtung gefunden. Auch in der Dorf- und Gemeindeforschung wurde Migration kaum thematisiert, hier stand vor allem die Frage nach der Auflösung von Dorf- und Gemeindestrukturen im Fokus, weniger Fragen von Einwanderung und Zuzug (Zinn-Thomas, 2010, S. 61). Die Forschung zur internationalen Migration im ländlichen Raum ist bislang vor allem Gegenstand der historischen Migrationsforschung, die sich mit der Auswanderung und Neuansiedlung von europäischen Migrantinnen und Migranten im 19. und 20. Jahrhundert befasst (Hahn, 2012; Harzig & Hoerder, 2009; Hoerder, 2002; Hoerder & Knauf, 1992). Trotz den inzwischen auch in ländlichen Regionen verstärkt wahrnehmbaren, migrationsbedingten Herausforderungen liegt das Forschungsinteresse bislang primär auf urbanen Räumen: „der ländliche Raum bzw. Dörfer und Gemeinden als Ort der Untersuchung bilden eher die Ausnahme“ (Zinn-Thomas, 2010, S. 73).

Die Gründe und Motive, die Migrantinnen und Migranten dazu bewegen, sich in ländlichen Regionen niederzulassen, sind vielfältig und meist auf Erwerbsarbeit bezogen. Sie sind daher immer auch eng mit der wirtschaftlichen Entwicklung eines Landes verknüpft (Wecker, 2014). Für die Schweiz lässt sich dies exemplarisch an der Geschichte der Industrialisierung darstellen (D’Amato, 2010), etwa der Textil- oder Uhrenindustrie (Vuilleumier, 2010). Mit der Entstehung des Massentourismus haben sich vielfältige Formen der Arbeitsmigration in

den ländlichen, insbesondere alpinen Regionen der Schweiz etabliert, bedeutsam ist hier vor allem die saisonale Arbeitsmigration (ebd.). Andere Migrationsphänomene führen ebenfalls dazu, dass es zu Neuansiedlungen von Migrantinnen und Migranten in ländlichen Regionen der Schweiz kommt, etwa im Rahmen von Fluchtmigration und auf Grund der Ansiedlung von Asylheimen in ländlichen Regionen (Bopp & Affolter, 2013, S. 101). Je nach Verlauf des Migrationsprozesses variiert die Aufenthaltsdauer der Migrantinnen und Migranten in den ländlichen Regionen, sie kann temporär oder permanent sein (Lucassen & Lucassen, 1997). Insgesamt kann jedoch von einem kontinuierlichen und in den vergangenen Jahren auch zunehmenden Prozess der Internationalisierung der ländlichen Regionen gesprochen werden.

Es liegen keine international vergleichbaren Daten über die Migration in ländliche Regionen vor (Simard & Jentsch, 2009, S. 7). Ein Grund hierfür ist, dass zum Teil sehr unterschiedliche Definitionen für ländliche Regionen angewendet werden. Bestehende Definitionen beziehen sich auf die Distanz zu anderen Gemeinden und städtischen Zentren, sowie auf die Bevölkerungsdichte (ebd.). Kennzeichen der ländlichen Region ist ihre grosse Heterogenität, etwa im Hinblick auf Grösse, geographische Lage, wirtschaftliche Ausgangslage, Abgelegenheit, Bevölkerungsstruktur und Bevölkerungsgrösse. Sie stellen auch für Migrationsbewegungen und Integrationsprozesse wichtige Einflussfaktoren dar (Simard & Jentsch, 2009).

In der Schweiz werden drei ländliche Regionen unterschieden (ARE, 2012, S. 7): erstens, *periurbane Gemeinden*, die nahe an städtischen Zentren und Agglomerationen liegen, in der Regel maximal 20 Autofahrminuten entfernt; zweitens *periphere Gemeinden*, welche längere Fahrzeiten zum nächsten Agglomerations- oder Städtezentrum aufweisen; und schliesslich drittens *alpine Tourismuszentren*, die sich durch hohe Logiernächte sowie gute Ausstattung mit Dienstleistungen und Infrastrukturen auszeichnen. Während periurbane Gemeinden eine Zunahme der Einwohnerzahl verzeichnen, sind periphere Regionen von

einer zunehmenden Abwanderung geprägt (ebd.). Die alpinen Touristenzentren dagegen unterliegen saisonalen Schwankungen. „Im Jahr 2010 liegen über 80 % der Gemeinden des ländlichen Raums in periurbanen Gebieten. Dies sind Gemeinden unweit von Agglomerationen oder Einzelstädten, sie bedecken flächenmässig gut die Hälfte (52.8 %) des ländlichen Raums“ (ARE, 2012, S. 14). Periurbane Gemeinden sind am stärksten von Migrationsbewegungen betroffen, sie stehen daher im Fokus des Forschungsinteresses.

Zwischen dem *Alpenraum*, *periurbanen* und *peripherurbanen Räumen* bestehen vielfältige Verflechtungszusammenhänge, die jedoch stark von den urbanen Räumen aus bestimmt werden. Lefebvre (1977) hat diesen Zusammenhang als Urbanisierung charakterisiert. Für ihn ist Urbanität nicht auf die städtischen Gebiete beschränkt, vielmehr stellt sie eine spezifische Lebensform dar, deren Dynamik sämtliche Regionen unterworfen sind. Im Zuge dieser Entwicklung haben sich ländliche Regionen insbesondere seit Mitte des 20. Jahrhunderts in Charakter und Selbstverständnis stark gewandelt. Auf Grund einer mobilitätfördernden, umfassenden Verkehrsinfrastruktur sind ländliche Regionen zu einem integralen Bestandteil des städtischen Lebens geworden. Für die modernen, post-traditionalen Gesellschaften (Giddens, 1993) bedeutet dies allerdings auch, dass sich das Alltagsleben in den ländlichen Regionen tiefgreifend verändert hat. Insgesamt zeigt sich eine Zunahme der Zuwanderung in den ländlichen Regionen, die in den vergangenen Jahren vor allem für stadtnahe ländliche Regionen zu verzeichnen ist. In der Schweiz lag dieser zwischen 1980 und 2009 bei 8 %<sup>1</sup>. Gründe hierfür sind vor allem günstiger Wohnraum, demographischer Wandel und Fachkräftemangel (ARE, 2012). Zudem ist die Bevölkerung mobiler geworden und es haben sich unterschiedliche, Stadt und Land gleichermaßen einbeziehende Formen von multilokalem Arbeiten und Wohnen etabliert (Duchêne-Lacroix & Mäder, 2013; Hilti, 2013; Reuschke, 2010). Migrationsprozesse bilden einen Teil dieser Veränderungen ab.

<sup>1</sup> Einige der 1980 ehemals ländlichen Räume sind aufgrund der starken Zuwanderung von 17% inzwischen zu städtischen Agglomerationen angewachsen. Dieser Bevölkerungswachstum ist v.a. auf eine internationale Zuwanderung zurückzuführen (ARE, 2012, S. 18).

Migrantinnen und Migranten in ländlichen Regionen gewinnen erst in jüngster Zeit vor dem Hintergrund einer verstärkten Integrationspolitik an Bedeutung. In der Schweiz wird diese inzwischen nicht nur in den urbanen Gebieten weiterentwickelt, wo sie sich seit den 2000er Jahren etabliert hat, sondern zunehmend auch in den ländlichen Regionen, und zwar mit dem Ziel der Umsetzung einer umfassenden gesellschaftlichen Integrationspolitik (EKM, 2013). Regional bedingte Herausforderungen stellen sich dabei vor allem in Bezug auf die öffentliche Infrastruktur und fehlende Integrationsangebote. Migrationsfamilien sind daher vielfach auf private Unterstützungs-Netzwerke angewiesen (Cretton, Amrein, & Fellay, 2012; Schader-Stiftung, 2011). Inwieweit auch sozio-kulturelle Faktoren für Migrationsfamilien in ländlichen Regionen eine Herausforderung darstellen, ob Formen von Ausgrenzung, Rückzug oder Segregation bestehen, ist bislang kaum untersucht worden (Cretton et al., 2012; Schader-Stiftung, 2011). Auch liegen bislang nur vereinzelt Studien zu Fragen von Zugehörigkeit, Partizipation und Identifikation von Migrationsfamilien in ländlichen Regionen vor (Cretton et al., 2012; Zinn-Thomas, 2010). Allerdings haben in jüngster Vergangenheit politische Initiativen in der Schweiz wie zum Beispiel Minarett-, Ausschaffungs- und Masseneinwanderungsinitiative (BFS, 2001-2014) gezeigt, dass gerade in ländlichen Regionen erhebliche Vorbehalte und Ressentiments im Zusammenhang mit Migration bestehen. Forschungen über die Entstehung und Folgen dieser Zusammenhänge liegen bislang kaum vor. Als Grund wird oft angegeben, dass auf Grund der geringeren Migrationsdichte weniger Gelegenheit besteht, das Zusammenleben von Einheimischen und Migrantinnen und Migranten zu erlernen. In der Rassismusforschung ist dieser Befund allerdings umstritten, hier wird darauf verwiesen, dass Rassismus immer auch ein gesellschaftsstrukturelles Problem darstellt und daher auch unabhängig von der An- oder

Abwesenheit von Migrantinnen und Migranten seine Wirkung entfaltet (Geisen, 1996)

### Konstitutionsbedingungen der ländlichen Region

Das Interesse der Wissenschaft an der Entwicklung der ländlichen Regionen steht in engem Zusammenhang mit den für die modernen Gesellschaften typischen Prozessen der Urbanisierung. Vor diesem Hintergrund werden seit den 1960er Jahren ländliche Regionen verstärkt in den Blick genommen, um die damit verbundenen gesellschaftlichen Transformationsprozesse in ihren Konsequenzen für die ländlichen Regionen zu verstehen (Hugger, 1984). Das Land wird meist im Bezug zur Stadt definiert und dem urbanen Raum gegenübergestellt: Die Stadt gilt als heterogen und mobil, das Land hingegen wird als homogen, traditionell und statisch angesehen (Boyle & Halfacree, 1998b, S. 4; Tibe Bonifacio, 2014, S. 3). Bis in die 1970er Jahre wurde das „Land“ vor allem auf Grund seiner landwirtschaftlichen Produktivität definiert, inzwischen ist der Primärsektor für die Gesamtwirtschaft nur noch von geringer Bedeutung. Boyle und Halfacree sprechen daher vom ländlichen Raum als einer *post-productive countryside*, welche inzwischen Teil der globalen Wirtschaftsordnung geworden ist. (Boyle & Halfacree, 1998a, S. 6). In der Schweiz „hat sich die Zahl der Landwirtschaftsbetriebe im ländlichen Raum [seit 1980] um 42 % verkleinert“ (ARE, 2012, S. 2). Gleichzeitig ließen sich zunehmend Unternehmen der Energie- und Wasserversorgung, Chemie/Pharma-Branche sowie der Finanz- und Uhrenbranche im ländlichen Raum nieder (ebd., S. 34). Boyle und Halfacree verweisen darauf, dass Orte in ländlichen Regionen „post-rural“ geworden sind und längst nicht mehr eindimensional, also nur als rural oder nur urban charakterisiert werden können (Boyle & Halfacree, 1998a). Ländliche Regionen<sup>2</sup> sind daher relational zu verstehen, ihre Existenz

<sup>2</sup> Region und Regionalisierung werden hier als konzeptionelle Begriffe zur Benennung des ländlichen Raums verwendet. Giddens folgend wird Regionalisierung dabei nicht bloss als Lokalisierung im Raum verstanden, „sondern als Begriff, der sich auf das Aufteilen von Raum und Zeit in Zonen und zwar im Verhältnis zu routinisierten sozialen Praktiken bezieht,“ (Giddens, 1997, S. 171). Region bezieht sich daher nicht auf eine bestehende Definition, sondern beschreibt eine soziale Praxis, „anhand derer die handelnden Subjekte praktisch Kontexte in Raum und Zeit miteinander verknüpfen und die Welt auf sich beziehen. Regionen kennzeichnen folglich keine physisch abgrenzbaren Gebiete sondern Handlungsfelder, die durch die Strukturierung sozialen Verhaltens über Raum und Zeit hinweg definiert werden,“ (Noller, 2000, S. 36).



und ihre spezifische Entwicklung kann nur in engem Zusammenhang zu urbanen Räumen untersucht werden.

In der neueren Forschung werden urbane und ländliche Gebiete daher vielfach als aufeinander bezogene und ineinander verwobene Regionen vorgestellt, die sich auch strukturell immer mehr angleichen (Tobler, 2013). Die Verflechtungszusammenhänge zwischen Stadt und Land beziehen sich vor allem auf die Bereiche Wohnen, Arbeit, Bildung, Freizeit oder Einkauf (ARE, 2003, S. 25). So pendeln beispielsweise in der Schweiz „26 % der periurbanen [ländlichen] Bevölkerung (...) zu Arbeits- und Ausbildungszwecken in den urbanen Raum“ (ARE, 2012, S. 2). Eine zunehmende Verflechtung ist auch in Bezug auf die Freizeitgestaltung der Bewohnerinnen und Bewohner des ländlichen Raumes wahrzunehmen (ebd.). Denn kulturelle Angebote richten sich immer stärker am urbanen Raum aus. Aufgrund des rasanten Bedeutungsverlustes des ländlichen Raums wird er zunehmend als Teil des urbanen Raumes begriffen (Boyle & Halfacree, 1998b, S. 4). Die Trennlinie von Stadt und Land wird dabei immer undeutlicher, auch wenn vielfach noch eine starke Mystifizierung des „Dorfes“ als Idylle oder als solidarische und natürlich gewachsene Gemeinschaft zu beobachten ist (Reutlinger, 2013, S. 51-52; Tibe Bonifacio, 2014, S. 3). Die Vorstellung des Dorfes, als abgeschlossener Lebensraum einer homogenen Gemeinschaft (Tibe Bonifacio, 2014; Tönnies, 1991) entspricht längst nicht mehr der Realität: „Die zahlreichen Umwälzungen im Zuge von Industrialisierung, Urbanisierung und Fremdenverkehr haben auch vor traditionellen Siedlungsstrukturen keinen Halt gemacht. Sie haben die älteren bäuerlichen und im Besonderen die alpinen Dörfer vielfach in Siedlungen modernen Typs umgewandelt, darunter Industriedörfer, Arbeiterdörfer, Pendlergemeinden in Ballungsräumen und Touristenstationen“ (Gyr, 2013, S. 64).

### Mobilität, Migration und Migrationsfamilien in ländlichen Regionen

Ländliche Regionen sind durch verschiedene Formen geographischer Mobilität bestimmt (Micksch & Schwier, 2000; Tobler, 2013). Dabei kann zwischen lokaler, regionaler, nationaler und internationaler Mobilität unterschieden werden, die im Alltagsleben von Bedeutung

sind (Cox & Geisen, 2014). Durch Mobilität werden auch Verbindungen zu anderen ländlichen und urbanen Regionen aufgebaut (Tobler, 2013). Eine gut ausgebaute Verkehrsinfrastruktur ist hierfür die Voraussetzung. Erst durch diese wird eine enge Kopplung von ländlichen und urbanen Räumen möglich, wodurch sich Land und Stadt in der sozialen und wirtschaftlichen Entwicklung gegenseitig beeinflusst. Zwischen ländlichen und urbanen Räumen haben sich daher vielfältig Mobilitätsbeziehungen entwickelt. Diese reichen von multilokalen Wohn- und Arbeitsformen, über Wochenaufenthalte (Duchêne-Lacroix & Mäder, 2013), bis hin zum täglichen Pendeln über teilweise erhebliche Distanzen, in der Schweiz bis zu 41,7 km pro Tag (ARE, 2012, S. 42). Die Motive für die Wahl der jeweiligen Mobilitätsform sind unterschiedlich, hierzu gehören unter anderem wirtschaftliche Gründe, bessere Möglichkeiten der Lebensgestaltung oder insgesamt eine Steigerung der Lebensqualität (Tibe Bonifacio, 2014). Zunehmend haben dabei auch Prozesse der Globalisierung eine Auswirkung auf die Entwicklungen in den ländlichen Räumen. Dieses Ineinanderwirken von lokalen und globalen Prozessen wird auch als „Glokalisierung“ bezeichnet (Bauman, 1996).

Regionale Wanderungen oder Binnenmigration, vor allem im Bereich der Land-Stadt-Migration, sind ein gut untersuchtes Phänomen (Boyle & Halfacree, 1998b; Tibe Bonifacio, 2014). Eine fundierte Auseinandersetzung mit der internationalen Migration und ihren Folgen für die ländlichen Regionen liegt bislang noch nicht vor (Simard & Jentsch, 2009, S. 2; Zinn-Thomas, 2010). Insgesamt zeigen die vorliegenden Studien jedoch, dass sich die internationale Migration auf vielfältige Weise in ländlichen Regionen abbildet. In der Arbeitsmigration etwa lassen sich sektorale Unterschiede ausmachen, so dominieren beispielsweise in der Landwirtschaft saisonale, temporäre und zirkuläre Formen der Arbeitsmigration (Becker, 2010; Jentsch & Simard, 2009a, S. 179; Wagner et al., 2013). Vielfach wird eine Tätigkeit in tiefqualifizierten, schlecht bezahlten und prekären Arbeitsverhältnissen ausgeübt (Bopp & Af-folter, 2013; Jentsch & Simard, 2009a). Massgebend für eine dauerhafte Niederlassung von Migrationsfamilien in ländlichen Regionen sind gute Lebens- und Arbeitsbedingungen (Jentsch & Simard, 2009a, S. 184). Darüber hinaus zeigen sich für Migrantinnen und Migranten beim



Zugang zu lokalen Ressourcen vielfältige Begrenzungen. In Irland ist in ländlichen Regionen etwa der Wohnungsmarkt für Migrationsfamilien schwer zugänglich und sie können kaum Eigentum erwerben (Coakley & Einri, 2009). Eine Studie aus den USA zeigt, dass die Bildungsmöglichkeiten für Migrantinnen und Migranten in ländlichen Regionen begrenzt sind, was Auswirkungen auf Qualifizierung und Perspektiven von Familien hat (Jensen & Yang, 2009). In Kanada sollte ein Programm die Migration von Hochqualifizierten in die ländlichen Regionen fördern (Simard, 2009). Doch aufgrund des beschränkten Zugangs zur lokalen Bevölkerung ziehen viele Medizinerinnen und Mediziner nach Ablauf des Arbeitsvertrags wieder in die Städte (ebd.). Diese Beispiele zeigen, dass ländliche Regionen durch internationale Migration besonders herausgefordert sind. Auch sind in ländlichen Gebieten etwa die sozialen Spannungen auf Grund von Sprache, Religion oder anderen kulturellen Unterschieden meist prominenter, da kleinere Gemeinschaften oft ein stärkeres mono-ethnisches Verständnis haben (Jentsch & Simard, 2009a). Es besteht daher Bedarf an Studien, die den Einfluss struktureller Faktoren auf den Adaptionsprozess von Migrantinnen und Migranten, die Bedeutung von sozialen Benachteiligungen, der Einfluss der Migrationsbevölkerung auf ländliche Gemeinschaften, die Adaptionsprozesse spezifischer Migrationsgruppen wie die Zweite Generation, Arbeitsmigrantinnen und Arbeitsmigranten, Flüchtlinge oder Migrationsfamilien untersuchen (ebd., S. 186-195).

Im deutschen Sprachraum liegen bislang nur wenige Studien zu Migration in ländlichen Regionen vor (Schader-Stiftung, 2011, S. 11). Eine der ersten Studien dieser Art bildet die Studie „Fremde auf dem Lande“, die zeigt, dass auch Dörfer auf Grund von Individualisierung, Migration und Mobilität Veränderungsprozessen unterworfen sind (Micksch & Schwier, 2000). Im ländlichen Raum fällt Vereinen im Integrationsprozess eine besondere Bedeutung zu. Ihre starke Präsenz in Dörfern und kleinen Städten ermöglicht eine „Binnenorientierung wie auch Brückenbildung“ (ebd. S. 38) zwischen den verschiedenen Bevölkerungsgruppen. Allerdings weisen Micksch und Schwier auch darauf hin, dass die Aktivität von Neuzugezogenen in Vereinen nicht zwangsläufig zur Erweiterung von sozialen Kontakten und Beziehungen im Dorf führen (Micksch & Schwier,

2000). Vielmehr stellen Vereine auch wichtige „soziale Monopole“ der Alteingesessenen dar (ebd. S. 21).

Eine Studie der Schader-Stiftung über „Integrationspotenziale in kleinen Städten und Landkreisen“ (2011) in Deutschland zeigt in diesem Zusammenhang auf, dass in ländlichen Gebieten Integrationsangebote seltener vorhanden sind. Auch können sich migrantische Netzwerke dort schwerer als in urbanen Zentren etablieren (Schader-Stiftung, 2011). In ländlichen Regionen stehen Migrantinnen und Migranten folglich oft alleine vor den spezifischen Herausforderungen im Integrationsprozess. Programme wie Sprachförderung in Schulen, Arbeitsintegrationsprogramme und generell Informationsveranstaltungen für Neuankömmlinge sind in ländlichen Regionen kaum ausgebaut (ebd.).

Zu den neu Ankommenden in den ländlichen Regionen gehören auch Migrationsfamilien. In den vergangenen Jahren hat sich die Forschungslage über Migrationsfamilien erheblich verbessert (Geisen 2014, 2015; Geisen, Studer, & Yildiz, 2013b, 2014). Allerdings ist eine Perspektive, „die die Beziehungen der Familienmitglieder und die damit in Zusammenhang stehende Bedeutung des Migrationsprozesses für die Familie berücksichtigt“ (Hamburger & Hummrich, 2007, S. 118), immer noch unzureichend entwickelt. Auch fehlen Studien, die die Situierung, das Handeln und die Perspektiven von Migrationsfamilien an spezifischen Orten und in einem spezifischen sozialen Umfeld untersuchen. Studien, die dies tun, legen den Fokus vor allem auf urbane Gebiete (Geisen, 2015). Über die Lebensstrategien von Migrationsfamilien (Geisen, 2016) in ländlichen Regionen liegen hingegen bislang keine Studien vor.

## Migration und Integration in ländlichen Regionen in der Schweiz

In den meisten ländlichen Regionen der Schweiz ist die Einwanderung grösser als die Abwanderung. Von 1980 bis 2010 liegt die durchschnittliche Bevölkerungszunahme bei 24 %, während sie in der Stadt bei 22 % lag, so betrug sie in den periurbanen ländlichen Räumen 27 % (ARE, 2012, S. 19). Diese Zunahme lässt sich vor allem anhand von Migrationsbewegungen erklären. Es gibt eine Zunahme der sogenannten *lifestyle migration* (Boyle & Halfacree, 1998b,

S. 11). Familien ziehen dabei vor allem wegen der besseren Lebensqualität aufs Land. Sie bevorzugen periurbane Räume, innerhalb deren die Stadtzentren noch gut erreichbar für Arbeit- und Freizeitziele sind. Die periurbanen Gemeinden verzeichnen die stärkste Zuwanderung im ländlichen Raum (ARE, 2012, S. 2). Auch internationale Migration findet in die ländlichen Regionen statt. So haben beispielsweise die ländlichen Gemeinden der Schweiz bis in die Neunzigerjahre hinein eine stärkere Zuwachsrate von internationaler Migration als die städtischen Regionen (BFS, 2013a). Dies kann vor allem auf eine starke Arbeitsmigration in die Industriegebiete der ländlichen Regionen zurückgeführt werden. Mit der zunehmenden Internationalisierung der Wirtschaft setzte jedoch ein Strukturwandel ein, der auch die Arbeitsmigration in den ländlichen Regionen negativ beeinflusste. Trotz einer Zunahme des Ausländeranteils in ländlichen Regionen der Schweiz verzeichnen die meisten ländlichen Regionen, ausser die alpinen Tourismuszentren, mit 14 % einen niedrigeren Ausländeranteil als die städtischen Gebiete (25 %) (ARE, 2012, S. 27).

In der Schweiz liegt nur eine aktuelle Studie zu Migration im ländlichen Raum vor, welche von Cretton, Amrein und Fellay (2012) im Kanton Wallis durchgeführt wurde. Die Studie zeigt auf, dass sich Migrationsbewegungen nicht nur über die Herkunft, sondern vor allem über die Klassen- und Geschlechtszugehörigkeit unterscheiden, wobei das familiäre Netzwerk einen entscheidenden Faktor für den Zuzug in den alpinen Raum darstellt (Cretton et al., 2012). Des Weiteren zeigt sich in der Studie, dass der „Akkulturationsdruck“ in den Dörfern deutlich stärker ist als in den Städten (ebd.). Eine Vielfalt von Zugehörigkeiten, wie sie in Forschungen über Migration in der Stadt hervorgehoben wird, zeigt sich hier kaum (ebd.). In diesem Zusammenhang beobachten Cretton et al., dass die Neuzugezogenen individuelle Alltagsstrategien entwickeln, um Anerkennung in der Dorfgemeinschaft zu erlangen. Sie bemühen sich darum, möglichst unauffällig zu sein und sich zu integrieren. Die soziale Anerkennung im Dorf ist dabei weitgehend Resultat von erfolgreicher Erwerbsarbeit und einer sichtbaren Partizipation am Sozialleben (Cretton et al., 2012). Eine fehlende Erwerbstätigkeit oder (Aus-)Bildung führen demgegenüber zum Verlust von Reputation und sozialem Status innerhalb des Dorfes (ebd.).

Im Kontext von Integrationspolitik werden inzwischen auch die ländlichen Regionen in den Blick genommen. Während die Integrationsförderung in den Städten heute federnführend ist (Wichmann & D’Amato, 2010), werden im ländlichen Raum allerdings bisher nur vereinzelt Integrationsangebote entwickelt und umgesetzt. Im Zuge der Vertiefung der Integrationspolitik fokussiert die Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen (EKM) zunächst auf Wohngebiete in kleinen und mittleren Städten, die „eher schlechten sozialen Zusammenhalt, bauliche Mängel, fehlende Grünflächen und mangelnde Freizeitinfrastrukturen“ aufwiesen (Müller, Zellweger, & Balthasar, 2012, S. 3). Parallel dazu wurde der Blick aber auch auf den ländlichen Raum gerichtet. Im Rahmen des Programms „Periurban“ wurden Anreize zur Entwicklung von Integrationspraxen in ländlichen Gemeinden geschaffen (EKM, 2013).

Die Integrationspolitik für die ländlichen Regionen richtet sich dabei sowohl auf neu einwandernde Personen als auch auf Migrantinnen und Migranten, die bereits Teil der ständigen Wohnbevölkerung sind. Gemäss der schweizerischen Volkszählungsverordnung umfasst die „ständige Wohnbevölkerung: jeweils am Hauptwohnsitz alle: 1. in der Schweiz gemeldeten Personen schweizerischer Staatsangehörigkeit, 2. ausländischen Staatsangehörigen ausserhalb des Asylprozesses mit einer Aufenthalts- oder Niederlassungsbewilligung für mindestens zwölf Monate oder Kurzaufenthaltsbewilligungen für eine kumulierte Aufenthaltsdauer von mindestens zwölf Monaten, 3. Personen im Asylprozess mit einer Gesamtaufenthaltsdauer von mindestens zwölf Monaten“ (Schweizerische Eidgenossenschaft, 2009). Neben niedergelassene Personen, also „ausländische Staatsangehörige ausserhalb des Asylprozesses“, gehören hierzu auch Personen, die eingebürgert wurden oder die als Schweizerinnen und Schweizer in die Schweiz eingewandert sind. Personen mit Kurzaufenthaltsbewilligungen werden ebenso wie Personen im Asylprozess nicht berücksichtigt. Insgesamt zeigt sich, dass Bildung und Erwerbstätigkeit wichtige Bereiche der Integrationspolitik darstellen, an denen die Gestaltung des Alltagslebens von Migrationsfamilien konkretisiert und *Lebensstrategien* und *community attachment* identifiziert werden können.

## Alltagsleben, Lebensstrategien und community attachment

Das *Alltagsleben* und darin eingelagert die Konzepte *Lebensstrategien* und *community attachment*, bilden einen wichtigen Ausgangspunkt für ein besseres Verständnis der Lebenskonzepte von Migrationsfamilien in ländlichen Regionen. Das Alltagsleben umfasst die Gesamtheit an Tätigkeiten, die in einer Gesellschaft als selbstverständlich angesehen werden (Mullis, 2014, S. 42). Es ist der Ort, an dem „und ausgehend von dem die wirklichen *Kreationen* vollbracht werden, jene, die *das* Menschliche und im Laufe ihrer Vermenschlichung *die* Menschen produzieren: *die Taten und Werke*“ (Lefebvre, 1975, S. 298). Die Welt des Menschen ist „durch eben jene mittlere und vermittelnde *Ebene*: das Alltagsleben“ bestimmt (ebd., S. 299). Das Alltagsleben stellt einen spezifischen Bereich, eine gesonderte Ebene innerhalb der Gesamtheit der menschlichen Praxis dar. Es ist auf den Erhalt und die Gestaltung des menschlichen Lebens bezogen. Lefebvre unterscheidet *Zeitlichkeit*, *Notwendigkeit* und *Aneignung* als elementare Formen des Alltagslebens (Lefebvre, 1975, S. 300). Heller (1978) knüpft hier an, indem sie das Alltagsleben als Ebene der individuellen Reproduktion fasst. Es ist der Ort, an dem individuelle Bedürfnisse entstehen, an dem die Menschen nach Befriedigung dieser Bedürfnisse streben und an dem sich diese zumindest teilweise auch erfüllen. Für Heller umfasst das Alltagsleben „die Gesamtheit der Tätigkeiten der Individuen zu ihrer Reproduktion“ (Heller, 1978, S. 24). Die Einheit der Persönlichkeit realisiert sich daher im Alltagsleben, denn „für die Mehrheit der Menschen (...) ist das Alltagsleben 'das' Leben“ (ebd., S. 31). Konkret bedeutet dies, dass der einzelne Mensch sein Leben „objektiviert“: „Der Einzelne formt seine Welt *als seine unmittelbare Umgebung*.“ (ebd., S. 30). Diese Formung geschieht über die Arbeit, sie ist „organischer Bestandteil des Alltagslebens“ (ebd. 1978, S. 117). Die Formung der Welt innerhalb der konkreten, lokalen Zusammenhänge der Menschen, bildet den Ansatzpunkt zum

Verständnis und zur Rekonstruktion der Gerichtetheit des sozialen Handelns. Das Konzept des Alltagslebens versucht eine Antwort hierauf zu geben, indem es sich mit den Bedürfnissen und Möglichkeiten von Menschen an einem konkreten Ort befasst. Es fragt danach, inwieweit diese erfüllt werden und welche Handlungen und Orientierungen daraus resultieren.

Mit Hilfe der Konzepte *Lebensstrategien* und *community attachment* werden die verschiedenen Ebenen miteinander verknüpft. Dem Erstgenannten liegt die Fähigkeit von Menschen zu Grunde, ihr Leben unter gegebenen Bedingungen aktiv zu gestalten und auf eine konkrete Zukunft hin zu entwerfen (Geisen, 2015, 2016). Es ist daher im Kontext einer subjektorientierten Migrationsforschung zu verorten, die davon ausgeht, dass Migrationsprozesse das Resultat von individuellen und kollektiven Aushandlungs-, Entscheidungs- und Gestaltungsprozessen sind (Geisen, 2007). Sie beinhalten die inhaltliche Ausrichtung auf ein spezifisches (Lebens-)Ziel hin und haben den Charakter eines (Lebens-)Entwurfs (Geisen, 2015). Ihnen liegt ein konkretes Gestaltungsprinzip im sozialen Handeln zu Grunde, das normativ fundiert ist. Lebensstrategien können darüber hinaus auch als Resultat von individuellen und kollektiven Lernprozessen verstanden werden und sind selbst Gegenstand von Anpassungen und Veränderungen. Mit Hilfe des Konzepts der Lebensstrategien können daher die normativen, materiellen und handlungsbezogenen Bedingungen bestimmt werden, unter denen die Ausbildung und Umsetzung menschlicher Bedürfnisse erfolgt (ebd.). Dabei zeigt sich, dass Lebensstrategien in spezifischen sozialen Kontexten ausgebildet werden und jeweils an konkreten Orten situiert sind. Sie können erfolgreich sein oder scheitern, an Gegebenheiten angepasst oder widerständig und eigensinnig aufrechterhalten werden, statisch sein oder flexibel (ebd.).

*Community attachment* (Childers & Hickey, 2010; Hickey & Fisher, 2000; Theodori, 2000) bezeichnet die jeweils spezifische Beziehung von Menschen zur *community*<sup>3</sup>, in der sie leben. Es entsteht auf Grund der sozialen Beziehun-

<sup>3</sup> Der englische *community* Begriff kann nur unzureichend ins Deutsche übersetzt werden, daher wird in der Folge der englische Begriff beibehalten. Für die geplante Studie wird *community* nicht als eine feststehende Kategorie verwendet, sondern als Resultat einer subjektiven Identifikation und Positionierung im Kontext eines als begrenzt vorgestellten sozialen Zusammenhangs, wie er etwa durch Begriffe wie Nachbarschaft, Gemeinde oder Dorf zum Ausdruck kommt und als solcher mit anderen geteilt wird.

gen, die Menschen als Teil einer *community* miteinander unterhalten und den hieraus resultierenden bzw. den damit verbundenen sozialen Verpflichtungen. Gerson, Stueve und Fischer (1977) folgend sind für *community attachment* vier Faktoren von Bedeutung: 1) institutionelle Bindungen, insbesondere formale Beteiligungen im Kontext von Erwerbstätigkeit, Schule und Kirche; 2) soziale Aktivitäten, insbesondere Aktivitäten mit Nachbarn und Organisationen in der *community*; 3) enge lokale Kontakte, das bedeutet, dass Verwandte und Freunde in der *community* leben; 4) *affective attachment*, das die Gefühle der Einzelnen zum Ort, an dem er/sie lebt, umfasst (Gerson, Stueve, & Fischer, 1977). Neben den sozialen, auf formale Mitgliedschaft und Interaktionen ausgerichteten Faktoren, werden auch emotionale Bindungen als wichtiges Element von *community attachment* angesehen. Dabei geht es positiv vor allem

um Fragen von Respekt, Achtung, Anerkennung und Wertschätzung, negativ um Fragen von Scham, Angst und Missachtung (Fink-Eitel & Lohmann, 1993; Honneth, 1994; Neckel, 1993; Sennett, 2004). Die vier Elemente sind nicht unabhängig voneinander, vielmehr stellen sie konzeptionelle Bereiche von *community attachment* dar und betonen, dass verschiedene Individuen auf sehr unterschiedliche Weise mit einer *community* verbunden sein können (Hickey, 2011). Die bisherige Forschung zeigt, dass *community attachment* je nach sozialer Zugehörigkeit unterschiedlich ausgebildet wird und sich entlang des Lebenszyklus verändern kann (Hickey, 2001; 2011, S. 6). Weitere relevante Faktoren sind soziale Klassenzugehörigkeit und Aufenthaltsdauer. Insgesamt stellt *community attachment* eine wichtige Ergänzung zur Migrationsforschung dar (Geisen, Hickey, & Karcher, 2004; Hickey, 2011).

## Fazit und Schlussfolgerungen

Der vorliegende Beitrag hat gezeigt, dass internationale Migration nicht nur ein urbanes Phänomen ist, sondern sowohl historisch als auch aktuell den ländlichen Raum mit beeinflusst und gestaltet. Ländliche Regionen sind bislang in der Migrations- und Integrationsforschung noch kaum untersucht worden. Zugleich wird der ländliche Raum, insbesondere im Zusammenhang mit Fluchtmigration, aber auch verstärkt als neuer Siedlungsraum von Migrantinnen und Migranten wahrgenommen. Allerdings ist noch kaum bekannt, mit welchen Herausforderungen Migrantinnen und Migranten in ihrem Alltagsleben in ländlichen Regionen konfrontiert sind. Diese Forschungslücke gilt es daher insbesondere vor dem Hintergrund der sozial- und migrationspolitischen Überlegungen für eine Neuansiedlung von Migrantinnen und Migranten schnellstmöglich zu schliessen. Einen wichtigen Beitrag hierzu kann eine doppelte Fokussierung auf Lebensstrategien und *community attachment* leisten. Denn damit wird einerseits die aktive Gestal-

tung des Alltagslebens von Migrationsfamilien untersucht, andererseits werden ihre Verbindungen und Verflechtungen, die sie mit ihrer sozialen Umgebung in der Gemeinde aufbauen und unterhalten, und damit Fragen von Zugehörigkeit, zum Gegenstand der Untersuchung gemacht. Mit der Fokussierung auf die Situierung von Migrantinnen und Migranten in einem neuen sozialen Kontext werden zugleich auch Kenntnisse über die Adaptations- und Vergesellschaftungsprozesse von Migrantinnen und Migranten, sowie ihrer Familien, in ländlichen Regionen gewonnen. Auf dieser Grundlage können neue Erkenntnisse über Herausforderungen und Bedürfnisse von Migrantinnen und Migranten und ihrer Familien in ländlichen Regionen gewonnen, sowie migrationspolitischer Gestaltungs- und Handlungsbedarf identifiziert werden. Es können so insbesondere neue Impulse für integrationspolitische Massnahmen und Gestaltungsmöglichkeiten für Migrationsfamilien in ländlichen Regionen entstehen.

## Literatur

- ARE. (2003). Monitoring urbaner Raum, Themenkreis B1: Der städtische Raum im Vergleich zum ländlichen Raum, Synthese-Dokument. Bern: Bundesamt für Raumentwicklung, Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation.
- ARE. (2012). Monitoring Ländlicher Raum, Synthesebericht. Bern: Bundesamt für Raumentwicklung, Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation.
- Bauman, Z. (1996). Globalisierung oder Was für die einen Globalisierung, ist für die anderen Lokalisierung. *Das Argument* (217), 653-664.
- Becker, J. (2010). Erdbeerpflücker, Spargelstecher, Erntehelfer. Polnische Saisonarbeiter in Deutschland – temporäre Arbeitsmigration im neuen Europa. Bielefeld: transcript.
- BFS. (2001-2014). Bundesamt für Statistik. Abstimmungen – Detaillierte Daten. Abstimmungsergebnisse ab 2001. Retrieved 20.08.2014, from <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/17/03/blank/data/01.html>
- BFS. (2009). Demographisches Porträt der Schweiz. Neuchâtel: Bundesamt für Statistik.
- BFS. (2013a). Bundesamt für Statistik. Bevölkerungsstand- und Struktur. Detaillierte Daten. Retrieved 06.01.14, from <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/01/02/blank/data/01.html>
- BFS. (2013b). Bundesamt für Statistik. Räumliche Verteilung: Agglomerationen, Stadt und Land. Ständige Wohnbevölkerung im städtischen und ländlichen Raum. Retrieved 02.04.2014, from [http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/01/02/blank/key/raeumliche\\_verteilung/agglomerationen.html](http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/de/index/themen/01/02/blank/key/raeumliche_verteilung/agglomerationen.html)
- Bopp, T., & Affolter, S. (2013). Vom helvetischen Flüchtling bis zu neuen Formen neukolonialer Knechtschaft in der Landwirtschaft. In R. Gurny & T. Ueli (Eds.), *Arbeit ohne Knechtschaft – Bestandsaufnahme und Forderungen rund ums Thema Arbeit*. (pp. 94-111). Zürich: Edition 8.
- Boyle, P., & Halfacree, K. (1998a). Migration. Ruality and the Post-Productivist Countryside. In P. Boyle & K. Halfacree (Eds.), *Migration into Rural Areas: Theories and Issues*. (pp. 1-20). West Sussex, UK: John Wiley & Sons Ltd.
- Boyle, P., & Halfacree, K. (Eds.). (1998b). *Migration into rural areas: theories and issues*. Chichester: Wiley.
- Chamakalayil, L., Gilliéron, G., Günes, S., Hill, M., & Imsirovic, E. (2015). Marginalisierte Quartiere? Positionierungen und Deutungen von Bewohner\_innen. In T. Geisen, C. Riegel & E. Yildiz (Eds.), *Migration und Urbanität*. Wiesbaden: Springer VS, im Druck.
- Charmaz, K. (2014). *Constructing Grounded Theory* (2nd ed.). London: Sage.
- Childers, M. A., & Hickey, A. A. (2010). *Social Capital and Second Home Development in Rural Communities*. Working Paper. Western Carolina University. Cullowhee.
- Coakley, L., & Einri, P. M. (2009). Migration to Rural Ireland: A North Cork Case Study. In B. Jentsch & M. Simard (Eds.), *International migration and rural areas: cross-national comparative perspective*. (pp. 99-126). Farnham: Ashgate.
- Cox, P., & Geisen, T. (2014). Migration Perspectives in Social Work Research: Local, National and International Context. *British Journal of Social Work*, 1-17. doi: 10.1093/bjsw/bcu044
- Cretton, V., Amrein, T., & Fellay, J.-C. (2012). Racines et Boutures. Migrants et identités locales dans le Bas-Valais. Sembrancher: CREPA.
- D'Amato, G. (2010). Das Fremde in der Schweiz. *Schweizerisches Jahrbuch für Entwicklungspolitik*, 27(2), 177-195.
- Duchêne-Lacroix, C., & Mäder, P. (2013). Hier und Dort: Ressourcen und Verwundbarkeiten in multilokalen Lebenswelten. In C. Duchêne-Lacroix & P. Mäder (Eds.). Basel: Itinera. Schweizerische Gesellschaft für Geschichte.
- EKM. (2013). Modellvorhaben „periurban-Zusammenleben im ländlichen Raum“ der Eidgenössischen Kommission für Migrationsfragen, Abschliessender Evaluationsbericht 2009–2011. Bern: Eidgenössische Kommission für Migrationsfragen.
- Fink-Eitel, H., & Lohmann, G. (Eds.). (1993). *Zur Philosophie der Gefühle*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Friebertshäuser, B., & Panagiotopoulou, A. (2010). Ethnographische Feldforschung. In B. Friebertshäuser & H. Boller (Eds.), *Handbuch qualitative Forschungsmethoden in der Erziehungswissenschaft* (3. vollständig überarb. Aufl., Neuausg. ed., pp. 1000 S.). Weinheim: Juventa.
- Geertz, C. J. (2003). *Dichte Beschreibung. Beiträge zum Verstehen kultureller Systeme*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Geisen, T. (1996). *Antirassistisches Geschichtsbuch. Quellen des Rassismus im kollektiven Gedächtnis der Deutschen*. Frankfurt am Main: IKO.
- Geisen, T. (2007). Der Blick der Forschung auf Jugendliche mit Migrationshintergrund. In C. Riegel & T. Geisen (Eds.), *Jugend, Zugehörigkeit, und Migration* (pp. 27-60). Wiesbaden: VS verlag.
- Geisen, T. (2014). Multilokale Existenzweisen von Familien im Kontext von Migration. Herausforderungen für Forschung und Theorieentwicklung. In T. Geisen, T. Studer & E. Yildiz (Eds.), *Migration, Familie und Gesellschaft. Beiträge zu Theorie, Kultur und Politik* (pp. 27-58). Wiesbaden: Springer VS.
- Geisen, T. (2015). Lebensstrategien im Kontext von Arbeit und Migration. Ein Beitrag zu einer subjektorientierten Migrationsforschung. In T. Geisen & M. Ottersbach (Eds.), *Arbeit, Migration und Soziale Arbeit. Prozesse der Marginalisierung in modernen Arbeitsgesellschaften*. Wiesbaden: Springer VS (im Erscheinen).
- Geisen, T. (2016). Lebensstrategien von Migrationsfamilien in der Schweiz. Über das Alltagshandeln in marginalisierten Stadtteilen. *Das Argument* (318), 548-558.
- Geisen, T., & Gilliéron, G. (2014). Ambivalence of Social Relation and Local Attachment: New Challenges for Research on Migrant Families? Paper presented at the ISA 2014, Yokohama, Japan.
- Geisen, T., Hickey, A. A., & Karcher, A. (Eds.). (2004). *Migration, Mobility, and BorderS. Issues of Theory and Policy*. Frankfurt am Main: IKO.
- Geisen, T., Jurt, L., & Roulin, C. (2013). Trennungssituationen von Eltern und Kindern in transnationalen Familien (pp. 73). Olten: Hochschule für Soziale Arbeit FHNW.
- Geisen, T., Studer, T., & Yildiz, E. (2013a). Migration und Familie im Kontext von Bildung, Gender und Care. In T. Geisen, T. Studer & E. Yildiz (Eds.), *Migration, Familie und soziale Lage. Beiträge zu Bildung, Gender und Care* (pp. 1-13). Wiesbaden: Springer VS.
- Geisen, T., Studer, T., & Yildiz, E. (Eds.). (2013b). *Migration, Familie und soziale Lage. Beiträge zu Bildung, Gender und Care*. Wiesbaden: Springer VS.
- Geisen, T., Studer, T., & Yildiz, E. (Eds.). (2014). *Migration, Familie und Gesellschaft. Beiträge zu Theorie, Kultur und Politik*. Wiesbaden: Springer VS.
- Gerson, K., Stueve, C. A., & Fischer, C. S. (1977). Attachment to place. In C. S. Fischer (Ed.), *Networks and Places: Social Relations in the Urban Setting*. New York: The Free Press. New York: The Free Press.
- Giddens, A. (1993). Tradition in der post-traditionalen Gesellschaft. *Soziale Welt*, 44. Jahrg. (H. 4), 445-485.
- Giddens, A. (1997). *Die Konstitution der Gesellschaft*. Frankfurt am Main: Campus.
- Girtler, R. (2001). *Methoden der Feldforschung* (4., völlig neu bearb. Aufl. ed.). Köln: Böhlau.
- Glaser, B. G., & Strauss, A. L. (1967). *The discovery of grounded theory strategies for qualitative research*. New York: de Gruyter.



- Glick Schiller, N., & Wimmer, A. (2002). Methodological nationalism and beyond: nation-state building, migration and the social scienceS. *Global Network*, 2(4 (2002)), 301-334.
- Gyr, U. (2013). *Schnittstelle Alltag. Studien zur lebensweltlichen Kulturforschung*. Münster: Waxmann Verlag.
- Hahn, S. (2012). *Historische Migrationsforschung*. Frankfurt am Main: Campus.
- Hamburger, F., & Hummrich, M. (2007). Familien und Migration. In J. Ecaarius (Ed.), *Handbuch Familie* (pp. 112-136). Wiesbaden: VS Verlag.
- Harzig, C., & Hoerder, D. (2009). *What is Migration History?* Cambridge: Polity Press.
- Heller, A. (1978). *Das Alltagsleben. Versuch einer Erklärung der individuellen Reproduktion*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Helsper, W., Hummrich, M., & Kramer, R.-T. (2010). Qualitative Mehrebenenanalyse. In B. Friebertshäuser & H. Boller (Eds.), *Handbuch Qualitative Forschungsmethoden in der Erziehungswissenschaft*. (pp. 119-135). Weinheim/München: Juventa.
- Hickey, A. A. (2001). Gambling and the Economic Security of the American Indian: The Case of the Eastern Band of the CherokeeS. In T. Geisen & A. Karcher (Eds.), *Grenze: Sozial – Politisch – Kulturell*. Frankfurt am Main: IKO.
- Hickey, A. A. (2011). *Community Attachment and Migration*. Working Paper. Western Carolina University. Cullowhee.
- Hickey, A. A., & Fisher, F. H. (2000). *Community Attachment and the Utilization on Downtown Amenities*S. Paper presented at the Annual Meeting of the Rural Sociological Society, Washington, D.C.
- Hilti, N. (2011). *Lebenswelten multilokal Wohnender. Eine Betrachtung des Spannungsfeldes von Bewegung und Verankerung*. Wiesbaden: Springer VS.
- Hoerder, D. (2002). *Cultures in Contact. World Migrations in the Second Millennium*. Durham/London: Duke University Press.
- Hoerder, D., & Knauf, D. (1992). *Aufbruch in die Fremde. Europäische Auswanderung nach Übersee*.
- Honneth, A. (1994). *Kampf um Anerkennung*. Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Hugger, P. (1984). *Kleinhüningen, von der „Dorfidylle“ zum Alltag eines Baseler Industriequartiers*S. Basel: Birkenhäuser.
- Jeggle, U., & Ilien, A. (1978). Die Dorfgemeinschaft als Not- und Terrorzusammenhang. In H.-G. Wehling (Ed.), *Dorfpolitik* (pp. 38-53). Opladen: Leske & Budrich.
- Jensen, L., & Yang, T.-C. (2009). Taken by Surprise: New Immigrants in the Rural United StateS. In B. Jentsch & M. Simard (Eds.), *International migration and rural areas: cross-national comparative perspective*S. (pp. 17-42). Farnham: Ashgate.
- Jentsch, B., & Simard, M. (2009a). Conclusion: Comparative Perspectives on Rural Immigrants' Integration. In B. Jentsch & M. Simard (Eds.), *International Migration and Rural Areas: Cross-National Comparative Perspective*S. (pp. 179-196). Farnham: Ashgate.
- Jentsch, B., & Simard, M. (Eds.). (2009b). *International migration and rural areas: cross-national comparative perspective*S. Farnham: Ashgate.
- Kanton Solothurn. (2009). *Integration Migrantinnen und Migranten. Leitbild und Konzept*. Solothurn und Olten.
- Kanton Solothurn. (2014a). *Statistik – Eckdaten zu den Solothurner Gemeinden, den Bezirken sowie zum Kanton*. Retrieved 16.09.14, from <http://www.so.ch/departemente/finanzen/amt-fuer-finanzen/statistik/eckdaten.html>
- Kanton Solothurn. (2014b). *Wahlen/Abstimmungen*. Archiv. 2014. Retrieved 20.08.14, from <http://www.so.ch/staatskanzlei/volksrechte/wahlenabstimmungen/archiv/2014.html>
- Kempf, A. O. (2013). *Biographien in Bewegung. Transnationale Migrationsverläufe aus dem ländlichen Raum von Ost- nach Westeuropa*. Wiesbaden: Springer VS.
- Landrecht. *Volkszählungsverordnung*. § AS 2009 241 Art. 2 (2009).
- Lefebvre, H. (1975). *Kritik des Alltagslebens*S. Reinbek bei Hamburg: Rohwohlt.
- Lefebvre, H. (1977). *Die Produktion des städtischen Raums*S. Architektur (2002), 1 (01), 4-20.
- Lucassen, J., & Lucassen, L. (1997). Migration, Migration History, History: Old Paradigms and New PerspectiveS. In J. Lucassen & L. Lucassen (Eds.), *Migration, Migration History, History. Old Paradigms and New Perspectives* (pp. 9-40). Bern: Peter Lang.
- Lüthi, C. (2009). *Mittelland (Region). Historisches Lexikon der Schweiz*. Retrieved 21.08.2014, from <http://www.hls-dhs-dss.ch/textes/d/D8566.php>
- Micksch, J., & Schwier, A. (2000). *Fremde auf dem Lande*. Frankfurt a.M.: Otto Lembeck.
- Müller, F., Zellweger, E., & Balthasar, A. (2012). Evaluation des Programms „Projets urbains“ – Gesellschaftliche Integration in Wohngebieten. Schlussbericht zur 1. Phase (2008 bis 2011). Luzern: Interface/Evaluanda.
- Mullis, D. (2014). *Recht auf die Stadt. Von der Selbstverwaltung und radikaler Demokratie*. Münster: UNRAST-Verlag.
- Neckel, S. (1993). Achtungsverlust und Scham. Die soziale Gestalt eines existentiellen Gefühls. In H. Fink-Eitel & G. Lohmann (Eds.), *Zur Philosophie der Gefühle* (pp. 244-265). Frankfurt am Main: Suhrkamp.
- Noller, P. (2000). *Globalisierung, Raum und Gesellschaft: Elemente einer modernen Soziologie des Raumes*S. *Berliner Journal für Soziologie*, 1, 21-48.
- Ottersbach, M. (2009). *Jugendliche in marginalisierten Quartieren Deutschland*S. In M. Ottersbach & T. Zitzmann (Eds.), *Jugendliche im Abseits*S. Zur Situation in französischen und deutschen marginalisierten Quartieren, (pp. 51-76). Wiesbaden: VS Verlag.
- Piguet, E. (2006). *Einwanderungsland Schweiz fünf Jahrzehnte halb geöffnete Grenzen*. Bern: Haupt.
- Przyborski, A., & Wohlrab-Sahr, M. (2010). *Qualitative Sozialforschung ein Arbeitsbuch* (3., korr. Aufl. ed.). München: Oldenbourg.
- Reuschke, D. (2010). *Multilokales Wohnen. Raum-zeitliche Muster multilokaler Wohnarrangements von Shuttles und Personen in einer Fernbeziehung*. Wiesbaden: Springer VS.
- Reutlinger, C. (2013). Das Dorf ist nicht immer „gut“ und „solidarisch“. *terra cognita*(22), 50-53.
- Riegel, C., & Yildiz, E. (2011). *Jugendliche mit Migrationshintergrund. Akteure einer Lebenswirklichkeit oder determinierte Andere?* In A. Phol, B. Stauber & A. Walther (Eds.), *Jugend – Akteure sozialen Wandel*S. Weinheim, München: Juventa Verlag.
- Rosenthal, G. (2005). *Die Biografie im Kontext der Familien- und Gesellschaftsgeschichte*. In B. Völter, B. Dausien, H. Lutz & G. Rosenthal (Eds.), *Biographieforschung im Diskurs* (pp. 46-64). Wiesbaden: VS Verlag.
- Schader-Stiftung. (2011). *Integrationspotenziale in kleinen Städten und Landkreisen. Ergebnisse des Forschungs-Praxis-Projektes*S. Darmstadt: Schader-Stiftung.
- Schmidt, T. 2011. *Einheimische und Zugereiste. Partizipation und soziale Modernisierung im ländlichen Raum*. Wiesbaden: Springer VS.
- Schönhuth, M., Gamper, M., Kronenwett, M., & Stark, M. (Eds.). (2013). *Visuelle Netzwerkforschung. Qualitative, quantitative und partizipative Zugänge*. Bielefeld: transcript.
- Sennett, R. (2004). *Respekt im Zeitalter der Ungleichheit*. Berlin: Berliner Taschenbuchverlag.
- Simard, M. (2009). *Retention and Departure Factors Influencing Highly Skilled Immigrants in Rural Areas: Medical Professionals in Quebec, Canada*. In B. Jentsch & M. Simard (Eds.), *International migration and rural areas: cross-national comparative perspective*S. (pp. 43-74). Farnham: Ashgate.
- Simard, M., & Jentsch, B. (2009). *Introduction: key Issues in Contemporary Rural Immigration*. In B. Jentsch & M. Simard



- (Eds.), *International Migration and Rural Areas: Cross-National Comparative Perspectives* (pp. 1-16). Farnham: Ashgate.
- Stadt Olten. (2008). *Leitbild der Stadt Olten*. Olten.
- Strauss, A., & Corbin, J. (1996). *Grounded Theory. Grundlagen Qualitativer Sozialforschung*. Weinheim.
- Theodori, G. L. (2000). Levels of Analysis and Conceptual Clarification in Community Attachment and Satisfaction Research: Connections to Community Development. *Journal of the Community Development Society*, 31(1), 35-58.
- Tibe Bonifacio, G. (Ed.). (2014). *Gender and Rural Migration: realities, conflict and change*. New York: Routledge.
- Tobler, G. (2013). *Coopération au-delà des frontières*. *S. terra cognita*(22), 20-24.
- Tönnies, F. (1991). *Gemeinschaft und Gesellschaft*. Darmstadt: Wissenschaftliche Buchgesellschaft.
- Von Arx, C. (2014). Stadtnähe plus Finanzkraft gab Neigung zum Nein. Zuwanderungsinitiative: Was die Verteilung der Ja-Stimmen-Anteile auf die Solothurner Gemeinden aussagen kann., *Oltner tagblatt* vom 12. Februar 2014, S. 9.
- Vuilleumier, M. (2010). Schweiz. In K. J. Bade, P. C. Emmer, L. Lucassen & J. Oltmer (Eds.), *Enzyklopädie Migration in Europa. Vom 17. Jahrhundert bis zur Gegenwart* (pp. 189-204). Paderborn/München: Ferdinand Schöningh, Wilhelm Fink.
- Wagner, M., Fialkowska, K., Piechowska, M., & Lukowski, W. (2013). *Deutsches Waspulver und polnische Wirtschaft: Die Lebenswelt polnischer Saisonarbeiter*. Bielefeld: transcript.
- Wecker, R. (2014). *Neuer Staat – neue Gesellschaft. Bundesstaat und Industrialisierung (1848-1914)*. In G. Kreis (Ed.), *Die Geschichte der Schweiz* (pp. 430-481). Basel: Schwabe Verlag.
- Wichmann, N., & D'Amato, G. (2010). *Migration und Integration in Basel-Stadt ein „Pionierkanton“ unter der Lupe*. Neuchâtel: SFM.
- Zinn-Thomas, S. (2010). *Fremde vor Ort. Selbstbild und regionale Identität in Integrationsprozessen. Eine Studie im Hunsrück*. Bielefeld: transcript.



CDMH, Archives photographiques, © Dario Cieol, 2011, 4 et 5 mai. Vues du quartier «Italien»



### III

## Patrimoine / Kulturerbe



CDMH, Archives photographiques, Fonds ACAQI

Le Café Cappelari et la «Cappelarigässel» au quartier « Italien ». Le panneau publicitaire annonçant la présence d'un téléviseur dans le local permet de dater le cliché du tournant des années 1969/70.

## Rendre visible la « mémoire » de l'immigration ? Lecture à partir d'actions culturelles en région

*Laure Teulières et Fabienne Souchet*

Le thème de la mémoire de l'immigration s'est affirmé durant la dernière décennie à travers quantités d'actions culturelles portées par des associations recevant pour cela le soutien d'organismes publics. C'est à l'échelle d'une région française, en l'occurrence Midi-Pyrénées et sa capitale Toulouse, que l'on interrogera cet engouement, le type de démarches auxquelles il a pu donner lieu, les effets induits par des réalisations tentant ainsi de faire oeuvre de mémoire et de transmission.

Interroger le patrimoine des migrations à l'échelle de l'Europe engage incontestablement un effort d'approfondissement d'une notion qui ne se conçoit pas exactement dans les mêmes termes selon les pays et les traditions nationales. On s'accorde à considérer que le patrimoine se rapporte à des éléments pérennes, qu'ils soient matériels (lieux, sites, bâtiments, archives) ou immatériels (traditions, récits, chants, etc.). Dans une conception plus dynamique, on peut également être amené à considérer des initiatives culturelles de tous types qui prétendent d'une façon ou d'une autre faire oeuvre de mémoire, s'en saisir, la faire vivre et la transmettre. En France, l'enjeu conjoint de l'histoire et la mémoire de l'immigration a été souligné bien

des fois, notamment par le rapport anticipant la création de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI)<sup>1</sup> ; reprenant l'approche de Benedict Anderson<sup>2</sup>, l'ethnologue Michel Rautenberg<sup>3</sup> a finement analysé la difficulté à faire entrer l'immigration dans la « communauté imaginée » de la nation. L'objectif est ici de dégager quelques éléments de réflexion à partir d'actions culturelles affirmant s'intéresser aux mémoires touchant à l'immigration, et cela dans un cadre régional puisque centré sur Midi-Pyrénées et sa capitale Toulouse.

La base de données des projets et acteurs repérés par la CNHI en amont même de son ouverture au public a fourni un corpus indicatif permettant des comparaisons entre régions<sup>4</sup>. En terme d'émergence de projets mémoriels, cette base laissait apparaître au début de l'année 2006 que Midi-Pyrénées se situait à une position médiane dans le sud de la France. Elle comptait 28 projets, soit deux fois moins que la région Aquitaine voisine, mais plus que le Languedoc-Roussillon qui lui est contigüe sur la façade méditerranéenne. Par contre, alors qu'elle se place au 8<sup>e</sup> rang des régions françaises en nombre total d'immigrés, Midi-Pyrénées apparaissait globalement en retard à l'échelle de la France, comparée à des régions à plus faible immigration où étaient pourtant repérés plus de projets sur le sujet.

Ce panorama a été complété par une étude<sup>5</sup> portant spécifiquement sur les actions relatives

<sup>1</sup> Driss El Yazami et Rémy Schwartz, « Rapport pour la création d'un centre national de l'histoire et des cultures de l'immigration », Migrations, oct.-déc. 2001, n°19.

<sup>2</sup> Benedict Anderson, L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme, Paris, La Découverte, 2006 [1983].

<sup>3</sup> Michel Rautenberg, « Les communautés imaginées de l'immigration dans la construction patrimoniale », Cahiers de Framespa, 2007/1, n° 2. [en ligne] <<http://framespa.revues.org/274>>.

<sup>4</sup> Claire Andrieu, « La mémoire de l'immigration en France : Premier essai de cartographie et d'analyse des projets », Hommes et migrations, mars-avril 2006, n° 1260, pp. 129-135.

<sup>5</sup> Etude réalisée par la sociologue Fabienne Souchet (cabinet In Situ Consultants), in Laure Teulières (dir.), Histoire et mémoire des immigrations en région Midi-Pyrénées, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles, Rapport pour l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSE), juin 2007.

à la mémoire de l'immigration financées par la Direction régionale de Midi-Pyrénées du Fonds d'action et de soutien à l'intégration et à la lutte contre les discriminations (FASILD)<sup>6</sup>. La méthodologie retenue comportait à la fois un repérage de l'ensemble des actions subventionnées à ce titre depuis 2000, ainsi qu'une analyse qualitative des actions soutenues au cours de l'année 2005, à la fois dans leur contenu et leurs conditions d'émergence.

Il faut rappeler que, dans le cadre de la politique de la ville, le FAS s'est investi dès les années 1990 dans des projets culturels intégrant les populations issues de l'immigration. Autre élément de contexte, la mise en évidence que les actions travaillant l'histoire et/ou la mémoire de populations et/ou de territoires<sup>7</sup> ont bien souvent joué un rôle d'accompagnement des politiques urbaines, notamment pour les populations confrontées à une transformation brutale et douloureuse de leur quartier. Dans l'évolution de l'établissement public FASILD, la mission de lutte contre les discriminations a marqué la fin de l'intervention exclusive en direction des publics immigrés et le développement d'actions tournées vers la société d'accueil, autrement dit la société française dans son ensemble. Le thème de la mémoire est ainsi devenu un champ d'action à part entière, dans le but « d'activer l'histoire et la mémoire pour combattre les discriminations raciales au sein de la société française plutôt que pour favoriser l'intégration des primo-arrivants »<sup>8</sup>.

Un repérage plus large des actions mémorielles en Midi-Pyrénées a été mené à travers un

questionnaire adressé au tissu associatif régional<sup>9</sup> pour mieux connaître son rôle sur le champ de la mémoire de l'immigration. Le type d'actions recensées s'est révélé très proche de celles financées par le FASILD, en termes de localisation géographique – essentiellement centrées sur le département de la Haute-Garonne – ou de vocation – surtout des structures à caractère culturel et socioculturel, suivies de celles oeuvrant dans l'action et/ou l'insertion sociale, et marginalement de sport et loisirs. Les associations communautaires sont apparues absentes et les populations concernées par les projets sont majoritairement celles immigrées au sens large. Ces coïncidences s'expliquent en partie par la méthodologie suivie. Les différents fichiers utilisés pour adresser le questionnaire ont indiscutablement laissé certaines associations de côté, notamment celles n'intervenant pas directement sur le thème des migrations. Malgré la large diffusion de l'enquête, une difficulté subsiste donc pour appréhender l'ensemble des acteurs intervenus sur le champ de la mémoire.

Ces divers instruments d'investigation ont néanmoins permis d'éclairer le contexte local. C'est en 2003 que la thématique a fait son entrée au sein de la Commission régionale pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (CRILD)<sup>10</sup>, via un document interne intitulé « Mémoires. Toulouse 2003-2006 ». Son objectif était de faire réfléchir et travailler l'ensemble des partenaires institutionnels et associatifs sur la thématique « De la mémoire coloniale à la mémoire de l'immigration », par l'intermédiaire d'un programme d'actions culturelles,

<sup>6</sup> Le Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille (FAS) a été créé en 1958, en pleine guerre d'Algérie, dans le cadre du Plan Constantine. Cet établissement public sous tutelle de l'État était chargé de mettre en œuvre la politique d'intégration en faveur des populations immigrées. Fin 2001, le FAS est devenu le FASILD, son champ d'intervention étant étendu à la lutte contre les discriminations « raciales ». En octobre 2006, l'organisme a été fondu dans l'Agence nationale de cohésion sociale et pour l'égalité des chances (ACSE), dont chaque délégation régionale a été ensuite démantelée au sein de la Direction régionale de la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS) existant au sein de la préfecture.

<sup>7</sup> Analyse portant sur un corpus d'actions de terrain de 1976 à 2000. Association L'Entre Deux, Jean-Barthélémy Debost, Répertoire analytique des actions de terrain travaillant l'histoire et/ou la mémoire des populations et/ou des territoires, Rapport dans le cadre du programme interministériel « Mémoires, production de sens et de récit de et dans la ville », 2003.

<sup>8</sup> Frédéric Callens, « Mémoire de l'immigration et lutte contre les discriminations à l'épreuve des territoires : le cas de la région Midi-Pyrénées », in Laure Teulière et Sylvie Toux (dir.), *Migrations, mémoires, musées*, Toulouse, Editions Framespa, coll. Méridiennes, 2008, pp. 169-182.

<sup>9</sup> Cette enquête, menée en collaboration avec le centre de ressource COFRIMI, a permis d'adresser un questionnaire à près d'un millier de structures couvrant une large gamme d'associations culturelles, socio-culturelles ou dites communautaires, d'établissements de l'Éducation nationale (lycées, collèges, écoles), certaines radios locales, les syndicats, des Maisons des jeunes et de la culture, des structures d'insertion dans les domaines de l'alphabétisation, de la formation, de l'hébergement ou de l'aide au logement, etc. Il y a eu une centaine de réponses (soit 10 % de questionnaires complétés), dont environ un tiers des structures déclarant avoir initié une ou des actions mémorielles.

<sup>10</sup> Les CRILD sont un lieu de débat et de réflexion sur les politiques publiques, composées à parité de représentants de l'État, de collectivités territoriales et d'établissements publics, de personnes compétentes et de représentants associatifs.



pédagogiques et scientifiques. Ce fut le point de départ en Midi-Pyrénées de l'élan « mémoire » appuyé par le FASILD. De façon concomitante, un programme d'étude piloté au niveau national, intitulé « Cultures, villes et dynamiques sociales », a donné lieu à une étude menée sur le terrain à Toulouse<sup>11</sup>. En pointant les liens entre mémoire de l'immigration, mémoire coloniale et mémoire urbaine et en suggérant de répondre à une demande sociale d'information et de connaissance en la matière, ce travail a donné lieu à plusieurs formes de restitution publique, puis à la publication d'un livre d'histoire grand public<sup>12</sup> largement subventionné, comme dans d'autres régions de France où des ouvrages similaires ont été réalisés.

L'appropriation de la thématique par l'ensemble des acteurs locaux explique la montée en charge des actions mémorielles au plan régional. De seulement 3 actions subventionnées par le FASILD en 2000, ayant pour thème l'histoire ou la mémoire de l'immigration, on passe à 30 projets en 2005 et à près de 50 pour la campagne 2006. L'année 2003 apparaît bien comme l'année charnière de cette montée en charge avec la création de la ligne budgétaire « favoriser la valorisation de l'histoire, de la mémoire et des patrimoines culturels ». Financièrement, on est passé d'une représentation marginale des actions mémorielles au sein du budget culturel de l'établissement (moins de 10 % en 2000), à plus de 80 % en 2005. Les montants consacrés à la mémoire ont ainsi été multipliés par 15 en six ans, suivant la même progression que le développement des projets, eux multipliés par 17. Par contre, la fourchette de financement a été extrêmement large, du fait de la grande hétérogénéité des projets et des moyens qu'ils mobilisaient. Ces projets ont d'ailleurs trouvé de plus en plus de soutien du côté d'autres financeurs publics<sup>13</sup>, notamment sur des crédits de politique de la ville. Les actions ayant trait à l'histoire et/ou la mémoire de l'immigration ont dépassé le seul axe budgétaire créé à cet effet et

traversé toutes les thématiques de la politique du FASILD de soutien à l'intégration et de lutte contre les discriminations, auprès de publics variés (élèves, enseignants, professionnels, habitants de quartiers, migrants et non migrants) et par des stratégies et des supports extrêmement diversifiés.

Mais cette montée en puissance des initiatives mémorielles doit être tempérée par le constat d'un maillage très déséquilibré du territoire en la matière. A l'échelle de la région Midi-Pyrénées, l'analyse du répertoire de projets de la CNHI montrait que 5 départements sur 8 ne comptabilisaient aucun projet. Du côté des actions soutenues par le FASILD, sur les 30 financées en 2005 on n'en trouvait que deux qui soient hors du département de la Haute-Garonne, ce qui traduit un déséquilibre grandissant dans la répartition des projets entre ville et campagne, pôle urbain régional (Toulouse) et villes moyennes. De plus, environ un quart des actions menées dans l'agglomération toulousaine étaient centrées sur la mémoire d'un quartier, ces quartiers ayant la particularité d'être des sites relevant de la politique de la ville.

De toute évidence, dans ces quartiers d'habitat social et de copropriétés verticales des années 1960-1970 – qui ont dans l'agglomération toulousaine la particularité de ne pas être des banlieues mais des quartiers périphériques de la commune centre – la forte concentration des immigrés des pays d'Afrique subsaharienne et du Maghreb produit et renforce l'effet de visibilité de « l'immigré » dans ces territoires urbains. Frappées plus que toute autre par le chômage et l'échec scolaire, ces populations subissent en outre des discriminations dans l'accès au logement qui aboutissent à des logiques de fléchage et de relégations dans ces quartiers déqualifiés. Ces situations d'exclusion sociale sont en partie le résultat de représentations et de pratiques discriminantes de la part de la société française et de ses institutions (école, entreprises, bailleurs, etc.). L'enjeu mémoriel apparaît donc aux yeux

<sup>11</sup> ACHAC, *Mémoire de l'immigration, mémoire coloniale, mémoire urbaine*, Rapport pour le programme interministériel « Cultures, villes et dynamiques sociales », Ministère de la Culture et de la Communication, Délégation interministérielle à la Ville, FASILD, 2003.

<sup>12</sup> Pascal Blanchard (dir.), *Sud-Ouest porte des outre-mers. Un siècle d'histoire coloniale et d'immigration des Suds, du Midi à l'Aquitaine*, Toulouse, Milan, 2006.

<sup>13</sup> Conseil régional de Midi-Pyrénées, Conseil général de Haute-Garonne, Ville de Toulouse, Préfecture, Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Midi-Pyrénées qui représente le ministère de la Culture...

des pouvoirs publics avec plus d'urgence dans ces zones, au point sans doute de prendre le dessus sur une émergence spontanée de mémoire dans d'autres territoires où pourtant les vagues migratoires ont fortement marqué l'histoire locale.

L'arrondissement de Toulouse concentre certes 40 % de la population immigrée de la région lors du recensement de 1999<sup>14</sup>. Mais une des spécificités de Midi-Pyrénées réside dans le fait que les immigrés y sont plus présents dans les campagnes que dans le reste du pays (24,3 % contre 9,9 % en France) : c'est le résultat de l'implantation préférentielle des vagues migratoires antérieures à la Seconde Guerre mondiale, Espagnols et Italiens en particulier, et dans une moindre mesure les Polonais, ainsi que du fait de l'appoint immigré dans le salariat agricole (saisonniers). Pourtant, dans les projets financés par la Direction régionale du FASILD, on ne retrouve presque aucune trace de cette mémoire immigrée rurale ni non plus des migrations ouvrières des anciens pôles industriels ou des bassins miniers du Tarn (Cagnac et Carmaux) ou de l'Aveyron (Decazeville).

Interrogée à travers les initiatives mémorielles, la représentation de l'histoire de l'immigration en Midi-Pyrénées apparaît donc tronquée au regard de la réalité socio-démographique et économique de l'immigration dans cette région. Les projets reflètent par contre les difficultés et les points d'achoppement pour la société aujourd'hui, à savoir l'insertion des populations immigrées ou issues de l'immigration récente, reléguées dans les quartiers d'habitat social des grandes agglomérations. La prolifération d'actions mémorielles en lien avec les enjeux des politiques dites de « déve-

loppement social urbain » recoupe ce qui a déjà été mis en lumière par ailleurs<sup>15</sup>. Car cet engouement mémoriel bénéficie des effets accélérateurs des politiques et financements publics, entraînant parfois une certaine redondance des actions (multiples recueils de témoignages par exemple), un défaut de capitalisation, voire une perte de sens ainsi que l'a pointé par exemple Catherine Foret dans ses analyses<sup>16</sup>.

Quelle mémoire immigrée est ainsi portée sur le devant de la scène ? Il est à souligner que les projets recensés depuis 2000 en Midi-Pyrénées ne sont pour la plupart pas centrés sur une immigration particulière. On note toutefois une visibilité toute relative de l'histoire et de la mémoire immigrée africaine, pas anodine compte tenu du contexte national de débat autour du passé colonial de la France<sup>17</sup>. De ce point de vue, les actions mémorielles subventionnées reflètent peu les spécificités migratoires régionales ; il n'y a pas de lien entre l'importance démographique d'une migration dans la région et le nombre de projets lui étant consacrés. Elles sont plutôt le résultat d'une demande sociale et institutionnelle qui traduit la réflexion engagée par la France autour de son identité, de son modèle d'intégration et de son histoire contemporaine. Ce type de préoccupation a par exemple justifié un travail de près de deux ans lancé par le Cercle Condorcet du Midi toulousain, la Fédération de la Haute-Garonne de la Ligue de l'enseignement avec le Musée départemental de la Résistance et la Déportation<sup>18</sup>.

Il faut souligner la quasi-absence de projets portés par des « communautés » parmi les initiatives du corpus étudié. Les seuls repérés concernent l'Afrique. Il s'agit de Palabres sans frontières – destiné à faire découvrir la culture

<sup>14</sup> INSEE, Atlas des populations immigrées. Midi-Pyrénées, INSEE Midi-Pyrénées Publications, série « Etudes. Les dossiers de l'INSEE », avril 2005, n° 127.

<sup>15</sup> Olivier Chavanon, « Politiques publiques et mémoire des populations urbaines », *Diasporas. Histoire et sociétés*, 2005/1, n° 6, pp. 60-70. Leïla Bencharif, « Quartiers, à vos mémoires ! », *Revue POUR*, mars 2004, n° 181, dossier « Mémoires partagées, mémoires vivantes ».

<sup>16</sup> Catherine Foret, « Mémoire citadines, un nouvel objet d'action publique ? ». Catherine Foret, « Pourquoi recueillir la mémoire ? » <http://www.cmtra.org/entretiens/archivelettres/lettre55/Cforet.htm>. Catherine Foret, « Les productions mémorielles dans l'agglomération lyonnaise », *Colloque villes et mémoire, Délégation interministérielle à la ville*, Direction des Archives de France, Les éditions de la DIV, séminaire du 17 juin 2004, pp. 62-66 <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/static/715>.

<sup>17</sup> Voir notamment : Jean-Jacques Jordi, « Colonisation et immigration : un héritage ? », in Benjamin Stora et Emile Témime (dir.), *Immigrations. L'immigration en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette Littératures, 2007, pp. 183-194. Dominique Vidal et Karim Bourtel, *Le mal-être arabe. Enfants de la colonisation*, Marseille, Agone, 2005. Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire (dir.), *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2005. Daniel Lefeuvre, *Pour en finir avec la repentance*, Paris, Flammarion, 2006.

<sup>18</sup> « Devoir d'histoire, travail de mémoire et citoyenneté », *Enjeux* 31, septembre 2005, numéro spécial.

africaine aux enfants par le biais des contes et des jeux – ou La Maison de l'Afrique à Toulouse engageant une exploration devant aboutir à la réalisation d'une ambitieuse exposition sur « Les Africains et leurs descendants en Europe avant le XX<sup>e</sup> siècle », mais là plutôt orientée vers les adultes et les lycéens. Ce résultat ne doit pas présumer l'absence de toute manifestation autour des mémoires communautaires. Mais elles sont passées largement inaperçues du dispositif d'étude (cf. infra les remarques sur les biais méthodologiques de l'enquête). Celles-ci peuvent être mises en oeuvre via des initiatives propres et originales, à l'instar de ce qui a été mis en évidence pour les Italiens à travers diverses amicales ou associations culturelles ainsi que par la voie des jumelages communaux entre le Sud-Ouest de la France et l'Italie septentrionale<sup>19</sup>.

A l'inverse, – ainsi que l'avait pointé une première observation en Midi toulousain<sup>20</sup> – ce sont les démarches d'interculturalité ou d'échange mutuel et de solidarité qui sont privilégiées. Il est révélateur que quatre nouvelles structures ont obtenu le soutien financier du FASILD en 2005 dont le nom évoque très directement cet engagement. Elles répondaient ainsi aux exigences demandées par la CRILD de mener un travail de fond sur les représentations, à travers notamment la connaissance et la reconnaissance de la culture de l'autre. Escambiar (« échange » en occitan), qui existe depuis 1981 et organise depuis 2000 des rencontres cinématographiques à la Cinémathèque de Toulouse autour des musiques des peuples du monde. Convergence, association implantée sur le quartier d'Empalot, qui mène depuis 2002 une initiative photographique autour du thème « La mémoire et mon quartier ». L'association Rencontres, refonte d'Edicem qui existait dès les années 1980 sur le quartier du Mirail et formait les acteurs sociaux et institutionnels sur la thématique de l'interculturalité. France Solidarité, association à vocation sociale qui accueille

les primo-arrivants, qui a entrepris de monter une exposition au quartier de Bagatelle sur le thème « Colonisation et discriminations » à partir d'archives photographiques sur l'Afrique noire coloniale.

Un autre élément est à mettre en exergue, touchant cette fois aux dispositifs d'actions retenus. Malgré la grande diversité des acteurs et des structures, l'homogénéité prime en ce domaine. L'art et la culture sont en effet les principaux vecteurs de diffusion de la mémoire immigrée, sauf quelques projets qui relèvent du champ socioculturel ou de l'action sociale. Les structures en provenance de l'action sociale, à caractère plutôt généraliste, restent minoritaires, supplantées par celles à vocation culturelle (dont artistique) et socioculturelle. Les projets à visée sociale poursuivent d'ailleurs les mêmes finalités que ceux à caractère culturel ou artistique : donner la parole à des gens qui ne l'ont pas et faire reconnaître publiquement « la culture qu'ils portent en eux ». Cela s'appuie sur un travail de mémoire qui passe par le recueil du témoignage, d'abord destiné à ceux dont il parle. Il en est ainsi du projet porté par le CCPS intitulé « Mémoire plurielle, mémoire commune » ; ou encore de l'atelier d'écriture « Le pied à l'encrier » assuré annuellement par le CLAP Midi-Pyrénées, centre de ressources et de liaison des associations et des porteurs de projets ; la riche production des « écrivains » exilés étrangers de cet atelier a d'ailleurs donné lieu à une publication<sup>21</sup> où ils expriment leurs parcours, leurs espoirs, leurs douleurs. C'est également le cas de La Parentèle dont le programme « Mémoire et transmission », à destination des enfants, est basé sur du reportage photographique et cinématographique autour de la mémoire d'un quartier. Quant à l'association ES-MA, elle a enregistré des témoignages pour réaliser un documentaire audiovisuel sur un quartier emblématique de la banlieue toulousaine : « Mémoire du Mirail : les habitants ont la parole »<sup>22</sup>.

<sup>19</sup> Laure Teulière, « L'héritage culturel à l'honneur : Quêtes de mémoire autour de l'immigration italienne », in Jos Boggiani, Maria-Luisa Caldognetto, Claudio Cicotti, Antoinette Reuter (dir.), *Traces de mémoire, mémoire des traces*, Luxembourg, Publications de l'Université du Luxembourg, 2007, pp. 131-151.

<sup>20</sup> Laure Teulière, « Mémoire en débat, mémoires en travail : l'histoire de l'immigration au prisme d'initiatives locales », *Diasporas. Histoire et sociétés*, 2005/1, n° 6, pp. 50-59.

<sup>21</sup> *Les mots de l'exil en mémoire*, Toulouse, Privat, 2007.

<sup>22</sup> *Mémoire du Mirail : les habitants ont la parole*, film documentaire, Toulouse, 2007, conception-entretiens : Jamal El Arch, images : Abdellah El Kaissi, montage : Despina Matsakis.

On note de même une grande similarité dans les méthodes et les supports de diffusion utilisés, qui s'appuient essentiellement sur l'image : vidéo, photo, spectacle, et parfois l'écrit. Les initiatives d'artistes jouent un rôle particulier. Elles permettent, par le choix d'un support de diffusion qui privilégie l'ouverture au grand public, de faire en sorte que ces témoignages soient « exposés » à l'autre, sortent de l'anonymat, et accèdent à la scène publique. On retrouve parmi ces initiatives culturelles, les festivals de musique, de cinéma, de littérature... dont l'attrait et le rayonnement dépassent largement la géographie des quartiers défavorisés, et dont la diffusion touche un large public. Ce sont donc les festivals qui semblent privilégiés pour sortir la mémoire immigrée de l'anonymat. Le précurseur, « Voyages, regards croisés sur les migrations » de la CIMADE, financé depuis 2000, mêle chaque année action sociale et projet culturel et artistique ; c'est la vitrine culturelle d'une association qui a pour objectif prioritaire l'aide concrète aux étrangers. « Les Rendez-Vous du 38 », festival gratuit de l'association Karavan, ambitionnent de « révéler et stimuler l'identité culturelle » ; programmation musicale et village associatif sont censés ouvrir sur le reste de la ville le quartier d'Empalot où cela se déroule. Enfin, « Origines Contrôlées », festival d'automne produit depuis 2004 par le Tactikollectif, « événement tout public » visant à travailler les mémoires de l'immigration et de la colonisation via forums, concerts et expositions dans la ville (et pas dans les seuls quartiers de banlieue). Cet événement culturel ambitieux a cherché à valoriser le patrimoine immatériel de l'immigration maghrébine<sup>23</sup>, en particulier la chanson, sortant entre autres un disque de chansons réorchestrées d'artistes d'époque. Il existe aussi, depuis 2005, un concours de scénario sur

le thème de l'immigration pour les jeunes et les élèves du secondaire – intitulé « Notre histoire vraie » puis « Le goût des autres »<sup>24</sup> – impulsé par l'association Gindou cinéma.

L'instance régionale du FASILD (remplacée ensuite par l'ACSÉ) a par ailleurs été amenée à soutenir des initiatives ayant un caractère plus institutionnel. Un cadre partenarial spécifique a permis de formaliser des collaborations essentielles dans la légitimation d'un tel travail sur les mémoires : avec la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) et avec l'Éducation Nationale. Les projets émanant des écoles et des établissements du secondaire se sont inscrits à partir de 2005 dans un programme d'ensemble conduit sous la houlette de l'Inspection Académique du département de la Haute-Garonne, sous le thème générique « L'autre et l'ailleurs »<sup>25</sup>. Partant du constat d'une hétérogénéité grandissante dans certaines classes et d'un climat où peuvent s'exprimer de fortes tensions sociales, ce dispositif entend prendre la thématique de la diversité culturelle et de la mémoire de l'immigration comme outil de lutte contre les discriminations raciales à l'école. Ainsi est-il affirmé que ce programme « a pour but de faire découvrir l'altérité par l'exploitation de thèmes culturels et artistiques, et ainsi d'agir en faveur de la diversité culturelle à l'école »<sup>26</sup>.

Dans ce contexte d'ensemble, la valorisation des apports de l'exil espagnol à l'histoire locale apparaît emblématique du processus d'institutionnalisation et de « patrimonialisation » d'une mémoire immigrée à l'échelle d'un territoire<sup>27</sup>. Le temps de la reconnaissance officielle de cette mémoire est apparu à travers l'hommage rendu par le Conseil régional de Midi-Pyrénées en 2004<sup>28</sup>. Celui-ci coïncidait avec la création de l'euro-région « Pyrénées/

<sup>23</sup> « Expressions artistiques de l'immigration : un patrimoine culturel et politique », La revue Origines contrôlées, n° 3, automne 2007.

<sup>24</sup> La première édition a été analysée par Laure Teulière, « Notre histoire vraie. L'immigration au prisme de synopsis lycéens », Questions de communication, série « Actes » n° 4, « Médias, médiations, immigrations », Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2007, pp. 119-132.

<sup>25</sup> « L'autre et l'ailleurs », Le Bulletin d'information de l'inspection académique de la Haute-Garonne, n° 88, juin 2007.

<sup>26</sup> Extrait de la lettre aux chefs d'établissements et directeurs d'école co-signée par l'Inspecteur d'Académie et la Directrice régionale du FASILD Midi-Pyrénées, 15 mars 2005.

<sup>27</sup> Pour plus de détails, voir : Laure Teulière, « Retours sur l'exil espagnol en Midi toulousain », Ecarts d'identité, n° 108, 2006, pp. 75-80.

<sup>28</sup> Le projet d'ensemble a été analysé a posteriori par celui qui l'avait coordonné : José Jorret, « Il était une fois la République espagnole... Un projet d'hommage officiel développé par la Région Midi-Pyrénées », Cahiers de Framespa, 2007/1, n° 3. <http://framespa.revues.org/442>

Méditerranée », ce qui donnait une charge symbolique toute particulière à ce retour de mémoire soigneusement orchestré. Il y eut ensuite un hommage très appuyé de la ville de Toulouse pour la commémoration de la Seconde République espagnole en avril 2006 – « la République espagnole fait partie du patrimoine toulousain » déclara à cette occasion le maire Jean-Luc Moudenc, reconnaissant que sa ville avait été la capitale de l'exil et devait en affirmer le souvenir. Enfin, la municipalité socialiste de Pierre Cohen a officialisé cette orientation par un grand meeting commémoratif franco-espagnol en juin 2009, baptisant à l'ancien port Viguerie un « Quai de l'exil espagnol » et diffusant une plaquette consacrée aux lieux de mémoire de l'exil républicain espagnol dans la ville<sup>29</sup>. L'apport de l'immigration espagnole à l'histoire régionale prend donc aujourd'hui une forme consensuelle d'hommage politique rendu aux exilés républicains de 1939. Il devient alors plus facile pour les héritiers de cette mémoire d'afficher leur appartenance sans que cela soit jugé ou interprété comme une « dérive communautaire ». Ce processus n'en pose pas moins un certain nombre de questions. Faut-il à tout prix rechercher le consensus d'une mémoire partagée ou laisser place à l'expression du dissensus ? Cette tardive reconnaissance officielle entraîne par contrecoups l'oubli d'une part importante de l'immigration espagnole venue à d'autres moments et pour d'autres motifs. L'émigration se trouvant amalgamée et réduite à l'exil, tous ceux qui ne sont pas passés par ce cadre ne se voient pas inscrits dans ces références ni dans cette mémoire.

Voit-on s'exprimer par ailleurs les prémices d'une mémoire de l'immigration en Midi-Pyrénées ? Des figures de militants immigrés ou issus de l'immigration maghrébine ou africaine se démarquent incontestablement pour leur engagement de longue date sur le champ de l'action sociale. Le Tactikollectif, dont la personnalité la plus connue est Salah Amokrane – figure des quartiers nord de la ville (cité des Izards) devenu tête de liste des Motivé-e-s aux

élections municipales de Toulouse en 2001 et à ce titre conseiller municipal pendant la mandature suivante –, car il constitue un acteur central dans la médiatisation-valorisation de ces questions au plan local. Mais d'autres militants oeuvrent dans le même sens : Hafid El Alaoui, président de la Maison de quartier de Bagatelle, Simon Muke de l'association France Solidarité, Mimoun Houbaine, de l'association Rencontre (ex-Edicem)...

La plupart d'entre eux témoigne cependant de difficultés à légitimer leur action aux yeux des partenaires institutionnels et des élus. Paradoxe : en même temps qu'ils peuvent bénéficier des crédits issus de la politique de la ville et de sa fonction de soutien à l'expérimentation sociale et aux initiatives culturelles, ils en subissent le marquage, lié à leurs origines. D'où le fait que la plupart cherchent à donner une dimension plus large à leurs actions, que ce soit en terme de public touché, d'influence et de rayonnement géographique, ou de portée « historique ». Tout se passe comme si les multiples initiatives mémorielles portées par les acteurs associatifs nécessitaient de renforcer leur légitimité institutionnelle et politique par l'intervention d'une caution scientifique, celle de l'historien, du chercheur ou de l'enseignant.

Du point de vue des thématiques privilégiées dans les actions « mémoire », la mise en exergue du fait colonial a certainement permis de faire avancer la réflexion sur le legs symbolique de la domination coloniale, les stéréotypes et partant les questions de discriminations. Cela a fourni une grille de lecture mobilisatrice pour des revendications militantes au présent. Après la reconnaissance des crimes coloniaux, l'intérêt a glissé vers l'articulation colonisation/immigration et surtout la question de l'héritage de la colonisation dans le traitement de l'immigration en France<sup>30</sup>. Pour autant, cette focalisation peut n'être pas exempte d'effets pervers qui cantonneraient ces populations dans une irrémédiable singularité. Il peut paraître tout aussi judicieux de « banaliser » en quelque sorte les migrations postcoloniales en les ré-in-

<sup>29</sup> « Recorrido de memoria – Toulouse capital del exilio republicano español », Mairie de Toulouse, juin 2009.

<sup>30</sup> Abdellali Hajjat, « Les usages politiques de l'héritage colonial », in Benjamin Stora et Emile Témime (dir.), *Immigrances. L'immigration en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette Littératures, 2007, pp. 195-210.



tégrant dans une histoire migratoire plus large, au risque sinon de renforcer les effets stigmatisants analysés par ailleurs.

Au total, si bien des initiatives ont voulu se saisir des mémoires, des pans entiers restent dans l'ombre ou tout au moins en défaut d'expression. On est par exemple frappé de la faiblesse de la mémoire ouvrière en Midi-Pyrénées et la quasi invisibilité de la mémoire ouvrière immigrée<sup>31</sup>. Alors qu'il y a bien eu un passé industriel dans la région, cette mémoire semble n'avoir pas suffisamment cristallisé avant le processus de désindustrialisation et de tertiarisation qui a conduit à la concentration démographique et économique sur le pôle toulousain « à vocation européenne ». On mesure là l'anachronisme de l'approche multiculturelle, dans son acception et ses codes actuels, par rapport à ce qu'a été la réalité historique de l'immigration. Les actions culturelles qui s'en réclament brassent une mémoire ancrée dans notre temps présent. Leur forme est souvent caractérisée par le poids du sensationnel et de l'affectivité du témoignage, le recours à la corde sensible, l'exaltation du parcours hors

du commun et individualisé plutôt que l'expérience de masse, l'exemplarité de l'intégration et du parcours de réussite... D'où le risque d'une logique utilitaire, la mémoire étant avant tout invoquée pour répondre à des problèmes et enjeux actuels.

On peut aussi repérer une difficulté à articuler le rapport entre échelles macro/mezo/micro, soit en l'occurrence entre les dimensions nationale, régionale et locale, ce qui pose également la question du territoire d'identification. Le rapport centre/périphérie recoupe la distinction Paris/province très forte en France, mais aussi celles entre centre-ville/banlieues ou urbain/rural. Michel Rautenberg<sup>32</sup> a pointé le risque quand ce genre d'action tend à réifier une « culture de quartier », porteuse de frontières spatiales et de facto ethniques. Enfin, dernier élément notable : l'absence de visibilité spécifique du genre. La mémoire au sujet des migrantes n'apparaît pas en tant que telle et n'est pas portée par des actions spécifiques. Au vu de la production culturelle en région Midi-Pyrénées, le temps des femmes de l'immigration n'est pas encore venu...

---

<sup>31</sup> « Immigrés, des vies de travail », Patrimoine Midi-Pyrénées, mars-avril 2008, p. 8.

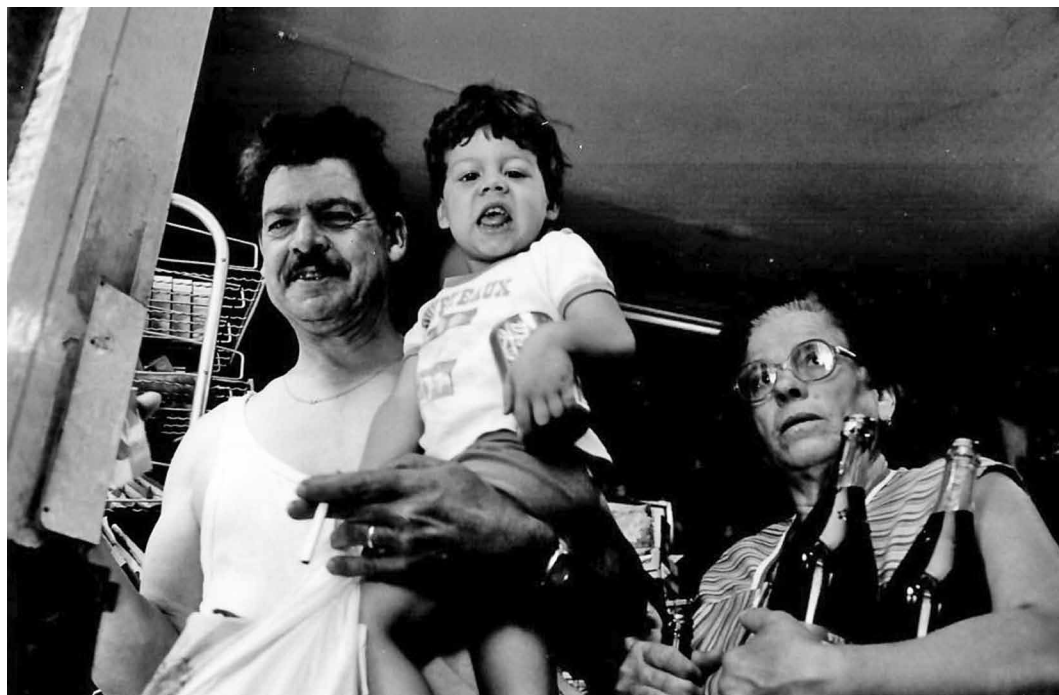
<sup>32</sup> Michel Rautenberg, « La valorisation culturelle des mémoires de l'immigration dans la région Rhône-Alpes », Hommes et migrations, mars-avril 2006, n° 1260, pp. 119-128.



CDMH, Archives photographiques, Fonds Umberto Cappelari  
Cordonniers au quartier « Italien » de Dudelange. Au centre, Salvatore Cappelari, le père d'Umberto, décédé en 1906. Il s'agit probablement un des premiers clichés du photographe débutant.



CDMH, Archives photographiques, Fonds Umberto Cappelari  
Le personnel de la cantine de l'ARBED, 1916. Les éléments comparatifs nous permettent d'identifier le cliché comme une prise de vue en studio et non une photographie prise « in situ » comme pourrait le suggérer une consultation superficielle de l'image. En l'occurrence, celle-ci a été mise en scène au studio du « Schmiddepärchen », exploité en commun depuis 1911 par Umberto Cappelari et l'artiste peintre dudelangeois Dominique Lang. Au centre du cliché Auguste Feltrini, dont les élèves du LTNBD ont recueilli en 1989 les souvenirs pour le projet « An Italien ».



Toutes les générations se retrouvent à l'épicerie Nappi, 1986 © Philippe Matsas



Grands-mères portugaises surveillant les enfants dans la cour de l'école, 1986 © Philippe Matsas



Deux générations, deux immigrations: à gauche Inês Afonso, une jeune Portugaise, à droite Ancilla Rampin, la doyenne italienne du « Quartier », 1986 © Philippe Matsas

Dans le cadre du projet « Liewen am Minett » commandité par le Centre National de l'Audiovisuel (CNA) le photographe Philippe Matsas a consacré un reportage en noir et blanc au quartier « Italien » de Dudelange. Son travail documente le processus de renouvellement de la population de ce lieu mythique de l'immigration au Luxembourg.



## « Ailleurs est meilleur » Itinéraires migratoires des Portugais en France, en Belgique et au Luxembourg

Malika Ghemmaz

« Toute étude de l'émigration qui négligerait les conditions d'origine des émigrés, se condamnerait à ne donner du phénomène migratoire qu'une vue, à la fois partielle et ethnocentrique »<sup>1</sup>. Ainsi, lors de notre thèse menée au sujet des comportements et attitudes électoraux des Portugais installés en France, en Belgique et au Luxembourg<sup>2</sup>, nous avons recueilli les itinéraires migratoires des soixante Portugais rencontrés dans les trois pays<sup>3</sup>.

L'émigration portugaise vers l'Europe du Nord a été massive dans les années soixante et soixante-dix. Au milieu des années quatre-vingt-dix, nous estimons à trois millions le nombre de Portugais expatriés (pour une population résidente de 10 millions) : « le Portugal avec 25 %-30 % d'émigrés est de loin le premier pays de départ en Europe et sans doute dans le monde »<sup>4</sup>.

L'émigration portugaise vers l'Europe a présenté un caractère massif à partir des années soixante. Quelles sont les motivations de ces millions d'individus qui quittent pays, village et famille pour d'autres horizons ? Quelles sont les conditions de migration des Portugais vers le Nord de l'Europe ? De quelles façons se sont-ils rendus en France, en Belgique et au Luxembourg ?

Pour expliquer les raisons qui ont poussé de nombreux Portugais à quitter leur pays, il faut dépasser le discours officiel qui présente

le Portugais comme un aventurier<sup>5</sup> : « souvent aujourd'hui encore dans la littérature portugaise sur les 'émigrés' intervient cette image de ceux qui partent, comme sont partis quelques siècles auparavant les navigateurs. [...] Ils font des Portugais 'des gens qui sont toujours partis'. L'émigration se trouve ainsi légitimée dans un discours mythique. [...] Du même coup sont allégrement effacées les causes économiques et sociales qui successivement, tout au long des siècles, en ont été l'origine »<sup>6</sup>.

A la lumière des entretiens recueillis, les itinéraires migratoires des Portugais en Europe présentent de nombreuses similitudes. Souvent venus directement et parfois clandestinement en Europe du Nord, pour des raisons essentiellement économiques, les Portugais ont en tête un projet bien précis qu'ils souhaitent réaliser en peu de temps pour retourner rapidement au Portugal.

### 1. Quitter le Portugal : une tendance à l'immigration directe et clandestine

A la lumière des entretiens réalisés, il apparaît que les Portugais sont souvent venus directement dans le pays d'installation. Cette arrivée a été rendue possible grâce à un réseau familial et/ou de passeurs.

<sup>1</sup> SAYAD Abdelmalek, « Les trois „âges“ de l'émigration algérienne en France », Actes de la recherche en sciences sociales, n° 15, juin 1977, p. 59.

<sup>2</sup> Malika GHEMMAZ, Des Portugais en Europe du Nord : une comparaison France, Belgique, Luxembourg. Contribution à une sociologie électorale de la citoyenneté de l'Union européenne sous la direction du Professeur Sylvie STRUDEL, Université de Lille II, 2008, p. 572.

<sup>3</sup> Essentiellement dans trois villes : Roubaix (France), Ixelles (Belgique) et Esch-sur-Alzette (Luxembourg).

<sup>4</sup> SIMON Gildas, Géodynamique des migrations internationales dans le monde, Paris, PUF, 1995, p. 59.

<sup>5</sup> ORIOL Michel, « Du navigateur au prolétaire : l'histoire comme ressource identitaire dans la diaspora portugaise », Peuples méditerranéens, n° 31-32, avril-septembre 1985, pp. 203-215.

<sup>6</sup> CUNHA Maria do Céu, Portugais de France, Paris, L'Harmattan/CIEMI, 1988, p. 52-53.

## Les deux types de parcours migratoires : le parcours direct ou indirect

La majorité des Portugais installés en France et en Belgique sont directement venus dans ces pays. Pour le Luxembourg, certaines études défendent l'idée selon laquelle le Luxembourg est une destination « ciblée » dès l'origine par les Portugais<sup>7</sup>. Cependant, nos entretiens viennent nuancer cette position. Une partie des Portugais vient directement au Luxembourg alors que l'autre partie est passée par différents pays européens. Souvent, les statistiques ne rendent pas compte de cette double tendance puisqu'elles s'appuient sur la nationalité ou le pays de naissance de l'individu et non pas sur son pays de départ. Dans le cas du parcours indirect, les Portugais ont résidé dans d'autres pays européens, avant de venir s'établir dans le pays où ils habitent aujourd'hui. C'est le cas des étrangers qui se sont installés à proximité de la frontière luxembourgeoise (en France ou en Belgique) et qui ont finalement choisi de venir travailler au Luxembourg.

« Mais, j'avais un oncle à Longwy, c'est pour quoi j'ai atterri à Longwy. Et cet oncle, il avait de la famille à Paris et c'est là que m'ont conduit ces passeurs et donc le lendemain, mon oncle qui habitait Longwy, il est venu me chercher par train et là, il m'a amené à Longwy où j'ai resté un an... et le mois d'avril 64, j'suis venu au Luxembourg pour la première fois jusqu'à aujourd'hui... [...] J'ai travaillé un an en France et on disait peut être avec raison qu'au Luxembourg, on gagnait plus et voilà, c'est la raison qui m'a amené de Longwy au Luxembourg, y'a que vingt kilomètres donc c'est pas [rires]... »  
[Entretien : Homme – 59 ans – arrivé au Luxembourg en 1964]

La priorité des Portugais, dans les années soixante, était de trouver un travail le mieux rémunéré possible ; ainsi une fois en Europe du

Nord, les frontières n'étaient pas un obstacle. Par ailleurs, nous pouvons également signaler le cas des Portugais qui avant de venir en Europe du Nord, ont émigré à l'intérieur même du Portugal, notamment vers de grandes villes pour pouvoir y chercher du travail. Dans l'hypothèse du parcours indirect, le pays d'installation est l'aboutissement d'un cheminement migratoire. En revanche, dans le cas du parcours direct, les Portugais quittent leur pays d'origine dans le but de venir s'établir directement dans un pays. En général, les enquêtés qui se sont installés en Belgique et en France répondent au schéma du parcours direct alors que les Portugais qui résident au Luxembourg sont plus nombreux à avoir séjourné préalablement dans les pays européens limitrophes. Le départ du Portugal et l'installation dans les pays de l'Europe du Nord sont rendus possibles grâce aux relations familiales, amicales ou/et au passeur.

## Les voies d'accès à l'Europe du Nord : la filière légale ou clandestine

Les Portugais quittent leur pays grâce à un contrat de travail, à une mesure de regroupement familial ou clandestinement. Le Portugais qui quitte en règle son pays grâce à une autorisation de l'Office d'Emigration Portugais est un *introduzido*<sup>8</sup> et mène son voyage sans périls. Toutefois, l'émigration portugaise qui se dirige vers la France entre 1958 et 1974 est à 50 % clandestine<sup>9</sup>. Plusieurs profils d'émigrants clandestins peuvent être définis<sup>10</sup> : d'une part, les Portugais qui émigrent en ayant recours au passeur ; ceux qui entrent dans un pays en qualité de touristes et qui régularisent ensuite leur situation et enfin, ceux qui viennent pour effectuer un travail temporaire et qui restent une fois leur contrat arrivé à échéance. Sous la dictature de Salazar et Caetano (1932-1974), la majorité des cas clandestins correspond au passage transfrontalier sans autorisation, avec le concours d'un passeur.

<sup>7</sup> CARRÉ Gaston, NOTTROT Jan, REUTER André, THEISEN Robert, *Intégration et assimilation des Portugais au Grand-Duché de Luxembourg. Étude sur base d'une enquête auprès de 600 chefs de ménage portugais, Luxembourg, Atelier de recherches sociales et urbaines, 1987, p. 24.*

<sup>8</sup> Personne introduite en France par la voie légale.

<sup>9</sup> PEREIRA Victor, « L'Etat portugais et les Portugais en France de 1958 à 1974 », op.cit., 2<sup>ème</sup> semestre 2002, p. 18.

<sup>10</sup> Catégories définies par ANIDO Nayade, FREIRE Rubens, *L'émigration portugaise. Présent et avenir*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978, p. 51.



« Nous sommes venus clandestinement parce qu'on n'avait pas de passeport pour venir, on n'avait pas de contrat... mais avec un contrat qu'on a fait avec le passeur de nous trouver du travail...[...] on a est venu en bus, de Bragua jusqu'à la frontière... là, y'avait quelqu'un qui nous attendait dans un restaurant pour nous donner à manger donc nous avons mangé et après au soir, nous sommes partis vers sa maison pour attendre peut-être une heure, deux heures, pour passer la frontière tranquillement... et après quelqu'un nous a pris en voiture... à l'époque on a dû payer... c'est ma sœur qui a payé et après je l'ai remboursée... On a payé 10 000 escudos... ça représentait le salaire de plusieurs mois... car j' gagnais 200 ou 300 escudos par mois... Le premier travail, j'l'ai trouvé grâce au contrat que le passeur avait avec nous... c'était lui, il était chargé de nous trouver du travail... c'était convenu dans le prix de nous trouver du travail ! C'est lui qui se démerdait pour nous trouver du travail... qu'on puisse avoir des papiers parce que nous, on avait simplement un récépissé dès qu'on passait la frontière à Hendaye, la police nous donnait un récépissé... et après qu'on a eu un contrat de travail, on avait droit au papier, la carte de séjour et tout ça... pour être légalisé parce qu'on était clandestins ! » [Entretien : Homme – 53 ans – arrivé en France en 1969]

En dehors du contrat de travail ou du regroupement familial, la seule voie pour se rendre à l'étranger, dans les années soixante/soixante-dix est celle de la clandestinité. Mais, ce voyage clandestin ne peut se réaliser sans le concours d'un passeur : en échange d'une somme d'argent importante, le passeur s'engage à les aider dans leur traversée de la péninsule ibérique, il peut également fournir de faux papiers d'identité et même trouver un travail au clandestin. Le travail est présenté comme la clef de la régularisation de la situation de l'enquêté. Ainsi, pour un Portugais, dépourvu de réseaux familial et amical, l'expérience migratoire repose sur deux éléments fondamentaux : d'une part, le passeur qui tient un rôle d'intermédiaire entre la société d'origine et la société d'installation et d'autre part, le travail qui permet d'être reconnu dans le pays de résidence. En effet, à la lumière de plusieurs récits, il apparaît que les Portugais n'avaient aucune difficulté à régulariser leur situation, une fois en Europe du Nord.

Par ailleurs, de nombreux récits reviennent sur les pénibles conditions de voyage lorsque la traversée de la péninsule ibérique et de la France se fait de façon clandestine. Le départ reste un souvenir indélébile ; le voyage est long et éprouvant.

« Moi, c'était la France qui m'attirait et donc j'suis arrivé ici, à la frontière française, à Longwy... le 20 mars 63... je m'en rappelle encore, après être parti le 3 mars... donc rien que le chemin, ça nous a pris 17 jours pour arriver du Portugal jusqu'à Paris ! La plupart du temps, on est à pied... De mon petit village, on est parti cinq personnes, donc, moi, certainement, j'étais le plus jeune vu que j'avais que 17 ans à ce moment là... Et, on est partis cinq et... quelques jours après, on s'est retrouvés à 85 ! [...] et en France, le dernier trajet en voiture, c'était plutôt dans un camion, on était 85 dans un camion, vous devez vous imaginer, c'était la pagaille tellement... On était à 85, en plus le camion, il était bâché, il était fermé, y'avait une chaleur énorme même si on était au mois de mars, c'était... encore l'hiver, mais c'était une chaleur énorme... Chacun avait sa façon de penser... Les uns pleuraient, les autres, ils criaient... » [Entretien : Homme – 59 ans – arrivé au Luxembourg en 1964]

Le voyage jusqu'en Europe du Nord est très long dans la mesure où les déplacements se font essentiellement à pied et dépendent de nombreux aléas tels que la météo ou la présence de patrouilles de police portugaises ou espagnoles. Ainsi, certains Portugais ont dû attendre plusieurs jours avant de passer la frontière vers l'Espagne car des policiers patrouillaient. Une fois arrivé en Europe du Nord, le clandestin connaît également des difficultés :

« Quand j'étais parti du Portugal, c'était en 71... J'avais que 16 ans à l'époque et j'suis allé à Luxembourg au Grund... J'avais pas de famille, j'étais avec un passeur, on avait payé un passeur pour qu'il m'amène ici, à l'époque 6 000 escudos ! Et puis, finalement, j'ai atterri à Grund parce que le passeur, il m'a trouvé un logement à Grund, on était à 24 dans une chambre ! C'est-à-dire, à cette époque là, il y avait les lits les uns sur les autres... Moi, je dormais au deuxième étage du lit et celui qui dormait en dessous, je le connaissais pas... On dirait des sauvages ! C'était très pénible parce que y'avait

plein de gens qui arrivaient et bon, on n'avait pas beaucoup d'argent, on pouvait rien demander à personne parce qu'on dirait que c'était tous des affamés !... Quand je me mets à réfléchir tous ces choses là, c'est pénible... Bon, et puis, ce passeur, avec beaucoup de difficultés, il m'a trouvé un travail... Il m'a trouvé tout d'abord, un travail que c'était balayer les trottoirs... alors on était à trois en fait, trois jeunes comme ça... et puis, le matin, on devait être là à 8H00, nous à 7H00 du matin, on était là... On attendait devant la porte, il avait une vieille coccinelle qui nous amenait jusqu'au travail et puis, y'avait le chef chantier et y'avait un des trois qui était un peu plus costaud, il a gardé celui là et nous, il nous a ramenés au Ministère du travail... Il nous a laissés devant la porte et on ne savait pas trop quoi faire ! Je savais pas quoi faire... Et, on a traîné, on a traîné jusqu'à trouver le chemin pour aller au Grund. Et vu qu'on savait pas quoi faire, on devait rejoindre le passeur... le passeur, il habitait... à Belvaux alors mon copain qui était avec moi, il avait un beau-frère qui habitait rue de Schiffflange à Esch... Alors, on a pris un billet de train et on arrive à Schiffflange et on est sortis à Schiffflange ! [rires]... Alors, on a fait tout ce chemin à pied jusqu'à Esch et puis, on devait aller jusqu'à Belvaux pour trouver le passeur... à travers les informations, on voyait les plaques Belvaux, mais malheureusement, on a pris la fausse direction... Vous savez à Esch, y'a route de Belvaux et route de Belval... Et on allait à Belvaux par de l'autre côté et après, on est retournés en arrière et on a pris le bon chemin... Mais, on a pas trouvé le passeur et on a trouvé en revenant, la maison du beau-frère à Esch, il était en train de faire à manger et nous, on a tout mangé parce que... les pieds, ils saignaient, on avait faim, c'était terrible !... Et puis, le lendemain, le passeur est venu au Grund et puis, il nous a trouvé du travail dans la construction... ce qui était pénible à l'époque, on m'a mis, le premier jour de travail, avec un marteau piqueur qui pesait 50 kilos et moi, j'pesais que 42 à l'époque ! Donc... c'était pour faire les fondations des maisons... le transport, c'était un camion avec une bâche... des choses très pénibles et ça marque un souvenir un peu triste... » [Entretien : Homme – 50 ans – arrivé au Luxembourg en 1971]

Les personnes qui émigrent de façon clandestine en dehors de tout réseau deviennent complètement dépendantes du passeur. D'ailleurs, dans le récit, il apparaît que le passeur est sujet et acteur : c'est le passeur qui trouve le logement et le travail. L'enquête est rendu passif (« Il m'a trouvé un travail », « On attendait devant la porte ») et ignorant (« on ne savait pas trop quoi faire ! Je savais pas quoi faire... »). Ainsi, les Portugais qui se rendent à l'étranger sans aucune relation personnelle sont vulnérables et peuvent être victimes des marchands de sommeil.

« Dans le temps quand les gens ont commencé à arriver ici en Belgique... y'avait trois, quatre petites villes au Portugal qui venaient ici en Belgique... et on disait qu'il y avait un restaurant portugais à Bruxelles, dans le temps de Salazar, les gens venaient chez lui, mais ils devaient travailler six, sept mois chez lui gratuitement pour avoir un passeport... il avait des connaissances avec l'ambassadeur et quand les gens venaient du Portugal, ils avaient pas droit au passeport puisque Salazar, il laissait partir personne » [Entretien : Homme – 40 ans – arrivé en Belgique en 1976]

« A Esch, vers 1974/1975, il y avait un marchand de sommeil : cent trente Portugais étaient entassés dans trois chambres avec quelques douches et un WC. Mais la loi luxembourgeoise ne prévoyait rien pour mettre fin à la location de taudis, juste une amende. » [Entretien avec l'ancien éditeur du journal *Verdade*<sup>11</sup>]

Toutefois, tous les Portugais qui ont émigré en Europe du Nord ne sont pas à la merci de réseaux de passeurs. Le candidat à l'émigration compte en général sur un réseau familial ou amical. Dans ce cas, les clandestins n'ont recours au passeur que pour la traversée ; une fois arrivés à bon port, ils sont pris en charge par les amis ou les membres de la famille. Le réseau familial ou amical est sécurisant pour l'émigré : avoir des gens du village ou de la famille qui ont vécu la même expérience, c'est une façon de bénéficier de leurs conseils et également d'être aiguillé une fois sur la terre d'exil.

<sup>11</sup> Journal de tendance maoïste publié au Luxembourg entre 1974 et 1978.

En outre, les Portugais qui ont émigré vers l'Europe du Nord sont surtout originaires de la moitié nord du Portugal, région caractérisée par l'activité agricole et la pauvreté d'une grande partie de ses habitants. Ainsi, des motivations économiques sont souvent la cause des départs vers l'étranger.

## 2. Les raisons politico-économiques de départ

La décision de partir s'explique rarement par une seule raison. Dans la plupart des cas, plusieurs motivations sont à l'origine du départ<sup>12</sup>.

### Des raisons de départ essentiellement économiques

Tout d'abord, le contexte politique général au Portugal est souvent évoqué dans les entretiens. Ainsi, les enquêtés refusent de participer à la guerre coloniale menée par le Portugal et qui implique la mobilisation militaire des jeunes hommes.

« Disons que j'suis venu en 73, j'suis venu parce que y'avait le problème... le problème au pays, c'était celui du service militaire, y'avait les colonies et tout ça... Et, j'suis pas une personne... heu... j'en ai pas trop les études, mais j'ai mes convictions et j'étais pas d'accord avec le système actuel, c'était le problème de la guerre en Afrique là ! Et là, j'me demandais pourquoi faire une guerre qui m'intéresse pas... Alors, j'suis parti et je suis parti ici... » [Entretien : Homme – 51 ans – arrivé au Luxembourg en 1973]

Fuir la mobilisation militaire pour la guerre coloniale peut être une motivation pour quitter le pays. Entre 1961 et 1974, le Portugal s'engage dans plusieurs guerres coloniales en Afrique (Angola, Guinée Bissau et Mozambique). Les jeunes qui veulent échapper à la mobilisation

militaire pour les guerres coloniales forment une partie importante des candidats à l'émigration ; mais il ne s'agit pas clairement d'une volonté de s'opposer au régime et à sa guerre coloniale. Bien qu'il soit difficile de chiffrer ce phénomène, A. Cravo compte près de 100 000 déserteurs en France en 1976<sup>13</sup>.

Par ailleurs, des raisons plus individuelles et subjectives telles que la pauvreté peuvent motiver un départ vers l'étranger.

« Partir du Portugal pour essayer de faire quelque chose de mieux parce que j'étais d'une famille très pauvre [...]... j'avais rien, alors j'avais rien à perdre ! Des chaussettes, de la chemise, de la... de tout, de A à Z, j'ai acheté sur crédit pour venir au Luxembourg ! Sur crédit ! [...] Alors, j'ai décidé de ne plus faire la guerre, de ne plus faire le service militaire et d'immigrer, pour voir si je pouvais arriver à une autre meilleure vie... » [Entretien : Homme – 51 ans – arrivé au Luxembourg en 1973]

Dans ce cas, la pauvreté a poussé l'enquêté à partir. Il évoque son dénuement le plus total. Dans cet extrait d'entretien, nous voyons qu'à l'origine de la décision de partir, il y a une combinaison de différentes raisons. Le but est double : avoir une autre vie, une vie différente de celle menée au Portugal et avoir une meilleure vie, meilleure au niveau économique. En effet, ces enquêtés ont quitté le Portugal des années soixante ou soixante-dix, pays pauvre essentiellement agricole avec un bas niveau de vie<sup>14</sup>. Dans plusieurs entretiens, nous relevons les expressions telles que « chercher une meilleure vie » ou « améliorer ma situation de vie ».

« A l'époque... le pays était en difficulté, y'avait pas de travail et les gens... ils étaient obligés de s'évader dans d'autres pays... » [Entretien : Homme – 55 ans – arrivé en France en 1967]

« J'avais 29 ans quand j'ai quitté le Portugal... J'ai quitté le Portugal pour deux motifs : tout

<sup>12</sup> Voir ARROTEIA Jorge Carvalho, *Ensaio tipológico sobre os movimentos migratórios portugueses*, Porto, Secretaria de estado das comunidades portuguesas, Centro de estudos, Collection Série Migrações Sociologia, 1986.

<sup>13</sup> CRAVO António., *Les Portugais en France et leur mouvement associatif (1901-1986)*, Paris, L'Harmattan/CIEMI, 1995, p. 35.

<sup>14</sup> Pour un portrait socio-économique du Portugal des années soixante et soixante-dix, voir ANIDO Nayade, FREIRE Rubens, *L'émigration portugaise. Présent et avenir*, Paris, Presses Universitaires de France, 1978, pp. 63-73.

d'abord, je travaillais au Portugal mais je voulais avoir une maison, une voiture et avec mon salaire, c'était pas possible... les possibilités d'arriver à avoir une maison, une voiture étaient nulles... deuxièmement, à cette époque, c'était la dictature... j'me sentais pas à l'aise... » [Entretien : Homme – 64 ans – arrivé en Belgique en 1970]

Implicitement, en utilisant le mot « évader », l'enquêté présente le Portugal comme une prison de laquelle il était difficile de s'échapper. Les conditions de vie étaient dures et un individu issu du milieu rural n'avait presque aucune chance de connaître une mobilité sociale. Ainsi, l'immigration était perçue comme un moyen d'échapper à sa condition sociale, mais également à la condition politique. Dans les différents entretiens, sont évoqués le chômage, les bas salaires mais aussi le régime politique et le manque de libertés. Le départ repose sur l'espoir d'une vie meilleure : « ailleurs est meilleur ».

« Je viens d'un petit patelin où mes parents étaient des paysans, au Nord du Portugal, du côté de Vila Real... A l'époque, on avait pas de l'argent, on vivait selon les moyens que donnait la terre, j'peux pas dire qu'on avait faim, on avait toujours à manger et à boire, mais pas le luxe quoi ! Et puis, tout le monde, il parlait et en plus, y'avait le régime politique là... Mais, sincèrement, je savais même pas ce que c'était la politique, vous savez, on était dans un patelin où on n'avait pas la télé, on n'avait pas de radio, pas de journaux donc on n'était pas informé de ce qui se passait !... J'ai voulu partir parce que j'en avais marre de travailler la terre, c'était pas facile... On vous obligeait à travailler à l'époque, j'suis même parti parce que j'me suis fâché avec mon père parce qu'on était justement en train d'arracher les patates... et puis, mon père m'a frappé, il voulait que j'aille plus vite et là... j'en avais marre et j'ai dit, je m'en vais... » [Entretien : Homme – 50 ans – arrivé au Luxembourg en 1971]

L'enquêté est originaire d'une région traditionnellement agricole. A travers cet extrait, nous pouvons voir que les enfants travaillaient très jeunes aux champs pour aider leurs parents. Ces familles étaient plutôt pauvres (« on n'avait pas de l'argent ») mais survivaient grâce aux fruits de leur récolte (« on vivait selon les moyens que donnait la terre »). Pour cet enquêté, le départ trouve son origine dans une rupture biographique à savoir un conflit familial. Par ailleurs, le départ de l'enquêté s'inscrit dans un contexte plus général : l'immigration était un phénomène qui touchait tout le village. Pour ce qui est des conditions politiques, elles ne sont pas la cause principale de départ dans la mesure où les familles étaient coupées du monde extérieur. Les médias n'existaient pas, ce qui conduisait les personnes à ne pas être informées.

Même si l'émigration portugaise peut être différente selon les périodes, selon la prédominance des régions de départ et celles de destination, elle reste une « constante structurale »<sup>15</sup> dans l'histoire du Portugal. Les raisons des départs massifs, qui ont débuté dans les années soixante, sont multiples : sclérose du régime dictatorial, inefficacité des politiques publiques agraires et sociales, sans compter l'enlèvement du pays dans les guerres coloniales. Les classes défavorisées et moyennes sont les premières victimes de ces politiques ; leurs conditions de vie se dégradent surtout pour ceux qui vivent au Nord du Portugal.

### L'amplification de l'émigration face aux choix politiques du Portugal

L'Etat portugais adopte une position ambiguë au sujet de l'émigration. D'un côté, il impose une législation stricte de l'émigration : un décret du 8 mars 1947 interdit toute émigration ; mais de l'autre, il ne réprime pas les départs clandestins<sup>16</sup>. Ce paradoxe résulte d'un conflit entre les conservateurs et les modernisateurs : les premiers constitués de propriétaires ruraux, des membres de la bourgeoisie agraire et des petits industriels

<sup>15</sup> MAGALHAES GODINHO Vitorino, « L'émigration portugaise (XV-XX<sup>ème</sup> siècles), une 'constante structurale' », *Revista de História Económica e Social*, n° 1, Sã da Costa, Lisbonne, 1978. Pour une approche chiffrée, voir LÉANDRO Maria Engracia, « Le mouvement migratoire au Portugal à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle », *Migrance*, « Le Portugal entre émigration et immigration », n° 15, Premier trimestre 1999, pp. 62-63.

<sup>16</sup> PEREIRA Victor, « La politique d'émigration de l'Estado Novo entre 1958 et 1974 », *Cahiers de l'Urmis : « Portugais de France ; immigrés et citoyens d'Europe »* n° 9, février 2004, pp. 15-33.

du Nord qui utilisent la main d'œuvre rurale, sont fermement opposés à l'émigration alors que les modernisateurs composés de fonctionnaires, de jeunes économistes et d'industriels désirent le développement du pays et estiment que l'émigration y participe<sup>17</sup>. En effet, « l'émigration était perçue par le régime comme une soupape de sécurité permettant d'éviter des troubles sociaux et comme une source de devises »<sup>18</sup>. Le transfert des fonds et la construction immobilière ont des conséquences sur l'économie du pays.

Finalement, comme l'écrit M. Poinard, « si le Salazarisme pouvait exister sans l'émigration, il n'est pas certain que, sans elle, il aurait tenu plus de quarante ans »<sup>19</sup>. Entre un discours officiel anti-émigration et l'absence de dispositif pour éradiquer le phénomène, de nombreux Portugais profitent de ce vide juridique pour traverser les frontières et s'établir à l'étranger.

Au Portugal, les statues érigées en l'honneur des émigrés et la journée du 10 juin dédiée à l'immigration sont autant de signes étatiques de reconnaissance de l'émigration portugaise. Toutefois, ces symboles laissent dans l'ombre les difficultés rencontrées par de nombreux Portugais lors de leur voyage et de leur installation dans les pays de l'Europe du Nord. De nombreux Portugais sont venus dans le Nord de l'Europe, au « salto » c'est-à-dire par le passage clandestin outre-Pyrénées. Ce passage clandestin dangereux et cher payé implique souvent un engajador (un passeur). L'émigration clandestine est estimée à 1/3 de l'émigration totale<sup>20</sup>.

### 3. Un séjour provisoire et précaire en Europe du Nord

L'arrivée à l'étranger n'est que le début de nouvelles difficultés pour les Portugais : trouver un travail, un logement et épargner dans le but de retourner le plus rapidement au Portugal.

#### Les premières années : l'instabilité professionnelle et géographique

Les années qui suivent l'arrivée dans le pays d'installation sont marquées par une instabilité sur le plan professionnel et géographique. Ces instabilités sont souvent étroitement liées. L'étranger qui arrive dans un nouveau pays effectue plusieurs professions avant de pouvoir se fixer. Les premiers postes sont souvent les plus durs et les plus mal payés, comme le travail dans les vignes dans la région luxembourgeoise de la Moselle. Si pour certains, les connaissances et les savoir-faire acquis antérieurement à l'émigration sont inutilisables dans le nouveau contexte, ce n'est pas le cas pour tous. Par ailleurs, certains Portugais se déplacent dans l'ensemble du pays afin de trouver un logement plus confortable.

« On partait, on venait ici, on avait un petit logement déjà... c'était encore plus misérable que ce que j'avais moi au Portugal ! [rires]... C'était une maison, une vieille maison, sans chauffage, sans chauffage... y'avait de l'eau, y'avait des lits parce que la maison appartenait à l'entreprise... et dans les accords entre le Portugal et le Luxembourg, il était marqué que l'entrepreneur devait nous fournir un logement convenable... Mais celui là, c'était un logement de mi-sè-re ! Mais, avec quand même un lit et c'était tout proche de l'hiver, c'était au mois d'octobre... et... j'ai passé l'hiver, on se chauffait pour nos comptes, c'est-à-dire qu'on se chauffait au bois... de l'eau chaude, y'en avait pas... pour faire notre douche, on devait aller au bain municipal... et c'était très très limité... On cuisinait pour notre compte, c'est nous qui faisons à manger... y'avait déjà des pensions de famille, mais quand on est arrivé, on peut pas se permettre ça alors, on se limitait à tout ça... J'ai dormi dans un lit plus propre et

<sup>17</sup> PEREIRA Victor, « L'Etat portugais et les Portugais en France de 1958 à 1974 », Lusotopie, 2<sup>ème</sup> semestre 2002, pp. 11-12. Voir également, PEREIRA Victor, op.cit., 2007.

<sup>18</sup> PEREIRA Victor, « La politique d'émigration de l'Estado Novo entre 1958 et 1974 », op.cit., février 2004, p.31. Dans le même sens, voir POINARD Michel, « La politique d'un pays d'origine : le Portugal », Revue Européenne des Migrations Internationales, vol. 4, n° 1 et 2, 1<sup>er</sup> semestre 1988, pp.187-202.

<sup>19</sup> POINARD Michel, Les Portugais dans l'émigration : une géographie de l'absence, Thèse de Doctorat en Lettres et Sciences humaines, Université de Toulouse Le Mirail, 1991, p. 285.

<sup>20</sup> ARROTEIA Jorge Carvalho, O espaço migratorio luxemburguês, Aveiro, Universidade de Aveiro, 1983, p. 108.



plus beau que celui que j'ai trouvé au Luxembourg ! » [Entretien : Homme – 41 ans – arrivé au Luxembourg en 1974]

« J'suis arrivé dans les années soixante-dix en France... j'ai travaillé dans plusieurs métiers... c'est-à-dire, j'ai fait jardinier, et puis la filature... dans l'usine évidemment !... Et j'ai été travailler dans le bâtiment... ensuite, j'étais dans la brasserie, ensuite, j'étais routier » [Entretien : Homme – 49 ans – arrivé en France en 1970]

Dans un premier temps, les Portugais résident souvent dans des foyers de travailleurs ou chez de la famille, ensuite, ils cherchent un logement plus spacieux pour accueillir leur femme et éventuellement leurs enfants dans le cadre du regroupement familial. La venue de l'épouse et des enfants contribue à stabiliser la famille géographiquement. Les premières années d'arrivée sont également les plus difficiles. Les enquêtés ont pu être confrontés à des situations de discrimination. Cependant, ces périodes sont souvent passées sous silence ou minimisées, comme par exemple chez cet enquêté qui dit « ... j'ai vécu des petits mauvais moments » [Entretien Homme – 51 ans – Arrivé en 1973 au Luxembourg] Dans la suite de l'entretien, l'enquêté reviendra sur cette idée et la développe :

« Au Luxembourg quand moi, j'suis venu ici, y'avait une très grande différence, de racisme et nous, on n'était pas... on nous voyait pas comme... c'est-à-dire que le racisme, il existe tous les jours, dans les coins de chaque rue... y'avait une grande différence : les Portugais, dans les années soixante-dix, quatre-vingt, ils étaient pas du tout bien vus au Luxembourg... [Entretien : Homme – 51 ans – Arrivé en 1973 au Luxembourg]

L'évocation du racisme est hésitante. Elle introduit une différence entre deux ensembles : le « nous » ou « on » fait référence aux Portugais, aux étrangers : le « je » s'intègre dans le « nous ». Les phrases inachevées (« on n'était pas... on nous voyait pas comme... ») marquent

l'exclusion dont les Portugais faisaient l'objet. Toutefois, ces situations étaient minimisées par les Portugais car ils envisageaient leur séjour de manière provisoire.

### Le projet de vie initiale : épargne et retour au Portugal

Comme le décrit D. Beirão<sup>21</sup>, les Portugais vont au Luxembourg pour construire une maison au Portugal, épargner et repartir au pays. Ce modèle s'applique à la majorité des Portugais qui ont quitté leur pays natal.

« Une fois que j'arrivais ici au mois d'octobre 74... Je me rappelle très bien qu'il faisait très très mauvais : le brouillard, la pluie, pas de soleil et j'me suis dit «c'est pas ici que j'vais rester longtemps ! «... Et pourtant, aujourd'hui, nous sommes en 2005 et j'suis encore là et je suis pas prêt de partir » [Entretien : Homme – 41 ans – Arrivé au Luxembourg en 1974]

La plupart des enquêtés avaient prévu de revenir au Portugal après avoir passé quelques années à l'étranger pour épargner. Le but de l'immigration n'était pas de s'installer à l'étranger mais de revenir plus riche pour pouvoir investir dans l'immobilier et repartir sur des bases saines du point de vue financier.

« Au début quand j'suis venu au Luxembourg, j'me suis dit «moi, j viens au Luxembourg, je vais travailler, j'vais trouver de l'argent et je vais faire une petite maison et puis, j'pars tout simplement ! Comme ça j'ai un trou pour me mettre»... » [Entretien : Homme – 51 ans – Arrivé en 1973 au Luxembourg]

Ainsi, le départ est lié à un projet bien tracé : partir à l'étranger, travailler en économisant, construire une maison au Portugal et y retourner. « Une maison symbolise le succès, que ce soit pour les personnes restées au pays ou pour les personnes qui ont émigré »<sup>22</sup>. Dans cette perspective, tout est mis en œuvre pour trouver du travail et gagner le meilleur salaire. Ainsi, une fois sur le territoire du pays d'installation, les

<sup>21</sup> BEIRAO Delfina, Les Portugais du Luxembourg. Des Familles racontent leur vie, Paris, L'Harmattan/CIEMI, 1999, pp. 31-38.

<sup>22</sup> Ibidem, p. 35.

migrants sont mobiles pour accéder à un travail. D'autre part, dès que ses enfants grandissent, l'épouse est conduite à renouer avec le travail pour contribuer à l'épargne. Ainsi, l'immigration et l'épargne sont une affaire de famille.

Finalement, le projet initial du migrant est d'économiser lorsqu'il est dans le pays d'accueil afin de faire un investissement immobilier dans le pays d'origine. Mais, il est remis en cause notamment par l'arrivée de la descendance. Les Portugais s'inscrivent dans une tendance générale : « les migrants tendent à allonger leur temps de séjour dans le pays d'emploi et les retours définitifs [...] restent limités »<sup>23</sup>. Le schéma d'émigration des Portugais en Europe

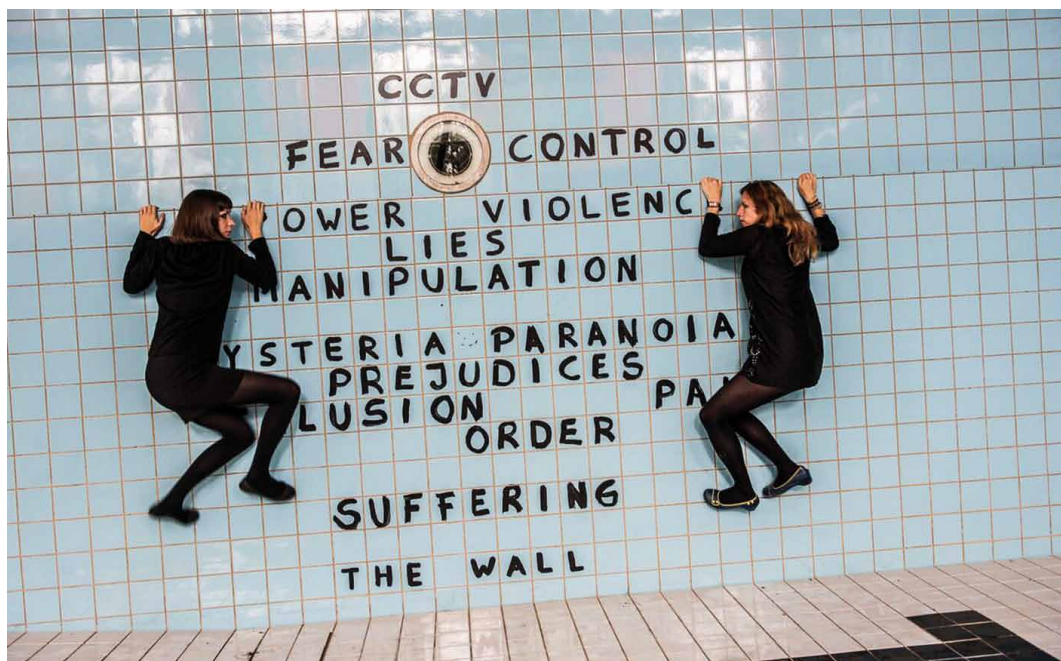
correspond à celui de l'émigration algérienne pour laquelle A. Sayad a défini trois âges : un premier âge qui couvre une émigration dans le but d'aider la famille souvent d'origine rurale, l'émigration est alors provisoire ; ensuite, un deuxième âge qui connaît le développement d'une émigration dans un but individuel et enfin, le troisième âge marque la sédentarisation des populations à l'étranger<sup>24</sup>. La sédentarisation peut conduire à la manifestation d'un intérêt à la politique du pays de résidence d'autant plus que depuis 1992, les ressortissants communautaires sont reconnus comme des citoyens et peuvent, à ce titre, participer à certaines élections.



CDMH, Archives photographiques, Vues quartier Hollerich-Gare 2015  
© Volker Graf. Le café Porto de la rue Adolphe Fischer à Luxembourg, est représentatif des clubs, souvent dédiés à une équipe de football, qui accompagnent la présence portugaise au Luxembourg. En fait, il s'agit très souvent de lieux de rencontre de personnes issues d'une même région. On trouve ce type d'associations à l'identique à Lisbonne. Elles recoupent donc autant les migrations internes qu'internationales.

<sup>23</sup> SIMON Gildas, op.cit., 1995, p. 203.

<sup>24</sup> SAYAD Abdelmalek, « Les trois 'âges' de l'émigration algérienne en France », op.cit., juin 1977, pp. 59-79.



CDMH, Projet « La face cachée des mots » 2012 © Paulo Lobo  
Intervention de Carole Reckinger et Nathalie Oberweis.



CDMH, Projet « La face cachée des mots » 2012 © Paulo Lobo  
Intervention de Milla Trausch.

Le projet est documenté et pérennisé par le site web [la-face-cachee.eu/](http://la-face-cachee.eu/)  
réalisé par Sascha Di Giambattista et Marc Romersa.

# Migrationsgeschichte im Netz: Potenziale für Partizipation und Demokratisierung der Geschichtskultur

*Rainer Ohliger*

## 1. Einleitung: Technischer und politischer Wandel in der Einwanderungsgesellschaft

Das Internet hat seit Mitte der neunziger Jahre nicht nur die Welt der Kommunikation revolutioniert, es verändert auch zunehmend unseren Umgang mit der Vergangenheit: neue Formen der Darstellung und Präsentation historischen Wissens werden möglich, die sowohl ein höheres Maß an Interaktion erlauben als auch stärker partizipatorisch ausgerichtet sind und somit möglicherweise einen demokratisierenden Effekt haben. Die klassischen Medien historischen Lernens – Bücher, Zeitschriften, Ausstellungen, Museen, Radio-Features und Fernseh-Dokumentationen – haben zwar nicht ausgedient. Sie erfahren aber eine Ergänzung durch das junge Medium Internet. Allerdings gibt es auch in diesem neuen Medium bedeutende Kontinuitäten bei der Vermittlung historischen Wissens. Sie ist an die Fähigkeit gebunden, Sprache und Bilder entschlüsseln zu können. Und für das historische Lernen und die Dekodierung historischer Zusammenhänge ist auch im Internet nach wie vor ein Mindestmaß an klassischer Kompetenz notwendig: kontextspezifisches Wissen, historische Vorkenntnisse, die Fähigkeit historisch denken, Quellen einordnen und kritisch interpretieren zu vermögen.

Die eigentliche Innovation durch das Internet im Bereich historischen Lernens und Lehrens besteht also nicht in der Revolutionierung der historischen Methode und des historischen Denkens an sich. Das Neue, das durch das Internet entsteht, hat viel mehr mit den Verbreitungsformen des Wissens, der Veränderbarkeit dieses Wissens und der stärkeren Verbindung von Schrift, Ton und Bild zu tun. Hinzu kommt ein potenziell höheres Maß an Interaktivität, das für den Bereich historischen Lernens und historischer Fachinformation allerdings nicht überschätzt werden sollte. Das Internet macht es möglich, Wissen und Informationen allgegenwärtig und gleichzeitig zur

Verfügung zu stellen, zumindest für jene Personen, die über einen Computer, einen Internetzugang und Lesefähigkeiten verfügen. Die Verbreitung (von Texten) bleibt aber nach wie vor – hier besteht eine traditionelle Einschränkung fort – an die Kenntnis und Beherrschung einer gemeinsamen Sprache gebunden. Das Internet bietet die Möglichkeit bereitgestelltes Wissen stets zu ergänzen und zu verändern, indem Texte modifiziert, neue Quellen hinzugefügt oder das gesamte Konzept der Informationsverbreitung verändert wird. Dies ist ein wesentlicher Unterschied z.B. zum Medium Buch, das in der Regel in der einmal vorgelegten Form bestehen bleibt, sieht man einmal von Zweitaufgaben oder der bewussten Manipulationen, Zensur oder Fälschung von Texten ab. Neu ist auch die stärkere Verbindung von Text, Ton und Bild (bzw. Film) durch das Internet. Während Bild und Schrift bereits in den Printmedien kombiniert sind und Ton und Bild durch Film und Fernsehen eine enge Verbindung finden, ist die Trias zwischen Text, Bild/Film und Ton genuin neu und liefert somit auch neue Möglichkeiten für die Wissensvermittlung und das historische Lehren und Lernen. Das Internet ist in sich also multimedial durch alle medialen Formen.

Der rasante Aufstieg des Internets als neues Leitmedium der Wissensgesellschaft fand in Europa im Allgemeinen und in Deutschland im Besonderen eine zeitlich parallele Entwicklung im gesellschaftspolitischen Bereich der Migration und historiographischen Raum ihrer Erforschung. Seit den frühen neunziger Jahren haben sich Migration und Integration zu zentralen gesellschaftspolitischen Themen entwickelt, die neuen Lösungen zugeführt wurden und dabei für Kontroversen sorgten und sorgen. Die nicht erst seit den neunziger Jahren bestehende (ethnische, demographische und soziale) Vielfalt der deutschen Gesellschaft ist in den neunziger Jahren verstärkt ins Bewusstsein gelangt. Nicht überraschend ist, dass sich mit dem gesellschaftspolitischen Aufstieg des



Themas auch die Frage nach seiner historischen Relevanz und seiner Historizität stellte. Auch hier nahm und nimmt die historische Forschung und die historische Lehre, wenn auch mit zeitlicher Verzögerung, die Anregungen aktueller gesellschaftlicher und politischer Debatten auf und überführt sie in neue erkenntnisleitende Interessen und Projekte. Die Bedeutungszunahme der Migrationsgeschichte – zuvor eine Bindestrichdisziplin in einer Nische – hat somit nachvollziehbare Gründe.<sup>1</sup> Es liegt also auf der Hand, zu fragen, ob und wenn ja, welche Schnittmengen und Überlappungen es zwischen dem Internet oder besser: der Nutzung des Netzes für die historisch-politische Bildung und die Repräsentation der Migrationsgeschichte im Netz gibt. Dies wird im Folgenden für Deutschland anhand von fünf Internet-Projekten veranschaulicht und diskutiert. An zwei dieser Projekte (4. und 5.) war der Autor bzw. das Netzwerk Migration in Europa, dem der Autor angehört, teils selbst beteiligt. Bei diesen fünf Projekten handelt es sich erstens um das „Audio Archiv Migration“, zweitens um das migrationsgeschichtliche Portal „Angewandte“, drittens um die „Route der Migrationen NRW“, viertens um das Projekt „Migrants Moving History: Narratives of Diversity in Europe“ und fünftens um die Webseite und das Lernportal „The Unwanted“.

## 2. Fünf Internet-Projekte zur Migrationsgeschichte: Darstellung und Reichweite

Die Auswahl der folgenden fünf Webseiten und -portale könnte erweitert werden, wenn man den Blick über Deutschland hinaus wagt oder den disziplinären Blick über die Migrationsgeschichte hinaus erweitert. Als außerdeutsche Beispiele seien drei Ausstellungen begleitende Webseiten genannt, und zwar die Homepage des französischen Migrationsmuseums ([www.histoire-immigration.fr](http://www.histoire-immigration.fr)), die die luxemburgische Ausstellung „Retour de Babel“ im Rahmen der Kulturhauptstadt Europas 2007 begleitende Webseite ([www.retourdebabel.lu](http://www.retourdebabel.lu)) und die Webseite, die die Ausstellung „Gast-

arbjeteri“ des Wien Museums Karlsplatz und der Initiative Minderheiten im Jahr 2004 begleitete ([www.gastarbjeteri.at](http://www.gastarbjeteri.at)).

Webseiten mit historischen Informationen und Lernmodulen bieten mittlerweile auch viele historische Museen an. Migration wird dort zwar nicht immer aber immer öfter als ein Querschnittsthema einbezogen. Als Beispiele seien die Internet-Projekte des Deutschen Historischen Museums und des Hauses der Geschichte der Bundesrepublik Deutschland (LeMO: Lebendiges virtuelles Museum Online) oder des National Museum of American History in den USA (Timeline: stories from our exhibits, collections and programs) genannt.

### Das Migration Audio Archiv ([www.migration-audio-archiv.de](http://www.migration-audio-archiv.de))

Das Migration Audio Archiv (MAA) ist ein Audio-Webportal, das von der Rundfunkjournalistin Sefa Inci Suvak und dem Autor und Designer Justus Hermann aus Köln entwickelt und umgesetzt wurde. Es befindet sich seit dem Jahr 2005 im Netz. Aus insgesamt 150 Interviews mit Migranten – vorwiegend in Nordrhein-Westfalen geführt – wurden für die Präsentation im Netz 40 Interviews ausgewählt und bearbeitet. Entlang erzählerischer Leitthemen können die bearbeiteten und teils gekürzten Interviews abgerufen und genutzt werden. Die Biographien der Interviewten sind ausgesprochen breit ausgewählt worden, und zwar sowohl was den sozialen als auch was den Migrationshintergrund bzw. die Form der jeweiligen Migration (Arbeitsmigration, Flucht, Asyl, Familienzusammenführung, Bildungsmigration usw.) anbelangt. Die Interviews bilden einen Ausschnitt der Zeitgeschichte in Deutschland. Es wurde also kein älteres biographisches Audiomaterial bereits verstorbener Zeitzeugen berücksichtigt. Der Schwerpunkt des MAA liegt im Netz auf dem Audio-Format. Bildmaterial oder visuelle historische Quellen werden nur sehr sporadisch eingesetzt, nämlich als Schwarzweiß-Porträtfotografien der interviewten Migranten. Das Textmaterial dieser Seite beschränkt sich (überwiegend) auf knappe technische Erläuterungen und wenige

<sup>1</sup> Dieser Aufstieg zeigt sich z. B. am Boom der Publikationen und Ausstellungen zum Thema.



Hintergrundinformationen zum Projekt insgesamt sowie zu den Personen, ihren Biographien und den Interviewsequenzen. Allerdings gibt es mittlerweile begleitend ein Buch, das Texte zu den Biographien der Migranten und weiterführendes schriftliches und Bildmaterial versammelt.<sup>2</sup> Erwähnenswert ist auch, dass ein Teil der Interviews, die allesamt Radioqualität haben, vom Westdeutschen Rundfunk (WDR) in Köln gesendet worden sind.

### Angekommen ([www.angekommen.com](http://www.angekommen.com))

Die Webseite „Angekommen“ ist ein Projekt, des – mittlerweile aufgelösten bzw. in das Integrationsministerium des Landes Nordrhein-Westfalen überführten – Landeszentrums für Zuwanderung NRW. Die in Kooperation mit verschiedenen Partnern erstellte Webseite widmet sich der Geschichte der Arbeitsmigration aus Italien und von der iberischen Halbinsel nach Deutschland. Die Seiten entstanden in den Jahren 2004 und 2005 anlässlich runder Jubiläen, nämlich dem 50. Jahrestag des deutsch-italienischen Anwerbeabkommens aus dem Jahr 1955 und dem 40. Jahrestag der Begrüßung des millionsten „Gastarbeiters“ am Bahnhof Köln Deutz im Jahr 1964.

Anand von sieben (Italiener) bzw. neun (Spanier/Portugiesen) exemplarischen Biographien wird diese Form der Migration biographisch verdichtet durch Texte, Bilder, Karten und zeitgenössische Quellen erzählt und dargestellt. Anders als das Migration Audio Archiv nutzt diese Webseite das Medium Ton (und Film) nicht, sondern beschränkt sich auf Texte und Fotos. Der räumliche Bezug ist im Großen und Ganzen das heutige Bundesland Nordrhein-Westfalen und somit auch das Weggehen von dort oder das Ankommen in diesem Bundesland. Möglicherweise aus der Migration resultierende transnationale Verflechtungen werden nicht aufgezeigt. Die Geschichte der italienischen Arbeitsmigranten wird durch drei unterschiedliche Epochen deutscher Geschichte verfolgt (Kaiserreich, NS-Zeit und Bundesrepublik). Jene der spanischen ist auf die Zeit seit Anfang der 1960er Jahre begrenzt,

da erst seit diesem Zeitpunkt eine Migration in größerem Umfang von der iberischen Halbinsel nach Deutschland einsetzte. Die tragenden biographischen Erzählungen werden für den Fall der italienischen Arbeitsmigration in Rahmenerzählungen zum Kontext der jeweiligen Migrationsbewegungen eingebettet. Diese Rahmenerzählungen heißen z.B. für die italienische Arbeitsmigration in die Bundesrepublik „Arbeiter für das ‚Wirtschaftswunder‘“, „Vor Kohle“, „Wo wohnen Ihre Gastarbeiter?“, „Jenseits der Arbeit“ und „Abkehr“. Die Stärke dieser Rahmungen besteht in einer gekonnten Auswahl an zeitgenössischen Quellen und Fotos, die mit überleitenden erklärenden Texten zu einer kleinen Geschichte der Einwanderung aus Italien zusammengewirkt werden. Die starke Orientierung an Quellen führt zu einem hohen Maß an Anschaulichkeit und Authentizität. Darüber hinaus liefert die Seite noch eine „Chronik der Italiener im Ruhrbergbau“.

Die Darstellung der spanischen und portugiesischen Einwanderung nach Deutschland folgt einem ähnlichen Aufbau, nämlich biographischen Erzählungen, die in den jeweiligen zeitgeschichtlichen Kontext eingebettet werden, insbesondere durch die Verwendung zeitgenössischer Quellen. Allerdings ist die klare thematische Ausrichtung und Strukturierung anders, weniger stringent vorgenommen worden. Der zeitgeschichtliche Rahmen ist hier verkürzt auf die Fahrt der Arbeitsmigranten nach Deutschland und die Geschichte des „millionsten Gastarbeiters“ Amando Rodrigues de Sá, der im September 1964 aus Portugal kommend am Bahnhof Köln-Deutz feierlich begrüßt wurde. Die Tatsache, dass dieser Teil der Webseite im Rahmen der Erinnerungs- und Gedenkveranstaltung „Armando Rodrigues de Sá, der millionste Gastarbeiter, das Moped und die bundesdeutsche Einwanderungsgesellschaft“ (8. September 2004) erarbeitet wurde, spiegelt sich in der thematischen Schwerpunktsetzung und Rahmung wider. Die Geschichte des Millionsten, der zur Erinnerungssikone der Einwanderung von Gastarbeitern nach Deutschland wurde, wird auf der Seite durch neues Bild- und Quellenmaterial jenseits des Klischees dargestellt und kritisch kommentiert.

<sup>2</sup> Sefa Inci Suvak und Justus Herrmann (Hg.): „In Deutschland angekommen...“. Einwanderer erzählen ihre Geschichte 1955 – heute. Gütersloh/München: Wissen Media Verlag, 2008.

Die Webseite zur Geschichte der Arbeitsmigration aus Spanien und Portugal liefert im Vergleich zur Seite über die italienische Arbeitsmigration ein Mehr, da Fachbegriffe und Ereignisse (z.B. Anwerbeabkommen, Wirtschaftswunder, Mezzogiorno usw.) lexikalisch durch separate Links erläutert werden. Außerdem gibt es einen ausführlichen Länderbericht zur spanischen und portugiesischen Migration, der die Geschichte in den Kontext der Herkunftsländer stellt. Eine solche Kontextualisierung fehlt leider für die Geschichte der italienischen Arbeitsmigration.

### Route der Migration Nordrhein-Westfalen ([www.migrationsroute.nrw.de](http://www.migrationsroute.nrw.de))

Die Route der Migration Nordrhein-Westfalen: Vom Kommen, Bleiben und Gehen ist ein historisch-politisches Projekt des Integrationsbeauftragten des Landes Nordrhein-Westfalen. Es wurde mit zwei Partnern (DOMiD und Lichtbild) und einigen externen Experten umgesetzt. Die von dem französischen Historiker Pierre Nora entwickelte Idee der Lieux de mémoire (Erinnerungsorte) wurde hier aufgegriffen und auf die Migrationsgeschichte im weiteren Sinn angewandt, d.h. auf Fragen der Einwanderung, der Auswanderung und der temporären Migration. Bislang wurden 14 solcher Orte, bei denen es sich in der Regel tatsächlich um physische, nicht im Sinne von Nora auch um nur symbolische Orte handelt, historisch und in ihrer Erinnerungsdimension für die Migrationsgeschichte erschlossen. Es handelt sich dabei um so verschiedene Plätze wie das ehemalige Aufnahmelaager Unna-Massen, das Pastorius-Denkmal aus Krefeld, das an die ersten Amerikauswanderer im Jahr 1683 erinnert, oder den Fief Wunnen Baum in der Nähe von Laer, an dem sich Hollandgänger sammelten, um der Saisonarbeit im Nachbarland nachzugehen.

Jeder Erinnerungsort ist mit einem Foto abgebildet und wird durch einen kurzen, gut lesbaren Text erläutert. Darüber hinaus bietet die Webseite für jeden Erinnerungsort thematische Vertiefungen, technische und logistische Informationen sowie Verweise auf ähnliche, themenverwandte Erinnerungsorte in Nordrhein-Westfalen. Vor allem aber wird die Hauptseite fast jedes Erinnerungsortes mit bis zu sieben weiteren Seiten vertieft, die wiederum präzise erläuternde Texte sowie reichlich gut ausgewähltes Bild- und Quellenmaterial liefern. Dies sei kurz

für den Erinnerungsort der Hollandgänger erläutert, der unter der Überschrift „Die Hollandgänger – Unsere Vorfahren als 'Gastarbeiter'“ eingeführt wird. Vertiefend kann man zu diesem Erinnerungsort noch etwas über „Grenzerfahrungen“, „Die Wege der Hollandgänger“ und „Torf und Gras, Lebens- und Arbeitsbedingungen der Hollandgänger“ erfahren.

Hinter dem Konzept der „Route der Migration“ verbirgt sich nicht wirklich eine geographische Route, die einzelne Orte sachlogisch miteinander verbindet, sondern vielmehr eine Auswahl historischer Landmarken der Migrationsgeschichte, die erst durch ihre Präsentation und Verbindung auf einer gemeinsamen Internetseite in einen symbolischen und Deutungszusammenhang gestellt werden. Die Einwanderungsgesellschaft konstruiert sich so Schritt für Schritt eine gemeinsame Vergangenheit, die Anknüpfungspunkte für die Einheimischen wie auch die Einwanderer bietet und die heutige durch Migration bedingte gesellschaftliche Diversität in eine breitere historische Tiefendimension setzt. Der unschlagbare Vorteil des Konzepts der Route der Migration besteht in seiner inhaltlichen Offenheit. Zwar ist die Webseite wie auch die anderen hier vorgestellten Seiten bislang nicht interaktiv im Sinne eines Blogs, aber sie hat ein partizipatives Element. So besteht die Möglichkeit, weitere Erinnerungsorte vorzuschlagen, die Zug um Zug umgesetzt werden sollen. Bislang sind 16 solcher Vorschläge gemacht worden, die zeigen, wie vielfältig die Migrationsgeschichte ist und wie zahlreich die Orte sind, die migrationshistorische Bedeutung haben. Das Projekt ist bislang auf ein Bundesland in der Bundesrepublik begrenzt, hat aber das Potenzial, durchaus zu einem gesamtdeutschen oder auch europäischen Vorhaben zu werden.

### Migrants Moving History ([www.migrants-moving-history.org](http://www.migrants-moving-history.org))

Die englischsprachige Webseite Migrants Moving History versammelt Interviews mit zwölf Schriftstellern und Filmemachern aus neun europäischen Metropolen (Amsterdam, Athen, Berlin, Istanbul, London, Luxemburg, Madrid, Oslo und Warschau). Die Künstler sind Einwanderer oder stammen aus eingewanderten Familien. Sie wurden zu den Themen Migration, Identität, Geschichte, aber auch zur Reflektion dieser Themen in ihrem künstlerischen Schaf-

fen befragt. Aus dem Interviewprojekt ging ein 20minütiger Kurzfilm sowie die Webseite mit längeren thematisch strukturierten Interviewpassagen hervor. Das vom Hauptstadtkulturfonds geförderte Projekt war eingebunden in die Berliner Tagung „Migration in Museums: Narratives of Diversity in Europe“, die im Oktober 2008 in Kooperation mit sieben Berliner Museen durchgeführt worden war. Beteiligt waren die Deutsche Kinemathek – Museum für Film und Fernsehen, die Erinnerungsstätte Notaufnahmelager Marienfelde, das Jüdische Museum Berlin, das Jugendmuseum Schöneberg, das Kreuzberg Museum, das Märkische Museum/Stadtmuseum und das Museum Neukölln. Zu dieser Tagung waren neben Museumsexperten, Wissenschaftlern und Vertretern von Migrantenorganisationen auch die interviewten Künstler eingeladen. Die Webseite konzentriert sich auf das bearbeitete und geschnittene Interviewmaterial, biographische Hintergrundinformationen zu den interviewten Künstlern und die Reflektion zu den Themen „Migration und Museum“ sowie „Migration und Erinnerung“. Das Projekt wurde durch das Netzwerk Migration in Europa, zu dem der Autor dieses Aufsatzes gehört, und die Berliner Filmemacherin Wiebke Pöpel realisiert.

### The Unwanted

([www.the-unwanted.com](http://www.the-unwanted.com) und  
<http://lernportal.the-unwanted.com>)

Ein weiteres biographisches Internet- und Filmprojekt zur Migrationsgeschichte, dieses Mal allerdings eingeschränkt auf Fragen der Zwangsmigration bzw. von Flucht und Vertreibung, ist die Webseite und das Lernportal „The Unwanted“. Dieses Projekt des Netzwerks Migration in Europa hat ebenfalls einen biographischen Zugang zur Geschichte im europäischen Jahrhundert der Flucht, dem 20. Jahrhundert. Für drei unterschiedliche regionale und historische Fälle wurden Interviews mit Zwangsmigranten und deren Kindern geführt, um sich der Erinnerung und den Identitätskonstruktionen durch die Erzählungen anzunähern. Bei den Fällen handelt es sich erstens um die Türkei und Griechenland in den 1920er Jahren, also den gegenseitigen Austausch der jeweiligen Minderheiten aufgrund des Lausanner Abkommens im Jahr 1923. Zweitens wurde der polnisch-deutsche Fall am Ende des Zweiten Weltkriegs einbezogen, also die Flucht, Vertreibung und Umsiedlung der Deutschen aus den ehemaligen

Ostgebieten des deutschen Reiches bzw. deutscher Minderheiten aus Ostmittel- und Osteuropa sowie der polnischen Bevölkerung aus den ostpolnischen Gebieten des polnischen Staates der Zwischenkriegszeit. Drittens fand der Fall Bosniens in den 1990er Jahren Berücksichtigung. Insgesamt wurden 17 Personen in den drei Großregionen interviewt. Die Interviews sind in bearbeiteter Form im Netz als Audio-Format verfügbar, und zwar auf Deutsch – gesprochen durch professionelle Sprecher – und teils auch in den Originalsprachen. Die Interviews bilden den Kern der Webseite. Gegliedert und aufbereitet wurden sie in neun verschiedene thematische Bereiche von Kindheits- und Jugenderinnerungen in den Herkunftsgebieten, über den Akt der Umsiedlung bzw. Vertreibung bis hin zu den Fremdheitserfahrungen in den Aufnahmegebieten usw. Die Audioquellen werden durch Texte, Karten, Fotos, Literaturhinweise, Links im Internet und eine narrative Rahmung sowie eine Chronologie der Ereignisse ergänzt. Die Interviews und Quellen der Webseite sind darüber hinaus in einem Lernportal als Unterrichtseinheiten aufbereitet worden, sodass sie für den Bereich der historisch-politischen Bildung an Schulen und bei außerschulischen Bildungsträgern eingesetzt werden können. Parallel zu dem Interviewprojekt entstand ein 90minütiger Dokumentarfilm für das deutsche Fernsehen (Behind Words). Ausschnitte dieses vom britischen Regisseur John Burgan erstellten Films sind auf der Webseite abrufbar.

## 3. Digitale Migrationsgeschichte im Vergleich

Die hier vorgestellten fünf Internetprojekte nutzen das neue Medium, um Teile der deutschen und auch der europäischen Migrationsgeschichte in innovativer Art und Weise zugänglich zu machen. Die Innovation besteht einerseits in der Kombination verschiedener Informationsquellen (Bild, Ton, Text und Film), die bei herkömmlichen Medien historisch-politischer Bildung meist nicht alle zusammen eingesetzt werden können. Dies gilt insbesondere für die Verbindung von Texten und Fotos einerseits mit Tönen und Filmen andererseits. Allerdings nutzen bislang nur drei von fünf Medien die Verbindung. Zwei Webseiten – [www.angekommen.com](http://www.angekommen.com) und die Route der Migrationen hätten in der Form auch als gut bebildertes Buch entstehen können.

Fast allen Seiten, die Ausnahme bildet die Route der Migrationen, ist gemeinsam, dass vor allem auf Lebensgeschichten von Zeitzeugen gesetzt wird, um die Erfahrungsebene der historischen Subjekte abzubilden. Dieser starke biographische Zugang hat auch mit der Tatsache zu tun, dass es sich um Internetprojekte handelt, die anders als das Buch die Möglichkeit bieten, Töne hörbar und bewegte Bilder sichtbar in die Darstellung einzubeziehen. Der biographische Ansatz ist aber nicht allein, noch nicht einmal vornehmlich der neuen Technik geschuldet, sondern hat vor allem mit der Tatsache zu tun, dass es sich bei allen Projekten um public history für ein größeres Publikum handelt, nicht um akademische Fachbeiträge. Oral history und biographische Ansätze rücken daher in den Vordergrund, da sie die Möglichkeit bieten, einen stärker empathischen Zugang zu eröffnen, der auch dem historischen Laien ohne große fachliche Vorkenntnisse zugänglich ist. Daher gilt für diese Projekte die gleiche Kritik, wie sie seit deren Entstehen an der oral history insgesamt geübt worden ist, nämlich, dass die Gesamtgeschichte nicht in den wechselseitigen Intentionen der Individuen und ihrer erzählten Lebensgeschichten aufgeht, sondern auch stark von übergeordneten Strukturen und Prozessen beeinflusst ist, in die die individuelle Erfahrung eingebettet ist. Auch gilt die Kritik, dass die Arbeit mit Zeitzeugen und Interviews, die Erinnerungen an migrationshistorische Ereignisse und Geschehnisse erheben, eher etwas über den Prozess der Erinnerung und die Herausbildung kollektiver Identitäten von Gruppen aussagt, denn über den faktischen historischen Prozess selbst. Der biographische Ansatz erlaubt aber, dies zeigt sich bei zwei Projekten explizit, einen die Grenzen herkömmlicher, meist noch nationalstaatlich geprägter historischer Darstellungen zu überschreiten, indem international vergleichend gearbeitet wird. Dies ist insbesondere für die Migrationsgeschichte ein deutliches Plus, da diese ja per definitionem grenzüberschreitend ist.

Was bei allen Projekten bislang noch fehlt, ist das hohe Maß an Interaktivität zu nutzen, das das Web 2.0 bietet. Alle fünf Projekte sind klassische Angebote, die von Produzenten (oder Sendern) für Nutzer (oder Empfänger) konzipiert worden sind, ohne dass die Nutzer die Möglichkeit der Rückkoppelung und direkten Partizipation haben. Eine aktive Einbindung der Nutzer findet also nicht statt. Hier liegt noch

ein ungenutztes Potenzial für die zunehmende Demokratisierung historischen Lernens und Forschens im öffentlichen Raum.

#### 4. Schlussbetrachtung: Die digitale Revolution als Erweiterung der historischen Perspektive

Der technische und der soziale und politische Wandel der letzten zehn bis fünfzehn Jahre erlaubt, Inhalte historisch-politischer Bildung durch neue Formen und Methoden zu vermitteln. Teils werden auch die Inhalte selbst erweitert, wie es sich durch die zunehmende Bedeutung der Migrations- und Minderheitsgeschichte in Europa zeigt. Die wachsende Pluralisierung der Gesellschaft spiegelt in der Pluralisierung historischer Repräsentationen und Narrationen wider. Das historische Gedächtnis wird erweitert. Diese Erweiterung fußt teils auch auf der Erweiterung des kulturellen Erbes bzw. der Definition dessen, was unter diesem Erbe zu verstehen ist. Das historische Erbe zu sammeln und zu bewahren, heißt heute nicht mehr allein, das materielle historische Erbes (tangible heritage) zu sichern, sondern auch zunehmend und vor allem auch jenes Erbe, das immateriell, also durch Erzählungen, Rituale und soziale Praktiken der Erinnerung in communities gespeichert und übermittelt wird (intangible heritage). Die Sicherung und Bewahrung dieses kulturellen Erbes ist insbesondere für statusschwächere neue gesellschaftliche Gruppen wichtig, die nicht, noch nicht oder noch nicht im gleichen Ausmaß an tradierten Formen der historischen und kulturellen Erinnerungsarbeit teilhaben. Migranten und Minderheiten zählen klassischerweise zu diesen Gruppen, da sie durch ihren Status als neu Hinzugekommene und/oder nicht Arrivierte meist in den etablierten Strukturen durch die vorherrschenden Machtverhältnisse benachteiligt werden. Das Internet mit seinen teils radikaldemokratischen, teils anarchischen Formen bietet für die Sicherung des historischen Erbes von Migranten und der Repräsentation ihrer Geschichte noch ein ausbaufähiges Potenzial, da neue interaktive technische und soziale Formen des Dokumentierens und Erinnerns möglich werden. Das Internet überwindet z.B. die klassische Grenze von Archiven und Museen, da es potenziell beide Aufgaben gleichzeitig leisten kann.

Im Prozess der zunehmenden Digitalisierung historisch-politischer Dokumentation und



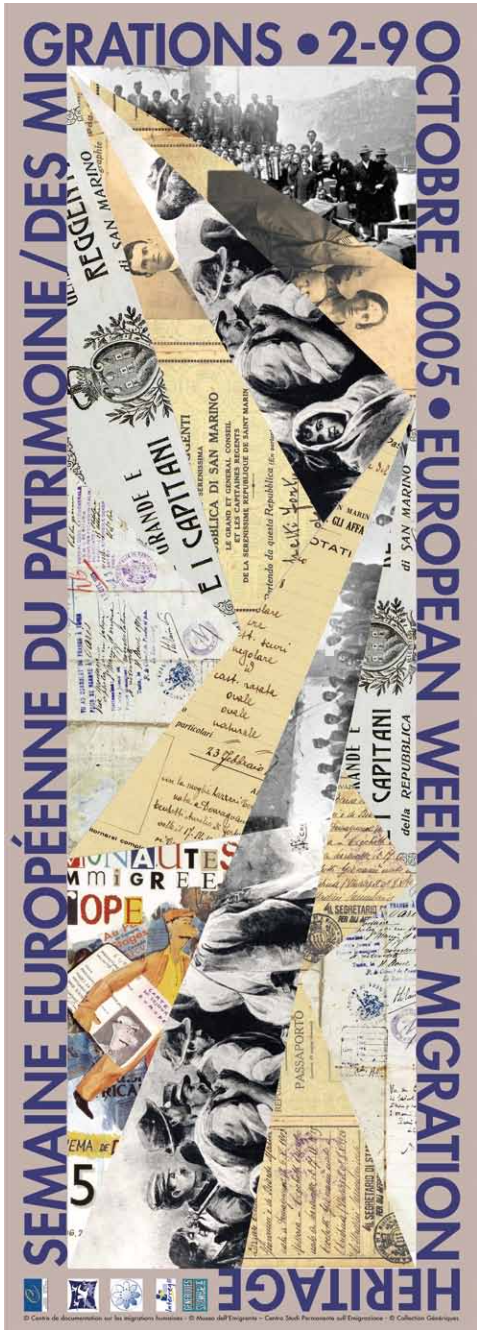
Arbeit wird es voraussichtlich immer stärker – ganz im Geist der Kultur des interaktiven Web 2.0 und zukünftiger Web 3.0, Web 4.0 usw. Versionen – zu partizipatorischen Formen des Sammelns und Bewahrens (privater) historischer Quellen kommen. Die historischen Subjekte, Individuen und Gruppen werden sich gleichermaßen zunehmend an der Schaffung eigener Archive, eigener Gedächtnislandschaften und somit auch eigener Erinnerungskulturen beteiligen. Die hegemoniale Funktion ausgebildeter Archivare und Historiker wird somit relativiert werden. Es könnte so zu einer zunehmenden Pluralisierung und Demokratisierung des historischen Arbeitens und der historischen Erinnerung kommen, dies vielleicht auch um den Preis einer geringeren Professionalität bzw. Methodenkompetenz oder gar einer Verflachung historischen Arbeitens durch Popularisierung. Oder positiv gewendet: es könnte zum Sieges-

zug einer partizipatorischen, demokratisch verankerten public history kommen. Damit würden historisches Sammeln und Bewahren und die Ausgestaltung von Geschichtsdiskursen und die Formierung von Geschichtsbildern tatsächlich zur res publica, zu einer gemeinsamen und demokratischen Sache der politisch interessierten Bürger. Dies wäre in den sich pluralisierenden Einwanderungsgesellschaften Europas politisch ein Fortschritt. Die neuen, technisch induzierten Möglichkeiten historischer Repräsentation und Partizipation sind dabei natürlich nicht beschränkt auf das Thema Migrationsgeschichte oder gar die verstärkte Teilhabe von Migrant\*innen an historischen Diskursen. Jedoch zeigt sich in diesem Segment der Gesellschaft wie durch ein Brennglas, welche Chancen und Entwicklungsmöglichkeiten bestehen durch die neue und zunehmende Verschränkung des sozialen Wandels mit dem kognitiven und technischen Wandel.

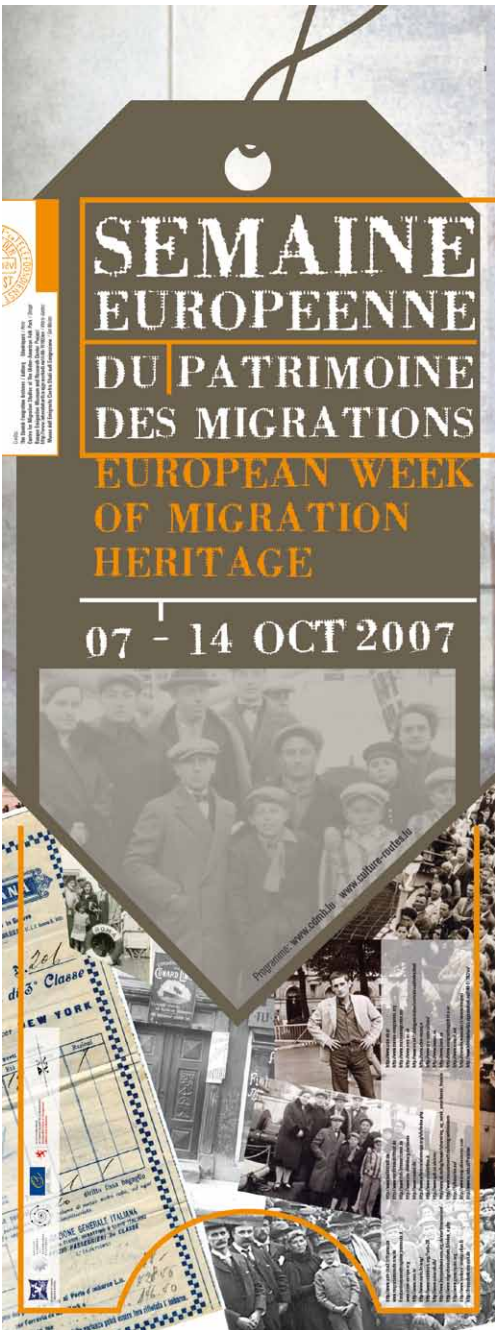


CDMH, Projet «La face cachée des mots» 2012 © Paulo Lobo. Photo de famille.





Affiche de la première semaine du patrimoine des migrations, 2005 © Génériques, Paris



Affiche de la troisième semaine du patrimoine des migrations, 2007 © CDMH, Dudelange

## L'Association of European Migrations Institutions (AEMI) et les heurts et malheurs de l'« Itinéraire européen du patrimoine des migrations »

Antoinette Reuter

Depuis 1996, le CDMH fait partie de l'« Association of European Migration Institutions » (AEMI)<sup>1</sup>. Ce réseau de musées et de collections (archives, bibliothèques) spécialisés dans la thématique des migrations a été créé en 1991 à partir d'un partenariat d'abord informel de praticiens scandinaves, allemands et anglo-saxons. Son intérêt était dû à la localisation géographique des membres fondateurs, tourné au départ exclusivement vers les émigrations maritimes et plus particulièrement transatlantiques. Le CDMH était la première structure adhérente à soulever la question de l'immigration. De par le poids que continue à représenter en son sein le travail bénévole, il a été et reste depuis lors le petit poucet de l'association.

En dépit de cette particularité, l'asbl a réussi le tour de force d'attirer à Dudelange en 1998 l'assemblée annuelle de l'AEMI. Cette manifestation a durablement marqué le réseau, car l'ordre du jour proposé à cette occasion par l'équipe de la Gare-Usines s'est imposé en tant que modèle standard à suivre à l'occasion des réunions futures. Aux opérations administratives statutaires liées au fonctionnement du réseau est venu dès lors s'ajouter un colloque scientifique et une excursion / visite évoquant les spécificités migratoires du lieu respectif où se tient l'assemblée. En 1998, les représentants de l'AEMI ont ainsi pu découvrir le quartier « Italien » et la thématique de l'immigration. Ils ont par ailleurs visité le musée de l'abbaye d'Echternach, pour mettre en avant, à travers l'exemple des moines anglo-saxons

et irlandais, l'idée de la profondeur historique des migrations. Enfin, ils se sont rendus sur les traces des émigrants luxembourgeois vers les Etats-Unis à travers la découverte des croix de chemin offertes par les « Américains ».

Sans être représenté au bureau, le CDMH a pendant de longues années tenu un rôle fédérateur au sein de l'organisation, en mettant sur pied et en gérant l'« Itinéraire européen du patrimoine des migrations », de même qu'en coordonnant la « Semaine européenne du patrimoine des migrations »<sup>2</sup>. Ces projets, nés de la proximité avec l'« Institut européen des Itinéraires culturels du Conseil de l'Europe »<sup>3</sup>, s'étaient assigné comme but de faire connaître au public le patrimoine des migrations dans toutes ses facettes. Il s'agit en l'occurrence de l'une des premières revendications d'un patrimoine spécifique lié aux migrations. Depuis cette évocation initiale, les contours de cette notion ont été largement précisés par des travaux académiques<sup>4</sup>.

L'« itinéraire européen du patrimoine des migrations » a donné notamment lieu à la mise en place de balades patrimoniales urbaines liées aux migrations. C'est dans ce cadre qu'a pu être institutionnalisé notamment à partir de 2007 le circuit de visite dans le quartier « Italien » à travers la collecte de mémoire assurée auprès des différents acteurs par la volontaire européenne Zeina Habet qui partageait son temps entre l'« Institut européen des Itinéraires culturels du Conseil de l'Europe » et le CDMH. D'autres itinéraires directement liés à ce projet ont été mis en place à Anvers<sup>5</sup>, Bochum<sup>6</sup>, Berlin<sup>7</sup> et Paris<sup>8</sup>.

<sup>1</sup> <http://www.aemi.eu> (consulté au mois de janvier 2017)

<sup>2</sup> qui se tenait la 2<sup>e</sup> semaine d'octobre.

<sup>3</sup> établi à Luxembourg-Neumünster.

<sup>4</sup> BARBE, Noël, CHAULIAC, Marina (sous la direction de), *L'immigration aux frontières du patrimoine*, Paris: Maison des Sciences de l'Homme, 2014.

<sup>5</sup> [www.visitantwerpen.be/fr/passe-eilandje](http://www.visitantwerpen.be/fr/passe-eilandje) (consulté au mois de janvier 2017)

<sup>6</sup> <http://www.routemigration.angewonnen.com> et <https://www.lwl.org/industriemuseum/standorte/zeche-hannover/migration> (consulté au mois de janvier 2017)

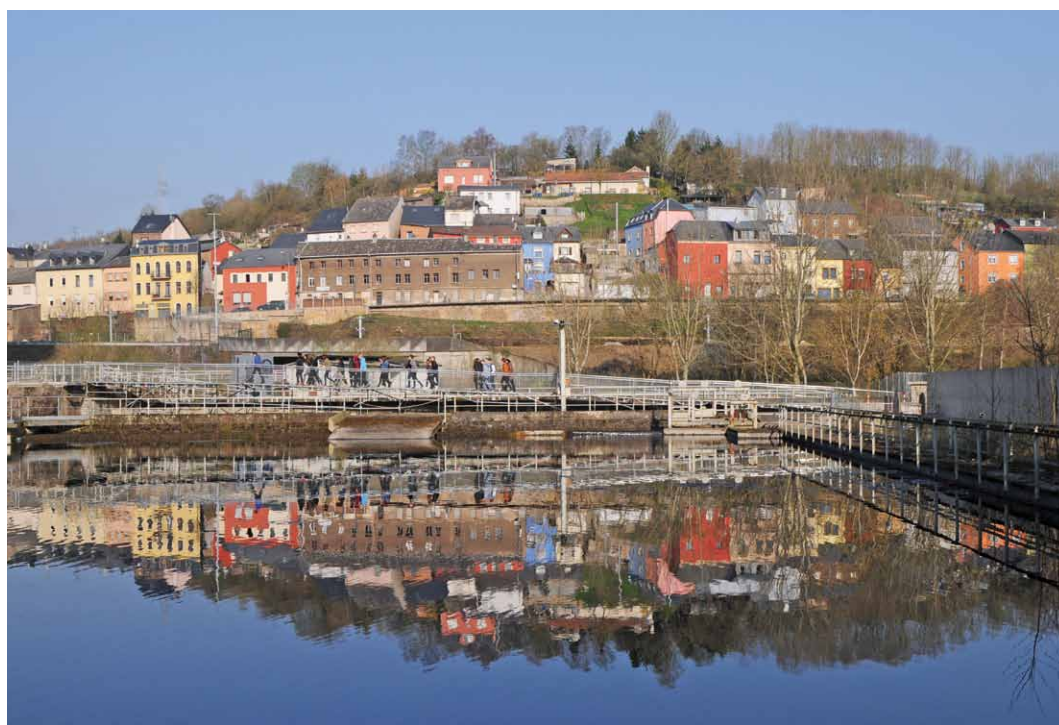
<sup>7</sup> <http://www.network-migration.org/route/index.html> (consulté au mois de janvier 2017)

<sup>8</sup> <http://www.generiques.org/9403-2/> (consulté au mois de janvier 2017)

Le fait que le Conseil de l'Europe ait retiré en 2011, pour une simple question d'inadéquation administrative<sup>9</sup>, son habilitation à cette activité alors très novatrice, en plein dynamisme et touchant à une question sociale majeure, ne peut que laisser un arrière-goût amer<sup>10</sup>. Ceci n'a pas empêché les anciens partenaires de continuer une démarche qu'ils estiment porteuse en dehors des instances du Conseil de l'Europe. Fort de l'expérience du quartier « Italien », le CDMH a pu en effet contribuer à la mise en place d'une balade patrimoniale sur les traces des migrants dans le quartier « Hollerich-Gare » à Luxembourg-Ville, ceci dans le cadre des travaux de la « QuattroPole »<sup>11</sup>. A Dudelange,

de nouvelles voies sont à l'étude au quartier « Schmelz ». Les animateurs du « Westfälisches Industriemuseum » présentent désormais, non seulement une application numérique, mais une route « in situ » à Bochum. Quant à l'association « Génériques », elle propose en coopération avec des partenaires associatifs franco-italiens une « Balade patrimoniale sur les traces des antifascistes italiens à Paris ». Cette réalisation donne actuellement toute sa mesure dans la cadre de l'exposition « Ciao Italia », organisée à la Porte Dorée par le Musée national de l'histoire de l'immigration.

Donc, affaire à suivre !



CDMH, Photoarchiv, Spiegelung des Italienviertels im ehemaligen Kühlbecken der Eisenhütte, 2013, 22 April, Düdelingen © Christian Kandzia

<sup>9</sup> Le Conseil de l'Europe a demandé à chaque route de se constituer en association légale. Or, l'AEMI est une association de fait, mais non pas de droit. Depuis près de 30 ans, elle fonctionne selon des statuts reconnus par ses adhérents, en toute transparence et sans accroc. De ce fait ses membres n'ont pas vu l'utilité de répondre à l'exigence du Conseil de l'Europe de se doter de statuts légalement déposés dans l'un ou l'autre pays. On ne peut que regretter l'aveuglement des instances européennes concernées qui au lieu de considérer et d'évaluer la diversité des réalités et activités de terrain ont préféré imposer un modèle de fonctionnement unique. Il s'agit en l'occurrence d'une de ces dérives technocratiques qui font aujourd'hui désespérer tant d'Européens de l'Europe ... institutionnelle.

<sup>10</sup> Le CDMH, coordinateur du projet, s'est notamment dans cette situation – sans explication aucune – senti totalement abandonné par les pouvoirs publics luxembourgeois pour une question qui n'était nullement financière, mais relevait d'une simple médiation.

<sup>11</sup> [www.quattropole.org/fr/migration](http://www.quattropole.org/fr/migration)



## Images, imaginaires

CDMH

Rares sont les phénomènes qui ont fait l'objet d'une production d'images aussi soutenue que les migrations. Rares sont de ce fait également les phénomènes qui font l'objet d'autant de représentations, clichés et préjugés que les migrations.

Ce plein d'images concerne hautement le lieu où se trouve implanté le CDMH, le quartier Italie. Celui-ci s'en trouve même tellement affecté que là où on n'a pas été en mesure d'exhiber la carte postale séante, on s'est efforcé de la créer en parole. La presse où les monographies locales livrent de nombreux exemples de cette production picturale par l'entremise du verbe<sup>1</sup>.

De ce fait, l'équipe du CDMH a été depuis ses débuts très attentive à la collecte et à l'analyse de l'image, notamment photographique, liée aux migrations. Pour ce qui est de la mémoire photographique, elle est en cela héritière de la démarche participative pionnière d'ACAQI. Le plus gros des fonds photographiques dont le CDMH peut se flatter lui ont en effet été reversés par cette association. Le fonds comporte des originaux, mais aussi des copies de photos restées dans les familles. Beaucoup d'originaux ayant depuis lors disparu, ces reproductions en constituent souvent la seule trace, donc une matière précieuse<sup>2</sup>.

Les animateurs du CDMH ont partagé leurs interrogations à propos de la photo avec le public en proposant des expositions autour de ses collections. Ont été présentées notamment les productions des studios d'Umberto

Cappelari (1882-1969) et de Dominique Lang (1874-1919) ou diverses réalisations du photographe Philippe Matsas évoquant le quartier Italie<sup>3</sup>. Des ateliers évoquant les problématiques de la collecte et de la conservation des supports photographiques ont de même été organisés<sup>4</sup>.

En dépit de cet engagement, la conservation adéquate de ce fonds photographique au sein de l'asbl continue à poser problème. Celle-ci n'offre en effet pour l'heure pas, au jour le jour, un environnement propice à une gestion experte de ce trésor.

Le souci porte d'abord sur l'intégrité physique de la collection. Celle-ci est en effet gardée en des lieux peu adaptés à sa conservation puisque exposés à la poussière et aux variations de température (cave, grenier). Elle est par ailleurs manipulée souvent sans précautions (pas de conservateur attitré, de ce fait accès en libre service) et compromise par des prêts sans retour, voire des vols (inventaire sommaire, lieux non fermés).

Pour pallier ces graves déficiences, un échange a été mis en place avec le service de la mémoire photographique de la Ville de Dudelange<sup>5</sup>. Toutes les nouvelles entrées concernant Dudelange sont désormais systématiquement transmises aux archives municipales de Dudelange, où elles sont gardées en armoire forte et indexées comme provenant du CDMH. La ville de Dudelange ne conservant que sa propre mémoire, un rapprochement a

<sup>1</sup> Se reporter à titre d'exemple à HOFFMANN, Jim, « Paillettes de souvenir », in PETIT, Joseph, Dominique Lang. Impressionniste luxembourgeois, Luxembourg, 1953, p. 49-52.

<sup>2</sup> En ce qui concerne les reproductions on peut regretter, par rapport à la norme actuellement appliquée à ce type de documents, que les rectos des photographies et les informations concernant les photographes n'aient pas été systématiquement reproduits. Ces informations permettraient en effet de mieux évaluer l'environnement social dans lequel les clichés ont été produits.

<sup>3</sup> Il convient d'évoquer à ce sujet notamment les expositions « Lusitanie en Italie » (2007) issue des productions de Philippe Matsas pour « Liewen am Minett » (1986) coordonnée par Zeina Habet et Antoinette Reuter ainsi que « Pittoresque » (2011) prise en charge par Dario Cieol et Christine Muller.

<sup>4</sup> se reporter aux contributions de de Roxane Kostigoff, Francesco Padovani et Antoinette Reuter, [www.cdmh.lu](http://www.cdmh.lu) à la rubrique ressources/articles en ligne/autour de Dominique Lang et Umberto Cappelari.

<sup>5</sup> <http://www.dudelange.lu/fr/a-propos/histoire/photographies-anciennes> (consulté au mois de janvier 2017)

également pu être opéré récemment avec le CNA pour le reversement éventuel de certains fonds plus généraux<sup>6</sup>.

Est sujette également à interrogation la praticabilité de ces collections. En effet, croire qu'il suffit de scanner des documents pour les rendre utilisables par le public ou les chercheurs constitue une erreur très commune, mais nécessairement fatale. Comme pour les documents papier, sans indexation, pas de consultation savante ou d'interopérabilité entre les documents. Or, indexer des documents est une pratique de longue haleine, demandant par ailleurs compétences et expertise. Comme il s'agit d'une tâche hautement savante, mais n'offrant en contrepar-

tie guère de visibilité à la personne qui s'y livre, les bénévoles acceptant de mettre leur savoir-faire au service du CDMH ne sont pas légion. A l'inverse, l'asbl CDMH n'a pour l'heure pas la main d'œuvre salariée qui serait en mesure de se charger de ce travail. Voilà donc un chantier qui reste ouvert.

Le projet de disposer d'une banque de données photographiques relève-t-il pour autant de l'utopie ? Le magnifique projet d'un « *archivio fotostorico* » mis en œuvre pour le Feltrino, région d'Italie d'où sont originaires les premières familles italiennes de Dudelange, montre la voie<sup>7</sup>. Il conviendra d'explorer dans un proche avenir les bonnes synergies.



CDMH, Archives photographiques, Projet « Retour de Babel » 2007 © Sabine Reiser  
Le Hall Fondouq, un lieu de manifestations multiples, ayant investi les anciens ateliers de l'usine sidérurgique.

<sup>6</sup> Une donation de photos provenant du Fonds Raymond Waringo et concernant l'agence photographique Ahrens qui était à l'œuvre au Luxembourg pendant l'occupation nazie a pu ainsi être récemment reversée.

<sup>7</sup> <http://fotostorica.feltrino.bl.it/>



## CDMH – doch ein dauerhaftes Migrationsmuseum für Luxemburg?

### CDMH

Im Rahmen von „Luxemburg und Großregion, Kulturhauptstadt 2007“ hat die Ausstellung „Retour de Babel“ die Frage nach einem regelrechten Migrationsmuseum inklusive Dauer Ausstellung aufgeworfen. Das sehr aufwändige Ausstellungsprojekt „Retour de Babel“ – es bespielte fast 6000 m<sup>2</sup> in einer stillgelegten Halle auf dem Gelände der ehemaligen Düdelinger Stahlhütte – war sozusagen die Präfiguration einer permanenten Ausstellung. Ausgerichtet wurde es durch eine originelle Trägergemeinschaft, nämlich einen eigens geschaffenen Verein in dem das CDMH, die Gemeinde Düdelingen sowie die wichtige Ausländerplattform Comité de liaison des associations d'étrangers (CLAE) vertreten waren.

Die Ausstellung hat in jeweils 3 Abteilungen – Weggehen, Ankommen, Bleiben – das Migrationsgeschehen (Ein- und Auswanderung) dokumentiert. Schleusenelemente wie „Papierkrieg“ und „Hin- und her“ fungierten als Überleitung zwischen den einzelnen Ausstellungsbereichen. Diese waren zudem in weitere Themen untergliedert. So wurden bei der Abteilung „Weggehen“ etwa verschiedene Auswanderungsgründe dargestellt, bei „Ankommen“ Felder wie Arbeit, Sprache, Schule, Wohnen, bei „Bleiben“ Heirat, Familie, gesellschaftliche Beteiligung, Erfolg.

Vorgestellt wurden sowohl die Schicksale historischer, als auch zeitgenössischer Migrantinnen und Migranten. Jede Person war mit ihrem Portrait, ihrem – oft verschlungenen – Migrationsweg, einer Selbstdarstellung und einem Objekt vertreten. Die Objekte wurden in transparenten Tragetaschen, also quasi mobilen Vitrinen gezeigt.

Während der Ausstellungsdauer fanden in dem der Ausstellungshalle angegliederten Veranstaltungssaal Hall Fondouq Dutzende von kleineren Veranstaltungen statt. Hier ergaben sich durchaus erfrischende Momente und Interaktionen. So hat zum Beispiel zum ersten Mal die italienische Community in allen ihren Kom-

ponenten, von katholisch bis kommunistisch, mit einem gemeinsamen Programm das italienische Nationalfest zusammen gefeiert.

Das Projekt bleibt in seiner Einmaligkeit wohl allen Beteiligten in bleibender Erinnerung – von der unterschwelligsten Angst es nicht rechtzeitig zu schaffen – galt es doch eine jahrelang stillgelegte Industriehalle mit den notwendigen Infrastrukturen für den Publikumsbetrieb fit zu machen – bis zu der leichten, leuchtenden Ausstellungsarchitektur des Trierer Büros „fluessig“ (Elke Kretzer und Sabine Reiser).

Die Ausstellung war zweifellos ein Erfolg, auch wenn die Besucherzahlen das angedachte Soll nicht erreicht haben. Es ist dies eine in allen grösseren Migrationsausstellungen und -museen gemachte Erfahrung: Die gesellschaftliche Relevanz des Themas Migration schlägt nicht automatisch mit einem ausufernden Publikumsandrang zu Buche. Das tut der Bedeutung solcher Projekte jedoch keinen Abbruch, denn sie erfüllen vielfach andere wichtige symbolische Aufgaben, die andernorts nicht geleistet werden. So war von den Ausstellungsmacherinnen und -machern das Projekt als Hommage an jene Menschen gedacht, die zu einem Zeitpunkt einwanderten, als Ausländerin oder Ausländer in Luxemburg zu sein, im Alltag mit kleinen und großen Demütigungen einherging.

Inzwischen hat sich die Bevölkerung Luxemburgs derart diversifiziert, dass „Retour de Babel“ heute wohl ganz anders aussehen müsste, obschon die Ausstellung auch dieser Entwicklung vorgegriffen hatte. Sie mündete in der Feststellung eines vielfältigen „Seins“. Auf Tryptichen dargestellte Geschichten junger Menschen mit Migrationshintergrund zeigten, die vielen sich im Laufe des Lebens durchaus wandelnden Faszetten auf, die jeweils individuelle und kollektive Identität stiften. Ausstellungstechnisch zeigte das Projekt auf, welchen Spagat zwischen Konstanz und permanentem Wandel ein Migrationsmuseum mit einer permanenten Exposition zu leisten hätte.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Siehe REUTER, Antoinette et RUIZ, Jean Philippe, *Retour de Babel. Partir, arriver, rester*, Luxembourg: Retour de Babel, 2007, 3 Bände.

Darüber, ob es eines derartigen Museums bedarf, um die gesellschaftliche Leistung der Migranten anzuerkennen, oder ob diese nicht vielmehr in den Dauerausstellungen der natio-

nalen, identitätsstiftenden Institutionen gewürdigt werden soll, werden sich die Geister auch weiterhin in Luxemburg wie auch anderswo scheiden.



CDMH, Archives photographiques, Projet « Retour de Babel » 2007 © Sabine Reiser  
Entrée de l'exposition.



CDMH, Archives photographiques, Projet « Retour de Babel » 2007 © Sabine Reiser  
La bataille des papiers.



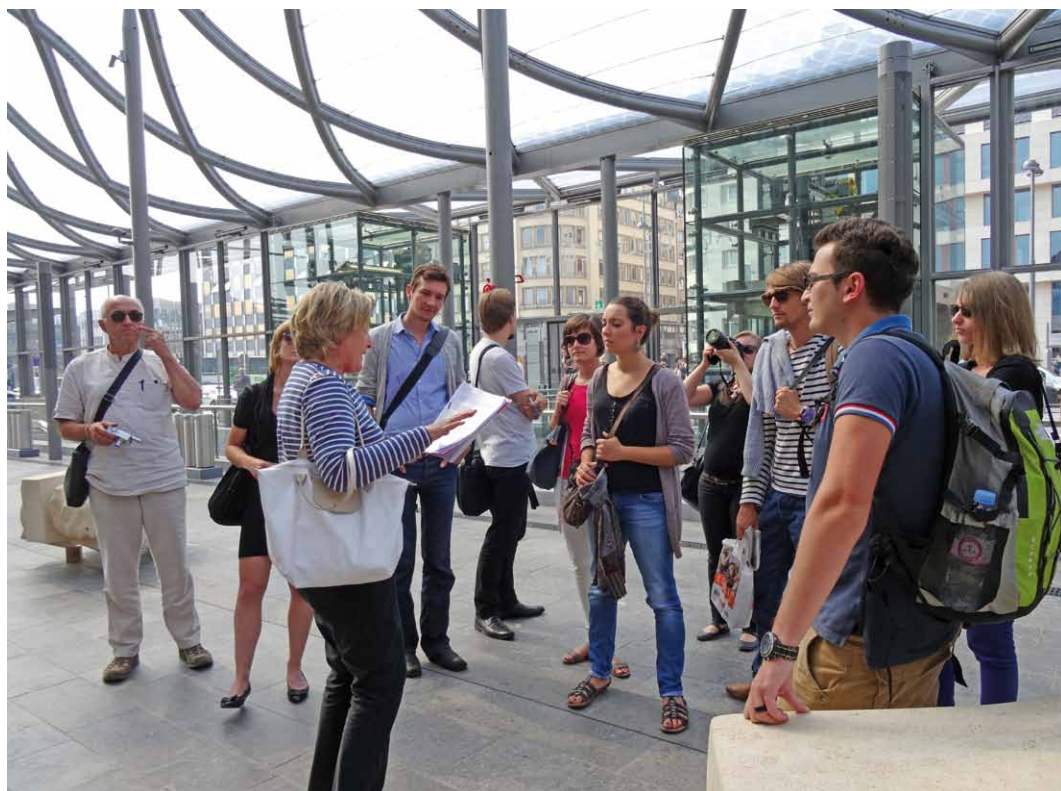
CDMH, Archives photographiques, Projet « Retour de Babel » 2007 © Sabine Reiser  
Vue générale de l'exposition.



## **IV**

### **Conclusion / Schlussfolgerung**





Archives du CDMH, Fonds Migratours Quattropole, Visites guidées

Parmi les activités de médiation interculturelle mises en place par le CDMH, les balades patrimoniales connaissent un beau succès. Des tours sont proposés à Dudelange, aux quartiers « Italie » et « Schmelz », mais également, depuis 2012, en vertu d'un projet réalisé à la demande de la « Quattropole », dans le quartier Gare-Hollerich à Luxembourg-Ville. Le cliché montre à l'oeuvre Francette Erpelding, guide bénévole du CDMH, avec des étudiantes et étudiants en architecture de l'université d'été tri-nationale Saarbrücken, Nantes, Tbilissi (août 2013).

## Public history ?

### CDMH

Au cours de son existence, le CDMH a présenté une centaine d'expositions, déclinant en quelque sorte l'idée d'un musée des migrations à travers la rotation d'expositions temporaires.

En se livrant à cette activité, ses animateurs ont eu à cœur de veiller à traduire pour un public généraliste les acquis de la recherche la plus pointue. Ils remplissent par là l'une des premières conditions d'une pratique très débattue actuellement dans les sphères académiques et associatives, à savoir l'exercice de « l'histoire publique » (public history)<sup>1</sup>.

Les expositions proposées n'ont pas toutes été des créations spécifiques de l'équipe du CDMH. Elles sont au contraire bien souvent issues de partenariats associatifs régionaux ou internationaux. Cependant, il a toujours été pris soin d'imprimer une dimension régionale, voir locale, aux projets en n'impliquant pas seulement des chercheurs spécialisés, mais encore des acteurs locaux ou des groupes spécifiques. A travers cette approche participative est satisfaite une deuxième exigence de « l'histoire publique ». Parmi les projets qui ont – à côté de ceux fondateurs déjà évoqués – fait date, il convient de rappeler la collecte de mémoire menée autour de l'Ecole Italie par ses anciens élèves en hommage à la mythique maîtresse de jardin d'enfants « Joffer Liliane » (1998).

La manifestation « Pittoresque » (2011), mise en œuvre par Dario Cieol et Christine Muller s'est interrogée sur les représentations du quartier « Italien » dans la peinture et dans la photo, ainsi que sur la manière dont celles-ci ont contribué à construire l'image publique du lieu. Le projet comportait également une part d'auto-analyse de la part des animateurs du CDMH en montrant comment l'existence

même de cet acteur a contribué à la mise en place de ces représentations.

Par ailleurs, il convient de rappeler particulièrement le travail de Dario Cieol qui a puisé dans les œuvres des jeunes artistes et photographes Sacha Di Giambattista et Mike Zenari des thématiques parallèles à celle de l'artiste peintre Dominique Lang (2011).

En 2014, le projet « Memories of the Sea » mis en place avec le consortium international de musées et de départements universitaires « MeLa » nous a menés au cœur du travail muséal en montrant que les activités qui en représentent les fondements – recueillir, inventorier/classer, exposer – peuvent parfaitement être pratiqués par des milieux étrangers à l'institution<sup>2</sup>. Ce regard décalé a permis de s'interroger sur ce qu'est un musée, de questionner également la pertinence sociale de l'institution muséale en observant qui fait quoi, pour quel public.

Il s'est développé autour des expositions une transversalité avec d'autres activités, telles que des conférences, des présentations cinématographiques, des lectures, des événements musicaux, des balades patrimoniales, des ateliers de collecte d'archives orales ou matérielles, etc. Dans le même ordre d'idées, le CDMH édite, tous les 3 ou 4 mois, en partenariat avec d'autres initiatives actives au quartier « Italien », un journal de quartier inséré gracieusement dans le quotidien « Tageblatt »<sup>3</sup>. Cette publication se propose de rendre compte des activités développées autour du projet d'animation sociale « Ensemble » mis en place dans cette partie de la ville de Dudelange, mais aussi sur toutes les options politiques ou culturelles pouvant intéresser la vie quotidienne de ses habitants. Si ce journal se limitait initialement aux activités

<sup>1</sup> Le public intéressé trouvera à la bibliothèque du CDMH une sélection représentative d'ouvrages traitant les questions méthodologiques en relation avec l'exercice de « l'histoire publique » ou avec les avancées de la muséologie.

<sup>2</sup> <http://www.mela-projet.polimi.it/> (consulté au mois de janvier 2017).

<sup>3</sup> Nous tenons à remercier ce journal de sa collaboration désintéressée. A noter que 1500 tirés-à-parts de chaque numéro sont distribués aux habitants des quartiers « Italie » et « Schmelz ».

« Am Quartier Italien », il s’est depuis adapté à l’évolution du projet « Ensemble » qui s’est étendu au quartier « Schmelz » jouxtant l’ancien site sidérurgique. Il est devenu, depuis 2013, « Am Quartier & Op der Schmelz ». En pratiquant de la sorte, le CDMH a répondu à une troisième recommandation de « l’histoire publique », celle de multiplier les entrées pour rencontrer les aspirations de publics divers.

Depuis les origines du CDMH, l’exercice d’une « histoire publique » a donc représenté une option assumée par ses équipes. Contrairement au célèbre Monsieur Jourdain qui pratiquait la prose à son insu, elles ont parfaitement assumé ce choix, sans cependant en faire état de manière redondante. Il leur a en effet toujours semblé que l’exercice de « l’histoire publique » représente une méthode autant qu’une fin en soi<sup>4</sup>.



Depuis 2009, le CDMH participe avec d’autres initiatives du quartier « Italien » d’abord, des quartiers « Italien » et « Schmelz » à la rédaction d’un journal local, dont 3 éditions annuelles sont imprimées gracieusement par le « Tageblatt ». Participant à ce projet outre le CDMH, l’asbl d’animation interculturelle « Ensemble », les comités d’habitants des quartiers « Italien » et « Schmelz » ainsi que des enseignants du Lycée Nic Biever. Ce projet est porté pour le CDMH par Marcel Lorenzini et Jacques Renaudin.

<sup>4</sup> Ceci ne signifie nullement que les animateurs du CDMH aient craint « le discours sur la méthode ». Ils ont bien au contraire contribué à la mise en place d’ateliers de réflexion au Luxembourg et ailleurs. Voir par exemple en 2008 à Berlin, « Migration in Museums – Narratives of diversity in Europe », <http://www.migrants-moving-history.org/> (consulté au mois de janvier 2017) ou en 2011, à Dudelange, « Festivals, cultures et territoires dans la Grande-Région », [www.ipw.lu/festivals-culture-et-territoires-en-lorraine-et-en-grande-region/](http://www.ipw.lu/festivals-culture-et-territoires-en-lorraine-et-en-grande-region/) (consulté au mois de janvier 2017). Entre 2010 et 2015, des représentants du CDMH ont participé régulièrement aux travaux du Groupement d’intérêt scientifique « Institutions patrimoniales, pratiques interculturelles », [www.ipapic.eu](http://www.ipapic.eu) (consulté au mois de janvier 2027)

## Auteurs / Autoren

### Jean-Claude Farcy

Ancien chargé de recherche au CNRS, Jean-Claude Farcy est membre du Centre Georges Chevrier de l'Université de Bourgogne (F). Il travaille notamment sur l'immigration rurale au XIX<sup>e</sup> siècle, l'histoire de la justice de la France des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, l'histoire des camps de la Première Guerre mondiale, l'analyse des sources judiciaires. Il est membre du comité de rédaction de « Criminocorpus », une revue numérique dédiée à l'histoire de la justice, des crimes et des peines. Le contact du CDMH avec Jean-Claude Farcy s'est établi en marge d'une présentation du projet « Bami » à l'occasion du festival « Hommes et Usines » à Talange.

### Piero Domenico Galloro

Directeur depuis 2014 du département de sociologie de l'Université de Lorraine, Nancy/Metz (F), le socio-historien Piero Domenico Galloro s'est investi de longue date dans divers projets de recherche et de valorisation autour du thème des migrations en général, de l'immigration italienne en particulier. Il est à ce titre le rédacteur de nombreuses publications académiques. Il a contribué régulièrement aux activités du CDMH, en faisant notamment avancer les activités BAMI 1 et 2 ainsi qu'en assurant la coordination scientifique du projet Interreg « Relations interculturelles, dynamiques identitaires » (RIDI, 2000-2002). Piero Domenico Galloro est membre du conseil scientifique du CDMH.

### Thomas Geisen

Thomas Geisen ist Professor für Arbeitsintegration und Eingliederungsmanagement/Disability Management an der Hochschule für Soziale Arbeit der Fachhochschule Nordwestschweiz. Studiert hat er Soziale Arbeit, Soziologie und Politikwissenschaften in Saarbrücken, Trier und London, promoviert in Basel. Seit Ende der 1980er Jahre ist er in verschiedenen Feldern und Bereichen der Weiterbildung tätig (politische Bildung, Volkshochschulen, etc.). Thomas Geisen ist Mitbegründer des Instituts für Migrations- und Regionalforschung (IRM), Trier (2000), das jedes Jahr an wechselnden Orten eine Tagung zum Thema Migration ausrichtet.

### Malika Ghemmaz

Doctorante-chercheuse à l'Université du Luxembourg (2005), Malika Ghemmaz est docteur en sciences politique de l'Université de Lille. Elle a travaillé sur l'émigration portugaise et brésilienne vers divers pays de l'Union européenne. Elle a enseigné les sciences politiques et le droit pendant plusieurs années à l'université. Depuis 10 ans, elle a changé d'orientation professionnelle et propose des formations pour la préparation des concours administratifs. Elle assiste les candidats dans la préparation aux concours post-bac sur Paris et Lille.

### Zeina Habet

Zeina Habet est titulaire d'une maîtrise d'histoire (Paris IV, Sorbonne) et d'un DEA de sociologie en « Migrations et recherches interethniques » (Paris VII, René Diderot). Elle a été assistante d'étude à la Cité nationale de l'histoire de l'immigration avant de s'engager en 2006-2007 dans un volontariat européen au titre de l'Institut européen des itinéraires culturels du Conseil de l'Europe (Luxembourg) et du CDMH. Dans ce cadre, elle a finalisé en 2007 le parcours « Mémoires croisées » dans le quartier « Italien ». Aujourd'hui elle vit en région lyonnaise. Elle s'y investit professionnellement dans des projets d'animation théâtrale.

### Hélène Hatzfeld

Hélène Hatzfeld a été jusqu'à son récent départ à la retraite chargée de mission au Ministère de la Culture et de la Communication/ Secrétariat général/ Service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation. Elle est Docteur d'Etat en science politique, agrégée de lettres classiques, chargée de cours à l'Institut d'études politiques de Paris. Elle a présidé le Groupement d'Intérêt Scientifique « Institutions patrimoniales, pratiques interculturelles (IPAPIC) » (2008-2014). Depuis 2008, elle est maître assistant à l'Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Val-de-Seine et membre du Laboratoire Architecture Ville Urbanisme et Environnement.

### Marcel Lorenzini

Ingénieur en travaux publics auprès des Ponts et Chaussées luxembourgeois à la retraite, Marcel Lorenzini est né au quartier « Italien ». Il a été



co-fondateur de l'association mémorielle Association culturelle des Amis du quartier Italien (ACAQI), puis du Centre de Documentation sur les Migrations humaines (CDMH). Au sein des deux associations, il s'est particulièrement investi dans la collecte d'archives documentaires et photographiques. Il a à son actif de nombreux projets, dont la mise en œuvre d'un journal de quartier. Promoteur de l'entrée du CDMH dans l'Association of European Migration Museums (AEMI) en 1996, Marcel Lorenzini est actuellement président du CDMH.

### Rainer Ohliger

Rainer Ohliger ist Historiker und Sozialwissenschaftler. Seine Hauptforschungs- und Interessengebiete sind historische und internationale Migration, interethnische Beziehungen sowie Geschichte und Gedächtnis in der Einwanderungsgesellschaft. Er studierte Geschichte, Betriebswirtschaftslehre und Demographie an der Albert-Ludwigs-Universität Freiburg und an der University of Michigan, Ann Arbor. 1995 bis 2003 war er wissenschaftlicher Mitarbeiter an der Humboldt-Universität zu Berlin (Sozialwissenschaften). Im Jahr 2001 war er Gründungsmitglied des Netzwerks Migration in Europa e.V., für das er als Vorstandsmitglied, Projektentwickler und -manager tätig war. Rainer Ohliger ist Mitglied des wissenschaftlichen Beirates des CDMH. Zurzeit arbeitet er als freischaffender Berater und Projektmanager im Bereich Demographie und Geschichte.

### Antoinette Reuter

Après des études d'histoire aux universités de Toulouse (F) et de Lyon (F), Antoinette Reuter a enseigné aux lycées Nic Biever (Dudelange) et Athénée (Luxembourg) ainsi qu'à l'Institut supérieur d'enseignement et de recherche pédagogique (ISERP), Walferdange (L). Elle a participé au projet « An Italien » et est cofondatrice du Centre de Documentation sur les migrations humaines (CDMH), dont elle a pris en charge à titre bénévole le secrétariat et la coordination de 1993 à 2008. En 2007, elle a assumé avec Jean Philippe Ruiz le commissariat de l'exposition « Retour de Babel ». Elle est membre du bureau de la Fondation Bassin Minier.

### Fabienne Souchet

Sociologue de formation, Fabienne Souchet a participé en 2006-2007 en Région Midi-Pyré-

nées à la collecte de mémoire en matière de migrations commanditée par l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (ACSÉ). Elle a par ailleurs mené des recherches en sociologie urbaine pour In Situ consultants, Toulouse (F). Actuellement, elle est chargée de projets au Centre de Régional de Documentation Pédagogique (CRDP) de Toulouse.

### Laure Teulières

Laure Teulières est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Jean Jaurès de Toulouse. Elle est rattachée au laboratoire France, Amériques, Espagne. Sociétés, Pouvoirs, Acteurs (FRAMESPA – CNRS UMR 5136). Spécialiste d'histoire de l'immigration et d'histoire culturelle, elle a à son actif plusieurs publications consacrées à l'immigration italienne en France, aux immigrations en région Midi-Pyrénées ainsi qu'à la mémoire des migrations. Directrice adjointe de la revue en ligne « Les Cahiers de Framespa », elle est membre du comité de rédaction de la revue « Diasporas. Histoire et sociétés ». Par ailleurs, Laure Teulières est associée aux réseaux de recherche européens ClioHres, ClioH-World ou Exilio-Network, et fait partie du conseil d'orientation de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

### Joseph Thill

Ingénieur agronome, spécialisation économie, à la retraite, Jos Thill a été formé à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie et des industries alimentaires (ENSAIA) de Nancy (F) et à l'Institut national agronomique Paris-Grignon (INAPG). En tant que fonctionnaire au Ministère de l'Agriculture à Luxembourg (1979-2015), il a notamment été porte-parole du Luxembourg au Comité spécial agriculture, comité préparant les réunions du conseil des ministres de l'agriculture de l'Union européenne et ingénieur-chef en charge de la division Comptabilité des exploitations agricoles et viticoles.

### Adam Walaszek

Adam Walaszek is a professor of history at the Institute of American Studies and Polish twDiaspora at the Jagiellonian University, Cracow (PL) since 1995. He teaches courses in the history of international migrations and the history of Polish ethnic groups in the United States. He is a member of the Polish American Historical Association and of the Polonia Re-



search Committee of the Polish Academy of Sciences. Adam Walaszek is member of the editorial board of various academic publications.

He is member of the Scientific Council of the Centre de documentation sur les migrations humaines, Dudelange (L).

## Photographes / Fotografen

### Umberto Cappelari

Le CDMH collecte les productions du photographe mythique du quartier « Italien » à Dudelange Umberto Cappelari (1882-1969). L'asbl lui a consacré des expositions en 1998 et en 2009-2010. Ami du peintre dudelangeois Dominique Lang, Umberto Cappelari a tenu avec ce dernier un studio photographique. Il s'avère par ailleurs que le photographe né à Klosterle en Autriche a été un relais indispensable dans la transmission de la mémoire du peintre.

### Dario Cieol

Dario Cieol est diplômé en sociologie et pédagogie de l'Université de Trèves. Depuis 2009, il participe régulièrement aux travaux du CDMH, dont il a notamment systématiquement documenté par la photographie les activités entre 2009 et 2015. Par ailleurs, il a exercé le commissariat des expositions Giambattista/Zenari (2010), Pittoresque (2011), La face cachée des mots (2012), en collaboration avec Christine Muller, puis la Mémoire de la Mer (2014), avec Anna Chiara Cimolli. Dario Cieol est membre du Photoclub de Dudelange et a participé au projet d'exposition collectif « No mad wolves » (2017, Galerie éphémère Cado, Dudelange).

### Romain Girtgen

Diplômé de l'Ecole professionnelle de la Photographie de Bruxelles (1987), Romain Girtgen est responsable du département photographique du Centre national de l'audiovisuel à Dudelange (L). Il a participé à titre professionnel et privé à de nombreuses missions de documentation illustrant les mutations en cours au Bassin minier. Voir notamment les contributions aux expositions collectives « Deep

South », Galerie Arman Gaasch, Dudelange (2006) et « Les friches industrielles », Halle des Soufflantes, Esch-Belval. Des œuvres de Romain Girtgen ont régulièrement intégré des projets du CDMH.

### Christian Kandzia

Dipl. Ing. Architekt Christian Kandzia (\*1939 Breslau) war von 1969 an und bis zur Auflösung 2004 Mitarbeiter des reputierten Architekturbüros Behnisch&Partner (Stuttgart). Neben der Mitarbeit an zahlreichen Bauprojekten, hatte er von 1990 bis 1993 einen Lehrauftrag für Architektur fotografie in Stuttgart. Seit 2004 arbeitet Christian Kandzia als freier Architekt. Die Begegnung mit dem CDMH erfolgte im Rahmen eines Auftrages als International Visiting Scholar an der Universität Oxford, Ohio (USA).

### Paulo Lobo

Né au Portugal, Paulo Lobo arrive au Luxembourg à l'âge de six ans avec ses parents. Il se familiarise avec la photographie d'abord en autodidacte, puis au sein d'un photo-club, avant de participer à des ateliers de perfectionnement. Aujourd'hui, il assume la rédaction du magazine « Wunnen ». Paulo Lobo a à son actif de nombreuses expositions personnelles et collectives. Sa route a croisé de multiples fois les initiatives du CDMH. En 2007, il a présenté le projet « Terra de Vida » (avec Jérôme Melchior) au « Hall Fondouq » à l'occasion de Retour de Babel. En 2012, il a présenté « La face cachée des mots » à la Gare-Usines.

### Philippe Matsas

Né au Grand-Duché de parents grecs, Philippe Matsas vit et travaille à Paris. Il est membre de l'agence « Opale », spécialisée dans la réalisa-

tion de portraits d'artistes. En 1986, il a consacré un reportage en noir et blanc au quartier « Italien » dans le cadre du projet « Liewen am Minett » commandité par le Centre National de l'Audiovisuel (CNA). Son travail documentaire de manière saisissante le processus de renouvellement de la population de ce lieu de mémoire de l'immigration au Luxembourg. Les anciens occupants italiens ont quitté les lieux et ne reviennent que pour des activités occasionnelles (messe et apéritif du dimanche), les nouveaux venus lusitaniens y cherchent leurs marques.

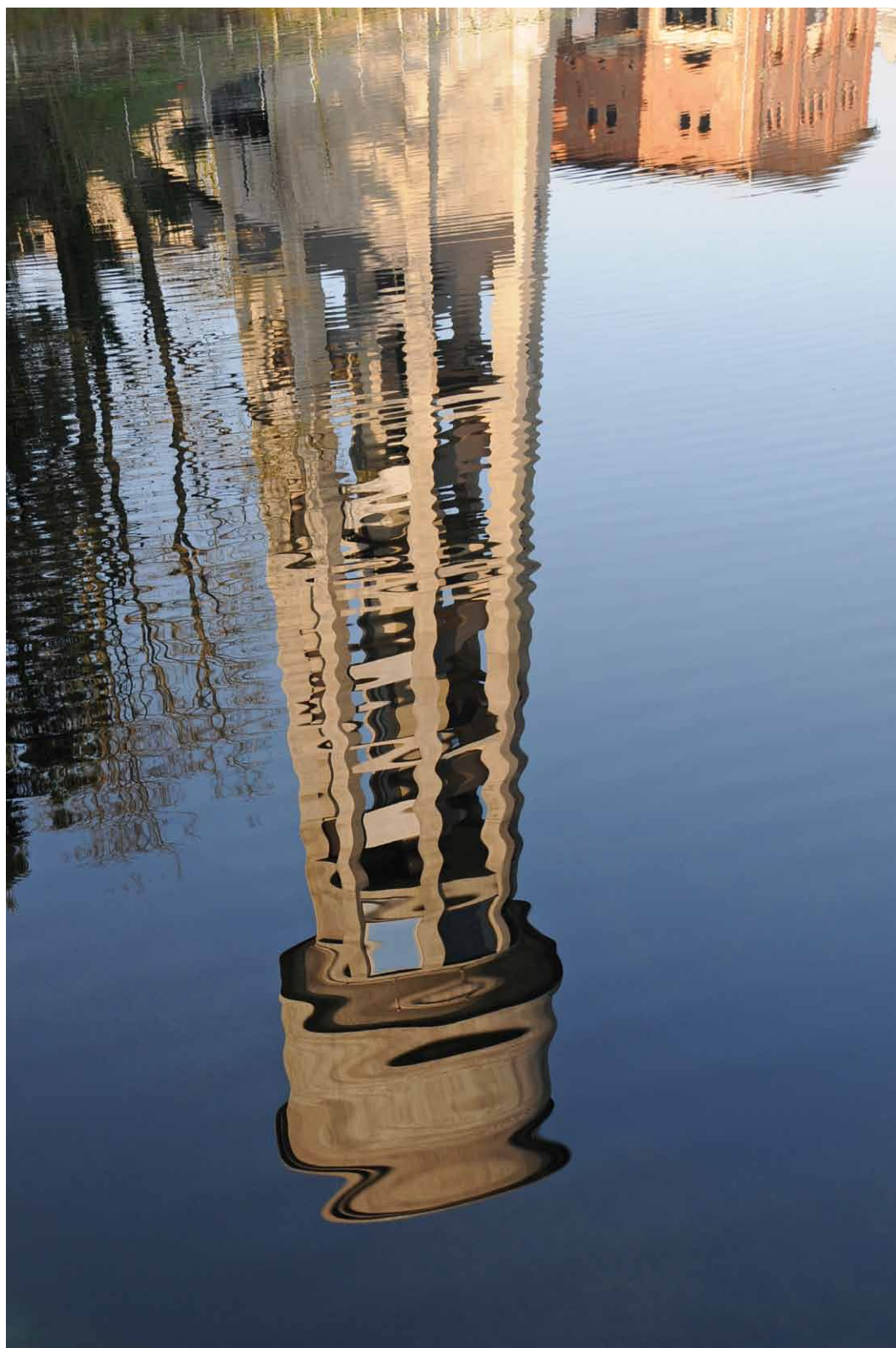
### Sabine Reiser

Sabine Reiser betreibt seit 1995 nach einem Studium an der Fachhochschule Trier ein Büro für Architektur, Innenarchitektur und Ausstellungsgestaltung in Trier / Euren. Zusammen mit Elke Kretzer zeichnete sie 2007 für die Ausstellungsarchitektur von «Retour de Babel» verantwortlich. Seither hat die Ausstellungsma-

cherin weitere Projekte für das CDMH betreut, wie z.B die Wanderausstellung «L'Islam au Luxembourg» (2015).

### Mike Zenari

La photographie a d'abord été une passion pour le Dudelangeois Mike Zenari. Depuis 2014, il en a fait son métier. Il travaille régulièrement pour les magazines Delano, Explorator et Paperjam. Il a illustré des publications du Casino – Forum d'Art contemporain, de Luxembourg for Finance, de l'Université du Luxembourg. Il a participé à des projets artistiques comme la Portfolio Night du CNA (2011), Sin City Pics de la Fondation pour l'architecture (1er prix 2012), Evidence of Absence, Strange Friends & Friendly Strangers and Locals. Actuellement, il participe au projet « I am not a refugee » initié par Frédérique Buck. En 2010, il a exposé au CDMH avec Sascha Giambattista en miroir à l'exposition Capellari & Lang, photographes à Dudelange.



CDMH, Photoarchiv, Industriehütte Dödelingen, Spiegelung des Wasserturms und des « Pomhouse » im ehemaligen Kühlbecken der Eisenhütte, 2013, 22 April, Dödelingen © Christian Kandzia



La **Fondation Bassin Minier** est un établissement d'utilité publique créé en 1989 qui a pour objet de contribuer à la valorisation culturelle de la région du Bassin Minier, en participant à l'organisation d'activités et à la mise en oeuvre de projets dans les domaines de la culture, de l'écologie, du tourisme et du patrimoine industriel. Partant de l'histoire industrielle, ouvrière et des migrations de la région du Bassin Minier, la Fondation est un instrument privilégié d'une transmission vivante de cette histoire et assure le rôle de témoin dynamique d'une culture qui se veut prospective. La Fondation Bassin Minier bénéficie du soutien financier du Ministère de la Culture.

Die **Fondation Bassin Minier** ist eine gemeinnützige Stiftung, die 1989 mit dem Auftrag geschaffen wurde, zur kulturellen Entwicklung im Luxemburger Erzbecken (Bassin Minier) beizutragen. Die Stiftung beteiligt sich an der Umsetzung und fördert Projekte in den Bereichen Industrieerbe, Kultur, Umwelt, Tourismus und Innovation. Von der Wirtschafts-, Migrations- und Sozialgeschichte des Bassin Miniers ausgehend und den Bogen spannend bis zur heutigen Entwicklung der Region als Forschungs- und Technologiestandort, möchte die Stiftung die Rolle eines Übersetzers spielen, der Geschichte mit Zukunft verbindet und Perspektiven für eine starke Region aufzeigt. Die Fondation Bassin Minier wird vom Kulturministerium finanziell unterstützt.

**Fondation|Bassin|Minier**

c/o 7, rue des Trois Glands, L-1629 Luxembourg  
[www.fondationbassinminier.lu](http://www.fondationbassinminier.lu)  
[contact@fondationbassinminier.lu](mailto:contact@fondationbassinminier.lu)